

Yves Sintomer

Petite histoire de l'expérimentation démocratique

Ti... ou sort et politique
d... es à nos jours



DU MÊME AUTEUR

La Démocratie impossible ? Politique et Modernité chez Weber et Habermas, La Découverte, Paris, 1998.

Porto Alegre. L'espoir d'une autre démocratie, avec Marion Gret, La Découverte, Paris, 2002, 2005.

Le Pouvoir au peuple. Jurys citoyens, tirage au sort et démocratie participative, La Découverte, Paris, 2007.

Les Budgets participatifs en Europe. Des services publics au service du public, avec Carsten Herzberg et Anja Röcke, La Découverte, Paris, 2008.

ÉDITIONS ET OUVRAGES COLLECTIFS

Claus Offe, *Les Démocraties modernes à l'épreuve*, L'Harmattan, Paris, 1997.

Louis Althusser, *Solitude de Machiavel (et autres textes)*, PUF, Paris, 1998.

Xénophobie en banlieue. Effets et expressions, dir. avec Henri Rey et Florence Haegel, L'Harmattan, Paris, 2000.

Démocratie et délibération, dir. avec Loïc Blondiaux, Hermès, Paris, 2002.

Où en est la théorie critique ?, dir. avec Emmanuel Renault, La Découverte, Paris, 2003.

Alma et Lila Lévy, *Des filles comme les autres. Au-delà du foulard*, avec Véronique Giraud, entretiens, La Découverte, Paris, 2004.

Gestion de proximité et démocratie participative, dir. avec Henri Rey et Marie-Hélène Bacqué, La Découverte, Paris, 2005.

Pierre Bourdieu. *Théorie et pratique. Perspectives franco-allemandes*, dir. avec Hans-Peter Müller, La Découverte, Paris, 2006.

La Démocratie participative inachevée. Genèse, adaptations et diffusions, dir. avec Marie-Hélène Bacqué, Adels/Yves Michel, Paris, 2010.

La Démocratie participative. Histoire et généalogie, dir. avec Marie-Hélène Bacqué, La Découverte, Paris, 2011.

Yves Sintomer

Petite histoire de l'expérimentation démocratique

Tirage au sort et politique
d'Athènes à nos jours



La Découverte / Poche

9 bis, rue Abel-Hovelacque
75013 Paris

La présente édition constitue une version complètement remaniée de l'édition française originale, parue en 2007 sous le titre *Le Pouvoir au peuple*. Dans cette dernière, le chapitre 2, ainsi que la section du chapitre 4 sur les jurys citoyens, les sondages délibératifs et les conférences de citoyens, avaient été rédigés en collaboration avec Anja Röcke, avec qui j'ai élaboré certains des résultats ici présentés et envers qui j'ai une dette toute particulière.

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information bimensuelle par courriel, à partir de notre site www.editions-ladecouverte.fr, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.

ISBN 978-2-7071-7014-9

En application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégralement ou partiellement, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

© Éditions La Découverte, Paris, 2011.

À Marc et Renée,
pour tout ce qu'ils m'ont donné.

Introduction

« Le tirage au sort des magistrats paraît aujourd'hui une telle absurdité que nous avons peine à concevoir qu'un peuple intelligent ait pu imaginer et maintenir un pareil système. »

Gustave GLOTZ, *La Cité grecque*, II, 5.

« Le jury, qui est le moyen le plus énergique de faire régner le peuple, est aussi le moyen le plus efficace de lui apprendre à régner. »

Alexis DE TOCQUEVILLE,
De la démocratie en Amérique, I, 2, ch. VIII.

Les 24 et 31 mai 1466, dans une tentative (qui capotera le 2 septembre) pour desserrer l'emprise des Médicis sur le pouvoir après la mort de Côme, les conseils législatifs de la République de Florence rétablissent l'usage du tirage au sort pour pourvoir la quasi-totalité des offices de gouvernement. Il ne s'agit de rien de moins que de défendre la liberté populaire, affirment les promoteurs de la loi. Le 27 mai, 400 citoyens, sous la conduite de Luca Pitti, signent publiquement un serment jurant de protéger le régime républicain ainsi restauré¹. Les principes sur

¹ Nicolai RUBINSTEIN, *The Government of Florence Under the Medici*, Clarendon/Oxford University Press, Oxford/New York, p. 178-179, et « Florentine

lequel celui-ci s'appuie sont, selon les conjurés, les suivants : il faut « que la cité se gouverne comme il est d'usage à travers un gouvernement populaire et juste » ; l'outil adéquat à utiliser est dans cette perspective le tirage au sort (« *tratta* ») ; les citoyens doivent être protégés contre l'arbitraire grâce aux lois ; enfin, « les citoyens entendent être libres de discuter et de juger les affaires publiques »¹. Ce document constitue l'exemple le plus clair et le plus incisif du programme constitutionnel du parti républicain durant la première période de domination des Médicis. Il reprend les points essentiels du concept florentin de « *vivere libero* », forgé progressivement à partir de la fin du xiv^e siècle et qui a pris sa consistance définitive au début du xv^e, au moment même où jaillissait la première Renaissance et où s'inventait la perspective².

Le 11 décembre 2004, une Assemblée citoyenne tirée au sort parmi les citoyens de Colombie britannique remet son rapport sur la réforme du mode de scrutin de cette province canadienne. Il s'agit d'en finir avec le scrutin uninominal à un tour, dit « *first past the post* », qui écrase complètement les minorités, et d'introduire une logique plus proportionnelle (le « *single transferable vote system* »). Le projet de loi sera proposé tel quel par l'Assemblée législative aux citoyens pour qu'ils le ratifient par référendum en mai 2005. Gordon Gibson, conseiller du Premier ministre de Colombie britannique et créateur de l'Assemblée citoyenne de cette province, justifie cette innovation de la façon suivante :

« Nous sommes [...] en train d'introduire de nouveaux éléments aux côtés de la démocratie représentative et de la démocratie directe. Ces nouveaux éléments diffèrent dans le détail mais ils ont une chose en commun. Ils apportent à l'ensemble un nouveau type de représentants, différents de ceux que nous élisons. À l'heure actuelle, les deux voies permettant la prise de décision

constitutionalism and Medici ascendancy in the fifteenth century », in Nicolai RUBINSTEIN (dir.), *Florentine Studies. Politics and Society in Renaissance Florence*, Northwestern University Press, Evanston, 1968, p. 17-18.

1 Cité in Nicolai RUBINSTEIN, *The Government of Florence Under the Medici*, op. cit., p. 179.

2 Nicolai RUBINSTEIN, « Florentina libertas », *Rinascimento*, Leo S. Olschki, Florence, 1986, Seconde serie, vol. XXVI.

sont profondément influencées – voire sous la coupe – d'experts et d'intérêts particuliers. L'idée de démocratie délibérative est essentielle pour faire entrer en lice l'intérêt public, porté par des panels de citoyens tirés au sort. Les représentants traditionnels que nous élisons sont choisis à travers un consensus majoritaire, pour une période de temps longue, en tant que professionnels, avec une compétence légale illimitée pour agir en notre nom. Les représentants d'un nouveau type dont nous parlons sont choisis au hasard, pour une courte période, en tant que citoyens ordinaires et pour des tâches spécifiques et limitées ¹. »

L'expérience de la Colombie britannique n'est que la pointe la plus avancée des centaines d'expérimentations qui ont utilisé le tirage au sort en politique au cours des trois dernières décennies. Deux ans plus tard, l'Ontario, le plus peuplé des États canadiens, imite à son tour l'exemple de la Colombie britannique ². En novembre 2010, l'Islande, ébranlée par la crise financière qui l'a mise à genoux, confie à une Assemblée citoyenne de mille personnes tirées au sort le soin de suggérer les points les plus importants en vue d'une réforme de sa Constitution – avant d'utiliser le suffrage universel pour choisir parmi la population, le 27 novembre 2010, une sorte de jury constituant composé de vingt-cinq citoyens ordinaires ayant pour charge d'élaborer la nouvelle loi fondamentale à partir de ce matériel ³.

En 2006, lors d'une intervention publique à la Sorbonne, Ségolène Royal, qui brigue l'investiture du Parti socialiste français pour

1 Gordon GIBSON, « L'Assemblée citoyenne de Colombie britannique », in Yves SINTOMER (dir.), « La Démocratie participative. » *Problèmes politiques et sociaux*, La Documentation française, 959, avril 2009, p. 62-63.

2 Sur l'expérience de la Colombie britannique, cf. R.B. HERATH, *Real Power to the People. A Novel Approach to Electoral Reform in British Columbia*, University Press of America, Lanham, 2007 ; Mark E. WARREN et Hilary PEARSE (dir.), *Designing Deliberative Democracy. The British Columbia Citizens' Assembly*, Cambridge University Press, Cambridge, 2008. Pour un bilan global, cf. Amy LANG, « Quand les citoyens décident. Généalogie des assemblées citoyennes sur la réforme électorale », in Marie-Hélène BACQUÉ et Yves SINTOMER (dir.), *La Démocratie participative inachevée. Genèse, adaptations et diffusions*, Adels/Yves Michel, Paris, 2010.

3 Associated Press, 26 novembre 2010.

l'élection présidentielle de l'année suivante, évoque la perspective d'une « surveillance populaire » de l'action des responsables politiques en demandant à ceux-ci d'en « rendre compte, à intervalles réguliers, à des jurys citoyens tirés au sort ¹ ». Cette déclaration déclenche des réactions d'une rare violence de la part de responsables que tout oppose par ailleurs. La droite conservatrice évoque les heures tumultueuses de la Révolution française ². Nicolas Sarkozy, le futur Président, dénonce une proposition « outrancièrement populiste ³ ». À l'Assemblée nationale, un député conservateur demande : s'agit-il de « mettre en place des tribunaux populaires à la Pol Pot ou à la Mao » ? Brice Hortefeux, un proche de Nicolas Sarkozy, lui répond solennellement : « Ne l'oublions pas : à chaque fois dans l'histoire qu'on a voulu s'en prendre à des élus, c'est en réalité à la République qu'on a voulu s'attaquer, du général Boulanger à Paul Déroulède ⁴, des protagonistes du 6 février 1934 ⁵ à ceux qui sous Pétain avaient voulu mettre en place des comités chargés de dénoncer les autorités locales qui faisaient preuve d'esprit républicain ⁶. » Rejoignant curieusement leurs adversaires, des responsables socialistes se joignent à ce chœur, l'un d'eux se demandant notamment si cette proposition « ubuesque et grave » est « inspirée par Le Pen ou Mao » ⁷. Mao ne pouvant répondre, c'est Le Pen qui s'en charge, récusant toute paternité en la matière et contre-attaquant : l'idée doit à l'évidence être combattue car « ce n'est pas en court-circuitant la démocratie représentative par des "jurys citoyens", autrement dit

1 *Le Monde*, 18 novembre 2006.

2 *Lefigaro.fr*, 24 octobre 2006.

3 LCI, 27 octobre 2006.

4 Georges Boulanger (1837-1891), général français qui passa en politique et dirigea un mouvement populiste qui ébranla la III^e République. Paul Déroulède (1846-1914), intellectuel français qui joua un rôle important dans le mouvement antisémite lié à l'affaire Dreyfus.

5 Le 6 février 1934, une manifestation organisée par l'extrême droite à Paris tourna à l'émeute, ce qui fit comprendre à l'opinion que la France pouvait elle aussi être menacée par la montée du fascisme.

6 Reuters, 24 octobre 2006.

7 *Lefigaro.fr*, 24 octobre 2006.

des soviets, que l'on peut réhabiliter la politique ¹ ». Mais, pour le coup, c'est au tour de l'extrême gauche de protester. N'entend-on pas des militants trotskistes déclarer que ces jurys, « c'est de la blague ² » ? De doctes commentateurs s'en mêlent. Le journaliste Alain Duhamel, regrettant que la proposition « accentue » et « organise » la défiance des citoyens pour les élus, assène : soit il s'agit de quelque chose de facultatif, et c'est « de la poudre aux yeux », soit il s'agit vraiment d'un « élément nouveau de ce que l'on appelle une démocratie de participation, c'est-à-dire, en clair, la démocratie d'opinion », et celle-ci va l'emporter « sur la démocratie de représentation ³ ». Les lecteurs et les auditeurs finissent par y perdre leur latin : qui faut-il croire ? S'agit-il d'une proposition révolutionnaire ou réactionnaire ? Démocratique ou totalitaire ? Au-delà des rivalités électorales, cette indignation est le symptôme du repli frileux de la classe politique française sur elle-même. Pour être extrême, celle-ci n'est malheureusement pas exceptionnelle. Dans bien des pays, la « crainte des masses », voire, chez certains, une véritable « haine de la démocratie ⁴ » s'expriment ouvertement.

Et pourtant, l'actuel déficit de légitimité qui frappe la représentation politique impose de revenir aux sources de l'expérience démocratique et d'analyser avec précision les dynamiques contemporaines les plus prometteuses. Celles-ci ont-elles quelque chose à voir avec les pratiques anciennes, comme celles de la République de Florence de la première Renaissance ? Pour en juger, il convient de se débarrasser des routines qui paralysent trop souvent la réflexion intellectuelle et l'action politique. Il faut s'interroger sans préjugé : l'idée de réintroduire le tirage au sort en politique constitue-t-elle une voie prometteuse pour les démocraties contemporaines, en particulier pour composer des jurys évaluant l'action des élus et pour trancher sur des questions

¹ Novo Press, 25 octobre 2006.

² *Convergences révolutionnaires*, 30 octobre 2006.

³ RTL, 26 octobre 2006.

⁴ Étienne BALIBAR, *La Crainte des masses*, Galilée, Paris, 1997 ; Jacques RANCIÈRE, *La Haine de la démocratie*, La Fabrique, Paris, 2005.

controversées de politique publique ? De telles instances participatives pourraient-elles constituer une source de démocratisation, un point d'appui pour une opinion publique plus éclairée et pour une action publique plus responsable – bref, pour une dynamique qui irait à rebours du « populisme » et de la « démocratie d'opinion » ? Quelles en seraient les conditions ? Quels seraient les défis à affronter ?

C'est à ces questions que ce livre tente de répondre. Pour mieux comprendre les enjeux du débat qui s'ouvre, le détour historique et sociologique est fondamental car il permet de donner une épaisseur temporelle et scientifique à une réflexion qui risquerait autrement de sombrer dans la confusion et d'en rester aux polémiques de surface. Sans faire œuvre d'historien au sens propre, je m'appuierai sur nombre de travaux historiques et croiserai leurs résultats pour tenter de broser à grands traits un tableau d'ensemble, incluant les républiques antiques, les communes italiennes médiévales ou renaissantes, la Couronne d'Aragon et les démocraties modernes. J'aurai aussi recours à de nombreuses enquêtes sociologiques, conduites personnellement ou rapportées par d'autres chercheurs. Les lecteurs seront amenés à parcourir des domaines aussi différents que le législatif, les procès d'assises, les statistiques, les débats du corps médical ou l'action dans les « quartiers sensibles ».

Nous prendrons d'abord la mesure de la crise de représentation qui frappe le système politique, dont nous nous attacherons à cerner les causes (chapitre 1). Puis, nous remonterons dans le temps pour comprendre comment, alors que la technique du tirage au sort a joué un rôle crucial dans les démocraties antiques, dans les communes italiennes et dans la Couronne d'Aragon, son usage s'est restreint aux jurys populaires dans les démocraties modernes. Nous analyserons les sens de son utilisation politique dans l'histoire, depuis son âge d'or à Athènes jusqu'à son oubli dans les révolutions de la fin du XVIII^e siècle en passant par ses transformations dans les républiques du Moyen Âge et de la Renaissance (chapitre 2). Nous nous attacherons alors à une énigme : comment comprendre l'éclipse partielle, durant deux siècles, de la sélection aléatoire des gouvernants politiques alors même que la technique est employée pour désigner les jurés

populaires des cours d'assises (chapitre 3) ? Ce qui conduira à une autre question : pourquoi le tirage au sort semble-t-il aujourd'hui légitime aux yeux d'acteurs de plus en plus nombreux, comme en témoigne son retour actuel en politique dans les assemblées citoyennes, les sondages délibératifs, les conférences de consensus ou les jurys citoyens ? Nous évoquerons plusieurs de ces tentatives et tâcherons d'en brosser un panorama global (chapitre 4). Nous reviendrons sur le sens de ces expériences contemporaines et il apparaîtra alors que la démocratie participative, loin de se confondre avec la démocratie d'opinion, peut au contraire être conçue comme une alternative à celle-ci dans un contexte marqué par le recul du rôle des partis politiques, et que les dispositifs fondés sur le tirage au sort peuvent y occuper une place importante (chapitre 5).

Dans la première justification philosophique de la démocratie qui nous soit parvenue, Protagoras expliquait, en parlant d'Athènes : « Quand il y a besoin de délibérer sur les affaires qui intéressent l'administration de l'État, on voit se lever indifféremment pour prendre la parole architectes, forgerons, cordonniers, négociants et marins, riches et pauvres, nobles et gens du commun, et personne ne leur reproche [...] de s'aviser de donner des conseils sans rien avoir appris d'aucune source et sans avoir eu aucun maître. C'est que, manifestement, on n'estime pas que cela s'enseigne ¹. » Cette problématique peut-elle encore avoir une validité ? Le tirage au sort peut-il y contribuer ?

Ce livre invite à reposer les questions fondamentales de tout ordre démocratique : quelles sont les sources de la légitimité politique ? Qui décide et que signifie concrètement la souveraineté populaire ? Quel est le sens de la représentation ? Comment délibérer et construire collectivement l'intérêt général ?

1 PLATON, *Protagoras*, 319d.

Une crise de la représentation qui n'en finit pas

Les démocraties contemporaines sont confrontées à un paradoxe. D'un côté, ce type de régime n'a jamais été aussi répandu sur la planète et les événements récents confirment son attractivité pour les populations vivant dans des régimes autoritaires. De l'autre, les gouvernements représentatifs sont confrontés à une crise de légitimité rampante, sont bousculés par la mondialisation, ne semblent pas à la hauteur des défis écologiques. Alors que les transformations sociales s'accroissent, les innovations démocratiques d'ampleur s'effectuent à distance d'une politique institutionnelle largement figée. L'individualisation croissante et l'affaiblissement des identités collectives stables induisent un rapport distancié au politique institutionnel en même temps qu'ils libèrent des énergies considérables pour des formes d'engagement civique non conventionnelles.

Les manifestations de la crise de légitimité

Au milieu des années 2000, les quelques référendums organisés sur la Constitution européenne ont été un révélateur. Alors que les classes politiques militaient massivement en faveur de celle-ci, les Français et les Hollandais, deux des quatre peuples

consultés, l'ont repoussée à une large majorité tandis que les Irlandais rejetaient lors d'un premier vote la version révisée du traité. Le référendum français de mai 2005 a de ce point de vue été particulièrement éclatant : 92 % des représentants au Congrès (Assemblée et Sénat réunis) s'étaient prononcés en faveur de la révision constitutionnelle, mais 55 % des électeurs optèrent pour le « non ». Au-delà des tendances nationalistes, ce vote témoigna d'un double rejet : rejet des politiques néolibérales, dont beaucoup d'électeurs (et de politiciens) attribuaient la responsabilité à l'Union européenne, et rejet d'une classe politique qui semblait sourde aux aspirations de ses mandants. Les élections européennes témoignent également de cette désaffection : le taux de participation, qui dépassait 60 % à l'échelle de l'Union européenne en 1979, a constamment baissé depuis, atteignant à peine 43 % en 2009. Dans une moindre mesure, l'abstention se manifeste également lors des échéances nationales, atteignant parfois des sommets impressionnants. Partout ou presque, la confiance des citoyens dans les responsables politiques est en baisse, les partis perdent des adhérents et des sympathisants, le prestige de la classe politique s'amenuise.

Les sondages montrent l'ampleur du fossé entre citoyens et élus. Fin 2010, une enquête montre que seuls 14 % des électeurs pensent que les responsables politiques se préoccupent beaucoup ou assez de ce que pensent les gens ordinaires. Treize pour cent seulement font confiance aux partis politiques : ceux-ci viennent en queue de liste, moins crédibles encore que les banques (auxquelles 20 % font confiance), loin derrière les hôpitaux ou la police, mais aussi largement distancés par les grandes entreprises publiques, l'Union européenne, les grandes entreprises privées, les syndicats, l'OMC, les médias, ou le G 20. Alors même qu'une majorité s'intéresse à l'enjeu politique, défini de façon large, les sondés sont 39 % à évoquer la méfiance, 23 % le dégoût, 12 % l'ennui lorsqu'ils pensent à la politique telle qu'elle se fait – contre seulement 15 % l'intérêt, 6 % l'espoir et 2 % le respect ¹.

1 Baromètre « Confiance en la politique », CEVIPOF/Opinion Way, décembre 2010 <www.cevipof.com/fr>.

Face à ces symptômes, la force du *statu quo* ne manque pas d'étonner. Pour s'en tenir aux seules règles du jeu politique, quelles ont été les innovations notables dans les dernières décennies ? Le manque d'imagination institutionnelle est frappant. Collectivement, les responsables politiques semblent incapables d'entreprendre des réformes audacieuses. Certains prônent l'adaptation pure et simple de la politique aux exigences du capitalisme financier – au risque d'être pris de court lorsque celui-ci débouche sur une crise mondiale d'ampleur inédite. D'autres détournent la faute sur les ennemis extérieurs ou la rejettent sur la société. Dans un monde de plus en plus menaçant, il faudrait défendre « nos » valeurs, « notre » modèle social, « notre » façon de faire de la politique contre les nouveaux barbares. La montée de l'individualisme, en particulier chez les jeunes, menacerait le sens civique et l'engagement pour les valeurs communes. Le repli sur soi et la recherche de son propre intérêt se généraliseraient. Bref, l'âge d'or de la politique serait désormais derrière nous. Nombre de politistes suivent d'ailleurs un raisonnement assez similaire.

Pourtant, de nombreux signes démentent cette vision pessimiste. Le seuil de tolérance aux inégalités entre les hommes et les femmes n'a-t-il pas fortement reculé, et les rapports sociaux de sexe ne sont-ils pas de façon croissante l'objet d'une réflexion critique ? Nous connaissons de ce point de vue une révolution anthropologique qui, si elle est loin d'être terminée, est en passe de bouleverser complètement un rapport de domination millénaire et quasi universel. Des questions qui semblèrent longtemps taboues, comme le lourd héritage du passé colonial, ne commencent-elles pas à être débattues ? Malgré l'importance du sentiment xénophobe, les jeunes Européens ne sont-ils pas plus ouverts qu'ils ne l'ont jamais été sur leurs homologues des autres pays du continent, et les réflexes nationalistes ne s'expriment-ils pas aujourd'hui avec beaucoup plus de retenue que par le passé ? Dans de nombreux pays, l'engagement associatif s'est développé de façon notable au cours des dernières décennies. La floraison des sites Internet et des blogs consacrés à la chose publique montre une volonté de comprendre et de discuter, et une forte

critique sociale s'exprime dans les textes d'innombrables groupes de musique, qu'ils fassent du rap, du reggae ou du rock. Par ailleurs, de nouveaux mouvements contestataires ont émergé dans les dernières années, rassemblés notamment dans la galaxie altermondialiste au début des années 2000, se mobilisant pour préserver les équilibres de la biosphère ou pour « s'indigner » devant les lourdes conséquences sociales des mesures prises pour faire face à la crise du capitalisme financier. Leurs actions et leurs thématiques ont parfois modifié l'axe des débats politiques, sur la question de la paix dans le monde, sur les aspects sociaux de la mondialisation, sur les OGM, voire sur le réchauffement climatique ; elles sont porteuses d'énergies civiques considérables. Le vrai problème n'est pas que les sociétés européennes soient entrées dans une phase de décadence, mais que les systèmes politiques soient incapables de se nourrir des dynamiques civiques existantes pour s'attaquer résolument aux défis du monde présent.

Six causes structurelles

Pour expliquer ces problèmes récurrents, les difficultés conjoncturelles de tel ou tel parti, les maladresses ou les ambitions de tel ou tel responsable, le dévoilement de telle ou telle « affaire », les particularités institutionnelles ou culturelles de tel ou tel pays ne constituent pas des facteurs explicatifs suffisants. Les systèmes politiques occidentaux se heurtent à des défis structurels, qui se combinent et se renforcent les uns les autres. Six au moins peuvent être distingués.

La politique impuissante. – Depuis le milieu des années 1970, dans de nombreux pays, la politique semble incapable de faire face à la « crise » socioéconomique. Le dernier quart de siècle n'a pas été marqué par un recul économique, au contraire : les PIB sont aujourd'hui beaucoup plus élevés, de même que le revenu moyen des populations, et ce malgré l'ampleur de la récession de 2008-2009. Cependant, des problèmes sociaux majeurs ne

trouvent pas de solution satisfaisante et l'avenir est de ce point de vue inquiétant. Un peu partout, le salariat est massivement précarisé, les inégalités s'accroissent et, au bout de la chaîne, les chômeurs de longue durée et les « travailleurs pauvres » s'enfoncent dans la « désaffiliation », pour reprendre une expression de Robert Castel¹. La crise de 2008-2009 n'a fait que rendre le problème plus explosif. Pour la première fois depuis longtemps, les nouvelles générations entrent dans la vie active avec des perspectives plus sombres que celles de leurs parents. Le nouveau régime d'accumulation du capital fait la part belle au capital financier et si les politiques néolibérales ont semblé dans certains pays pouvoir engendrer une croissance vigoureuse, celle-ci se paye par le développement des inégalités et par le gonflement d'une bulle financière qui a fini par exploser, déclenchant une crise économique majeure. Partout, le mode de développement est déséquilibré, ce qui fera peser la facture écologique sur les générations futures. Les États-providence nationaux sont fragilisés par les progrès de la mondialisation économique sans que le relais soit pris par une Europe sociale qui peine à exister. L'échelon national avait permis d'articuler des économies intégrées et un cadre politique démocratique. Il semble de plus en plus inadapté ; et si le retour en arrière auquel songent les souverainistes est illusoire, les niveaux supérieurs manquent de consistance, l'absence d'une politique économique européenne digne de ce nom n'en étant que le symbole le plus marquant. Quoi d'étonnant dès lors si la politique semble céder la place à une « gouvernance » qui n'est dépolitisée qu'en apparence, reposant sur un large consensus des « experts » économiques, mais profitant systématiquement aux intérêts des classes sociales privilégiées ?

Le décrochage politique des classes populaires. – Alors que chacun perçoit bien que les inégalités sociales s'accroissent, les identités de classe tendent, elles, à se dissoudre progressivement. Le phénomène touche surtout les classes populaires, car la grande

1 Robert CASTEL, *Les Métamorphoses de la question sociale*, Fayard, Paris, 1995.

bourgeoisie ou les élites financières mondialisées ont une conscience beaucoup plus nette de leurs intérêts et trouvent les canaux d'organisation qui leur permettent de les défendre. Il y a bien sûr toujours des ouvriers, mais plus guère de classe ouvrière, au sens d'un groupe unifié autour d'un sentiment d'appartenance et structuré par un réseau organisationnel et institutionnel dense. La constitution des classes ouvrières nationales avait pris des décennies – et n'avait d'ailleurs jamais été achevée, le travail d'unification des groupes devant sans cesse être remis sur l'ouvrage. Leur délitement aura été rapide, favorisé par la restructuration du processus de production, par le transfert des mécanismes qui assuraient la solidarité du groupe à l'État-providence, par la remise en cause des valeurs partagées du modèle fordiste (à commencer par une certaine vision du travail), par l'émergence de clivages transversaux aux classes, comme celui du genre et de la race (la classe ouvrière était symboliquement masculine et « blanche »). Le discrédit frappant l'alternative historique qu'avait constituée le socialisme et, dans une moindre mesure, la remise en cause de l'idéal du progrès que semblait pouvoir assurer l'« économie sociale de marché » ont aussi joué un rôle déterminant. L'impuissance des responsables politiques à assurer une défense efficace des intérêts matériels des classes populaires a encore accéléré cette évolution, tandis que la remise en cause des modèles autoritaires d'organisation contribuait à affaiblir un mouvement ouvrier où les hiérarchies étaient souvent très lourdes.

Toutes les enquêtes témoignent aujourd'hui du décrochage politique des classes populaires, qui ont déserté leurs organisations traditionnelles. Elles se réfugient plus souvent que d'autres dans l'abstention. Conseillés par leurs experts et leurs spécialistes en communication, nombre de politiciens en avaient fait leur deuil, pensant que tout se jouait désormais sur la conquête des classes moyennes, plus enclines à aller voter. Un peu partout en Europe, il a fallu les succès des partis d'extrême droite, les émeutes des quartiers défavorisés ou les manifestations mafieuses pour que la « reconquête de l'électorat populaire » revienne à l'ordre du jour. Le succès est loin d'être assuré. Le premier risque de

« populisme » vient de ce décrochage, ainsi que des tentatives d'une partie des dirigeants politiques de répondre à l'angoisse sociale en jouant sur des thèmes de substitution, comme l'idéologie sécuritaire, le nationalisme ou les identités ethniques, plutôt que de travailler à améliorer le statut des classes populaires dans la société.

L'émergence d'une société du risque. – Les sociétés occidentales modernes sont désormais des « sociétés du risque », pour reprendre l'expression du sociologue allemand Ulrich Beck ¹. Si les humains ont toujours dû faire face à l'incertitude et aux conséquences non prévues de leurs actions ², ils sont confrontés aujourd'hui à l'ampleur de bouleversements difficilement réversibles créés par le développement économique et technologique, dont le réchauffement climatique ou les manipulations génétiques ne sont que les exemples les plus criants. Au-delà, c'est le rapport des sociétés aux sciences et aux techniques qui s'est modifié. Les critiques des « ambivalences du progrès » ne datent pas d'hier et la nostalgie pour les sociétés prémodernes est aussi vieille que la modernité. Mais aujourd'hui, les doutes ne sont plus simplement le fait de milieux rétrogrades ou conservateurs. Ils pénètrent largement le milieu scientifique lui-même et les classes sociales les plus impliquées dans le développement des sciences et des techniques. Ils reposent sur la prise de conscience du fait que celles-ci ne sont pas la solution miracle aux problèmes rencontrés par l'humanité et qu'elles forment aussi, indissolublement, une partie du problème, dans la mesure où les développements qu'elles permettent ont des effets imprévisibles et souvent non désirables. Face au réchauffement climatique ou à l'épuisement rapide d'une grande partie des ressources minières et des énergies fossiles, l'espoir d'une parade purement technologique qui ne remettrait pas en cause les modes de croissance existants semble illusoire. L'histoire et la sociologie des sciences ont par ailleurs

1 Ulrich BECK, *La Société du risque*, Flammarion, Paris, 2003.

2 Jared DIAMOND, *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Gallimard, Paris, 2009.

montré la part de contingence politique dans les grands choix scientifiques, et les mouvements sociaux ont dénoncé des intérêts économiques et des orientations éthiques discutables derrière l'apparente neutralité technique. L'émergence des questions écologiques a eu de ce point de vue un rôle majeur. Une série de thèmes de portée générale, comme les politiques urbaines ou la politique médicale, y ont aussi contribué.

L'État des Trente Glorieuses était social *et* scientifique. Cette seconde dimension se retrouve contestée au moment même où la première est fragilisée. Une part importante des arguments qui justifiaient le monopole de la décision publique aux mains de la classe politique et des experts renvoyait aux vertus de la division du travail. Celle-ci semblait imposer de s'en remettre à de plus compétents que soi, parce que professionnels en la matière et donc mieux à même de prendre des décisions objectives et rationnelles. Lorsqu'il devient clair que l'action s'effectue dans un monde incertain, que les professionnels font des choix qui ne sont pas seulement « objectifs » et qu'ils ne peuvent en maîtriser toutes les conséquences, le fondement épistémologique de la double délégation aux politiques et aux scientifiques se retrouve affaibli ¹. L'autorité dont ces derniers pouvaient se prévaloir ne va plus de soi et l'incapacité des gouvernants à faire face à des problèmes pourtant diagnostiqués publiquement, comme celui du réchauffement climatique, ne fait que renforcer le scepticisme à l'égard de leur action. La tendance croissante de l'adossement de la recherche sur les marchés menace la pluralité des modes de la régulation des sciences et des techniques ².

La crise de l'action publique bureaucratique. – Au même moment, l'action publique traditionnelle est entrée en crise. Il y a un siècle, le sociologue Max Weber pouvait encore, tout en

1 Michel CALLON, Pierre LASCOUMES et Yannick BARTHE, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Seuil, Paris, 2001 ; Richard SCLOVE, *Choix technologiques, Choix de société*, Descartes & Cie/Charles Léopold Mayer, Paris, 2003.

2 Dominique PESTRE, *Science, argent et politique*, INRA éditions, Paris, 2003.

évoquant les dangers d'une économie entièrement étatisée, louer la rationalité supérieure d'un État bureaucratique moderne dans lequel les fonctionnaires se contentent d'exécuter scrupuleusement les règles décidées par leur hiérarchie¹. Un tel discours est aujourd'hui intenable. La réflexion sur les causes de la Shoah en a montré le caractère dangereux. D'une tout autre manière, l'écroulement du « socialisme réellement existant » a contribué à décrédibiliser l'action bureaucratique, mais des raisons internes aux démocraties occidentales pèsent de façon décisive.

Karl Marx se gaussait déjà de l'idée que la bureaucratie pourrait être un instrument neutre au service de l'universel et critiquait féroce­ment son corporatisme réel². Aujourd'hui, tous ceux qui sont confrontés aux pesanteurs kafkaïennes de l'action étatique traditionnelle ne peuvent qu'en être effarés. Malgré les efforts des nombreux fonctionnaires dévoués à leur tâche, les services publics sont de moins en moins au service du public et les classes populaires en sont les premières touchées, elles qui dépendent fortement des prestations de l'État dans leur vie quotidienne. Des propositions de réforme ont vu le jour avec les théories du *new public management*, largement inspirées par l'évolution des techniques de management privé. Dans les pays scandinaves, elles ont abouti à responsabiliser l'État et à améliorer grandement ses performances, sa réactivité à l'égard des usagers et la transparence de son fonctionnement, confortant ainsi la légitimité de son rôle. Dans d'autres pays, ces théories ont surtout servi à introduire des critères marchands dans l'action publique, à réduire les usagers au statut de clients, à légitimer les privatisations et à vanter les vertus de l'État minimal – minimal sur le plan social et économique, alors même que les fonctions régaliennes, militaires et policières, montaient en puissance, jusqu'à l'hyper­tro­phie. Les services publics semblent condamnés à se réduire comme peau de chagrin sous le coup des privatisations ou à camper sur un *statu quo* qui pénalise les usagers.

1 Max WEBER, *Œuvres politiques, 1895-1919*, Albin Michel, Paris, 2004.

2 Karl MARX, *Critique du droit politique hégélien*, Éditions sociales, Paris, 1976.

La gauche porte en la matière une lourde responsabilité, oscillant entre une valorisation des citoyens en tant que travailleurs ou salariés, qui oublie qu'ils sont aussi des usagers, et l'adaptation acritique aux règles du capitalisme financier. Dans un contexte où les critères comptables tendent à devenir la seule boussole, les limites du fonctionnement traditionnel de l'État ressortent avec plus de force. Les politiques doivent reconnaître les difficultés qu'ils rencontrent lorsqu'il s'agit de transformer un programme en action, confrontés qu'ils sont à une machine dont l'opacité et les pesanteurs sont très fortes. Les responsables administratifs, même les mieux intentionnés, redoutent quant à eux l'intrusion dans leur action quotidienne de responsables politiques maîtrisant mal leurs dossiers et n'ayant pas les moyens de se faire une vision claire des rouages d'une bureaucratie qu'ils sont censés diriger.

L'obstacle idéologique. – La crise de légitimité du système politique a également des causes proprement idéologiques. La mobilisation des citoyens ne répond pas seulement à des logiques utilitaristes de défense des intérêts. Elle dépend largement d'idéaux susceptibles de constituer des sources d'identification et permettant de croire à la possibilité d'un monde plus juste. Or l'échec du socialisme autoritaire a porté un coup très rude à un idéal qui avait contribué de façon décisive à soulever les masses durant deux siècles. Peu d'autres idéaux sont susceptibles de prendre le relais. L'idéologie démocrate-chrétienne est elle aussi très affaiblie. Le ressort nationaliste, autrefois si puissant, s'est aujourd'hui rouillé en tant que force (partiellement) progressiste et n'est plus guère susceptible de nourrir que des mouvements de repli. Les idéaux politiques susceptibles de cristalliser une opinion majoritaire semblent faire défaut et les grandes énergies soulevées par les protestations contre la seconde guerre du Golfe n'ont pas réussi à trouver de concrétisation institutionnelle ou électorale durable. En Europe, à tout le moins, les idéologies traditionnelles ne sont plus aujourd'hui que l'ombre d'elles-mêmes. Si elles sont encore susceptibles de cristalliser une partie des craintes sociales sur des objets fantasmatiques, elles ne se révèlent plus capables de soulever les énergies des masses.

En France, cela vaut particulièrement pour l'idéologie républicaine. Elle eut toujours sa face sombre, tournée contre les colonisés, contre la présence des femmes dans la politique et la vie publique, contre l'autonomie de la classe ouvrière, contre les droits individuels. Cependant, elle eut ses heures de gloire et fut capable de motiver des millions d'individus à se lancer à l'assaut du ciel pour soutenir l'État républicain contre le pouvoir religieux et les menées aristocratiques, pour défendre la nation contre ses ennemis extérieurs ou pour donner aux classes populaires un statut subalterne mais reconnu dans la société. Elle n'est plus aujourd'hui que l'ombre d'elle-même : comme le disait Marx à la suite de Hegel, l'histoire ne se répète qu'en farce.

Les causes internes au système politique. – Enfin, une série de causes renvoient au fonctionnement du système politique. La classe politique est de plus en plus marquée par des habitudes, un mode de vie et une expérience sociale propres, qui la constituent en groupe dont les intérêts et la vision du monde sont particuliers au regard de l'ensemble des citoyens. C'est seulement avec les élites administratives et économiques que la communion des sommets politiques est grande, les passages fréquents entre ces différentes sphères entretenant parmi les gouvernés le sentiment que tous sont à mettre dans le même sac. De plus, la composition sociale des classes politiques européennes est aujourd'hui incroyablement restreinte. La France se distingue particulièrement en la matière : 18 % seulement des députés sont des femmes, 59 % ont plus de cinquante-cinq ans (une donnée qui s'aggrave d'élection en election), les classes populaires ne sont pratiquement pas représentées (6 % d'ouvriers ou d'employés, alors que ces catégories forment la majorité de la population active), les « minorités visibles » sont presque totalement absentes et les travailleurs du secteur privé largement sous-représentés. Ces données sont perçues comme des carences fortes par une large majorité des citoyens. En misant l'essentiel de sa légitimité sur le charisme institutionnalisé du Président, la V^e République a contribué sur la durée à discréditer la politique. Elle a mis en place un exécutif omnipotent et un Parlement croupion aux pouvoirs très réduits au regard des pays voisins, et a reproduit

cette structure dans les régions et les communes. Plus encore que le vin et le fromage, le cumul des mandats est le secteur dans lequel la France peut revendiquer l'excellence. Elle se situe aussi dans le peloton de tête pour la longévité de ses responsables politiques, qui, malgré les défaites électorales, se représentent encore et encore aux élections – parfois jusqu'à arriver aux plus hautes fonctions – ou n'en finissent pas de rêver de se représenter. Le tempo médiatique favorise la course à l'événement et rend plus difficile de s'attaquer à des réformes de longue haleine, souvent les seules à pouvoir résoudre les problèmes structurels.

Résultat : le système politique tourne à vide et semble mû seulement par les querelles mesquines de pouvoir et les ambitions personnelles. Les « affaires » qui secouent régulièrement la scène ne font que conforter une opinion négative fondée aussi sur d'autres facteurs. La dérive touche y compris les outsiders : souvent, les courants écologistes ou la gauche radicale qui prétendaient « faire de la politique autrement » se déchirent dans des batailles d'appareil et des rivalités de personnes qui n'ont rien à envier à celles de l'*establishment* politique. Quoi d'étonnant si les énergies que suscite le système sont essentiellement négatives et qu'elles se manifestent dans des mouvements de résistance qui peinent à dessiner un avenir différent, faute de pouvoir s'articuler avec des projets internes à la classe politique ?

Vers une démocratie médiatique ?

Il faut s'attarder plus longuement sur l'une des dimensions clés de l'évolution du système politique : les partis. Leur affaiblissement est généralisé lorsqu'on compare leur situation actuelle à celle des années 1960 ou 1970. Sur tout le continent, les partis suscitent le scepticisme des citoyens¹. Bien sûr, ils ne sont

1 Russel DALTON et Martin WATTENBERG (dir.), *Parties without Partisans. Political Changes in Advanced Industrial Societies*, Oxford University Press, Oxford, 2002.

pas près de disparaître et demeurent les principaux canaux de sélection du personnel politique. À l'occasion, ils peuvent même recruter. Simplement, une époque semble révolue, celle où la démocratie s'organisait presque exclusivement autour d'eux.

Dans le passé, les partis, en particulier à gauche, pouvaient compter sur toute une gamme d'organisations satellites, des syndicats aux associations de parents d'élèves en passant par les mutuelles et des mouvements plus ponctuels (comme le Mouvement pour la paix). Les social-démocraties d'Europe du Nord, certains partis communistes et les partis démocrates-chrétiens bénéficiaient d'une implantation de masse. Cette force leur fait défaut aujourd'hui et si le rôle de leurs adhérents dans les associations et les syndicats n'est pas à négliger, de plus en plus rares sont ceux qui acceptent de jouer la courroie de transmission. L'espace des mouvements sociaux et celui de la politique institutionnelle sont beaucoup moins superposés qu'autrefois.

Cette évolution est emblématique de la fin d'une époque. À partir du moment où les partis de masse commencèrent à émerger sur la scène politique occidentale, vers la fin du XIX^e siècle, ils représentèrent un progrès ambigu. D'un côté, ils signifièrent la marginalisation progressive des notables, c'est-à-dire des personnes qui pouvaient directement transformer en capital politique leur capital social, fondé par exemple sur la propriété et sur les réseaux d'influence. Parallèlement, ils permirent l'intégration des classes populaires à un système politique qui les avaient jusque-là laissées à ses portes. Cette évolution joua un rôle décisif dans la mise en place progressive de l'État social qui, à son tour, renforça l'implication des masses dans un système où elles semblaient pouvoir peser – ne serait-ce qu'à travers des forces tribuniennes capables d'influencer l'agenda et de gérer certains pans du pouvoir, à commencer par des municipalités ou la Sécurité sociale. Les partis constituèrent un puissant outil de coagulation des valeurs et des intérêts présents dans la société. Ils contribuèrent fortement à la formation de groupes sociaux, à commencer par la classe ouvrière, et constituèrent la médiation privilégiée entre le champ politique et le reste de la société.

Cependant, dès l'origine, les partis politiques présentaient aussi une face plus sombre. Avec eux émergeaient des structures bureaucratiques centralisées et autoritaires, des appareils qui concentraient en leurs mains l'essentiel du pouvoir au détriment de la base, en bref, tout autre chose que la promesse de démocratisation qu'ils semblaient incarner. Constitués dans la dynamique qui portait au suffrage universel masculin, les partis se déclinaient en fonction de deux grands modèles. Le premier, celui de la machine électorale, était influent aux États-Unis et en Angleterre. Il naissait avant tout d'une dynamique descendante, celle de la compétition des élites politiques pour s'assurer d'un maximum de suffrages¹. Le second modèle, celui du parti ouvrier de masse, était plutôt d'origine allemande, même s'il trouva un peu plus tard une traduction en Grande-Bretagne avec la création du Labour. Il se développa dans le cadre d'une dynamique ascendante, celle de l'organisation des masses ouvrières, avant de s'imposer comme un acteur majeur dans les compétitions électorales et d'être copié par d'autres courants politiques. C'est à partir de lui que Robert Michels avançait sa célèbre thèse sur la « loi d'airain de l'oligarchie », qui condamnait le mouvement ouvrier à déboucher sur la bureaucratisation². Max Weber brossa quant à lui un tableau global qui synthétisait ces deux modèles et les mettait en relation avec le développement plus général des sociétés modernes³. Un siècle plus tard, c'est le modèle états-unien qui semble s'imposer en Europe, Grande-Bretagne comprise : les partis sont sans cesse davantage des machines électorales, peu regardantes sur leurs bases idéologiques et n'ayant pas grand-chose à voir avec l'auto-organisation des couches populaires.

Bernard Manin a bien montré en quoi la démocratie partidaire constituait une variante du gouvernement représentatif. Pour donner à celui-ci un sens rigoureux, qui permette de le distinguer d'autres types de régime, à commencer par la démocratie directe,

1 Mosei OSTROGORSKI, *La Démocratie et les partis politiques*, Seuil, Paris, 1979.

2 Roberto MICHELS, *Les Partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Flammarion, Paris, 1971.

3 Max WEBER, *Le Savant et le Politique*, La Découverte, Paris, 2003.

Bernard Manin propose quatre critères de définition : l'élection à intervalles réguliers des gouvernants ; l'autonomie des élus par rapport aux gouvernés dans le processus décisionnel (les gouvernants ne sont pas liés par un mandat impératif et, par exemple, ne sont pas tenus de respecter leurs promesses électorales) ; en contrepartie, l'autonomie de l'opinion publique par rapport aux gouvernants ; enfin, le passage des décisions par l'épreuve du débat public¹. Dans cette perspective, Bernard Manin différencie fortement le gouvernement représentatif de la « démocratie pure », où les citoyens pourraient exercer réellement le pouvoir.

Les Athéniens, inventeurs de la démocratie, l'avaient déjà compris lorsqu'ils avançaient que l'élection instituait une logique aristocratique parce qu'elle conduisait à sélectionner « les meilleurs ». Les pères fondateurs des Républiques française et américaine, à la fin du XVIII^e siècle, s'inscrivaient résolument dans cette perspective lorsqu'ils opposaient le gouvernement représentatif à l'absolutisme mais aussi à la démocratie antique, que certains appelaient « vraie démocratie ». L'élection de représentants était censée instaurer un mécanisme de distinction différenciant les gouvernants de la masse du peuple. On connaît les fameux mots de James Madison, le plus influent des fondateurs de la République américaine : l'élection aurait pour effet « d'épurer et d'élargir les vues du public en les faisant passer par l'intermédiaire d'un corps choisi de citoyens dont la sagesse est le mieux à même de discerner le véritable intérêt de leur pays et dont le patriotisme et l'amour de la justice seront moins susceptibles de sacrifier cet intérêt à des considérations temporaires et partiales. Dans un tel système, il peut fort bien se produire que la volonté publique exprimée par les représentants du peuple s'accorde mieux avec le bien public que si elle était formulée par le peuple lui-même, rassemblé à cet effet² ». Cette aristocratie élective se

1 Bernard MANIN, *Principes du gouvernement représentatif*, Flammarion, Paris, 1996.

2 James MADISON, « To the People of the State of New York », *The Federalist*, 10, in Alexander HAMILTON, James MADISON et Martin JAY, *The Federalist Papers*, Bantam Books, [1787-1788] 1982, p. 46-47.

distinguait de l'ancienne par sa formation, et donc par ses compétences politiques et son type de légitimité. Dans les faits, ces citoyens éclairés étaient avant tout les plus aisés, mais ils devaient être désignés à l'issue d'une compétition ouverte, contrôlés *a posteriori* lorsqu'ils remettaient en jeu leur mandat et clairement bornés dans l'exercice de leurs responsabilités.

En accord sur ce point avec James Madison, l'abbé Sieyès, figure marquante de la Constituante française, soulignait que les élus se distinguent de la masse et que les citoyens « nomment des représentants bien plus capables qu'eux-mêmes de connaître l'intérêt général, et d'interpréter à cet égard leur propre volonté ¹ ». Pour Sieyès comme pour Madison, cette capacité supérieure avait une origine en partie sociale, les représentants devant disposer d'un certain niveau de richesse supposé les tenir éloignés des tentations du désordre et de la corruption ². Mais elle comportait aussi une seconde dimension. Dans le républicanisme français, l'élection fait surgir un corps unifié, la Chambre des représentants, qui vient incarner physiquement la nation et donner un visage au pouvoir constituant. La représentation n'est en ce sens pas réductible à une charge confiée à des personnes qui devraient agir en lieu et place de leurs électeurs. Elle est aussi une incarnation et une mise en scène, une représentation au sens théâtral, une pièce qui se joue devant le peuple. Ce républicanisme récupère ainsi le sens de la représentation qui était celui de l'Ancien Régime, lorsque le souverain incarnait pour ses sujets, devant eux et non délégué par eux, l'unité de la nation ³.

Pour Bernard Manin, le gouvernement représentatif moderne constitue en conséquence un régime mixte : aristocratique parce qu'il donne le pouvoir réel à une élite distincte du peuple et

1 Emmanuel Joseph SIEYÈS, « Dire sur la question du veto royal », in *Écrits politiques*, Édition des archives contemporaines, Paris, 1985, p. 236.

2 Emmanuel Joseph SIEYÈS, « La nation », in *Écrits politiques*, op. cit., p. 90.

3 Cf. Olivier BEAUD, « "Repräsentation" et "Stellvertretung". Sur une distinction de Carl Schmitt », *Droits*, 6, 1987 ; Jürgen HABERMAS, *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Payot, Paris, [1962] 1993 ; Pierre ROSANVALLON, *Le Peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Gallimard, Paris, 1998.

largement autonome par rapport à lui, et démocratique parce que cette élite se constitue à travers l'élection (et la réélection éventuelle), que son pouvoir est en principe soumis aux lois qu'elle édicte (il s'agit d'un État de droit), que les gouvernés sont libres de manifester une opinion contraire à celle des gouvernants et que ceux-ci sont obligés de justifier publiquement leurs décisions. Ce régime s'est décliné historiquement en trois grands modèles. Le premier, mis en place à l'époque du suffrage censitaire mais qui perdura après lui, reposait sur la domination des notables et la centralité du Parlement dans la vie politique. Le deuxième fut lié aux partis de masse, qui tirèrent leur force de l'intégration des classes populaires au système représentatif et concentrèrent l'essentiel du pouvoir de décision.

Bernard Manin ajoute que nous assistons aujourd'hui à l'émergence d'un troisième modèle de gouvernement représentatif, la « démocratie du public ». Dans un autre registre conceptuel, nombre d'analystes caractérisent celle-ci comme une « démocratie d'opinion », marquée par la place centrale des médias dans une vie politique où pèserait de plus en plus la mise en scène télévisuelle comme technique de marketing. Sous l'emprise des conseillers en communications et des instituts de sondages, les responsables politiques sont poussés à relativiser les appareils au profit d'autres scènes publiques. À l'heure où une émission télévisuelle permet de toucher des millions d'électeurs potentiels, le travail de fournis des militants vendant le journal du parti ou distribuant des tracts se voit fortement relativisé. La télévision compte davantage que les congrès de parti. Plus, ceux-ci sont organisés en fonction de leurs répercussions télévisuelles ! Les citoyens se voient ainsi libérés en partie de la tutelle des appareils politiques, mais ils tombent de Charybe en Scylla : les nouveaux types de gouvernants sont les magnats de l'audiovisuel, les journalistes vedettes, les spécialistes en communication, les sondeurs et les politiciens qui ont compris comment profiter du nouveau jeu. Du mode de domination plutôt bureaucratique des appareils, on passerait tendanciellement à celui des médias, reposant davantage sur des ressorts charismatiques. Plus que de crise de la démocratie représentative, il faudrait alors parler de la crise d'un

modèle particulier de gouvernement représentatif, la démocratie partidaire, et de son effacement progressif au profit d'un autre modèle¹.

Une contre-tendance

L'interrogation sur la crise de la démocratie est aussi vieille que la démocratie elle-même et elle marqua de façon récurrente aussi bien les exemples antiques que les expériences modernes. Comme l'a bien montré Pierre Rosanvallon à la suite de Claude Lefort, le propre du régime démocratique est d'être en perpétuelle réinvention. Il faut donc se garder de la tendance qui consisterait à penser la crise de légitimité démocratique comme quelque chose qui n'aurait pas de précédent et relativiser ce qui est, en partie au moins, le passage d'un modèle de gouvernement représentatif à un autre. Pour autant, le diagnostic est-il complet avec un tel constat ? Est-il possible d'analyser la période actuelle comme celle de l'affirmation pure et simple du règne de la démocratie d'opinion, avec ses techniques de communication et ses primes au charisme médiatique ? Ne faut-il pas prêter attention à des signes contraires ? Deux d'entre eux, en particulier, invitent à la réflexion.

D'une part, tout en développant souvent des registres d'action à même d'attirer l'attention des médias, une série de mouvements sociaux ont depuis deux ou trois décennies utilisé des formes d'organisation et de mobilisation fondées sur une coordination horizontale et une forte dimension délibérative. De telles formes sont difficilement interprétables à travers la grille du gouvernement représentatif, fondé sur des relations de pouvoir verticales. Au début des années 1970, les féministes furent ainsi capables de secouer en profondeur les sociétés occidentales et les partis politiques sans être dotées d'une organisation formalisée autour d'un appareil, de porte-parole élues ou de permanentes professionnelles.

1 Bernard MANIN, *Principes du gouvernement représentatif*, op. cit.

À la fin des années 1970 et dans les années 1980, ce modèle se diffusa et les « nouveaux mouvements sociaux » féministes, écologistes ou pacifistes récusèrent largement les structures hiérarchiques, se méfièrent de la politique institutionnelle et du rapport de délégation impliqué par les structures représentatives, et proposèrent des formes d'organisation fondées sur le réseau plutôt que sur la pyramide. Certes, dans le réseau, certains points pèsent davantage que d'autres, mais ce pouvoir différentiel ne se cristallise pas en un pouvoir de commandement qui s'appuierait sur une hiérarchie et une représentation formalisées.

Plus récemment, partout dans le monde, les mobilisations altermondialistes ont vu se développer les groupes d'affinité venus de la tradition anarchiste. Le groupe d'affinité est une unité autonome de cinq à vingt personnes qui partagent la même cause et la même vision quant aux moyens à employer pour la défendre. Le processus de décision y est fondamentalement égalitaire, délibératif et consensuel. Actifs dans les grandes manifestations de rue, comme à Gênes lors des manifestations contre le G8 en 2001¹, les groupes d'affinité ont une durée de vie de quelques heures ou quelques jours et fonctionnent en se coordonnant librement les uns aux autres. Quoique très minoritaires, ils ont démontré une surprenante capacité à attirer de nombreuses personnes, en particulier des jeunes, et à coordonner efficacement des actions d'ampleur, même si Gênes fut plutôt un contre-exemple de ce point de vue². Ces modes d'action et d'organisation se retrouvent dans d'autres mobilisations : un petit groupe décide d'une action, prévient amis et contacts par SMS, MSN ou par d'autres plates-formes Internet, entraîne ainsi un rassemblement très mobile qui peut brusquement changer d'objectif ou de mode d'action en fonction des palabres tenus au cours de la manifestation, le tout reposant sur le consensus des participants plutôt

1 Massimiliano ANDRETTA, Donatella DELLA PORTA et Lorenzo MOSCA, *Global, Noglobal, New global. La Protesta contro il G 8 a Genova*, Laterza, Rome, 2002.

2 Francis DUPUIS-DÉRI, « L'altermondialisme à l'ombre du drapeau noir », in Éric AGRICOLANSKY, Olivier FILLIEULE et Nonna MAYER (dir.), *L'Altermondialisme en France*, Flammarion, Paris, 2005.

que sur la discipline organisationnelle. En 2011, les révolutions arabes ou les mobilisations des *indignados* en Espagne ont tendu à suivre ce modèle.

Parallèlement, du local au niveau international, le mouvement altermondialiste adoptait pour se coordonner le « forum », entendu comme un espace de discussion entre des groupes hétérogènes unis par le même refus de la mondialisation néolibérale. La « forme forum » vise de façon consensuelle à organiser des débats et à favoriser la constitution de réseaux, récusant la logique représentative qui fait parler quelques individus au nom des autres pour énoncer un programme, adopter des mots d'ordre ou lancer des actions – même si les forums sont l'occasion pour certains de se coordonner pour agir, l'exemple le plus important étant la série de manifestations internationales contre la guerre en Irak début 2003. Lors du cinquième Forum social mondial à Porto Alegre, en 2005, les dizaines de milliers de personnes qui se pressaient à cet événement qui faisait la une de nombreux médias internationaux avaient ainsi à choisir entre des milliers d'ateliers autogérés, sans que quiconque puisse s'arroger le titre de dirigeant décernant la parole officielle – les organisateurs y avaient renoncé et se réservaient seulement le pouvoir de défendre cette forme d'organisation et de vérifier si les groupes désireux de s'impliquer dans le Forum respectaient les principes fondamentaux exprimés dans la Charte du mouvement ¹. Outre sa fonction d'outil de mobilisation dans certains contextes, Internet permet à des « amateurs » de participer à l'information et à la discussion politiques. Le contrôle des échanges s'effectue *a posteriori* et horizontalement plutôt qu'à travers l'action des *gatekeepers* professionnels (responsables politiques, journalistes, éditeurs). La politique représentative peine à intégrer ces dynamiques ².

Dans ces formes horizontales de mobilisation et d'organisation, les militants affiliés à des partis jouent leur rôle, mais ils

1 Chico WHITAKER, *Changer le monde, (nouveau) mode d'emploi*, L'Atelier, Paris, 2006.

2 Dominique CARDON, *La Démocratie Internet. Promesses et limites*, Seuil, Paris, 2010.

peuvent difficilement commander le mouvement ou le manipuler. Plus largement, leurs dirigeants tendent à se rapprocher du modèle du chef que Pierre Clastres décrivait dans *La Société contre l'État* : en échange du plaisir de diriger, ils ont une dette à l'égard de la communauté et doivent se mettre à son service, travailler davantage que les autres et redistribuer les fruits de leur travail. Ils n'ont pas de pouvoir de commandement et leur faculté d'entraîner leurs pairs repose sur leur capacité à les convaincre par la discussion du bien-fondé de leurs propositions¹. Les porte-parole spontanés d'aujourd'hui peuvent pour un temps être reconnus comme représentants par de larges groupes, du fait de l'intensité de leur engagement pour une cause, de leur désintéressement ou de leur expertise. Ils ne sauraient revendiquer une légitimité électorale, ne disposent pas d'une structure hiérarchique qui leur garantirait l'obéissance de leurs sympathisants et ne peuvent s'appuyer sur des moyens de contrainte légale. Ce phénomène a toujours existé, mais le rétrécissement de la sphère d'influence des partis ou des organisations de masse, le rapport plus distancié à l'engagement, le développement d'Internet et des réseaux sociaux contribuent à renforcer leur rôle. C'est notamment lorsque fait défaut une unité souveraine et que sont rassemblées sur une base volontaire des figures hétérogènes (représentants élus, porte-parole cooptés ou autoproclamés, lobbies organisés) que se multiplient des décisions prises par « consensus apparent² » plutôt que par vote – les sommets mondiaux de l'environnement des années 2000 en constituent un exemple significatif. À travers ces formes d'engagement, souvent extrêmement intenses et dont la capacité à faire évoluer l'agenda politique a été régulièrement démontrée, des milliers de personnes expérimentent une politisation qui n'est pas tournée vers l'occupation de mandats électoraux ou la prise du pouvoir d'État.

Le second développement qui semble s'opposer au règne de la démocratie d'opinion réside dans la multiplication des dispositifs

1 Pierre CLASTRES, *La Société contre l'État*, Minuit, Paris, 1974.

2 Philippe URFALINO, « La décision par consensus apparent. Nature et propriété », *Revue européenne des sciences sociales*, 45, 1, 2007, p. 47-70.

institutionnalisés de « démocratie participative ». Il est frappant de constater à quel point l'imagination institutionnelle a pu fleurir sur ce terrain depuis vingt ou trente ans. Dans des contextes nationaux extrêmement divers, portées par des acteurs différents, des procédures souvent très élaborées ont vu simultanément le jour dans de nombreux pays. Le budget participatif de Porto Alegre en est l'exemple le plus connu, parce qu'il en constituait l'un des plus aboutis et parce qu'il se situait à la charnière entre les mouvements sociaux rassemblés dans les mouvements altermondialistes et une gestion institutionnelle porteuse de transformation sociale¹. Ce n'est pas un hasard si c'est cette ville qui fut choisie pour abriter quatre des cinq premières éditions du Forum social mondial.

Un changement idéologique notable est sur ce plan en train de s'accomplir, passant par la valorisation de la discussion, du débat, de la concertation et de la participation. Il cristallise le « nouvel esprit » de l'action publique moderne, de la même manière que Luc Boltanski et Ève Chiapello ont pu reconstituer la formation d'un « nouvel esprit du capitalisme » au cours de ces vingt dernières années². Un véritable « impératif délibératif » semble aujourd'hui présider à la mise en place de dispositifs forts divers, de la Commission nationale du débat public aux budgets participatifs, des conseils de quartier aux assemblées citoyennes, des conférences de consensus aux jurys citoyens. D'une autre manière, il se retrouve dans les nouvelles formes d'action collective que nous venons d'évoquer. Si le contraste est souvent saisissant entre les ambitions de la rhétorique et la modestie de la mise

1 Tarso GENRO et Ubiratan DE SOUZA, *Quand les habitants gèrent vraiment leur ville. Le Budget participatif. L'expérience de Porto Alegre au Brésil*, Fondation Charles Léopold-Meyer, Paris, 1998 ; Rebecca ABERS, *Inventing Local Democracy. Grassroots Politics in Brazil*, Boulder, Londres, 2000 ; Marion GRET et Yves SINTOMER, *Porto Alegre. L'espoir d'une autre démocratie*, La Découverte, Paris, 2005 ; Estelle GRANET et SOLIDARIEDADE, *Porto Alegre. Les voix de la démocratie*, Syllepse, Paris, 2003 ; Boaventura DE SOUSA SANTOS (dir.), *Democratizing Democracy. Beyond the Liberal Democratic Canon*, Verso, Londres/New York, 2005.

2 Luc BOLTANSKI et Ève CHIAPELLO, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, op. cit.

en œuvre, l'émergence d'une nouvelle grammaire de l'action publique et du lien politique doit être prise au sérieux ¹.

À cette lumière, il paraît difficile de mettre tout dans le même sac, comme l'ont fait les responsables politiques français qui s'indignaient devant l'idée que leur action pourrait être évaluée par des jurys citoyens. Il semble en particulier peu convaincant de regrouper dans la notion de démocratie d'opinion des phénomènes aussi hétérogènes. Lorsque tant d'élus français crient au loup, annonçant que la mise en place de jurys citoyens contribuerait à la disparition de la politique, à l'affaiblissement des capacités de gouverner, au déclin du militantisme ou encore à la montée du « populisme », on peut se demander si ces diatribes nostalgiques ne reflètent pas d'abord le vieillissement de la classe politique et ses difficultés à saisir les tendances les plus novatrices du présent. Et lorsque d'autres responsables politiques écartent avec indifférence ou mépris les recommandations d'un jury citoyen, est-ce le signe qu'ils défendent l'intérêt général ou plutôt qu'ils sont peu sensibles à l'idée d'un débat public de qualité ?

Au-delà des polémiques conjoncturelles, le développement de dimensions antiautoritaires dans les mouvements sociaux et de dispositifs participatifs institutionnalisés incite à jeter un autre regard sur l'histoire des démocraties modernes. Celle-ci ne saurait se réduire aux métamorphoses du gouvernement représentatif, ce régime mixte, mi-aristocratique et mi-démocratique, bien thématisé par Bernard Manin. Parallèlement à l'histoire du gouvernement représentatif, le plus souvent en interaction avec lui, parfois cantonnée dans ses marges et quelquefois en complet décalage avec lui ², une autre dimension a toujours été présente dans l'expérience démocratique. Elle repose sur une dynamique minoritaire mais sans laquelle il serait impossible de comprendre les deux derniers siècles, une dynamique que l'« histoire par en bas », tournée vers les activités autonomes des classes populaires, nous incite à mieux apprécier. Pierre Rosanvallon a récemment parlé

1 Loïc BLONDIAUX et Yves SINTOMER, « L'impératif délibératif », in « Démocratie et délibération », *Politix*, 15, 57, Hermès, Paris, 2002.

2 Michael HARD et Toni NEGRI, *Empire*, 10/18, Paris, 2004.

de « contre-démocratie ¹ », mais le terme prête à confusion et risque d'inciter à une lecture focalisée sur sa part « négative » : la défiance à l'égard des élus. Or ce qu'il est sans doute préférable d'appeler la « tendance participative » de la démocratie ne se déploie pas seulement en critique de la propension régulière des représentants à déposséder les représentés du pouvoir que ces derniers leur ont confié. Elle implique un idéal propre, celui d'une démocratie radicale où les citoyens ont une vraie capacité de se gouverner, où l'autonomisation des gouvernants par rapport aux gouvernés est minimisée et où, à l'inverse, les espaces d'autonomie collective sont maximisés. Elle implique aussi une autre histoire de la démocratie, dont la chronologie n'est pas identique à celle du gouvernement représentatif (même si les deux sont entremêlées), avec ses moments fondateurs plus ou moins mythiques (les révolutions, la Commune de Paris, la Résistance, 1968), ses imaginaires propres (les utopies libertaires et socialistes, certaines tendances du libéralisme politique ou de l'écologie, une partie du républicanisme civique anglo-saxon), ses acteurs spécifiques, et aussi ses questionnements et ses contradictions intrinsèques.

Dans cette autre histoire, nous voudrions tirer un fil particulier, celui de l'utilisation politique du tirage au sort, qui appelle une généalogie qui remonte aux origines de la démocratie et permet en retour de mieux comprendre les expériences du présent.

1 Pierre ROSANVALLON, *La Contre-démocratie. La politique à l'âge de la méfiance*, Seuil, Paris, 2006.

Le tirage au sort à travers l'histoire : une domestication du hasard ?

Les vives réactions des élus français à l'idée d'introduire des jurys citoyens tirés au sort pour évaluer les politiques publiques ont surpris beaucoup d'historiens, de chercheurs en science politique et de militants. De telles réactions méconnaissent visiblement que le tirage au sort, comme technique permettant de donner à des citoyens « ordinaires » une place de relief dans la délibération et la prise de décision, fut une dimension constitutive des expériences démocratiques et républicaines.

En Europe continentale, il est vrai, sa place a été réduite puisque son usage, durant des décennies, a été généralement cantonné aux jurys d'assises. Encore faut-il ajouter que le développement de ces jurys et le rôle en leur sein du tirage au sort sont étroitement liés à l'histoire des démocraties modernes, à leurs avancées comme à leurs reculs. Il est d'ailleurs intéressant de noter que des procédures fondées sur le tirage au sort, comme les jurys citoyens, ont commencé à être réintroduites en politique dans certains pays occidentaux à partir des années 1970, au moment même où les sondages – reposant sur une sélection aléatoire des sondés – s'imposaient comme une dimension incontournable de la vie politique. Ces évolutions ont provoqué un regain d'intérêt pour le tirage au sort de la part de la théorie politique et d'acteurs en quête d'innovations institutionnelles.

Nous voudrions conduire l'enquête à travers trois grandes questions : comment a-t-on utilisé le tirage au sort dans la cité athénienne, les Républiques italiennes et la Couronne d'Aragon, et quelles en étaient les significations ? Pourquoi, à leur naissance, les démocraties modernes n'ont-elles pas utilisé politiquement le tirage au sort et l'ont-elles cantonné à la sphère judiciaire ? Enfin, pourquoi revient-il récemment sur le devant de la scène politique et comment analyser cette réémergence ?

Athènes : le tirage au sort comme outil démocratique

L'histoire politique d'Athènes, et la place qu'y prend le tirage au sort sont bien documentés en français, et nous ne ferons qu'en résumer les traits principaux. On affirme souvent que c'est à Athènes que la démocratie est inventée, avec la philosophie, la tragédie et l'écriture de l'histoire. Plus encore que dans d'autres cités grecques, le tirage au sort y constitue alors une procédure centrale, aux côtés de l'Assemblée, où le peuple est présent en corps, et des élections ¹. Pour consolider le régime démocratique, Aristote juge ces trois procédures complémentaires mais ajoute que c'est d'abord à travers la sélection aléatoire des dirigeants que s'exprime la nature profondément démocratique d'une cité. L'élection représente une procédure nécessaire à l'équilibre global mais elle incarne en partie au moins un principe différent : « Il est considéré comme démocratique que les magistratures soient attribuées par le sort et comme oligarchiques qu'elles soient électives ². » Aristote complète le tableau en écrivant qu'à partir du

-
- 1 Mogens H. HANSEN, *La Démocratie athénienne à l'époque de Démosthène*, Les Belles Lettres, Paris, 1995 ; Oliver DOWLEN, *The Political Potential of Sortition. A Study of the Random Selection of Citizens for Public Office*, Imprint Academic, Exeter, 2008 ; Hubertus BUCHSTEIN, *Demokratie und Lotterie. Das Los als politisches Entscheidungsinstrument von der Antike bis zu EU*, Campus, Francfort/Main, 2009.
 - 2 ARISTOTE, *Les Politiques*, IV, 9, 1294-b, Flammarion, Paris, 1990. Cf. aussi PLATON, *République*, VIII, 557a.

moment où des élections se tiennent, elles sont oligarchiques s'il y a un suffrage censitaire, et démocratiques si tous les citoyens ou presque peuvent participer. Dans une perspective aristotélicienne, Athènes est comprise comme un « régime mixte », mêlant éléments aristocratiques et démocratiques – et sans doute cette formule convient-elle, à des degrés divers, à toutes les « démocraties » qui se sont succédé jusqu'à aujourd'hui¹.

Le sens du recours au tirage au sort est complètement transformé par l'épanouissement de la démocratie, qui en systématise l'usage. Nous ne savons pas si la sélection aléatoire des titulaires des charges politiques (les magistratures) est introduite par Solon au début du VI^e siècle av. J.-C. ou par Clisthène dans la seconde moitié du VI^e siècle – deux moments clés qui débouchent au V^e siècle sur la mise en place d'un véritable régime démocratique avec les réformes d'Éphialte, en 462-461. Elle est en tout cas partie prenante de la réforme fondamentale de Clisthène, qui réorganise la cité sur la base d'un principe purement territorial plutôt que sur les clientèles des grandes familles. Clisthène crée les tribunaux (l'*Héliée*) et le Conseil (la *Boulé*) démocratiques au détriment du Conseil aristocratique (l'Aréopage), et impose le principe d'*isonomia*, l'égalité des citoyens devant (et par) la loi². Le tirage au sort est massivement utilisé pendant l'âge d'or de la démocratie athénienne, aux V^e et IV^e siècles. À l'époque de Périclès, son usage est étendu à la grande majorité des magistratures, au moment même où s'approfondit la dynamique démocratique avec la marginalisation de l'Aréopage, l'instauration d'une indemnité journalière (« *misthophorie* ») pour les « *bouleutes* » et les jurés des tribunaux populaires tirés au sort (461 av. J.-C.).

Les usages du tirage au sort. – En dehors des institutions aristocratiques héritées de l'époque archaïque, comme l'Aréopage, les institutions athéniennes de l'époque classique reposent

1 Cette thèse, largement défendue à l'époque, a été reprise par Bernard MANIN dans *Principes du gouvernement représentatif*, op. cit.

2 Pierre LÉVÊQUE et Pierre VIDAL-NAQUET, *Clisthène l'Athénien*, Macula, Paris, [1964] 1983.

sur un triptyque procédural. Au cœur de la cité se trouve l'*Ecclésia*, l'Assemblée du peuple, ouverte à tous les citoyens âgés de dix-huit ans et plus. Elle se réunit souvent, à intervalles réguliers, et statue sur un grand nombre d'affaires. Elle est officiellement régie par le principe d'égalité devant la parole, l'*isêgoria*, même si les talents oratoires ne sont évidemment pas les mêmes chez tous les participants. La deuxième procédure repose sur l'élection, qui permet d'attribuer certaines magistratures centrales (avec un seuil censitaire pour l'éligibilité, qui est progressivement abaissé avec le développement de la démocratie). C'est ainsi que sont nommés les dirigeants de l'armée – et en particulier les dix stratèges –, les administrateurs des finances, les greffiers du Conseil, de nombreux fonctionnaires religieux, les architectes et les commissions chargées de la surveillance des édifices. Même chez les démocrates, la conviction qu'une expérience et des connaissances spécifiques sont impératives pour exercer ces tâches étatiques centrales semble l'avoir emporté ; dans ce cas, l'élection est préférable au tirage au sort¹. Cependant, parce qu'elle favorise l'accès au pouvoir d'un petit groupe de citoyens influents, connus de leurs concitoyens et ayant sur eux une emprise certaine, elle est perçue comme étant moins démocratique que la sélection aléatoire. Cette dernière constitue le troisième volet du triptyque procédural. Chaque citoyen peut se porter candidat au tirage au sort, selon le principe *ho boulomeno* (« celui qui veut »). La sélection aléatoire permet de désigner trois grands types d'institutions. C'est ainsi qu'est formée annuellement la *Boulé*, dite aussi « Conseil des cinq cents », le principal conseil de l'Athènes démocratique, qui a des fonctions transversales par rapport à la division du pouvoir typique de l'ère moderne entre le législatif, l'exécutif et le judiciaire. Chacune des divisions géographiques de base de la cité (les *dèmes*) y est représentée, non pas directement mais à travers les dix « tribus » (sorte d'arrondissements dont les contours furent eux aussi initialement déterminés en ayant recours à la méthode aléatoire) qui y envoient chacune cinquante

1 Hubertus BUCHSTEIN, *Öffentliche und geheime Stimmabgabe. Eine wahlrechtshistorische und ideengeschichtliche Studie*, Nomos, Baden-Baden, 2000, p. 67.

citoyens âgés de plus de trente ans, ce qui fait du Conseil un organe représentatif de l'ensemble du territoire. La *Boulé* prépare les décisions de l'Assemblée du peuple, se charge de leur exécution, adopte certaines lois, sert à l'occasion de tribunal, exerce d'importantes fonctions militaires, est responsable d'une partie de la politique extérieure et supervise l'ensemble de l'administration publique, en premier lieu les finances. C'est le Conseil qui, avec sa fonction de préparation en amont, rend l'*Ecclésia* active et fonctionnelle. C'est aussi par tirage au sort que l'on pourvoit les fonctions de responsabilités en son sein et, en particulier, la présidence, renouvelée tous les jours au coucher du soleil. La méthode aléatoire permet enfin de désigner une sorte d'exécutif du Conseil, les « bouleutes » de chaque tribu devant tour à tour siéger pendant un mois en permanence (on les appelle alors les « prytanes »).

En sus de la *Boulé*, le tirage au sort permet de désigner la plupart des magistratures : 600 environ, sur 700 au total, sont pourvues de cette manière. Les dix principaux magistrats ainsi sélectionnés sont les « archontes », dont six (les « thesmothètes ») sont les gardiens des lois et s'occupent des tribunaux. Ils sont nommés en deux étapes : chacune des dix tribus géographiques tire au sort dix de ses membres, puis un second tirage centralisé permet d'en choisir un par tribu. Les autres magistratures sont vraisemblablement l'objet d'une procédure centralisée¹. Sont concernés les fonctionnaires de police et de voirie, les inspecteurs des marchés, les commissaires aux grains, les chargés des mesures, les chargés des revenus publics et des métèques, etc.

Enfin, tous les juges sont également nommés par sélection aléatoire. Le statut de citoyen implique indissolublement le droit de participer à l'Assemblée et de devenir juré². Chaque année, 6 000 citoyens sont tirés au sort pour faire partie de l'*Héliée*, qui se réunit parfois en session plénière mais qui, la plupart du temps, est scindée en plusieurs « tribunaux populaires » (*dikastèria*) en

1 Mogens H. HANSEN, *La Démocratie athénienne à l'époque de Démosthène*, op. cit., p. 269-270.

2 ARISTOTE, *Les Politiques*, op. cit., III, 2, 1275-a.

fonction des affaires à traiter. Ces tribunaux représentent une dimension clé de la démocratie. Les verdicts sont prononcés par des jurys populaires comptant plusieurs centaines de membres, l'administration du tribunal est elle aussi tirée au sort, les citoyens doivent en personne y accuser ou s'y défendre et il est interdit de payer quelqu'un pour le faire à sa place. Les membres des tribunaux ne peuvent pas discuter entre eux, mais seulement voter après avoir entendu les parties en cause. Outre les tâches de justice quotidienne, les tribunaux sont chargés de la surveillance de l'Assemblée du peuple, du Conseil, des magistrats et des leaders politiques, et ils exercent aussi toute une série de services de nature administrative et technique. À cette échelle et avec cette fréquence, le tirage au sort devient une activité routinière. Cela n'aurait pas été possible sans l'invention de techniques particulières permettant d'y procéder de façon rapide et impartiale.

Un spécialiste de la démocratie athénienne a tenté de reconstituer l'une de ces procédures : « Les travaux des tribunaux commençaient à l'aube avec le tirage au sort des jurés du jour parmi ceux des 6 000 éligibles qui s'étaient présentés [...]. Les thesmothètes [...] décidaient si la journée devait être consacrée à des affaires privées mineures, avec des jurys de 201 citoyens, ou plus importantes, avec des jurys de 401 citoyens, ou à des actions publiques, avec des jurys d'au moins 501 citoyens. [...] Les jurés potentiels arrivaient tôt le matin. Devant chacune des dix entrées se trouvaient dix coffres marqués des dix premières lettres de l'alphabet [...]. Lorsqu'ils arrivaient, les gens allaient à l'entrée de leur tribu et mettaient leur plaque de juré dans le coffre dont la lettre correspondait à celle qui était portée sur leur plaque [...]. Puis commençait le tirage au sort à chaque entrée, selon le déroulement suivant.

« Quand tous les jurés potentiels d'une tribu avaient déposé leur plaque, l'archonte en prenait une dans chacun des dix coffres et les dix personnes ainsi choisies étaient *ipso facto* jurés ; mais leur première tâche était de se saisir du coffre portant leur lettre et de se ranger par ordre alphabétique, cinq devant chacun des deux *klêrôteria* dressés près de la porte. Un *klêrôtérion* était une stèle de marbre de la hauteur d'un homme, avec cinq colonnes munies de

rainures permettant de poser une plaque de juré. À chaque porteur de coffre était attribuée une colonne, dans les rainures de laquelle il disposait toutes les plaques de son coffre, en commençant par le haut. Sur le côté du *klêrôtêrion* courait un petit tube vertical dans lequel on introduisait des boules noires et des boules blanches [...] une à une par le haut du tube. Si la première était blanche, les possesseurs des cinq premières plaques (en partant du haut) étaient pris comme jurés ; si elle était noire, ces cinq-là reprenaient immédiatement leur plaque et rentraient chez eux. La procédure continuait jusqu'à la sortie de la dernière boule blanche [...]. Quand les dix tribus avaient fini, la liste des jurés était complète.

« Dès la fin du tirage au sort des jurés, on en commençait un autre, pour les répartir entre les tribunaux [...] les jurés allaient alors jusqu'à un panier rempli de glands, et chaque gland portait une lettre correspondant à l'un des tribunaux ; chaque juré en tirait un [...]. Suivait alors un troisième tirage au sort, cette fois entre les magistrats eux-mêmes : on plaçait dans un tube une boule par tribunal, chacune portant la couleur d'un tribunal ; dans un autre tube, on plaçait une boule pour chaque magistrat ; on tirait une boule de chaque tube, jusqu'à ce qu'on ait fini de déterminer quel magistrat présiderait quel tribunal ¹. »

On peut présumer que cette procédure, qu'Aristote décrit dans *La Constitution d'Athènes* ², dure en tout environ une heure. Plus de 2 000 citoyens s'essayaient environ 200 jours par an à ce « jeu ». La procédure est très complète, détaillée dans ses moindres étapes, et, effectuée publiquement, elle est manifestement impartiale. Le *klêrôtêrion*, cette « machine » à tirer au sort dressée de manière à ce que de nombreux témoins puissent la voir, y a une importance cruciale. Ce n'est que grâce à elle qu'une application de la sélection aléatoire à des domaines aussi vastes et variés est

1 Mogens H. HANSEN, *La Démocratie athénienne à l'époque de Démosthène*, op. cit., p. 233-235. Cf. aussi Paul DEMONT, « Le *klêrôtêrion*, "machine à tirer au sort", et la démocratie athénienne », *Bulletin de l'Association Guillaume Budé*, 2003, p. 26-52.

2 ARISTOTE, *La Constitution d'Athènes*, 63-66.

techniquement possible. Elle rend la procédure plus rapide, plus claire et la protège d'éventuelles tentatives de manipulation. Cette procédure est très spécifique : les Athéniens connaissent d'autres manières de tirer au sort, pour les oracles et avec les jeux de dés¹, mais le *klêrôtêrion* semble avoir un usage exclusivement, ou en tout cas principalement, politique.

L'idéal démocratique. – Dans l'histoire telle que nous la connaissons, les Grecs sont les premiers à penser un débat public impliquant l'ensemble des citoyens. On se rappelle les mots fameux de Périclès tels qu'ils sont reconstitués par Thucydide, alors que le dirigeant athénien se livre à une défense du régime politique de sa cité à l'occasion de l'éloge funèbre des soldats tombés à Marathon : « Nous sommes en effet les seuls à penser qu'un homme ne se mêlant pas de politique mérite de passer, non pour un citoyen paisible, mais pour un citoyen inutile. Nous intervenons tous personnellement dans le gouvernement de la cité au moins par notre vote ou même en présentant à propos nos suggestions. Car nous ne sommes pas de ceux qui pensent que les paroles nuisent à l'action. Nous estimons plutôt qu'il est dangereux de passer aux actes avant que la discussion nous ait éclairés sur ce qu'il y a à faire². »

Cette pratique a partie liée avec la cité. D'emblée cependant, la question se pose de savoir si ces dispositifs favorisent une prise de décision raisonnable ou à l'inverse la manipulation des opinions d'un peuple ignorant – une thèse défendue par la grande majorité des écrits de l'époque, et notamment par Platon³. Une délibération publique bien menée est-elle compatible avec la participation du grand nombre ? Avant même d'être philosophique, la question constitue un enjeu politique fondamental. En

1 Claus HATTLER, « ...und es regiert der Würfelbecher » – Glückspiel in der Antike », in BADISCHES LANDESMUSEUM KARLSRUHE, *Volles Risiko ! Glückspiel von der Antike bis heute*, catalogue de l'exposition homonyme, Karlsruhe, 2008, p. 26 sq.

2 THUCYDIDE, *La Guerre du Péloponnèse*, II, 40, in HÉRODOTE, THUCYDIDE, *Œuvres complètes*, Gallimard, Paris, 1964, p. 813.

3 PLATON, *Gorgias*, in *Œuvres complètes*, I, Gallimard, Paris, 1940.

tout état de cause, les modes de délibération politique athéniens sont complexes. Dans l'Assemblée du peuple, il s'agit essentiellement d'un débat contradictoire où les orateurs tentent de convaincre l'auditoire, conceptualisé par Aristote sous le terme de « rhétorique ¹ ». Le public peut cependant se manifester activement. Les pratiques de la *Boulé* sont sans doute plus interactives et les discussions politiques en face-à-face ont lieu dans les divers espaces publics de l'agora ². Dans les tribunaux, au contraire, toute discussion est interdite et les jurés doivent former leur opinion à l'écoute des parties mais sans délibérer les uns avec les autres.

Aristote résume ainsi les caractéristiques communes à toutes les démocraties : « Choix de tous les magistrats parmi tous [les citoyens] ; gouvernement de chacun par tous et de tous par chacun à tour de rôle ; tirage au sort des magistratures, soit de toutes, soit de toutes celles qui ne demandent ni expérience ni savoir ; magistratures ne dépendant d'aucun sens ou [d'un sens] très petit ; impossibilité pour un même [citoyen] d'exercer, en dehors des fonctions militaires, deux fois la même magistrature, ou seulement un petit nombre de fois et pour un petit nombre [de magistratures] ; courte durée des magistratures [...] ; fonctions judiciaires ouvertes à tous, tous jugeant de tout, ou des causes les plus nombreuses, les plus importantes et les plus décisives, par exemple la vérification des comptes, les affaires politiques, les contrats privés ; souveraineté de l'assemblée dans tous [les domaines] ou sur les affaires les plus importantes ; [...] versement

1 ARISTOTE, *Rhétorique*, Paris, LGF, 1991. Sur la question du débat contradictoire, cf. Bernard MANIN, « Comment promouvoir la délibération démocratique ? Priorité du débat contradictoire sur la discussion », *Raisons politiques*, 42, mai 2011.

2 Françoise RUZÉ, *Délibération et pouvoir dans la cité grecque de Nestor à Socrate*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1997 ; Noémie VILLACÈQUE, *Théatai logôn. Histoire de la démocratie comme spectacle. Politique et théâtre à Athènes à l'époque classique*, thèse pour le doctorat d'histoire, université de Toulouse-le-Mirail, 2008.

d'une indemnité au mieux pour toutes les [charges publiques], ou au moins pour [les principales] ¹. »

Tirage au sort, rotation des mandats, égale participation à la vie politique, discussion sur la chose publique, obligation de rendre des comptes sur son mandat, rôle central de l'Assemblée et du Conseil populaires constituent autant de procédures institutionnelles qui matérialisent les idéaux de la démocratie : tous les citoyens ont en partage égal la liberté ; ils ne sont gouvernés par personne ou bien sont gouvernés et gouvernants tour à tour ; les gens modestes prennent alors le pas sur les gens aisés du fait de leur supériorité numérique et parce que le principe méritocratique est récusé ; chacun peut vivre « comme il veut ». Ce n'est plus seulement une élite mais tous les citoyens, c'est-à-dire les hommes adultes, libres et autochtones, qui peuvent vivre conformément à la nature de l'homme, ce *zoon politikon* (« animal politique ») qui ne trouve son origine et son accomplissement moral que dans la communauté politique.

L'idéal démocratique lié à l'émergence de la cité constitue une véritable révolution politico-symbolique. « La *Polis* [cité] se présente comme un univers homogène, sans hiérarchie, sans étage, sans différenciation. L'*archè* [le pouvoir] n'y est plus concentrée en un personnage unique au sommet de l'organisation sociale. Elle est répartie également à travers tout le domaine de la vie publique, dans cet espace commun où la cité trouve son centre, son *méson*. Suivant un cycle réglé, la souveraineté passe d'un groupe à l'autre, d'un individu à l'autre, de telle sorte que commander et obéir, au lieu de s'opposer comme deux absolus, deviennent les deux termes inséparables d'un même rapport réversible ². »

Dans le cadre d'une rotation rapide des fonctions de pouvoir (la plupart d'entre elles ne sont attribuées que pour quelques mois), la sélection aléatoire constitue une procédure très rationnelle ³. Le couplage de la rotation et du tirage au sort est particulièrement

1 ARISTOTE, *Les Politiques*, op. cit., VI, 2, 1317-b.

2 Jean-Pierre VERNANT, *Les Origines de la pensée grecque*, PUF, Paris, 1983, p. 99.

3 Bernard MANIN, *Principes du gouvernement représentatif*, op. cit., p. 48.

efficace pour éviter une professionnalisation de l'activité politique, une monopolisation du pouvoir par les experts et son autonomisation par rapport aux citoyens. Sur ce point, l'idéal de la cité est à la fois politique et épistémologique : il s'agit de défendre l'égalité libérale des membres de la cité et de proclamer que tous peuvent légitimement prendre part à la réflexion et à l'action politiques, qui ne sont pas considérées comme des activités spécialisées.

Cet idéal est largement partagé à l'époque classique. La manière dont les plus hautes fonctions sont pourvues en témoigne. La plupart des magistratures sont collégiales pour limiter le risque d'une appropriation du pouvoir. Les stratèges sont les principaux magistrats et sont élus, mais ils forment un collège dont la présidence est désignée chaque jour par tirage au sort. C'est une façon d'éviter la concurrence, mais aussi de faire alterner le principal pouvoir politique à l'intérieur d'un groupe qui, à travers l'élection, est considéré comme composé de personnes compétentes. De même, le président du Conseil est tiré au sort parmi les *prytanes* et, durant toute une journée, il est formellement en possession des pleins pouvoirs de l'État. Chaque président du Conseil peut ainsi affirmer en quittant son mandat : « J'ai été président athénien pendant vingt-quatre heures, mais pas davantage ¹ ! »

L'opposition entre les démocrates modérés et les fractions les plus radicales se concentre sur le rôle des dirigeants élus, ceux qui se distinguent de la masse. Dans sa célèbre oraison funèbre aux soldats athéniens, Périclès déclare ainsi que si tous les citoyens sont égaux devant la loi et peuvent prendre la parole s'ils le souhaitent, indépendamment de leur fortune, « c'est en fonction du rang que chacun occupe dans l'estime publique que nous choisissons les magistrats de la cité, les citoyens étant désignés selon leur mérite plutôt qu'à tour de rôle ² ». À ce principe méritocratique s'opposent les vues d'un Cléon, qui fait l'éloge du sens commun : « Allons-nous oublier [...] que l'on tire meilleur parti

1 Mogens H. HANSEN, *La Démocratie athénienne à l'époque de Démosthène*, op. cit.

2 THUCYDIDE, *La Guerre du Péloponnèse*, op. cit., II, 37.

d'une ignorance associée à une sage pondération que d'une habileté jointe à un caractère capricieux, et qu'en général les cités sont mieux gouvernées par les gens ordinaires que par les hommes d'esprit plus subtil ? Ces derniers veulent toujours paraître plus intelligents que les lois [...] Les gens ordinaires au contraire [...] ne prétendent pas avoir plus de discernement que les lois. Moins habiles à critiquer l'argumentation d'un orateur éloquent, ils se laissent guider, quand ils jugent des affaires, par le sens commun et non par l'esprit de compétition. C'est ainsi que leur politique a généralement des effets heureux ¹. »

Dans la pratique, l'égalité entre tous les citoyens se révèle imparfaite. De fortes oppositions entre groupes sociaux se manifestent tout au long de l'histoire athénienne, notamment entre les *kaloï kagathoi*, les « meilleurs », et le *démos*, le « peuple » – terme qui comme en français désigne à la fois l'ensemble des citoyens et les plus modestes d'entre eux. Les paysans des alentours sont désavantagés par les distances à parcourir par rapport au petit peuple urbain lorsqu'il s'agit de participer à l'Assemblée ou au tirage au sort des magistratures. Les plus représentés sont ceux qui ont quitté la vie active ou sont économiquement indépendants et, inversement, les plus pauvres, pour lesquels les indemnités journalières constituent un petit revenu ². Les plus riches exercent une influence importante auprès de leur clientèle et les fonctions politiques électives sont *de facto* réservées à une élite qui peut en assumer la charge financière et s'y consacrer à plein temps.

Malgré ces limites, l'idéal démocratique se fonde en partie sur des pratiques réelles. Le mode de vie des Athéniens est centré autour de l'activité politique et la participation des citoyens y est très égalitaire comparée aux autres régimes connus. Avant le déclenchement de la guerre du Péloponnèse en 421 av. J.-C., période d'apogée de la démocratie athénienne, la population de l'Attique est comprise entre 250 000 et 300 000 habitants, dont environ 170 000 à 200 000 adultes. Seuls de 30 000 à

1 *Ibid.*, III, 37.

2 Jochen BLEICKEN, *Die athenische Demokratie*, Schöning, Paderborn, 1994, p. 227.

50 000 possèdent des droits politiques complets (les 80 000 esclaves, les 25 000 étrangers, les femmes et les enfants sont exclus de la vie publique). Habituellement, de 6 000 à 8 000 citoyens sont présents à l'assemblée qui se réunit théoriquement quarante jours par an, mais, à certaines occasions, ils y affluent en plus grand nombre. Grâce au tirage au sort et à la rotation des fonctions, en l'espace de dix ans, entre un quart et un tiers des citoyens âgés de plus de trente ans deviennent membres du Conseil pendant un an, et membres de son exécutif pendant un mois en tant que prytanes. Près de 70 % des citoyens de plus de trente ans sont bouleutes au moins une fois au cours de leur vie¹ et une proportion encore plus importante est amenée à jouer le rôle de juré. Parmi les citoyens volontaires, très peu sont donc laissés de côté. Ces institutions fonctionnent comme des écoles de démocratie, dans une société de face-à-face qui laisse une vraie place au contrôle mutuel et où la culture civique est très développée.

Certes, la cité athénienne excluait femmes et esclaves de la vie publique et profitait de sa force pour assujettir les cités alliées. Cependant, dans le cercle relativement étroit de la citoyenneté, elle pouvait à bon droit être considérée comme très démocratique, dans le sens strict du mot : parce que le pouvoir y était largement exercé *par* le peuple (au sens statutaire de l'ensemble des citoyens) plutôt que par des intermédiaires, et parce que le peuple (au sens sociologique des classes populaires) était inclus dans la citoyenneté et participait fortement à cet autogouvernement. Comme le dit Moses I. Finley, il faut pour le comprendre aller au-delà de l'équation démocratie = élections. Si Athènes ne supprima pas les luttes entre individus et groupes sociaux défendant leurs intérêts, qui ont existé de tout temps, elle inventa la politique, au sens d'une discussion publique institutionnalisée des bonnes ou mauvaises lois et des grandes décisions collectives (à commencer par celles qui régissent l'équilibre social dans la cité). Elle se refusa en

1 Moses I. FINLEY, *L'Invention de la politique*, Flammarion, Paris, 1985, p. 116 ; Françoise RUZÉ, *Délibération et pouvoir dans la cité grecque de Nestor à Socrate*, *op. cit.*, p. 380.

outre à professionnaliser la politique, la considérant comme une activité à laquelle chacun peut et doit participer ¹.

Des significations variées dans l'Antiquité. – Si le tirage au sort en politique ne disparut pas avec Athènes, ses usages furent cependant très différents dans d'autres contextes historiques. En Grèce, ses origines demeurent encore aujourd'hui controversées. S'en remettre à lui était assez répandu depuis des temps très anciens et l'on y avait souvent recours dans les pratiques divinatoires : le sort permettait aux humains de connaître la volonté des dieux, impénétrable autrement, comme en témoignent certains passages de l'*Illiade* et de l'*Odyssée* ². Il pouvait aussi permettre de choisir ceux qui allaient se battre ou contribuer à régler les questions successorales ³. Des témoignages en ce sens apparaissent aussi bien dans les épopées homériques que dans les tragédies classiques. Cependant, alors que Fustel de Coulanges pensait au XIX^e siècle que cette pratique avait un soubassement religieux ⁴, la thèse est aujourd'hui vigoureusement contestée par des historiens comme Mogens H. Hansen. Celui-ci démontre de façon convaincante que la sélection aléatoire des charges en politique constituait pour l'essentiel une procédure « laïcisée » dans l'Athènes classique, même si son usage s'accompagnait d'un important rituel ⁵.

1 MOSES I. FINLEY, *L'Invention de la politique*, op. cit., p. 111 ; CORNELIUS CASTORIADIS, *Domaines de l'homme*, Seuil, Paris, 1986, p. 282-283 ; CHRISTIAN MEIER, *La Naissance du politique*, Gallimard, Paris, 1996.

2 HOMÈRE, *Illiade*, III, 314 sq. ; VII, 171 sq. ; *Odyssée*, X, 206. Cf. aussi PAUL DEMONT, « Lots héroïques. Remarques sur le tirage au sort de l'*Illiade* aux Sept contre Thèbes », *Revue des études grecques*, 113, 2000, p. 299-325.

3 PAUL DEMONT, « Tirage au sort et démocratie en Grèce ancienne », <www.laviedesidees.fr>, p. 2.

4 FUSTEL DE COULANGES, « Nouvelles recherches sur le tirage au sort appliqué à la nomination des archontes athéniens », in *Nouvelles recherches sur quelques problèmes d'histoire*, Hachette, Paris, 1891, p. 147-179, cité in PAUL DEMONT, « Tirage au sort et démocratie en Grèce ancienne », loc. cit.

5 MOGENS H. HANSEN, *La Démocratie athénienne à l'époque de Démosthène*, op. cit.

Ailleurs, la méthode aléatoire ne fut pas appliquée pour ses vertus égalitaires, mais comme méthode impartiale de règlement des conflits. Ce fut notamment le cas à Rome, où le recours au sort réglait par exemple l'ordre dans lequel votaient les centuries. Les vertus de cette procédure étaient renforcées par la signification religieuse qui lui était donnée dans la République romaine¹. Elle produisait ainsi des effets de cohésion sociale qui étaient reconnus ailleurs, pas seulement à Athènes. Cette logique était parfois poussée fort loin. Dans la petite cité gréco-sicilienne de Nakônè, à l'époque hellénistique, des arbitres étrangers vinrent ainsi réconcilier les parties après une période de guerre civile. Une inscription permet d'imaginer comment ils procédèrent pour rétablir la concorde : « On dresse deux listes de trente noms regroupant les plus ardents partisans de chacun des deux camps, inscrits un par un sur des sorts et mis dans deux urnes. On tire au sort ensuite alternativement dans chaque urne des paires de citoyens ennemis. » À chacune de ces paires, on ajoute par tirage au sort trois citoyens pris dans le reste de la population. Le but de cette opération est prescrit dans le décret : « Que les citoyens réunis par le tirage au sort dans le même lot soient des frères d'élection, en bonne entente les uns avec les autres, en toute justice et amitié. » Ces « frères » ainsi désignés par volonté institutionnelle ont notamment pour obligation de manger ensemble. Le reste de la population est ensuite réparti en groupes de cinq par un procédé similaire, « et que ceux-là aussi soient des frères pour le même lot, après avoir été tirés au sort ensemble comme il a été écrit plus haut ». La concorde retrouvée est sanctionnée par un sacrifice, tandis que le décret est gravé sur une plaque de bronze placée « en offrande à l'entrée du temple de Zeus olympien² ».

1 Bernard MANIN, *Principes du gouvernement représentatif*, op. cit., p. 66-74.

2 Paul DEMONT, « Tirage au sort et démocratie en Grèce ancienne », op. cit., p. 4, à partir de Laurent DUBOIS, *Inscriptions grecques dialectales de Sicile*, 206, Rome, 1989, et Nicole LORAUX, « Une réconciliation en Sicile », in *La Cité divisée*, Payot, Paris, 1997, p. 222-236.

Les Républiques italiennes : une procédure de résolution des conflits ?

Les vertus pacificatrices du tirage au sort en politique furent redécouvertes au Moyen Âge. Certaines communes allemandes, comme Brême ou Münster, y eurent recours ¹, mais seulement de manière marginale. Dans les Républiques italiennes médiévales et renaissantes, ainsi que dans la Couronne d'Aragon (en particulier durant le « Siècle d'or », de la fin du xv^e au milieu du xvi^e siècle), il fut en revanche utilisé massivement et de façon systématique.

Aux alentours de 1200, l'Italie comptait de 200 à 300 communes libres, dont la majorité perdirent progressivement leur indépendance dans les trois siècles qui suivirent. Par leur longévité, Florence et Venise constituèrent des exceptions. Leurs formes politiques étaient différentes. Alors que la République vénitienne était connue pour sa stabilité, la vie politique de la cité toscane eut une histoire plus tumultueuse. Dante, qui avait dû prendre le chemin de l'exil du fait de ses liens avec les guelfes blancs, l'un des clans en lutte pour le contrôle de la ville à la fin du xiii^e et au début du xiv^e siècle, y fit allusion dans *La Divine Comédie*, écrivant que les lois adoptées au mois d'octobre n'étaient plus valables à la mi-novembre et que sa ville natale, en raison de ces changements incessants, était désormais comparable à un malade se contorsionnant sans cesse et en tous sens dans son lit ². Pourtant, Florence eut nettement plus d'importance dans l'histoire politique que sa consœur et rivale adriatique, sans doute parce que cette « instabilité » était, pour partie au moins, le signe de la vitalité de sa vie politique.

Malgré ces différences, les deux cités, qui figuraient aux xiii^e et xiv^e siècles parmi les cinq ou dix villes les plus peuplées et les plus

1 Monika WÖLK, « Wahlbewusstsein und Wahlerfahrung zwischen Tradition und Moderne », *Historische Zeitschrift*, 238, p. 311-352, cité in Hubertus BUCHSTEIN, *Demokratie und Lotterie*, op. cit., p. 154.

2 DANTE, *La Divine Comédie*, *L'Enfer*, VI, 143-151.

riches d'Europe occidentale, eurent recours au tirage au sort pour répartir certaines fonctions publiques. Alors qu'au XII^e siècle la méthode aléatoire n'était utilisée que de manière sporadique dans la Péninsule, elle connut une forte expansion à partir du XIII^e siècle. Son usage systématique est en particulier attesté à Bologne (1245), Novare (1287), Vincenza (1264) ou Pise (1307)¹. À Florence, après une première et courte introduction en 1291², elle devint à partir de 1328 un élément constitutif des procédures législatives et le restera jusqu'à la chute de la république. À Venise, le tirage au sort fut introduit en politique en 1268, la technique étant sans doute importée de Bologne³. Dans les deux villes, la dimension religieuse était absente ou rejetée à l'arrière-plan. Nous ne savons pas pourquoi les acteurs de l'époque eurent l'idée d'y recourir. Son usage était sans doute connu grâce aux sources de l'Antiquité, mais les techniques utilisées différaient de celles des Anciens. Peut-être furent-elles introduites dans le cadre de la vaste quête sur les meilleurs modes d'élection à laquelle se livrèrent les communes italiennes durant plusieurs siècles. Il n'est pas impossible que la méthode aléatoire ait été importée dans la sphère politique à partir d'autres domaines, mais les jeux de hasard du Moyen Âge se réduisaient pour l'essentiel aux jeux de dés et ceux-ci ne furent pas des instruments utilisés dans le tirage au sort en politique – alors qu'inversement les premières loteries utilisèrent à l'époque moderne des techniques déjà rodées dans le monde civique⁴. Dans tous les cas ou presque, le tirage au sort était combiné avec d'autres modes de sélection. L'élection des

1 Hagen KELLER, « Wahlformen und Gemeinschaftsverständnis in den italienischen Stadtkommunen (13/14. Jahrhundert) », in Reinhard SCHNEIDER et Harald ZIMMERMANN (dir.), *Wahlen und Wählen im Mittelalter*, Jan Thorbecke, Sigmaringen, 1990, p. 363.

2 John N. NAJEMY, *Corporatism and Consensus in Florentine Electoral Politics, 1280-1400*, The University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1982, p. 30.

3 Hubertus BUCHSTEIN, *Demokratie und Lotterie*, op. cit., p. 159.

4 C'est par exemple ainsi que le loto moderne, basé sur le tirage de chiffres, fut inventé à Gênes au XVI^e siècle. Cf. Ulrike NÄTHER, « "Das Große Los – Lotterie und Zahlenlotto" », in BADISCHES LANDESMUSEUM KARLSRUHE, *Volles Risiko ! Glücksspiel von der Antike bis heute*, op. cit., p. 99 sq.

doges à Venise, chef-d'œuvre de technique électorale ¹, en était un parfait exemple.

Venise : un chef-d'œuvre de technique électorale. – Venise était depuis le Moyen Âge une république oligarchique gouvernée par un cercle restreint. Pour limiter le pouvoir des doges, qui étaient nommés à vie, un « Grand Conseil » fut constitué au cours de la seconde moitié du XII^e siècle, chargé d'entériner toutes les propositions de lois importantes. Initialement, seules les familles nobles pouvaient en devenir membres. Progressivement, il fut élargi à la grande bourgeoisie.

Jusqu'à la fin de la « Sérénissime République » en 1797, le tirage au sort fit partie intégrante de la procédure législative pour la désignation du doge, qui était d'une grande complexité ². En témoigne l'exemple de Lorenzo Tiepolo, le fils du doge Jacopo, beau-frère de Tancredi, capitaine général de la Marine et héros très populaire de la bataille d'Acrida, possédant des richesses qui faisaient de lui l'égal d'un empereur. Lors de sa nomination, la procédure de sélection du doge arrive à maturité. Le 23 juillet 1268, Lorenzo Tiepolo est élu aux plus hautes fonctions de la République vénitienne mais cette désignation n'est pas seulement le produit de sa réputation, de ses richesses et de ses liens de parenté. Elle a dû passer par la procédure prévue par la *Promissione Dogale*, une sorte de charte constitutionnelle édictée quelque temps auparavant.

Comme la loi le prévoit lorsque le siège de doge est vacant, le Grand Conseil (qui compte environ 500 membres à cette époque) se réunit solennellement. Le conseiller le plus jeune sort de la salle de réunion et en revient avec le premier enfant dont l'âge est compris entre huit et dix ans qu'il rencontre dans la rue. Au centre de la salle est placé un grand sac qui contient autant de billes de bois (les *balote*) qu'il y a de conseillers. Sur trente d'entre elles figure le mot « électeur ». Les conseillers défilent en silence devant

1 Leo MOULIN, « Les origines religieuses des techniques électorales et délibératives modernes », *Politix*, 43, 1998.

2 Frederic C. LANE, *Storia di Venezia*, Einaudi, Turin, 1978.

l'urne et le *balotin*, c'est-à-dire le jeune garçon choisi, tire les billes et en donne une tour à tour à chacun d'eux. Les trente conseillers qui reçoivent une bille électorale restent dans la salle, qu'évacuent immédiatement les autres membres. Les conseillers présents ne peuvent faire partie de la même famille ou avoir des relations consanguines les uns avec les autres : si c'est le cas, ils doivent renoncer à leur rôle et sont par le même mécanisme remplacés par d'autres conseillers.

Dans un second temps, les trente conseillers restants sont réduits à neuf, en utilisant le même système. Au troisième tour, les neuf sélectionnés élisent quarante personnes parmi les membres du Grand Conseil, par un vote à la majorité qualifiée. Au quatrième tour, les quarante élus sont réduits à douze par tirage au sort ; au cinquième, ces derniers élisent vingt-cinq personnes parmi les conseillers ; au sixième, ces vingt-cinq sont réduits à neuf par tirage au sort ; au septième, ces derniers élisent quarante-cinq conseillers, qui sont au huitième tour réduits à onze, toujours par tirage au sort ; ces derniers élisent (toujours à la majorité qualifiée) les quarante et un conseillers qui, grâce à un neuvième tour, élisent en conclave le doge, avec une majorité qualifiée de vingt-cinq voix¹.

Quelle différence avec Athènes ! En neuf étapes et en combinaison avec des élections à la majorité qualifiée, la procédure de sélection du doge incluait bien le tirage au sort, mais l'objectif n'était clairement pas la maximisation de la participation de tous les citoyens à la vie publique. Lorsqu'il s'agissait de pourvoir à des charges politiques dans la Sérénissime République, la procédure aléatoire intervenait fréquemment mais elle était réservée à l'étape de désignation des commissions électorales, et celles-ci procédaient ensuite à l'élection proprement dite. Ce n'est que pour des charges non politiques, comme la sélection des citoyens soumis à la conscription, en particulier comme rameurs dans la marine d'État, que le tirage au sort pourvoyait directement la fonction en question². Lorsqu'on la compare avec les usages du

1 Frederic C. LANE, *Storia di Venezia, op. cit.*, p. 131.

2 *Ibid.*, p. 60 et 425.

klêrôtêrion, la description de l'élection du doge permet de mesurer à quel point la sélection aléatoire pouvait servir des logiques contrastées. Dans la cité grecque, elle permettait certes de résoudre impartialement les conflits et était devenue si routinière qu'elle fut même utilisée par les « Quatre Cents » (des oligarques qui renversèrent momentanément la démocratie en 411) lorsqu'ils durent désigner en leur sein des prytanes ¹, mais elle était d'abord une procédure démocratique visant à partager également le pouvoir. Dans la République adriatique, elle constituait avant tout une procédure de résolution des conflits et sa dimension démocratique n'était pour le moins pas évidente. À l'image de Venise, dans de nombreuses cités italiennes d'Italie du Nord comme Parme, Ivree, Brescia ou Bologne ², le tirage au sort fut ainsi introduit dans le but d'établir une répartition neutre et impartiale des charges entre les riches familles et les factions politiques qui se disputaient en permanence le pouvoir.

Florence : la tratta, une méthode de résolution impartiale des conflits. – Les conflits incessants faisaient particulièrement rage à Florence et opposaient tant les grandes familles entre elles que les différents groupes sociaux : les nobles (*magnati*), la bourgeoisie des sept corporations les plus prestigieuses (*arti maggiori*), la « petite bourgeoisie » des quatorze autres corporations légalement reconnues (les *arti minori*) et les classes populaires non organisées en corporation (*il popolo minuto*). Très souvent, ces conflits se réglaient les armes à la main. Les origines du système républicain remontaient au XIII^e siècle et, si elle connut des éclipses et des périodes où ses institutions furent en partie vidées de leur contenu tout en restant formellement intactes, notamment durant la domination des Médicis de 1434 à 1494 ³, la République florentine ne fut définitivement abolie qu'en 1530. En 1250, la bourgeoisie se rassembla en une vingtaine d'unités territoriales politiques et militaires qui excluaient la majorité des nobles. Ce

1 THUCYDIDE, *La Guerre du Péloponnèse*, op. cit., VIII, 69.

2 Oliver DOWLEN, *The Political Potential of Sortition*, op. cit.

3 Nicolai RUBINSTEIN, *The Government of Florence Under the Medici*, op. cit.

régime, dit du *Primo popolo*, reflétait les mutations économiques et sociales d'une cité où les corporations de la bourgeoisie artisanale et commerçante imposaient peu à peu leur pouvoir. À partir de 1266, avec le second régime du *popolo*, les *arti maggiori* devinrent les piliers du gouvernement de la cité et les *arti minori* y furent associées de façon subalterne. Parallèlement, les familles aristocratiques furent bannies de la citoyenneté ou durent abandonner leur statut pour y accéder. À partir de cette époque, les fonctions et emplois publics tendirent à être répartis entre les corporations, certains postes étant attribués par des quotas variables selon leur importance et d'autres plus largement ouverts. Les groupes sociaux non organisés corporativement (d'un côté les *magnati*, de l'autre les classes populaires des villes et les paysans de la campagne alentour, le *contado*) ne pouvaient qu'à la marge participer à la chose publique tandis que les femmes en étaient radicalement exclues et que les habitants des villes toscanes conquises par Florence bénéficiaient d'une autonomie plus ou moins grande mais ne purent jamais accéder à la citoyenneté de la ville-centre. Le *Popolo* florentin avait alors une double acception : légalement, il renvoyait pour l'essentiel à l'ensemble des membres des corporations, qui avaient à travers cette affiliation accès à la citoyenneté ; socialement, il désignait en revanche les « classes moyennes » des *arti minori* et la « populace » du *popolo minuto*¹.

À partir de 1282, la *Signoria* représenta l'autorité exécutive la plus importante de la cité, proche de ce que nous appellerions aujourd'hui le gouvernement. Ses membres étaient répartis par quotas entre les différents *arti*. Constituée de huit *priori* et d'un *gonfaloniere di giustizia*, qui était le chef de la cité, la *Signoria* était assistée de deux commissions, composées de douze *buonuomo* et de seize *gonfalonieri delle compagnie*. Elle représentait la République dans la politique extérieure, contrôlait l'administration et avait l'initiative des propositions de loi. Elle convoquait le *Consiglio del Commune* et le *Consiglio del Popolo*, les deux conseils législatifs de quelques centaines de membres qui prenaient

1 Gene A. BRUCKER, *The Civic World of Early Renaissance Florence*, Princeton University Press, Princeton, 1977, p. 259.

théoriquement les décisions ultimes et qui, en particulier, approuvaient les lois et décidaient normalement de l'entrée en guerre. À plusieurs reprises, ces conseils perdirent certaines de leurs compétences ou furent contournés, mais ils persistèrent jusqu'à la création d'un Grand Conseil unique sur le modèle vénitien en 1494. Contrairement à Athènes, la République florentine ne confia pas à l'Assemblée des citoyens (dénommée « *parlamento* ») un rôle central formalisé : réunie à intervalles irréguliers, elle n'était pas régie par une procédure formalisée et avait surtout un rôle acclamatif et plébiscitaire (qui sera conceptualisé par Guicciardini au début du xvi^e siècle¹) lorsqu'il s'agissait de faire avaliser un coup d'État ou un changement de régime, ou encore de faire face à une situation de crise. Si cette organisation se modifia continuellement dans ses détails, ses grandes lignes restèrent en gros les mêmes jusqu'à la fin du xv^e siècle. Outre les rivalités entre les grandes familles et les luttes concernant la politique étrangère (dans un contexte où la guerre était omniprésente), les principaux conflits politiques portèrent sur la taxation des richesses, sur la répartition des fonctions publiques entre les différentes corporations et sur le rôle effectif du tirage au sort au regard des autres modes de sélection du personnel dirigeant.

À partir de 1328, une grande partie des charges de gouvernement et des fonctions administratives furent en effet réparties par la méthode aléatoire. Les noms des candidats étaient déposés à l'avance dans des bourses, puis tirés progressivement au sort au fur et à mesure de la rotation des mandats. Les membres de la *Signoria*, l'organe politique le plus important, étaient choisis par tirage au sort, de même que les *buonuomo* et les *gonfalonieri delle compagnie*². Durant les années républicaines, la grande majorité des autres charges de moindre importance furent également

1 Francesco GUICCIARDINI, « Discours de Logroño », *Écrits politiques. Discours de Logroño. Dialogue sur la façon de régir Florence*, PUF, Paris, 1997.

2 Guidubaldo GUIDI, *Il Governo della città – repubblica di Firenze del primo quattrocento*, Leo S. Olschki, Florence, 1981, vol. 2, p. 136-137 ; Giorgio CHIARELLI et alii, *Florenz und die große Zeit der Renaissance. Leben und Kultur in einer europäischen Stadt*, Georg Popp, Würzburg, 1978, p. 186.

réparties de la sorte. Les conseils législatifs étaient eux aussi composés en ayant recours à la *tratta* et un procédé similaire régissait la sélection des organes dirigeants des corporations.

Comment expliquer qu'on laissait le hasard décider des personnes qui allaient guider le destin de la cité, qui plus est en des temps instables et conflictuels ? La République florentine n'était pas plus démocratique que la cité athénienne et, si les plus hautes fonctions étaient tirées au sort, ce n'était pas directement sur la liste des citoyens volontaires. Tout comme à Venise, le processus de sélection était complexe. Il s'effectuait en gros en quatre étapes¹. 1) Dans un premier temps, il s'agissait de retenir parmi les citoyens (c'est-à-dire parmi les membres des vingt et une corporations reconnues politiquement) les personnes considérées comme dignes de participer. Dans chacun des quartiers de la cité, des comités procédaient à un premier écrémage en fonction de critères bien spécifiques. Initialement, cette opération ne s'effectuait pas à partir d'un corps civique indifférencié et il revenait généralement à chaque corporation (mais aussi à d'autres organismes, telle la *Parte Guelfa*, dominée par les grandes familles guelfes qui avaient réussi à expulser les gibelins à la fin du XIII^e) d'effectuer une sélection en son sein. Cette multiplication des sources institutionnelles de légitimité et cette absence d'une souveraineté unitaire, qui étaient typiques de la commune médiévale, ne furent relativisées que progressivement et les principales charges restèrent réparties par quotas jusqu'à la fin du XV^e siècle. 2) Les listes des *nominati* ainsi établies étaient ensuite examinées par d'autres commissions, composées de personnalités importantes nommées, les *arroti*, qui devaient accepter les candidats à une majorité qualifiée des deux tiers (*squittino*). Les noms retenus étaient alors inscrits sur des bouts de papier que l'on déposait dans des bourses en cuir (*imborsazione*). Pour toutes les charges soumises à quota, les noms étaient placés dans des bourses différentes selon que l'on appartenait aux *arti maggiori* ou aux *arti minori*. 3) C'est à la troisième étape qu'intervenait le tirage au sort, réalisé

1 John N. NAJEMY, *Corporatism and Consensus in Florentine Electoral Politics*, op. cit., p. 169 sq.

par des personnes nommées à cet effet, les *accoppiatori*. Les bourses, qui avaient été conservées dans un endroit sûr (par exemple dans la sacristie d'une église), étaient transférées dans un lieu public quelques jours avant le tirage au sort, puis rapportées à leur place en attendant un nouveau tirage, et ce jusqu'à épuisement des noms. Très souvent, après des événements révolutionnaires, des changements brutaux de majorité ou des modifications législatives, une nouvelle liste de noms était sélectionnée et les bourses ainsi constituées venaient s'ajouter aux anciennes, voire s'y substituer lorsqu'on décidait de vider ces dernières. 4) Enfin, la quatrième étape consistait à éliminer les noms de ceux qui ne respectaient pas les critères en vigueur (procédure des *divieti*) : il fallait par exemple être à jour de ses impôts, ne pas avoir subi certains types de condamnation pénale, ne pas avoir exercé une charge semblable dans un passé récent et ne pas cumuler des mandats importants, ne pas avoir de parents en charge dans un poste similaire, etc. Ce modèle, avec quelques variantes, fut utilisé dans d'autres cités de l'Italie centrale telles qu'Orvieto, Sienne, Pistoia, Pérouse et Lucques ¹.

La méthode aléatoire n'était donc qu'une étape d'un processus plus large et, contrairement à Athènes où les charges publiques étaient distribuées soit par tirage au sort soit par élections, les deux méthodes étaient à Florence combinées pour un même poste. Comme à Venise, un des objectifs centraux était de nommer les magistrats en s'appuyant sur les méthodes les plus neutres possibles, afin d'éviter ou au moins de limiter luttes et conflits pour l'accession au pouvoir. Cependant, à Florence, les commissions étaient nommées ou élues et les candidats aux charges publiques finalement sélectionnés par la *tratta*, soit une procédure inverse de celle suivie dans la cité adriatique. Les bourses contenaient des noms en suffisance pour pourvoir pendant trois à cinq ans la *Signoria*, qui était renouvelée tous les deux mois. Suivant une opinion largement partagée par les chroniqueurs qui l'avaient précédé, Machiavel explique que les réformes de 1328 visaient à

1 Oliver DOWLEN, *The Political Potential of Sortition*, op. cit., p. 68.

épargner à la cité de nombreux problèmes et à mettre un terme au chaos occasionné précédemment par le nombre considérable de ceux qui aspiraient à devenir magistrats. Les responsables de la cité, écrit-il, choisirent cette méthode « faute d'en avoir trouvée une meilleure » et ne s'aperçurent pas de ses inconvénients potentiels. De fait, les conflits ne furent qu'atténués et l'impartialité attendue ne fut que partiellement atteinte : l'objectif du *squittino* était de « pouvoir constituer une bourse de choix avec des citoyens bien triés », mais les critères du choix étaient explicitement partisans et sociaux autant que personnels ¹. De même, le rôle des *accoppiatori* était crucial dans le tirage au sort et c'est sur eux que reposaient la plupart des tentatives de manipulation du hasard. C'est en tout cas dans une perspective semblable de neutralité que certaines fonctions étaient réservées à des personnes venant de l'extérieur de la ville (cela concernait notamment la *Podestà* et le *Capitano del popolo*, chargés de la gestion des tribunaux et d'une partie des affaires militaires) ².

Le tirage au sort se réduisait-il pour autant comme à Venise à une simple méthode de gestion des conflits ? Certaines similitudes institutionnelles entre Florence et Athènes sont frappantes, comme la rotation rapide des postes (les *Priori* et les *Gonfalonieri* alternaient tous les deux mois, les membres des conseils législatifs tous les quatre mois), l'interdiction du cumul des mandats ou le fait de devoir obligatoirement rendre des comptes à la fin de chaque mandat. Le recours à la sélection aléatoire n'avait-il pas une dimension démocratique ? L'avant-propos des réformes de 1328 déclarait que tous les citoyens devaient désormais avoir les mêmes chances d'accès aux charges politiques. Au xv^e siècle, Florence était régulièrement opposée à Venise par le mode « démocratique » par lequel elle désignait ses magistrats – le tirage au sort – alors que Venise, préférant l'élection, était de ce fait

1 Nicolas MACHIAVEL, *Histoires florentines*, II, 28, et III, 24, in *Œuvres*, Gallimard, Paris, 1952.

2 Guidubaldo GUIDI, *Il Governo della città – repubblica di Firenze del primo quattrocento*, op. cit., vol. 2, p. 153 sq. ; Bernard MANIN, *Principes du gouvernement représentatif*, op. cit., p. 75 sq.

« aristocratique »¹. C'est dans une même veine aristotélicienne que l'humaniste Leonardo Bruni, chancelier de la République de Florence et sans doute l'intellectuel européen le plus célèbre de son temps, comptait le tirage au sort parmi les éléments les plus significatifs de la dimension démocratique de la cité aux côtés de l'exclusion des nobles (*magnati*) de la citoyenneté, de la rotation rapide des offices et de l'idéal de *vivere libero* qui était au cœur de son système politique².

Il faut cependant prendre garde à l'anachronisme et ne pas superposer trop rapidement les couples élections/tirage au sort et aristocratique/démocratique, en sautant par-dessus les époques. D'une part, comme nous l'avons vu, la dimension d'impartialité était fondamentale à Florence et largement transversale à la dichotomie aristocratie/démocratie. Du coup, dans les discours et pratiques des contemporains, ce n'est pas à l'élection que s'opposait d'abord la *tratta*, mais à la sélection « à la main » que pratiquaient les *accoppiatori* à certaines époques (notamment sous les Médicis), lorsqu'ils se virent donner le droit de sélectionner les noms qui leur agréaient dans les bourses au cours de la troisième étape de la procédure plutôt que de s'en remettre au sort. D'autre part, les « élections » avaient pour les Florentins un sens très spécifique. Les lecteurs d'aujourd'hui y pensent spontanément comme à une procédure grâce à laquelle la base désigne des représentants qui pourront parler et agir en son nom, et cette signification était en gros la même pour un Athénien aux v^e et iv^e siècles avant J.-C. Dans la commune florentine de la fin du Moyen Âge et de la première Renaissance, l'élection politique se faisait à l'inverse « par en haut » et se rapprochait davantage de ce que nous entendons aujourd'hui par la cooptation (un peu à la manière dont fonctionnaient jusqu'à ces dernières années les commissions des candidatures dans les partis – les syndicats

1 Felix GILBERT, « The Venetian constitution in Florentine political thought », in Nicolai RUBINSTEIN (dir.), *Florentines Studies. Politics and Society in Renaissance Florence*, op. cit., p. 473.

2 Leonardo BRUNI, « De la constitution de Florence », *Raisons politiques*, 36, novembre 2009, p. 77-84.

procèdent d'ailleurs encore souvent en suivant ce principe). Les comités électoraux qui procédaient à cette cooptation rassemblaient l'élite politique de la cité (ou des corporations lorsque le scrutin avait un enjeu plus partiel ou plus restreint) et c'est à celle-ci qu'il revenait de juger qui était apte à passer à la troisième étape de la procédure, celle où intervenait le tirage au sort. Durant la majeure partie de l'histoire républicaine, jamais le *popolo* ne se manifesta en corps pour élire ses représentants.

Tirage au sort et autogouvernement populaire. – Ce n'est qu'en 1494, avec la création d'un Grand Conseil de plus de 3 000 membres, qu'une instance large bénéficiant d'une forme de souveraineté hésita durant plusieurs années entre « élection par en bas », tirage au sort et diverses combinaisons des deux procédures pour répartir les charges entre ses membres. La disparition du contrôle que l'oligarchie exerçait sur le processus de nomination « par en haut » à travers les « *arroti* » fit de la seconde République l'un des moments forts de l'autogouvernement florentin. Les clivages étaient alors très mouvants et ce n'est qu'à partir de 1496, après de longues hésitations sur les avantages comparés des deux procédures, que le mouvement populaire prit parti pour le tirage au sort et réussit à en étendre l'usage – y compris contre la plupart de ses leaders, appartenant aux classes aisées et influencés par Savonarole¹. Le nouveau système républicain répartissait les charges les plus importantes en combinant au sein du Grand Conseil élections par en bas et *tratta* : tous ceux qui récoltaient la majorité plus une voix des fèves avec lesquelles on votait (la manière traditionnelle de procéder dans la Florence du xv^e siècle) voyaient leur nom placé dans les bourses. Les charges mineures étaient quant à elles directement attribuées par tirage au sort. Les plus riches (les *ottimati*), eux, défendaient de façon croissante les élections, tandis que le souci de renforcer la stabilité politique

1 Giorgio CADONI, *Lotte politiche e riforme istituzionali a Firenze tra il 1494 e il 1502*, Istituto storico italiano per il medio evo, Rome, 1999.

aboutit en 1502 à opter pour une désignation à vie du gonfalonier, à l'instar du doge de Venise ¹.

Chez les contemporains, c'est Francesco Guicciardini (un intellectuel et homme politique parfois considéré comme l'« anti-Machiavel ² » du fait de son engagement aux côtés de la faction oligarchique et de son rôle dans la consolidation du pouvoir des Médicis entre 1512 et 1527 et après 1530) qui conceptualise avec le plus de clarté l'opposition entre la dimension démocratique du tirage au sort et le caractère aristocratique de l'élection.

D'un côté, arguant que la cité sera ainsi « mieux gouvernée », la tendance oligarchique défend un scrutin majoritaire uninominal : le candidat qui obtient le plus grand nombre de fèves au sein du Grand Conseil est élu (procédure dite « *per le più fave* »). Le porte-parole du courant élitiste tel qu'il est mis en scène par Guicciardini se livre à l'une des premières défenses modernes du gouvernement représentatif en usant d'un parallèle économique : de même que, dans les affaires privées, on préfère faire gérer ses affaires par des hommes compétents, il convient de laisser guider la cité par les plus sages, que le peuple ne manquera pas de reconnaître à travers l'élection. « Les gouvernements de la liberté, ajoute-t-il, ne se désordonnent jamais sauf par excès de licence. Celle-ci ne consiste à rien d'autre qu'à élargir par trop le cercle des gouvernants et à mettre dans les mains de n'importe qui les choses importantes ³. »

1 Nicolai RUBINSTEIN, « I primi anni del Consiglio Maggiore di Firenze (1494-1499) », in *Archivio Storico Italiano*, 1954, p. 151-194 et 321-347 ; Bernard MANIN, *Principes du gouvernement représentatif*, op. cit., p. 81-85 ; Giorgio CHIARELLI, *Florenz und die große Zeit der Renaissance*, op. cit., p. 193.

2 Francesco GUICCIARDINI, *Antimachiavelli*, Gianfranco BERADI (dir.), Editori Riuniti, Rome, 1984. Machiavel lui-même ne montre pas une attention soutenue aux procédures de nomination et se concentre presque exclusivement sur la répartition du pouvoir entre les différents groupes sociaux en présence et, secondairement, sur la façon dont ils peuvent occuper les différentes institutions (cf. par exemple son « Discours sur la réforme de l'État à Florence » [1520], in *Toutes les lettres de Machiavel*, Edmond BARINCOU (dir.), Gallimard, Paris, 1955, II, p. 73-75, où il propose aux Médicis une nouvelle constitution pour la ville).

3 Francesco GUICCIARDINI, « Du mode d'élection aux offices dans le Grand Conseil », *Raisons politiques*, 36, novembre 2009, p. 96.

Les tenants de la ligne populaire répliquent que « les offices sont distribués de façon trop étroite, qu'il n'est pas bon que le peuple ait chassé les Médicis, créé le Grand Conseil mais que la distribution des charges publiques ne s'élargisse pas de telle sorte que chacun y participe, comme il convient dans un gouvernement libre ¹ ». Ils défendent le principe du tirage au sort entre tous ceux qui arrivent à récolter la moitié des fèves plus une. « Il convient que tous les citoyens participent aux honneurs et aux bénéfices que peut procurer cette République [...]. Si ces bénéfices et ces honneurs n'étaient pas répartis de façon universelle, ce serait comme si une partie de la cité dominait sans partage et que l'autre était réduite en esclavage. » Le couplage élections/tirage au sort permettrait une « largesse tempérée » et, « comme le dit le proverbe, il n'y aura pas une salade composée d'une seule sorte ». L'élection simple aboutirait à favoriser toujours les mêmes car l'élite se refuse à voter pour les gens du peuple. De cette différence sociale qui divise le corps des citoyens florentins découle la nécessité d'un correctif procédural. À la vérité, avec l'élection, ce n'est pas le mérite personnel mais le statut social qui se verrait sanctionné : « Ce n'est pas la vertu, la prudence, l'expérience que prime la procédure dite du plus grand nombre de fèves, mais la noblesse, les biens, la réputation des pères et des aïeux ; cela ne se produit pas pour le bénéfice de la cité, et ne veut pas non plus dire que les magistratures soient aux mains de ceux qui savent », mais bien qu'une couche oligarchique s'est approprié l'État. « Ils s'appellent eux-mêmes hommes de bien, comme si nous étions pour notre part des hommes du mal habitués à voler et à opprimer les autres, alors que c'est bien ce qu'ont fait nombre d'entre eux. » La cité serait divisée. Certes, le tirage au sort des charges publiques peut avoir des conséquences indésirables, mais « il serait plus honnête de tolérer ce désordre relatif que de nous exclure à perpétuité, comme si nous étions des ennemis ou des citoyens d'une autre cité, ou comme si nous étions, soit dit sauf votre respect, des ânes, et qu'il nous revenait de toujours porter le vin et de ne boire

1 *Ibid.*, p. 89-90.

que de l'eau [...]. Nous sommes citoyens et membres du Conseil tout comme eux, et le fait d'avoir plus de biens, plus de parents renommés ou d'avoir eu une meilleure fortune dans la vie ne fait pas qu'ils soient plus citoyens que nous ; quant à la question de savoir qui est le plus apte à gouverner, nous avons autant d'esprit et de sentiment qu'eux, nous avons une langue tout comme eux, et si nous manquons peut-être par rapport à eux de désir et de passion, ce sont là des facteurs qui corrompent le jugement ¹ ». Les démocrates florentins contemporains de Machiavel retrouvent ainsi des arguments avancés par leurs homologues athéniens vingt siècles plus tôt.

Inversement, au moment où les Médicis s'apprêtent à reprendre le pouvoir en 1512, Guicciardini enfonce le clou et se livre à un plaidoyer pour l'élection qui préfigure les arguments qui seront ceux des pères des Constitutions française et américaine près de trois siècles plus tard. De même que l'on préfère un bon médecin au mauvais, il faut confier le gouvernement aux plus capables. Si les élections provoquent quelque désordre, un gouvernement collectif est supérieur à celui d'un seul. D'ailleurs, cette procédure est fonctionnelle pour sélectionner les plus sages : « Le peuple se tourne vers les hommes selon leur réputation et l'estime qu'il en a, et qui naît plutôt de ce que tout le monde dit que du jugement propre de chacun ; ce faisant, on ne se trompe pas souvent ². » Si le peuple doit élire ses représentants, la discussion des affaires publiques doit être effectuée « dans des lieux plus étroits », car « la multitude ne se régit jamais par elle-même, toujours, s'agrippe à quelqu'un et dépend de lui, ce qui vient de sa faiblesse ³ ». Il importe donc que ceux à qui elle se fie soient les meilleurs. De plus, le tirage au sort décourage les ambitions qui poussent ceux qui postulent aux charges publiques à affirmer leur vertu et leurs mérites, et laisse à l'inverse passer des médiocres ou des intrigants. Enfin, au-delà des aspects fonctionnels, c'est le

1 *Ibid.*, p. 97-108.

2 Francesco GUICCIARDINI, « Discours de Logroño », in *Écrits politiques*, *op. cit.*, p. 62.

3 *Ibid.*, p. 65.

principe de légitimité du « gouvernement populaire » qui est en jeu. Ce n'est qu'au nom du moindre mal que Guicciardini accepte alors l'idée qu'une procédure mixte incluant le tirage au sort puisse pourvoir aux charges mineures.

Réaliste, il reconnaît dans les années 1520, alors que les Médicis sont de retour au pouvoir, que la seconde République florentine a représenté une césure importante : « Maintenant que le peuple a goûté la douceur de la liberté et un régime dans lequel tout le monde semble avoir part, il sera impossible de revenir à un régime réduit à une petite minorité sans qu'il soit universellement détesté ¹. » Guicciardini est alors nostalgique d'une République dominée par l'oligarchie, mais il a assez de lucidité pour comprendre le basculement progressif dans une autre époque, dominée par l'affirmation du pouvoir d'un prince. Plutôt que d'espérer gagner les faveurs du peuple en le faisant participer au gouvernement, comme le propose Machiavel ², Guicciardini suggère implicitement aux Médicis d'utiliser la force s'ils veulent se maintenir au pouvoir, de rassembler autour d'eux une élite d'hommes sages qui leur soit attachée et qui puisse les conseiller, et de concéder au peuple non une part de représentation démocratique ou d'autogouvernement républicain, mais un État de droit et une sage gestion des finances publiques ³.

Au total, durant la majeure partie de la période républicaine, le tirage au sort, couplé à une rotation rapide des charges, rendit possible une forme d'autogouvernement pour une fraction de citoyens politiquement actifs et s'opposa au gouvernement d'un seul qu'incarnaient les principautés et les duchés au Moyen Âge et que la montée des monarchies absolues sembla imposer avec l'avènement des temps modernes. La *tratta* contribua fortement à

1 Francesco GUICCIARDINI, « Dialogue sur la façon de régir Florence », in *Écrits politiques*, op. cit.

2 Nicolas MACHIAVEL, « Discours sur la réforme de l'État à Florence », in *Œuvres*, op. cit.

3 Cf. également Francesco GUICCIARDINI, « Del governo di Firenze dopo la restaurazione de' Medici nel 1512 » [1515] et « Del modo di assicurare lo Stato alla casa de' Medici » [1516], in *Dialogo e discorsi del reggimento di Firenze*, Roberto PALMAROCCHI (dir.), Laterza, Bari, 1932.

relativiser les liens clientélistes. Ainsi, lorsqu'elle fut rétablie peu après 1415 après une courte période d'interruption, « tous les citoyens crurent avoir retrouvé leur liberté. Les magistrats jugèrent d'après leurs propres opinions et non d'après la volonté des citoyens puissants ¹ ». Durant plusieurs siècles, l'idéal de la participation politique sembla revivre sur les rives de l'Arno, ce qui explique l'étrange sensation de familiarité et de dépaysement que nous éprouvons à la lecture des *Histoires florentines* de Machiavel ou des autres historiens florentins de l'époque. Cet idéal contribua à donner naissance à un humanisme civique qui fut indirectement une source d'inspiration importante pour les révolutions du ^{xvii}^e et du ^{xviii}^e siècle ².

Si la République de Florence était un régime mixte, comme les autres cités italiennes, elle permettait une participation beaucoup plus large à la vie civique que Venise, où dominaient les éléments aristocratiques et où la petite bourgeoisie et les classes populaires demeuraient exclues du système politique. C'est précisément pourquoi les Florentins les plus conservateurs, comme Francesco Guicciardini, montraient la commune adriatique en exemple à leurs concitoyens. Au ^{xiii}^e et au ^{xiv}^e siècle, les populations des deux villes étaient de taille comparable. Cependant, les membres du Grand Conseil de la « Sérénissime République » n'étaient que 500 en 1268, 1 100 après la réforme de 1297, 2 000 en 1460 et 2 600 en 1513, alors que la population, d'environ 90 000 habitants au début du ^{xiv}^e siècle, culmina à 190 000 avant l'épidémie de peste de 1575. Quelques centaines de bourgeois appartenaient en outre au corps des citoyens (en 1575, celui-ci comptait environ 4 000 personnes, dont 2 500 à 3 000 nobles) et pouvaient occuper des charges secondaires dans l'État. L'Assemblée du peuple, dont le rôle était dès l'origine très réduit, fut

1 Nicolas MACHIAVEL, *Histoires florentines*, op. cit., VII, 2.

2 Hans BARON, *The Crisis of the Early Italian Renaissance*, Princeton University Press, Princeton, 1966 ; *In Search of Florentine Civic Humanism*, Princeton University Press, Princeton, 1988 ; Eugenio GARIN, *L'Umanesimo italiano*, Laterza, Rome, 1993 ; J.G.A. POCOCK, *Le Moment machiavélien*, PUF, Paris, 1998 ; Quentin SKINNER, *Les Fondements de la pensée politique moderne*, Albin Michel, Paris, 2009.

définitivement abolie en 1423, tandis qu'un Sénat restreint de 100 à 200 membres concentrait progressivement l'essentiel du pouvoir à mesure qu'augmentait le nombre des membres du *Maggior Consiglio*. Certes, à travers les conseils et les diverses charges publiques soumises à élection et à rotation rapide, le cercle étroit des citoyens de Venise exerçait indéniablement une forme d'auto-gouvernement. Cinq cents charges étaient à pourvoir à la fin du XIII^e siècle, et le double à la fin du XVI^e. À cette époque, un quart à un tiers des nobles exerçaient une fonction politique ou administrative, 10 % environ du budget de la commune étant consacrés à leur rémunération. Cependant, ce n'était pas par tirage au sort mais par élection ou cooptation que ces charges étaient pourvues, la sélection aléatoire n'intervenant, comme nous l'avons vu, que dans la composition des commissions ¹.

Le cercle de la citoyenneté était beaucoup plus large dans la cité toscane : à travers l'appartenance aux vingt et une corporations reconnues politiquement, il comptait 7 000 à 8 000 citoyens au début du XIV^e siècle et 5 000 en 1343, pour une population d'environ 90 000 habitants. À cette date, les trois quarts des citoyens étaient proposés pour participer au *squittino*, et les 800 environ qui passaient avec succès le test de celui-ci voyaient leur nom placé dans les bourses et étaient donc censés à un moment où un autre exercer les plus hautes charges de la cité. En 1411, période de floraison de l'humanisme civique – et de l'invention de la perspective –, plus de 5 000 citoyens furent *nominati* et plus de 1 000 *imborsati*. Ces chiffres s'élevèrent respectivement à 6 354 et 2 084 en 1433, juste avant la première prise de pouvoir par les Médicis, pour une population réduite à environ 70 000 sous les coups des guerres et de la peste noire. Des milliers de citoyens étaient donc éligibles à la *Signoria* et à tous les autres offices, et de nombreux autres à des charges de moindre importance. Les emplois publics ainsi distribués étaient nombreux : au début du XV^e siècle, en incluant l'administration des territoires conquis par les Florentins, entre 1 000 et 2 000 charges de direction étaient à

1 Frederic C. LANE, *Storia di Venezia*, op. cit., p. 120, 295-297 et 372.

répartir annuellement, ainsi que 2 000 à 4 000 charges subalternes dans l'État, dans les diverses institutions parapubliques ainsi que dans les corporations. Au vu de ces chiffres, la signification de la création du Grand Conseil à la fin du ^{xv}^e siècle apparaît d'ailleurs ambivalente : ses 3 000 membres étaient plus nombreux que les *imborsati* des périodes précédentes, il permit la constitution d'un corps politique unifié remplaçant un système fondé sur la représentation des corporations en fonction de quotas, il donna un pouvoir nettement accru aux membres des corporations inférieures – mais le cercle de la citoyenneté tendit à se restreindre au regard du nombre de ceux auxquels leur appartenance à une guilde donnait auparavant un statut de citoyen ¹.

Dans cette mesure, comparativement aux monarchies et même à la République vénitienne, caractérisée par un « gouvernement étroit » (*governo stretto*) aux mains de l'aristocratie, Florence avait un *governo largo*, dominé par la grande bourgeoisie mais ouvert à la moyenne et petite bourgeoisie. À l'intérieur de ce cercle, chacun pouvait espérer exercer une fonction publique – les membres des corporations les plus riches pouvant plus que les autres penser accéder un jour à l'une des responsabilités politiques majeures. Comme les femmes et les paysans, le petit peuple urbain (le *popolo minuto* ou *magro*, opposé au *popolo grasso* des corporations les plus riches), quant à lui, demeura pour l'essentiel écarté légalement des fonctions importantes et de la citoyenneté. Il ne pouvait faire entendre sa voix à l'Assemblée de la même manière qu'à Athènes, puisque cette institution n'avait qu'un rôle marginal à Florence, il resta exclu des conseils du fait de leur mode de sélection et, facteur non négligeable, il n'avait pas la même fonction militaire que

1 Giorgio CADONI, *Lotte politiche e riforme istituzionali a Firenze tra il 1494 e il 1502*, op. cit. ; Guidubaldo GUIDI, *Il Governo della città – repubblica di Firenze del primo quattrocento*, op. cit., vol. 2, p. 43-44 ; Giorgio CRACCO, « Patriziato e oligarchia a Venezia nel Tre-Quattrocento », in *Florence and Venice. Comparisons and Relations*, La Nuova Italia, Florence, 1979, p. 87 ; John N. NAJEMY, *Corporatism and Consensus in Florentine Electoral Politics*, op. cit., p. 177 et 275 ; Gene A. BRUCKER, *Firenze 1138-1737. L'Impero del florino*, Mondadori, Milan, 1983 ; Gene A. BRUCKER, *The Civic World of Early Renaissance Florence*, op. cit., p. 253.

dans les cités grecques du fait de l'importance des mercenaires dans l'Italie de l'époque ¹. Cependant, le *popolo minuto* exerça une pression réelle, remarquable tout au long de l'histoire florentine, sans équivalent à Venise et dont les échos sont perceptibles dans les écrits des contemporains qui, pourtant, méprisaient pour la plupart cette « populace ».

La révolte des Ciompi, en 1378, fut ainsi l'un des premiers exemples d'une lutte de classe urbaine dans l'histoire européenne moderne, même si le programme politique avancé par les travailleurs révoltés empruntait davantage au monde déjà dépassé des corporations de la commune médiévale qu'à celui, en gestation, du prolétariat moderne. Au cours de l'été 1378, durant les quelques mois qui marquèrent l'apogée de la révolte, les trois nouvelles corporations qui furent créées permirent d'intégrer près de 13 000 personnes nouvelles à la citoyenneté. Six à sept mille citoyens furent *nominati*, soit le double de la précédente période républicaine et, pour la première et unique fois dans l'histoire de Florence, les *arti maggiori* ne furent pas majoritaires dans cette liste. Les *minuti* obtinrent même le droit d'accéder à la *Signoria* et deux prieurs issus de leurs rangs furent désignés. Si cette extension fut éphémère et si les nouveaux *arti* furent bien vite abolis par la réaction conservatrice qui s'ensuivit, les années 1378-1382 marquèrent sans doute l'apogée de la démocratisation de la politique florentine, pendant laquelle les *arti maggiori* ne fournirent que la moitié des membres de la *Signoria* ². Cependant, l'égalité statutaire ne fut jamais atteinte et le *popolo magro* pesa par des mobilisations extra-institutionnelles plus qu'à travers la répartition aléatoire des postes de responsabilité. Il put cependant bénéficier à la marge de la manne des emplois publics de niveau inférieur.

1 Ce fait, analysé pour la première fois par Leonardo BRUNI (« De la constitution de Florence », *op. cit.*), fut comme on sait un thème central dans l'action et l'œuvre de Machiavel.

2 Gene A. BRUCKER, « The Ciompi Revolution », in Nicolai RUBINSTEIN (dir.), *Florentines Studies. Politics and Society in Renaissance Florence*, *op. cit.* ; Alessandro STELLA, *La Révolte des Ciompi*, éditions de l'EHESS, Paris, 1993 ; John N. NAJEMY, *Corporatism and Consensus in Florentine Electoral Politics*, *op. cit.*, p. 217 sq.

L'autogouvernement républicain florentin était ainsi loin d'être l'équivalent d'une démocratie, d'autant qu'il y avait un écart considérable entre les pratiques réelles et les principes d'égalité politique énoncés dans l'ordre institutionnel et dont les humanistes civiques faisaient l'éloge¹. L'histoire de la ville toscane fut marquée par une alternance de périodes de démocratisation, quand de nouvelles personnes (« *la gente nuova* ») et les classes moyennes ou populaires accédaient plus largement au pouvoir (1343-1348, les années Ciompi en 1378-1382, la période de Savonarole en 1494-1498, le début du xv^e et les derniers temps de la République entre 1527 et 1530), et de resserrement oligarchique. Au-delà de ces oscillations conjoncturelles, une évolution de fond marqua le xiv^e siècle. La commune toscane passa progressivement d'une organisation corporative, caractérisée par l'absence d'une souveraineté unifiée et par une distribution du pouvoir entre les différents *arti*, à des relations sociales marquées par le déclin des organisations corporatives et par l'émergence d'un espace civique plus unifié. Cette constitution d'une véritable souveraineté et d'un État au sens moderne du mot (défini selon Max Weber par le monopole de la violence physique légitime) revêtit à Florence une forme républicaine, opposée à celle qui commençait à prendre le dessus avec les monarchies absolues. C'est elle qui fut conceptualisée par l'humanisme civique, puis de façon différente par Machiavel dans les *Discorsi*, et qui contribua aux fondations de la pensée républicaine et démocratique moderne.

Si la souveraineté républicaine fut à certaines périodes mise à profit par les classes populaires, elle constitua cependant la base d'un système politique hégémonisé dans les faits par une élite restreinte. De façon croissante, le poids des institutions républicaines formelles fut relativisé par la constitution d'une classe politique qui s'engageait à plein temps dans la vie civique. Les

1 Leonardo BRUNI, « De la constitution de Florence », *loc. cit.* ; James HANKINS (dir.), *Renaissance Civic Humanism*, Cambridge University Press, Cambridge/New York, 2000 ; Gene A. BRUCKER, *The Civic World of Early Renaissance Florence*, *op. cit.*

membres de cette élite étaient systématiquement *imborsati*, passaient en conséquence d'une charge à une autre et influençaient les orientations de la *Signoria* à travers les *pratiche*, des assemblées à huis clos où eux seuls étaient convoqués¹. Le chroniqueur Giovanni Cavalcanti, qui estimait à soixante-dix personnes environ le cercle restreint du pouvoir, concluait quelque peu désabusé : « Il me semblait que la République sombrait dans la tyrannie et n'était plus un gouvernement libre, et que le gouvernement de la République s'administrait en dehors du Palais [...]. La cité était davantage gouvernée lors des soirées privées et dans les bureaux des grands négociants que dans le Palais ; et que beaucoup étaient élus aux offices tandis que peu exerçaient le gouvernement². »

Les contours de l'élite politique se modifièrent. De 1282 à 1399, moins de 4 % des familles occupèrent 27 % des postes de la *Signoria*, et 10 % des familles près de 50 %³. L'emprise des anciennes familles se desserra cependant progressivement et, en 1386-1387 par exemple, elles ne pourvurent qu'un sixième des postes. Aux débuts de la Renaissance, le chiffre total des noms *imborsati* pour le tirage au sort s'envola, ce qui permit de répartir les charges publiques à l'intérieur d'un cercle plus nombreux et d'assurer ainsi un large consensus au régime en place. Cependant, les quatre corporations les plus prestigieuses en désignaient environ les quatre cinquièmes (884 sur 1 069 en 1411, 1 757 sur 2 084 en 1433)⁴. Les autres corporations pouvaient quant à elles prétendre à des charges publiques de moindre importance.

Si les groupes sociaux se disputèrent vivement quant aux possibilités légales de postuler à telle ou telle fonction et sur la répartition des postes publics, il y eut un consensus relatif durant la

1 Gene A. BRUCKER, *The Civic World of Early Renaissance Florence*, op. cit.

2 Giovanni CAVALCANTI et G. DI PINO (dir.), *Istorie Fiorentine*, Milan, 1944, II, 1, cité in Gene A. BRUCKER, *The Civic World of Early Renaissance Florence*, op. cit., p. 251.

3 John N. NAJEMY, *Corporatism and Consensus in Florentine Electoral Politics*, op. cit., p. 320.

4 Gene A. BRUCKER, *Firenze 1138-1737. L'Impero del fiorino*, op. cit. ; John N. NAJEMY, *Corporatism and Consensus in Florentine Electoral Politics*, op. cit., p. 275.

majeure partie de l'histoire de la République florentine sur la méthode employée, la sélection en plusieurs étapes (cooptation puis tirage au sort). Y contribuait le fait que les listes des citoyens jugés « dignes de participer au tirage au sort » étaient tenues secrètes et la mise des noms dans les bourses n'advenait pas en public, à la différence de la procédure vénitienne¹. Personne ne pouvait savoir s'il était inscrit. Pour ne pas gâcher les chances d'assumer un jour l'une de ces charges tant convoitées par un comportement « indigne », il apparaissait plus judicieux d'accepter les procédures en vigueur et d'espérer être un jour appelé. Le mixte d'égalitarisme et de méritocratie sur lequel se fondait ce système était rendu de façon un peu apologétique par Leonardo Bruni, qui s'écriait : « La liberté doit être égale pour tous et ne doit être soumise qu'aux lois, et personne ne doit craindre son prochain. Tous peuvent partager le même espoir d'accéder aux honneurs et de s'élever socialement, à condition qu'ils y consacrent leurs efforts, leur intelligence et qu'ils adoptent un mode de vie sage et bien réfléchi. Ce que notre cité requiert de ses citoyens, c'est la vertu et la probité. Elle considère quiconque possède ces qualités comme bien assez noble pour gouverner la chose publique². »

Encore convient-il de préciser que la participation aux affaires publiques que permettait le tirage au sort n'impliquait pas une dynamique délibérative au sens où les lecteurs peuvent l'entendre au ^{xxi}e siècle. Les théories contemporaines de la démocratie délibérative comprennent le terme « délibération » comme impliquant fondamentalement un échange argumenté. Or, dans l'Italie renaissante, la délibération, comme dans le vieux français³, renvoyait seulement à la prise de décision d'un corps collectif. Francesco Guicciardini, l'alter ego de Machiavel et l'un des premiers défenseurs modernes du gouvernement représentatif, pouvait

1 Oliver DOWLEN, *The Political Potential of Sortition*, op. cit.

2 Leonardo BRUNI, « Oraison funèbre de Nanni Strozzi (1427-1428) », *Raisons politiques*, 36, novembre 2009, p. 71.

3 Bernard MANIN, « Volonté générale ou délibération ? Esquisse d'une théorie de la délibération politique », *Le Débat*, 33, janvier 1985, p. 72-94.

ainsi écrire en 1512 : « J'accepte aisément que la délibération des lois soit prise par le Grand Conseil, parce qu'elles ont un caractère universel et qu'elles concernent tous les membres de la cité ; j'apprécie cependant le fait qu'il soit impossible de les discuter publiquement, ou du moins seulement en suivant les ordres de la *Signoria* et en pouvant seulement se prononcer en faveur des projets déposés par celle-ci – car s'il était permis à n'importe qui de persuader ou de dissuader les autres, cela mènerait à une grande confusion ¹. »

Les discussions sur les affaires publiques étaient pourtant vives et elles jouaient un rôle capital dans le processus de prise de décision. À l'époque de Leonardo Bruni, où avaient-elles lieu ? 1) Bien souvent, elles se tenaient dans des espaces privés, en particulier dans les palais des grandes familles de la cité. Elles se poursuivaient aussi dans des espaces intermédiaires entre le public et le privé : des sortes de réunions publiques se tenaient régulièrement aux alentours des bancs qui bordaient les *palazzi*, ainsi que dans les loggias qui leur faisaient face. De ce point de vue, le centre-ville florentin ressemblait à l'agora athénienne ou au forum romain. 2) L'assemblée générale du peuple, appelée le *parlamento*, n'eut jamais à Florence le rôle qu'elle avait à Athènes. Elle se réunissait irrégulièrement, n'était pas une institution où il était possible de discuter ou même de voir s'affronter des orateurs, et sa fonction était essentiellement plébiscitaire. 3) De nombreuses discussions avaient lieu dans les corporations, qui formaient l'un des piliers du système républicain médiéval. Les corporations pouvaient prendre des décisions les concernant en propre, mais aussi des réglementations ayant valeur publique. Leurs réunions n'étaient ouvertes qu'à leurs membres. À l'époque de la Renaissance, leur importance avait fortement décliné pour laisser place à un corps politique plus unifié. 4) Des discussions débouchant sur des décisions se tenaient dans les nombreuses commissions électorales – qui, jusqu'à la création du Grand Conseil, se tenaient à huis clos. 5) La plupart des offices (y compris la *Signoria*) étaient collégiaux.

¹ Francesco GUICCIARDINI, « Discours de Logroño », in *Écrits politiques*, op. cit.

Les discussions en leur sein étaient de règle. Elles menaient à des décisions mais n'étaient pas ouvertes au public. 6) Les deux conseils législatifs tirés au sort sur des listes assez larges avaient le pouvoir d'accepter ou de refuser les projets de lois venant de la *Signoria* mais ne pouvaient eux-mêmes proposer de lois – et, comme l'écrit Guicciardini, il n'était pas possible d'y prendre la parole pour critiquer les lois soumises par la *Signoria*¹ : seuls les discours en faveur des projets de lois étaient autorisés. En outre, les sessions des conseils n'étaient pas non plus ouvertes au public. 7) Les discussions les plus approfondies avaient lieu au sein des *pratiche*, ces conseils consultatifs que la *Signoria* convoquait à son gré en vue d'éclairer son action et où étaient conviées les personnalités les plus en vue de la cité. Les débats des *pratiche*, d'une qualité discursive élevée, servaient à enrichir les opinions des uns et des autres, à éclairer l'action de l'exécutif et à dégager un consensus majoritaire, mais ils ne débouchaient pas directement sur une prise de décision ; ils n'étaient pas non plus ouverts au public². Les *pratiche* jouèrent un rôle crucial dans la perte de substance progressive des institutions républicaines classiques au début du xv^e siècle car elles favorisèrent l'émergence d'une classe qui se consacrait à plein temps à la politique, qui était hégémonique dans les commissions électorales et dont les membres passaient régulièrement d'un office à l'autre.

Dans ce système complexe, la délibération (entendue au sens moderne d'échange public d'arguments) constituait une dimension essentielle. C'est en particulier la raison pour laquelle la République florentine contribua avec d'autres communes italiennes à « réinventer la politique ». L'articulation de la délibération avec la prise de décision y était cependant très particulière. Les institutions qui pouvaient prendre les décisions (exécutives comme législatives) ne tenaient pas de séances publiques ; les conseils législatifs tirés au sort prenaient des décisions mais ne pouvaient réellement discuter des projets de lois ; l'assemblée

1 Cette disposition constituait selon Bruni l'un des principaux traits aristocratiques de la constitution florentine.

2 Gene A. BRUCKER, *The Civic World of Early Renaissance Florence*, op. cit.

générale du peuple pouvait décider, mais n'était pas le lieu d'un échange d'opinions ; enfin, les *pratiche* – l'instance dans laquelle les délibérations étaient de meilleure tenue – étaient cooptées par un cercle restreint de dirigeants et n'étaient ni ouvertes au public, ni habilitées à prendre des décisions... Cet ensemble institutionnel résultait d'un empilement de mesures successives, largement prises au gré des aléas politiques, et sa complexité n'avait rien à envier à celle des régimes contemporains.

***La Couronne d'Aragon :
insaculación et luttes
pour le pouvoir
des groupes sociaux***

À la fin du Moyen Âge et à la Renaissance, la péninsule ibérique était elle aussi le lieu d'une grande complexité institutionnelle. Elle était divisée entre la Couronne de Castille et la Couronne d'Aragon. Celle-ci, très tournée vers la Méditerranée, incluait à son tour des territoires largement autonomes, dotés de leurs institutions propres : les royaumes d'Aragon, de Valence et de Majorque, ainsi que le comté de Catalogne¹. En 1282, elle s'empara du royaume de Sicile et, en 1442-1443, du royaume de Naples, qui resta sous domination espagnole jusqu'en 1713. La France contesta vivement cette emprise, qui constitua l'un des motifs qui provoquèrent les guerres d'Italie, à partir de 1494. Depuis le Moyen Âge, les villes de la Couronne d'Aragon s'apparentaient davantage au modèle européen que leurs homologues

¹ En 1479, la Couronne d'Aragon s'allia par union dynastique avec le royaume de Castille à travers le mariage de Ferdinand II avec Isabelle la Catholique, dans un contexte de fin des croisades de la *Reconquista* (Grenade, la capitale du dernier État arabe de la péninsule, fut prise en 1492). L'union devint effective en 1516, avec l'avènement de Charles Quint et de la dynastie des Habsbourg. Les deux parties de l'Espagne demeurèrent cependant des entités politiques autonomes jusqu'au début du XVIII^e siècle.

de Castille¹. Chaque municipalité était dotée d'une organisation propre, qui variait d'un endroit à l'autre même si la Couronne et les royaumes qu'elle fédérait jouaient un certain rôle unificateur. L'influence des villes italiennes était particulièrement notable, et elle se renforça encore avec la conquête de la Sicile et de Naples.

Le régime « du sac et du sort » au niveau communal. – L'un des effets induits par la multiplication des échanges entre la péninsule italienne et l'Espagne fut sans doute que le tirage au sort des charges politiques se diffusa largement dans cette dernière. Assez logiquement, ce fut dans la Couronne d'Aragon qu'il connut la popularité la plus forte, même si des communes du royaume de Castille l'adoptèrent également. Dans certains endroits de la Couronne, le recours à la sélection aléatoire est attesté dès le ^{xiv}^e siècle, notamment à Cervera (1331), Ciutadella (1370), Majorque (1382) ou Leida (1386), avec un rituel évoquant largement ceux de Venise ou de Florence². À l'image de l'*imborsazione* florentine, cette procédure fut d'ailleurs connue en castillan sous le nom d'*insaculación*³, littéralement « mise en sac ». Ce ne fut cependant que sous le règne d'Alfonse le Magnanime⁴, en particulier après la conquête de Naples, que le tirage au sort fut institutionnalisé dans les « privilèges » que le monarque reconnaissait formellement aux municipalités et que les traits majeurs de la procédure se fixèrent. Dès 1442-1443, l'usage de la sélection aléatoire pour la désignation des titulaires des charges publiques fut introduit à Saragosse, la capitale. Il se répandit ensuite progressivement

1 Henri PIRENNE, *Les Villes et les institutions urbaines*, Félix Alcan, Paris, 1939 ; Fernand BRAUDEL, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Le Livre de Poche, Paris, 1993 (9^e édition).

2 Juan Antonio BARRIO BARRIO, « La introducción de la *insaculación* en la Corona de Aragón. Xátiva, 1427 : transcripción documental », <<http://rua.ua.es>> ; Josep M. TORRAS I RIBÉ, *Els municipis catalans de l'Antic Rèim (1453-1808). Procediments electorals, òrgans de poder i grups dominants*, Documents de cultura, 18, Curial, Barcelone, 1983.

3 *Insaculació* en catalan.

4 Alfonse V, dit le Magnanime (1396-1458), régna sur la Couronne à partir de 1416.

dans le reste de la Couronne. Après un intermède mouvementé sous le règne de Jean II, marqué par une révolte paysanne et une guerre civile en Catalogne, la popularité de l'*insaculación* culmina sous Ferdinand II, qui régna entre 1479 et 1516. Outre Saragosse, elle fut adoptée par des villes comme Gérone (1457), Barcelone (1498), Perpignan (1499) ou Tarragone (1501). Durant tout le Siècle d'or espagnol, l'*insaculación* constitua une dimension fondamentale de la vie politique des villes de la Couronne d'Aragon.

La procédure suivie était tout aussi complexe que dans les villes italiennes. En témoigne la façon dont elle se déroulait dans la ville aragonaise de Huesca, au milieu du xv^e siècle. L'*insaculación* impliquait une série d'étapes. Les représentants des divers quartiers se rassemblaient en assemblée générale. Les noms des volontaires étaient inscrits sur des morceaux de parchemin puis enrobés dans de la cire pour former de petites boules appelées *redolinos* (un peu sur le modèle des *balotte* vénitiennes). Lorsque ces *redolinos* étaient mis dans des bourses, on lisait publiquement le nom des candidats. Au moment du tirage au sort, les bourses étaient vidées dans une vasque d'eau. « L'extraction était ensuite effectuée par un enfant de sept ans qui introduisait son bras droit dénudé à travers un bassin rempli d'eau et recouvert par une serviette. Une fois extrait, le *redolino* était placé sur une étagère à la vue des participants ¹. » Les personnes sélectionnées, que l'on appelait les « électeurs », formaient une commission électorale chargée d'élire ceux qui allaient occuper une charge publique.

Ce système s'apparentait davantage sur le plan procédural à celui de Venise qu'à la *tratta*, par le recours quasi rituel à l'enfant et surtout parce que c'était une commission électorale que le tirage au sort permettait de désigner. Dans nombre de communes, l'usage de l'*insaculación* était cependant plus « florentin », en ce qu'il visait à pourvoir directement à l'attribution des magistratures plutôt qu'à désigner seulement les commissions électorales. Dans la ville d'Igualada, près de Barcelone, le pouvoir municipal

¹ Eugenio Benedicto GRACIA, « Documentos acerca del funcionamiento del sistema de *insaculación* en la aljama judía de Huesca (siglo XV) », *Sefarad*, 66, 2, juillet-décembre 2006, p. 311.

était par exemple organisé autour d'un système de conseils où les diverses fractions de ceux qui accédaient à la citoyenneté étaient représentées. « Le gouvernement était fondamentalement confié à trente-quatre personnes choisies "parmi les plus intelligentes et ayant le plus d'autorité dans la communauté", qui composaient le Conseil secret de la ville. Leurs noms étaient placés dans des bourses dont on tirait les quatre conseillers principaux. Un second cercle de pouvoir était formé par les diverses charges administratives de la municipalité [...] pour lesquelles on extrayait par tirage au sort des noms contenus dans des bourses réservées à cet effet parmi un groupe de trente personnes *insaculadas*. Enfin, une troisième instance de pouvoir, le Conseil général, composait le premier degré d'accès au gouvernement municipal pour les divers groupes sociaux en présence dans la population. C'est parmi ses membres que l'on choisissait ceux qui étaient appelés à former le Conseil secret ¹. » Comme à Florence, les personnes dont le nom était extrait des sacs pouvaient être écartées pour une série de motifs (procédure dite des *impedimentos*) : si elles avaient occupé le même office l'année précédente, si elles étaient déjà titulaires d'une autre charge, si leur situation économique ne correspondait plus à la charge requise ², etc.

Au ^{xiv}^e et au ^{xv}^e siècle, l'*insaculación* représenta une modernisation du système politique municipal ³. Celui-ci était de plus en plus ébranlé par les rivalités entre les grandes familles et la monopolisation du pouvoir par un étroit cercle dirigeant. Depuis longtemps, l'élection directe des magistrats par l'assemblée générale des hommes de la communauté, largement pratiquée au Moyen Âge, avait laissé place à des élections au second degré et surtout à des systèmes fondés sur la cooptation par les autorités en place de ceux qui devaient exercer des charges publiques. L'introduction de l'*insaculación* contribua tout d'abord à diminuer les conflits liés

1 Josep M. TORRAS I RIBÉ, « El procediment electoral per *insaculació* en el municipi d'Igualada (1483-1714) », *Miscellanea Aqualatensis*, 1983, 3, p. 112.

2 James CASEY, *The Kingdom of Valencia in the Seventeenth Century*, Cambridge University Press, Cambridge, 1979, p. 169.

3 Josep M. TORRAS I RIBÉ, *Els municipis catalans de l'Antic Règim*, op. cit.

aux luttes de pouvoir et aux procédures publiques d'élection, car le nombre de ceux qui étaient *insaculados*, même s'il resta toujours modeste au regard des pratiques florentines (les sacs ne contenaient généralement pas plus de quelques dizaines de noms, parfois beaucoup moins ¹), excédait toujours celui des charges à pourvoir.

Surtout, le régime dit « du sac et du sort ² », outre le fait qu'il introduisait une dimension aléatoire, était fondé sur la répartition des charges entre les divers groupes sociaux qui composaient la commune, chaque groupe ayant droit à une bourse propre, et chaque bourse étant appelée à pourvoir une charge de gouvernement déterminée ou un nombre défini de conseillers ou d'électeurs. À travers ce système de quotas, la communauté était figurée en microcosme. L'important était que chaque membre du corps social soit représenté en proportion de son poids dans les rapports de force locaux, afin d'éviter une monopolisation du pouvoir et de répartir les bénéfices symboliques et matériels qui lui étaient liés ³. Au sein de chaque groupe, la rotation réglée et rapide des charges (en général un an au cours de cette période, jusqu'à trois ans dans les siècles qui suivirent) permettait que les personnes les plus en vue soient gouvernantes à tour de rôle. Contrairement à ce qui se passait à Florence aux XIV^e et XV^e siècles, les groupes en question n'étaient cependant pas réductibles aux corporations formalisées. La plupart du temps, ils correspondaient à des « états » (les « *mans* »), qui étaient à leur tour des conglomerats de diverses catégories socioprofessionnelles, statutaires ou de richesse : à travers l'influence de la Couronne et de ses royaumes fédérés, la logique nobiliaire, qui caractérisait la société féodale, se mêlait à celle des guildes, typique de la ville médiévale.

1 James CASEY, *The Kingdom of Valencia in the Seventeenth Century*, op. cit., p. 176.

2 L'*insaculación* pouvait aussi être appelée le « système du sac et de la bourse », la « voie du sac », le *regimen sortis*, le régime « du sac et du sort », le « régime du *redollino* » ou l'élection « à l'aventure » – *a la ventura*.

3 Josep M. TORRAS I RIBÉ, *Els municipis catalans de l'Antic Règim*, op. cit., p. 97 sq., citant Jaume VICENS VIVES, *Ferran II i la ciutat de Barcelona (1479-1516)*, 3 volumes, Universitat de Catalunya, Barcelone, 1936-1937.

Dans la tripartition la plus habituelle, les *maiores* rassemblaient la grande bourgeoisie et, de façon croissante, les nobles à partir du moment où ils intégrèrent la vie municipale ¹ ; les *mediores* regroupaient la petite bourgeoisie commerçante et les couches supérieures des artisans, les *minores* les petits artisans et les travailleurs manuels. Souvent, les partitions étaient cependant différentes. Ce microcosme ne reflétait pas les groupes sociaux à proportion de leur poids démographique. À Barcelone, par exemple, à la fin du xv^e siècle, quarante-huit des 144 membres du conseil législatif (dit « Conseil des cent ») appartenaient à la grande bourgeoisie, tandis que les autres se répartissaient à part égale entre marchands, gros artisans et *minores*. Des cinq membres du gouvernement de la ville, les trois premiers par ordre hiérarchique (dont l'équivalent du maire, le *conseller en cap*) revenaient aux *maiores*, le quatrième aux marchands et le dernier, alternativement, aux grands et petits artisans (qui composaient sans doute près de 90 % de la population urbaine) ². À Perpignan, à partir de 1601, les *mediores* et les *maiores* bénéficiaient respectivement d'une et deux bourses, tandis que les bourses des grands et des petits artisans étaient employées alternativement ³.

Cette répartition, qui était encore plus inégale et plus complexe qu'à Florence avant la création du Grand Conseil, montre bien que la signification politique du tirage au sort peut varier grandement en fonction de la logique sociopolitique dans laquelle il s'inscrit. Pour reprendre les termes d'Aristote, si la sélection aléatoire instaure une égalité « arithmétique » radicale entre les membres d'un même groupe, l'égalité n'est que « géométrique » si l'on compare les individus d'un groupe à ceux d'un autre, dès lors que le tirage au sort s'effectue de façon fractionnée, sur la base de quotas. Les personnes se voient alors reconnaître par la société

1 Les nobles, dont le pouvoir était initialement considéré comme féodal et donc étranger aux villes, furent progressivement intégrés dans le gouvernement de celles-ci au fur et à mesure que la grande bourgeoisie adopta leurs mœurs et multiplia avec eux les alliances matrimoniales.

2 Josep M. TORRAS I RIBÉ, *Els municipis catalans de l'Antic Règim*, op. cit., p. 59 sq.

3 *Ibid.*, p. 87.

une place correspondant aux « mérites » ou aux « honneurs » qui sont attribués à leur condition sociale. Le tirage au sort n'est démocratique que dans la mesure où le groupe au sein duquel on y a recours coïncide tendanciuellement avec l'ensemble des citoyens – voire avec l'ensemble de la population adulte.

Il faut par surcroît noter que contrairement à Athènes, où tout citoyen volontaire pouvait faire acte de candidature pour être tiré au sort, les *insaculados* de la plupart des villes du royaume d'Aragon étaient comme à Florence soumis à une sélection préalable. D'une certaine manière, cette première étape était encore plus importante que celle de l'« extraction », même si cette dernière était plus spectaculaire et beaucoup mieux documentée¹. Très souvent, dans les grandes villes, un commissaire nommé par le roi était chargé de procéder à l'*insaculación* lorsque le procédé était introduit pour la première fois. Par la suite, le système fonctionnait sur la base de la cooptation, les membres de chacun des groupes corporatifs présents au conseil municipal désignant leurs successeurs potentiels. Cependant, dans certaines villes, ces derniers étaient nommés directement par les organes corporatifs de la population. Dans les deux cas, la désignation se faisait par un vote qui était organisé régulièrement, en général tous les trois ou quatre ans, au moyen de fèves, de boutons ou d'autres objets, la couleur blanche signifiant un vote positif, la noire un vote négatif.

Sous cette forme « florentine », l'*insaculación* constitua jusqu'à un certain point un instrument permettant de répartir de façon réglée le pouvoir entre les individus et les groupes, et d'éviter la monopolisation des charges publiques par les élites traditionnelles. Son introduction fut promue résolument par la Couronne, qui se voyait accordé un rôle arbitral, avait intérêt à une pacification interne des villes et gagnait à limiter la corruption pour mieux pouvoir lever l'impôt². Elle fut aussi réclamée par les classes moyennes de la population, qui se voyait ainsi assurées

¹ *Ibid.*, p. 98 sq.

² Juan REGLA, « Notas sobre la política municipal de Fernando el Católico en la Corona de Aragón », in *Temas medievales*, Valence, 1972.

une certaine part de gouvernement dans la commune ¹. Les classes dirigeantes s'y rallièrent cependant dans la mesure où elles conservaient le gros du pouvoir et où le système garantissait en même temps une réelle autonomie municipale. À la même époque, la majorité des villes de Castille étaient, elles, gouvernées par des *regidores*, les membres de l'exécutif municipal directement nommés par le roi ou, de façon croissante, ayant acheté leur office ². En garantissant à la fois un équilibre entre les différents groupes sociaux, un certain apaisement des luttes interpersonnelles et une relative autonomie municipale dans un contexte d'affirmation de l'emprise absolutiste, ce système contribua à ce que la Couronne d'Aragon soit épargnée par la rébellion urbaine (dite guerre des *Comunidades*) qui secoua la Castille entre 1520 et 1522. Durant plus de deux siècles, il favorisa une dynamique complexe bien résumée par une déclaration de Ferdinand II commentant en 1501 les privilèges accordés à la ville d'Alguer : « Par expérience, on voit que les régimes dits du sort et du sac, dans les cités et les villes, favorisent davantage la vie bonne, une administration et un régime sains que les régimes qui se fondent à l'inverse sur l'élection. Ils sont plus unis et plus égaux, plus pacifiques et plus détachés des passions ³. »

Cependant, le système de l'*insaculación* connu à partir du xvi^e siècle une évolution contradictoire dans la Couronne d'Aragon. Alors qu'il s'étendit progressivement aux petites communes sous sa forme originelle, il fut progressivement subverti de l'intérieur dans les grandes villes. Dans celles-ci, la rigidité de la répartition des sacs entre les différentes couches corporatives se heurta durant certaines périodes aux mouvements ascendants de mobilité sociale (tant que les nobles demeurèrent exclus

1 Josep M. TORRAS I RIBÉ, *Els municipis catalans de l'Antic Rèim*, op. cit.

2 Ibid. Cf. aussi José Antonio ARMILLAS et José Ángel SESMA, *La Diputación de Aragón. El Gobierno aragonés, del Reyno a la Comunidad Autónoma*, Oroel, Zaragoza, 1991, cité in Antoine VERGNE, *La Lutte contre la corruption internationale grâce à l'utilisation raisonnée du tirage au sort*, Master de l'IEP de Toulouse, 2005, p. 91.

3 Juan REGLA, « Notas sobre la política municipal de Fernando el Católico en la Corona de Aragón », op. cit., p. 132.

du pouvoir ou cantonnés à un rôle secondaire au sein de celui-ci, un bourgeois qui s'anoblissait par alliance matrimoniale était rétrogradé dans l'échelle des magistratures ou déchu de sa charge). Parallèlement, la bourgeoisie urbaine active perdit peu à peu du terrain, comme dans toute l'Espagne, au profit d'une oligarchie restreinte, mêlant grands bourgeois rentiers et nobles, dont la place s'accrut dans les magistratures municipales. Le mouvement fut particulièrement fort dans le royaume de Valence, où les catégories inférieures étaient souvent privées d'accès à l'*insaculación*. Au XVII^e siècle, quatre-vingt-dix individus étaient « mis en sac » à Valence, pour une population qui comprenait au moins 10 000 familles. Castellón comptait soixante-dix *insaculados* pour 1 200 familles, Orihuela, trente à quarante pour une population d'environ 2 500 personnes. Dans de nombreux endroits, les personnes *insaculadas* furent désormais désignées à vie ¹.

Enfin, la royauté tendit progressivement à grignoter l'autonomie municipale en s'immisçant de façon croissante dans la désignation des *insaculados*. Dès les origines, les monarques s'étaient souvent réservé la possibilité de choisir certains des individus dont les noms allaient être placés dans les bourses ou de faire veto à d'autres. Ce ne fut cependant qu'à l'issue d'un processus long et heurté, fait d'avancées et de reculs, que cette possibilité devint une règle, du moins dans les grandes agglomérations dont le contrôle représentait un enjeu majeur pour l'autorité royale. À Barcelone, la nouvelle procédure fut par exemple imposée après la capitulation de la ville en 1652, après douze ans de révolte urbaine. Les protestations récurrentes que suscita la mainmise royale, particulièrement marquée en Aragon et en Catalogne, furent rejetées par la Couronne, qui jugeait cet enjeu décisif et tenait à s'assurer de la fidélité des classes dirigeantes locales par une révision périodique des listes des *insaculados*.

De procédure garantissant un certain partage du pouvoir entre les groupes sociaux et une certaine autonomie municipale, l'*insaculación* se transforma en instrument de contrôle par le souverain

¹ James CASEY, *The Kingdom of Valencia in the Seventeenth Century*, op. cit., p. 174 sq.

d'une classe dirigeante de plus en plus étroite¹. Elle perdit peu à peu de son attrait. Lorsque Philippe V initia la dynastie des Bourbons espagnols en 1700, il dut affronter une difficile guerre de succession au cours de laquelle la majorité des populations de la Couronne d'Aragon prit parti contre lui. Lorsqu'il décréta par mesure de rétorsion en 1716 la suppression de cette entité politique, il en profita pour mettre fin au système de l'*insaculación* au profit d'un contrôle direct des offices municipaux par la monarchie².

Le tirage au sort des représentants aux Cortes. – Au niveau des parlements (*Cortes*) des différentes composantes de la Couronne d'Aragon, l'*insaculación* eut une durée de vie plus brève. Comme dans d'autres royaumes européens de l'époque, le parlement se réunissait principalement lorsque le monarque désirait lever l'impôt, ce qui se produisit de façon croissante à partir du xiv^e siècle. À compter de 1446, soit quelques années après la conquête de Naples, le tirage au sort entra en jeu dans la désignation des représentants aux *Cortes* du royaume d'Aragon (en 1493, les *Cortes* de Barcelone adoptèrent à leur tour une procédure similaire). Ses membres étaient désignés de la manière suivante. Dans un premier temps, une liste de noms éligibles, appelée *libro de matrícula*, était constituée par un mécanisme de cooptation, les membres des *Cortes* étant chargés de choisir les personnes considérées comme dignes d'exercer la fonction. Les noms, là encore écrits sur parchemin et enrobés dans de la cire, étaient rassemblés en plusieurs sacs en fonction du statut des personnes concernées : en 1514, le sac du haut clergé contenait vingt noms et celui du clergé de rang intermédiaire soixante-huit, ceux de la grande et de la moyenne noblesse respectivement dix-huit et treize, ceux des nobles officiers de haut rang et ceux de la petite noblesse respectivement soixante-sept et quatre-vingt-dix-sept,

1 Josep M. TORRAS I RIBÉ, *Els Municipis catalans de l'Antic Règim*, op. cit., p. 105 sq.

2 Juan MERCADER I RIBA, « El fin de la *insaculación* fernandina en los municipios y gremios catalanes », *Actas del V Congreso de Historia de la Corona de Aragón*, 1957, p. 343-353.

celui des grands bourgeois de Saragosse cinquante-neuf, et ceux des bourgeois des autres cités, des communautés rurales et des petites villes, respectivement soixante-dix-neuf, quarante-trois et cinquante. Dans un second temps, huit noms étaient annuellement tirés de ces listes, un pour chacun des sept premiers sacs et un pour les trois derniers (que l'on utilisait à tour de rôle une fois tous les trois ans). Le cérémonial était alors encore plus complexe qu'à l'échelon municipal. Il débutait par une « messe du Saint-Esprit » dans la chapelle des *Cortes*. Un notaire (lui-même choisi à travers le système d'*insaculación*) était ensuite chargé de sortir le coffre où étaient entreposés les dix sacs de la salle des archives. Les cinq serrures de la caisse étaient ouvertes simultanément par un représentant de chacun des groupes corporatifs de la Couronne (clergé, noblesse, bourgeoisie de Saragosse et bourgeoisie des autres villes) et par le notaire lui-même, qui détenait la cinquième clef. Les *redolinos* du premier sac étaient alors vidés dans une vasque d'argent et un enfant en extrayait un, selon la méthode déjà expliquée pour Huerta. Le notaire lisait à voix haute le nom à l'assistance avant de refermer la boule. L'enfant devait alors recompter le nombre de boules et vérifier qu'il correspondait bien à celui inscrit sur le matricule. Le notaire remettait ensuite toutes les boules dans le sac, puis le sac dans la caisse, et on répétait l'opération avec chacun des autres sacs. La cérémonie mettait en relief la pureté de la procédure à travers l'office religieux, l'intervention de l'enfant, le passage dans une eau claire, presque lustrale, et la vasque d'argent. Elle était publique et notariée¹.

Parallèlement, l'usage du tirage au sort fut aussi introduit pour désigner les délégués des communes (*procuradores*) aux *Cortes* de Castille, un poste convoité car il permettait à travers un séjour à la Cour d'y tisser des liens précieux. En 1538, la représentation séparée des différents états (noblesse, clergé et tiers état) du royaume – les « bras » dans le langage de l'époque – fut abolie par le roi suite à un conflit qui l'avait opposé à la noblesse et au clergé. Le parlement de Castille ne regroupa plus que les représentants

¹ José Ángel SESMA, *La Diputación del reino de Aragón en la época de Fernando II (1479-1516)*, Imprenta librería general, Saragosse, 1978, p. 49 sq. et 503 sq.

(*procuradores*) des dix-sept ou dix-huit grandes villes du royaume qui étaient auparavant représentées : Burgos, la première capitale, Madrid, Séville, Grenade, Cordoue, Salamanque, Tolède, etc. Chacune d'entre elles était théoriquement libre de désigner ses deux représentants en suivant la procédure de son choix. La domination d'une oligarchie très restreinte ne fut jamais sérieusement ébranlée. Mais alors que Valladolid et Burgos nommaient leurs *procuradores* par une procédure électorale menée au sein de ce cercle étroit, les autres villes adoptèrent la procédure du tirage au sort, pour la plupart à partir du ^{xvi}^e siècle. La méthode utilisée pour tirer au sort constituait une variante un peu simplifiée des procédés aragonais. À Cordoue, le 9 décembre 1575, les vingt-quatre membres de l'exécutif communal se réunirent ainsi pour désigner en leur sein les deux *procuradores*. Ils écrivirent chacun leur nom sur un morceau de papier, placèrent celui-ci dans une sorte de noisette d'argent et celle-ci dans un jarre d'argile. La jarre fut vidée une première fois, les noisettes décomptées pour s'assurer qu'il y en avait bien vingt-quatre, puis remises dans le récipient. Un jeune garçon de huit ou neuf ans nommé Salvador agita la jarre et en tira les deux noisettes qui allaient désigner les noms des deux *procuradores*. La procédure avait le mérite de pacifier la compétition entre grandes familles. Elle perdura partiellement jusqu'au milieu du ^{xvii}^e, époque à laquelle les réunions des *Cortes* s'espacèrent puis tombèrent en désuétude. Sa signification perdit cependant en importance à partir du moment où le roi autorisa les personnes ainsi désignées à vendre leur office à d'autres, qui ne vivaient même pas forcément dans la même ville. Jamais en tout cas cette procédure de résolution des conflits n'acquiesça une quelconque dimension populaire ¹.

1 Thomas WELLER, « Repräsentation per Losentscheid. Wahl und Auswahlverfahren der *procuradores* de Cortes in den kastilischen Städten der Frühen Neuzeit », in Christoph DARTMANN, Günther WASSILOWSKY et Thomas WELLER (dir.), *Technik und Symbolik vormoderner Wahlverfahren (Beihefte der Historischen Zeitschrift)*, Munich, 2010, p. 117-138.

La disparition du tirage au sort en politique

À l'issue de ce bref parcours, il apparaît clairement que loin de constituer une procédure exceptionnelle, la méthode aléatoire fut régulièrement considérée comme une modalité possible du choix des gouvernants. Elle joua un rôle majeur à Athènes, Venise, Florence ou en Espagne du temps de leur splendeur. Son extension varia fortement entre les diverses expériences et elle fut combinée à différents degrés avec d'autres modalités de sélection, parfois dans le cadre de procédures extrêmement complexes. Ces quelques moments historiques révèlent que le tirage au sort eut des applications politiques assez variées (laissons de côté pour l'instant les autres domaines où il fut employé)¹. On peut distinguer au moins trois de ses qualités spécifiques. 1) Le tirage au sort, parce qu'il est censé exprimer la volonté divine ou permettre au destin de s'accomplir, peut avoir une dimension surnaturelle et religieuse. 2) C'est également une procédure impartiale de résolution des conflits, notamment dans le cadre de la course aux postes de pouvoir. 3) Enfin, il peut garantir l'égalité des chances d'accéder à des charges politiques ou judiciaires et favoriser l'auto-gouvernement des citoyens. Cette procédure se différencie des mécanismes de transmission héréditaire du pouvoir caractéristiques de la monarchie mais aussi de la cooptation par en haut, de la nomination par les autorités supérieures, de la vente des offices ou encore de l'élection. La méthode aléatoire permet en outre de faire accéder des profanes aux fonctions de direction plutôt que de réserver ces postes à des professionnels ou à des experts. Le caractère démocratique du tirage au sort dépend bien entendu de la nature du groupe concerné : les conséquences démocratiques du recours au tirage au sort sont maximales si tous les citoyens, classes populaires incluses, sont concernés, mais le groupe peut inversement être si réduit que la sélection aléatoire

¹ Anja RÖCKE, *Losverfahren und Demokratie. Historische und demokratietheoretische Perspektiven*, LIT, Münster, 2005.

sert surtout de mécanisme permettant aux classes supérieures de faire tourner le pouvoir en leur sein.

La première question que nous posons au début de ce chapitre – comment était utilisé le tirage au sort dans la cité athénienne ou dans les Républiques italiennes, quelles étaient ses significations ? – a donc trouvé une première série de réponses. Il faut maintenant nous attaquer à la seconde : comment expliquer que le tirage au sort disparaisse presque totalement comme instrument politique lorsque se fondent les démocraties modernes, lors des Révolutions française et américaine ?

L'institutionnalisation progressive des gouvernements représentatifs au ^{xix}^e siècle ne changea guère le cours de cette évolution. Même le passage du suffrage censitaire au suffrage universel masculin ne conduisit pas à remettre à l'honneur la méthode aléatoire pour désigner les gouvernants, ou du moins certains d'entre eux. Ce fait est d'autant plus étrange que les révolutionnaires étaient nourris de culture antique, que nombre d'entre eux avaient lu Aristote ou Machiavel et qu'ils entendaient mettre à bas l'aristocratie d'Ancien Régime. Certes, plus que par Athènes, les révolutionnaires modernes étaient fascinés par Rome, où le tirage au sort avait toujours eu un rôle beaucoup plus restreint que dans la cité de Périclès, Venise était plus citée que Florence, l'Aragon ne comptait pas et la Castille était plutôt un contre-exemple, mais cela n'explique pas une éclipse aussi totale.

Trois des inspireurs majeurs des révolutions du ^{xvii}^e et du ^{xviii}^e siècles faisaient encore référence au tirage au sort, tout en ne lui concédant il est vrai qu'une place assez limitée. James Harrington, l'un des théoriciens du républicanisme civique à l'époque de Cromwell, récusait le recours exclusif à cette méthode car elle empêchait selon lui de sélectionner l'« aristocratie naturelle » d'un pays. Il semblait cependant proposer une combinaison du tirage au sort et de l'élection à la manière de Venise, qu'il prenait explicitement comme modèle pour réformer l'Angleterre ¹. Pour sa part, Montesquieu inscrivait sur ce point sa

1 James HARRINGTON, *Océana*, Belin, Paris, [1656] 2000 ; Oliver DOWLEN, *The Political Potential of Sortition*, *op. cit.*, p. 145-152. Le typographe-éditeur

réflexion dans le fil des philosophes de l'Antiquité : « Le suffrage par le *sort*, écrivait-il, est de la nature de la démocratie : le suffrage par *choix* est de celle de l'aristocratie. Le sort est une façon d'élire qui n'afflige personne ; il laisse à chacun une espérance raisonnable de servir sa patrie ¹. » Montesquieu, qui était loin d'être un démocrate, remarquait finement que le fait d'avoir à Athènes tiré au sort parmi les citoyens volontaires avait contribué à réduire le risque de voir des incompetents accéder à des postes de responsabilité. Au total, l'auteur de *l'Esprit des lois* ne montrait pas un enthousiasme débordant pour cette procédure, qu'il considérait implicitement comme désuète.

Rousseau, quant à lui, suivait Montesquieu sur un point décisif en écrivant que « la voie du sort est plus dans la nature de la démocratie ». À l'appui de cette affirmation, il avançait une justification propre : « Dans toute véritable démocratie, la magistrature n'est pas un avantage, mais une charge onéreuse qu'on ne peut imposer à un particulier plutôt qu'à un autre. La loi seule peut imposer cette charge à celui sur qui le sort tombera. Car alors, la condition étant égale pour tous, et le choix ne dépendant d'aucune volonté humaine, il n'y a point d'application particulière qui altère l'universalité de la loi ². » L'affirmation selon laquelle les magistratures constituent en démocratie des charges plutôt que des postes convoités correspondait à l'image austère de la politique démocratique qu'avait Rousseau. De plus, l'idée d'une répartition par le sort d'une fonction ingrate renvoyait implicitement à une pratique existante : la conscription sous l'Ancien Régime ³. Rousseau retournait donc l'argument du tirage au sort comme procédure impartiale de résolution des conflits suscités par la concurrence pour le pouvoir : la méthode pouvait aussi,

d'Harrington, John Streater, publia une description de la Constitution de Raguse, une cité qui utilisait le tirage au sort dans une modalité assez proche de celle de Venise (*ibid.*, p. 153).

1 MONTESQUIEU, *De l'esprit des lois* [1748], livre II, ch. 2.

2 Jean-Jacques ROUSSEAU, *Du contrat social* [1762], livre III, ch. 4.

3 Patrice GUENIFFEY, *Le Nombre et la Raison*, EHESS, Paris, 1993, p. 124. En 1792-1793, le tirage au sort fut de nouveau utilisé pour organiser la conscription dans une patrie décrétée en danger.

à l'inverse, être utilisée pour distribuer des fonctions contraignantes.

Au-delà, le raisonnement philosophique était tout aussi original : en démocratie, avançait Rousseau, le peuple est à la fois souverain (législateur) et gouvernant (exécutif). Or les considérations particulières qu'amènent les actions de l'exécutif, toujours relatives à des objets précis, menacent par confusion de nuire à l'universalité de la loi ¹. Tel était précisément pour Rousseau le risque intrinsèque de la démocratie, voire son aporie, ce qui l'amenait à conclure : « S'il y avait un peuple de dieux, il se gouvernerait démocratiquement. Un gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes ². » Cependant, par son caractère impartial et égal, le tirage au sort lui semblait à tout prendre plus favorable que l'élection dans un système démocratique – alors que, dans un système aristocratique, l'élection était préférable.

Une rupture dans la tradition républicaine. – Bernard Manin a eu le mérite de mettre en lumière une rupture majeure dans la longue tradition de pensée républicaine, une rupture dont nous ne sommes plus conscients – à tel point que des élus peuvent pousser des cris d'orfraie lorsque est évoquée la réintroduction du tirage au sort en politique dans le pays de Voltaire. Comme nous venons de le voir, jusqu'aux décennies précédant les Révolutions française et américaine, le caractère plus démocratique du tirage au sort et plus aristocratique de l'élection semblait constituer une chose acquise pour ceux qui réfléchissaient sur les types de gouvernement. Or les révolutionnaires du XVIII^e siècle optèrent unanimement pour l'élection lorsqu'il fallut poser les nouvelles bases institutionnelles de la sélection des gouvernants. De vifs débats eurent lieu sur la définition des groupes parmi lesquels choisir les électeurs et les éligibles, mais le principe même de l'élection s'imposa presque naturellement.

Il y eut bien quelques voix isolées, ici où là, pour évoquer le tirage au sort. Le tirage au sort fut utilisé localement dans

1 Bernard MANIN, *Principes du gouvernement représentatif*, op. cit., p. 103 sq.

2 Jean-Jacques ROUSSEAU, *Du contrat social*, op. cit., livre IV, ch. 3.

quelques villes, comme à Great Yarmouth en Angleterre, selon une procédure assez similaire à la vénitienne ou à l'aragonaise, appelée « *inquest* » et qui resta en vigueur de 1491 à 1835. Au cours d'une assemblée ouverte, les noms des magistrats en place étaient placés dans des chapeaux, à raison de six noms par chapeau. Trois noms étaient alors tirés de chaque chapeau par une « personne innocente », généralement un jeune garçon, et les personnes ainsi désignées formaient une commission électorale. Elles se réunissaient dans un lieu fermé, sans avoir le droit de prendre ni nourriture, ni boissons, ni feu, ni bougies, et sans pouvoir communiquer avec l'extérieur. Elles devaient élire les nouveaux magistrats, chacun devant recueillir une majorité qualifiée de neuf voix ¹.

Thomas Gataker, recteur de l'université de Rotherhithe et intellectuel célèbre en son temps, écrivit en 1619 un traité en faveur du tirage au sort ². Le recours à la méthode aléatoire fut proposé sans succès dans les comités parlementaires anglais au XVIII^e siècle ³. Influencées par les écrits de James Harrington, certaines colonies anglaises d'Amérique essayèrent durant les XVII^e et XVIII^e siècles d'introduire le tirage au sort à la vénitienne pour désigner les membres des comités électoraux. William Penn en fit en particulier la proposition dans sa *Fundamental Constitution* pour l'East New Jersey et Thomas Paine y fit référence en vue de sélectionner le président du Congrès. Cependant, ces efforts ne furent guère couronnés de succès et le tirage au sort finit par être délaissé au profit exclusif du vote à bulletin secret, utilisé pour la première fois en Pennsylvanie dans la seconde moitié du XVII^e siècle. Il ne subsista que de façon marginale, par exemple comme procédure permettant de résoudre un désaccord persistant qui figurait dans la première Constitution fédérale nord-américaine de 1777 ⁴. À la

¹ C.J. PALMER, *The History of Great Yarmouth*, L.A. Mead & Russel-Smith, Yarmouth/Londres, 1856, cite in Oliver DOWLEN, *The Political Potential of Sortition*, op. cit., p. 139.

² Thomas GATAKER et Connall BOYLE (dir.), *Of the Nature and Use of Lot. A Treatise Historicall and Theologicall*, Imprint Academic, Exeter, [1619-1627] 2008.

³ Oliver DOWLEN, *The Political Potential of Sortition*, op. cit., p. 143.

⁴ *Ibid.*, p. 152-165.

convention de Philadelphie, s'inspirant une fois de plus explicitement de l'exemple vénitien, James Wilson proposa que le président des États-Unis soit élu par un collègue d'électeurs tirés au sort parmi les membres du Congrès¹. L'idée fut écartée presque sans discussion. Alors que le terme « *ballot* », sans doute inspiré de Venise et de son *balotin*, renvoyait initialement au tirage au sort (« *lot* ») aussi bien qu'à l'élection, il finit par ne plus désigner que cette dernière.

En Suisse, le tirage au sort fut parfois utilisé. Ainsi, en 1640, la *Landesgemeinde* (assemblée générale des citoyens) évangélique de Glaris décida, pour mettre un terme à la corruption et aux intrigues, que pour chaque emploi public huit citoyens seraient nommés entre lesquels il serait procédé publiquement à un tirage au sort. Le cérémonial utilisé recourait à des éléments déjà utilisés ailleurs : « Les huit élus se présentaient dans le *Ring*, et un enfant leur distribuait huit boules enveloppées de noir, dont sept argentées et une dorée. Celui qui avait la boule d'or était élu². » Par la suite, la sélection se fit progressivement parmi tous les citoyens, le résultat du tirage constituant un moment fort dans l'Assemblée. Précisons que les heureux élus avaient la possibilité de revendre leur emploi s'ils ne souhaitent pas l'occuper. Le projet de nommer le magistrat suprême du canton ne fut pas mis à exécution du fait de l'invasion napoléonienne de 1798 et le recours au tirage au sort fut définitivement aboli en 1837³.

Avant 1789, l'abbé Sieyès s'était quant à lui interrogé sur la possibilité de remplacer les assemblées primaires des citoyens chargés de désigner les grands électeurs par un tirage au sort de ces derniers sur la liste des citoyens. L'avantage recherché était de réduire la possibilité des « cabales » dans des assemblées primaires qu'il prévoyait chaotiques. Le projet n'eut pas de postérité⁴.

1 Bernard MANIN, *Principes du gouvernement représentatif*, op. cit., p. 109.

2 Eugène Rambert, *Études historiques et nationales*, Librairie F. Rouge, Lausanne, 1889, p. 226.

3 *Ibid.*, p. 225-228 et 276-277.

4 Patrice GUENIFFEY, *Le Nombre et la Raison*, op. cit., p. 120-121.

Il n'en alla pas autrement lorsque le révolutionnaire Lanthenas, dans un article publié en septembre 1792, fit référence à Montesquieu pour défendre les vertus pacificatrices de la méthode aléatoire comme procédure de résolution des conflits en proposant que le sort arbitre entre les trois candidats arrivés en tête à l'issue des élections ¹. En septembre 1792, la proposition de Constitution de Théodore Lesueur, un membre du Club des Cordeliers influencé par Harrington, prévoyait de sélectionner par tirage au sort un corps de cent électeurs dans chaque district électoral de mille citoyens. Le projet de Constitution girondin faisait aussi allusion au tirage au sort comme méthode permettant à la marge d'éviter des conflits dans la désignation du bureau de l'Assemblée ou pour créer des sous-groupes au sein de celle-ci. Ces idées n'eurent guère d'écho ². Et lorsque, à l'occasion d'une assemblée électorale parisienne en décembre 1792, un électeur proposa de pourvoir les trente-six sièges d'administrateurs du département qui faisaient l'objet de la réunion en ayant recours à un choix aléatoire parmi une liste de citoyens déjà sélectionnés pour leur intégrité, leur patriotisme et leur compétence, arguant que la sélection initiale suffisait à vérifier les mérites nécessaires, on lui répondit que la loi interdisait cette méthode et que, par surcroît, celle-ci « ne pouvait répondre à une exigence fondamentale : le consentement formel des gouvernés, par leur vote, à l'institution des dépositaires du pouvoir du peuple ³ ».

Délaissé comme méthode de régulation de la compétition pour les postes de gouvernement, le tirage au sort n'eut pas plus de succès comme vecteur d'égalité démocratique. En février 1793, le conventionnel François-Agnès Montgilbert, faisant lui aussi référence à Montesquieu, critiqua le caractère aristocratique de l'élection et défendit implicitement le tirage au sort en écrivant : « Il ne devrait y avoir aucune raison de choisir pour fonctionnaire public

¹ LANTHENAS, *La Chronique du mois ou les Cahiers patriotiques*, septembre 1792, cité in *ibid.*, p. 120.

² Théodore LESUEUR, *Idées sur l'espèce de gouvernement populaire* [1792], cité in Oliver DOWLEN, *The Political Potential of Sortition*, op. cit., p. 196-199.

³ Patrice GUENIFFEY, *Le Nombre et la Raison*, op. cit., p. 124.

un citoyen plutôt qu'un autre [...] car qu'est-ce que des préférences accordées à la vertu ou aux talents, sinon des privilèges qui donnent toujours lieu à de dangereuses comparaisons, et qui accoutument le peuple à croire qu'un homme vaut mieux qu'un autre homme ¹ ? » Là encore, le propos n'eut pas d'écho notable – il est vrai que même Montgilbert reconnaissait que la condition qui aurait permis un usage heureux du tirage au sort, à savoir le développement d'une forte culture civique, n'était pas encore réunie.

Curieusement, ce furent des régimes conservateurs ou réactionnaires qui réintroduisirent le tirage au sort en politique, pour des durées relativement courtes. Le canton de Genève eut ainsi recours entre 1814 et 1846 à un mixte de tirage au sort et d'élection pour désigner son Conseil représentatif, au moment même où, en pleine Restauration, la vie et le pouvoir politiques étaient monopolisés par les plus riches. Le dispositif ne survécut pas à la période révolutionnaire de la fin des années 1840 ². Un peu auparavant, devant la crise de la classe dirigeante et les conflits croissants entre les classes privilégiées et les classes populaires, les Bourbons espagnols avaient décidé de réintroduire l'*insaculación*. La procédure avait perduré çà et là, en particulier au Pays basque, mais avait été supprimée dans la plupart des communes espagnoles. Elle fut de nouveau adoptée par un grand nombre de villes catalanes et du pays de Valence entre le déclenchement de la Révolution française et l'intervention napoléonienne de 1808. Les motivations avancées officiellement rejoignaient celles du xv^e siècle : il s'agissait de lutter contre la monopolisation du pouvoir par un groupe restreint, d'éviter les passions et les fraudes électorales, de lutter contre la corruption, d'apaiser les conflits internes. Des dimensions fondamentales du rituel furent aussi reprises, comme l'inscription des noms sur des *redolinos*, les bourses et les vasques, la main innocente du jeune enfant.

1 François Agnès MONTGILBERT, *Avis au peuple sur sa liberté*, cité in Patrice GUENIFFEY, *ibid.*, p. 119-120.

2 Irène HERRMANN, « La vie politique à Genève aux xix^e et xx^e siècles. Les premières années du nouveau canton (1814-1846) », <www.hls-dhs-dss.ch>.

pourtant, la signification sociale et politique de l'*insaculación* changea complètement. Il ne s'agissait plus d'organiser une connexion organique et réglée entre les différents groupes sociaux qui composaient la communauté locale et le pouvoir municipal. Les délégués du roi étaient seuls chargés d'établir la liste des personnes dont les noms étaient placés dans les bourses, et le pouvoir était ainsi confié à tour de rôle au petit groupe des partisans du régime. Une vingtaine ou une trentaine de personnes par ville occupaient alternativement les charges publiques et exerçaient un contrôle absolu sur le pouvoir politique¹. Cette méthode de sélection tomba progressivement en désuétude mais elle était désormais fortement connotée politiquement : en 1843 encore, certains théoriciens conservateurs en vantaient les mérites contre le système électoral libéral, fondé sur l'élection au suffrage censitaire masculin, qui tendait alors à s'imposer².

Toutes les sources n'ont pas encore été exploitées et des recherches historiques qui scruteraient à la loupe les propositions d'utiliser le tirage au sort en politique dans les démocraties modernes aboutiraient sans doute à des résultats moins parcelaires. Il est cependant peu probable que le tableau global en serait bouleversé. Comment expliquer l'abandon politique, qui put sembler définitif durant près de deux siècles, d'une technique qui avait régulièrement été considérée jusque-là comme particulièrement adaptée à la démocratie et au gouvernement républicain, et dont les vertus pacificatrices étaient avérées par l'histoire ?

L'explication historique défendue par Bernard Manin est en partie convaincante : pour lui, cette évolution majeure s'explique par la nature du gouvernement que les pères fondateurs des Révolutions française et américaine voulaient mettre en place. Les plus pauvres, les femmes et les domestiques se retrouvèrent exclus du cercle des citoyens actifs et, en France, la proportion de ceux-ci par rapport à la population adulte globale n'était guère plus élevée

1 Josep M. TORRAS I RIBÉ, *Els municipis catalans de l'Antic Règim*, op. cit., p. 357 sq.

2 Magín FERRER, *Las leyes fundamentales de la monarquía española, según fueron antiguamente y según sean en la época actual*, Barcelone, 1843, cité in *ibid.*, p. 369-370.

que dans l'Athènes esclavagiste. De plus, les individus des classes populaires et des classes moyennes qui accédaient à la citoyenneté active étaient condamnés à ne pas être éligibles à l'Assemblée nationale (une disposition qui mettra plusieurs décennies à être abolie), alors que la *Boulé* était tirée au sort parmi tous les citoyens volontaires. Enfin, cela rompait avec l'idéal qui avait été celui des Grecs et, dans une moindre mesure, des Florentins : en mettant à bas l'Ancien Régime, les révolutionnaires ne visaient pas l'autogouvernement du peuple, c'est-à-dire la « véritable démocratie ¹ », mais le « gouvernement représentatif », c'est-à-dire une aristocratie élective où les « meilleurs », désignés par les élections et non par les titres de noblesse, sont appelés à gouverner. Comme le reconnaissait Sieyès, « la différence est énorme ² ». Les arguments élitistes déjà exposés par Guicciardini dans la Florence renaissante finissaient ainsi par s'imposer.

Le tirage au sort n'aurait pas permis de sélectionner les « meilleurs » et c'est pourquoi il fut repoussé. D'ailleurs, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ne sanctionnait-elle pas le raisonnement capacitaire lorsqu'elle inscrivait dans son article 6 que les citoyens, étant égaux aux yeux de la loi, « sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, *selon leur capacité et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents* » ? Les capacités, à l'époque, renvoyaient aux « personnes capables, par leur instruction ou leur position, d'exercer les droits politiques » (*Littre*). Le triomphe moderne du gouvernement représentatif représentait la victoire *a posteriori* des courants politiques et philosophiques élitistes de l'Antiquité ou de la Renaissance.

La politique comme profession. – Il faut cependant apporter un complément à la thèse de Bernard Manin. Si l'idée qu'un corps choisi de citoyens pourrait, mieux que ne le ferait le peuple lui-même, décider en son nom pour le bien commun était

1 Emmanuel Joseph SIEYÈS, « Dire sur la question du veto royal », in *Écrits politiques*, op. cit., p. 236.

2 *Ibid.*

ancienne, les arguments modernes en faveur de l'« aristocratie élective » se parèrent d'atours nouveaux. La nécessité d'une classe gouvernante ne fut plus seulement évoquée en référence à la richesse, à la culture ou à la moralité. Elle commença aussi à être indexée à une notion nouvelle, importée de l'économie politique : le progrès en vint à être pensé comme fonctionnellement lié à la progression d'une division du travail destinée à toucher l'ensemble de la vie des sociétés modernes, politique incluse – une idée qui était aux antipodes de l'idéal grec, toutes « tendances » confondues. Dès les premières années de la Révolution, une classe politique était en gestation¹. Quelques décennies plus tard, la thèse de la division du travail l'avait largement emporté.

Benjamin Constant en donna une traduction politique qui reste célèbre dans son opuscule *De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes*. La liberté des Anciens, disait-il, consistait dans l'exercice collectif et direct de la souveraineté, ou au moins d'une partie de celle-ci, grâce « à une participation active et constante au pouvoir collectif » de tous les citoyens. Une telle liberté n'était possible que dans de petites communautés, de mœurs homogènes, en perpétuel état de guerre et où l'esclavage permettait aux citoyens de se consacrer à la chose publique. Dans les États modernes, étendus, portés à la paix et au commerce, libérés de l'esclavage du fait des progrès de la civilisation, les hommes libres n'ont plus le loisir de faire de la politique en permanence. La liberté des Modernes est essentiellement négative. Elle implique d'être protégé dans la conduite de ses affaires de l'intervention abusive de l'État, elle repose sur l'*habeas corpus*, la liberté d'opinion, d'association, de déplacement, de religion, ainsi que sur le droit de propriété. Certes, elle inclut aussi le droit d'influer sur les représentants à travers l'élection et l'opinion publique, mais l'objectif principal est de pouvoir réserver le plus de temps possible à « la jouissance paisible de l'indépendance privée » en se déchargeant sur quelques-uns des fonctions de gouvernement que les citoyens ne souhaitent plus prendre directement en

1 Patrice GUENIFFEY, *Le Nombre et la Raison*, op. cit.

charge. Dans ces conditions, reconnaissait Constant, l'exercice de la souveraineté revêt un caractère largement « fictif »¹.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, cette perspective put s'incarner pleinement lorsque la politique devint un métier et que ceux qui l'exerçaient en vinrent à vivre non seulement *pour*, mais *de* la politique, pour reprendre les mots célèbres de Max Weber². Certes, avec la constitution des partis de masse, la superposition de la distinction sociale et de la distinction politique à laquelle songeait Constant fut ébranlée. Une part de l'élite politique fut alors recrutée hors de l'« aristocratie naturelle » du pays, notamment dans les milieux ouvriers. Ce furent pourtant souvent les fractions des milieux populaires en ascension sociale et avec un niveau d'éducation plus élevé qui occupèrent les postes de responsabilité dans les partis de gauche³. Quoi qu'il en soit, entre cette professionnalisation croissante et le triomphe de l'élection, le tirage au sort en politique semblait condamné aux poubelles de l'histoire. Alors que l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme évoquait le constat de Leonardo Bruni sur le régime politique de la commune toscane, les républiques modernes, même lorsqu'elles se dirigèrent vers une méritocratie tempérée, ne prirent pas le parti de proposer un mixte d'élection et de tirage au sort. La leçon des Grecs et des Florentins semblait oubliée.

1 Benjamin CONSTANT, *De la liberté des Anciens comparée à celles des Modernes* [1819], in *Écrits politiques*, Gallimard, Paris, 1997, p. 589-621.

2 Max WEBER, *Le Savant et le Politique*, op. cit.

3 Bernard PUDAL, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Presses de la FNSP, Paris, 1989.

Une énigme historique

Le quasi-oubli du tirage au sort en politique à la fin du XVIII^e siècle ne signifia pourtant pas qu'il fût absent des pratiques sociales. Au contraire, son usage se répandit, lié aux jurys populaires de la sphère judiciaire. Comme nous l'avons vu dans le précédent chapitre, les tribunaux populaires composés de jurés tirés au sort formaient un élément clé de l'Athènes antique, où leurs pouvoirs étaient très étendus. Au Moyen Âge, l'idée que les personnes ont le droit d'être jugées par un jury indépendant qui se prononce en fonction d'un débat argumenté plutôt que du résultat de procédures inquisitoires apparut avec la *Carta Magna* anglaise (1215). Alors que la torture était officiellement supprimée comme méthode de recherche de la vérité, sous l'influence des pratiques scandinaves, la constitution de jurys composés de non-professionnels s'ancra progressivement dans la *common law* anglaise, et leur rôle s'affirma vraiment à partir de 1641. Les jurys furent exportés dans les colonies d'outre-Atlantique. Lors des révolutions anglaises du XVII^e siècle, leur importance fut fortement réaffirmée : ils étaient conçus comme une protection nécessaire contre l'arbitraire du pouvoir d'État, comme la garantie que les individus seraient jugés par leurs pairs et qu'ils recevraient un traitement équitable. En mars 1730, le principe du tirage au sort des jurés fut institutionnalisé en Angleterre avec la *Bill for better regulating of juries*. En 1731, la

Caroline du Sud adopta une loi confirmant des « pratiques anciennes » et imposant le tirage au sort des jurys. La méthode était considérée comme « juste, neutre et impartiale » et comme un élément garantissant le bon fonctionnement de la justice. Réminiscence vénitienne, c'était à un enfant de moins de dix ans qu'il revenait, dans la salle du tribunal, de tirer au sort les noms des futurs jurés, avant la proclamation du résultat au son de la trompette dans les rues de Charleston. Le Massachusetts, New York, le Connecticut et le New Hampshire adoptèrent la sélection aléatoire des jurys entre 1736 et 1758, et le New Jersey et le Maryland s'y rallièrent entre l'Indépendance et 1800 ¹. Les grandes révolutions du XVIII^e siècle renforcèrent le rôle des jurys populaires aux États-Unis et les introduisirent en France puis, de là, dans de nombreux pays européens.

Comment comprendre ce paradoxe ? Pourquoi le tirage au sort disparut-il de la scène politique alors que, parallèlement, il allait s'ancrer durablement dans les pratiques judiciaires ?

Le tirage au sort dans les jurys d'assises

Les jurys anglais (*trial juries*) servirent de modèle principal aux jurys d'assises que la Révolution française allait instaurer. Leurs principes étaient largement connus, notamment à travers une traduction du livre de William Blackstone ². Les constituants français consultèrent des juristes anglais, une source qui s'avéra plus instructive que les références plus lointaines des tribunaux de l'Antiquité ou de la justice féodale.

Le modèle anglo-saxon. – Quelles étaient les caractéristiques des jurys anglais ? Les jurés potentiels étaient désignés parmi la liste des hommes propriétaires ayant un certain revenu

1 Oliver DOWLEN, *The Political Potential of Sortition*, op. cit., p. 172-178.

2 William BLACKSTONE, *Commentaires sur les lois d'Angleterre*, 4 vol., Bruxelles, [1765-] 1774.

(environ le tiers supérieur de la population adulte majeure). Le *sheriff* local en choisissait quarante-huit, en fonction de critères qui pouvaient varier, puis les noms étaient écrits sur des morceaux de papier et placés dans une urne. Les douze premiers noms tirés au sort donnaient la composition du jury. Cette procédure en deux temps – constitution d'une liste de personnes considérées comme capables, puis tirage au sort dans ce groupe restreint – rappelait bien sûr les procédés florentins ou aragonais. Elle fut une caractéristique presque permanente des jurys jusqu'au dernier tiers du ^{xx}^e siècle, même si les personnes habilitées à constituer la liste, leur façon d'y procéder et le groupe à partir duquel les jurés potentiels pouvaient être recrutés varièrent beaucoup dans le temps et en fonction des pays. Le principe du jugement par les pairs plutôt que par des fonctionnaires ou des représentants du pouvoir était ainsi affirmé, mais la définition de ce que pouvaient signifier les « pairs » demeurait assez flottante.

Au cours du procès, le jury devait parvenir à une décision en s'appuyant sur les faits présentés et les arguments échangés mais sans qu'une preuve, au sens médiéval du terme (qui avait mené à l'institution de la torture), ne soit impérative : les jurés se prononçaient, en dernière analyse, en fonction de leurs convictions. Un autre trait fondamental de l'institution résidait dans la division du travail entre les jurés et le juge professionnel qui les assistait : ce dernier était théoriquement en charge de rappeler le cadre juridique qui s'appliquait au cas et, éventuellement, de prononcer la peine en fonction des lois en vigueur, une fois la culpabilité décidée par un jury qui se concentrait sur l'évaluation des faits. Le dernier principe important était que la décision des jurés devait être prise à l'unanimité, faute de quoi le procès était suspendu et un autre jury constitué ¹. Tous ces traits seront, moyennant de

1 John H. LANGBEIN, « The English criminal trial jury on the eve of the French Revolution », in Antonio PADOA SCHIOPPA (dir.), *The Trial Jury in England, France, Germany, 1700-1900*, Duncker & Humblot, Berlin, 1987. Le jury d'assises français se contentera initialement d'une majorité qualifiée de dix jurés sur douze.

sérieuses adaptations, repris dans les jurys français puis, à partir de leur exemple, dans d'autres jurys européens.

C'est cependant aux États-Unis que les jurys populaires trouvèrent leur extension la plus importante, inclus qu'ils furent dans la *Bill of Rights*. Alors que le jury d'accusation (dit « grand jury ») permettant de décider d'ouvrir une procédure accusatoire tombait en désuétude en Angleterre, il conserva une vitalité réelle outre-Atlantique – les démêlés de Dominique Strauss-Kahn avec la justice de New York en 2011 l'ont rappelé au public français. Comme en Angleterre, les jurys ordinaires (dits « petits jurys ») y étaient compétents en matière civile comme en matière criminelle et traitaient d'un nombre considérable de cas, mais leurs sessions étaient beaucoup plus nombreuses que dans l'ancienne métropole, permettant un examen des cas plus individualisé et impliquant un nombre plus important de citoyens. Le rôle des jurys était considéré comme fondamental et il fut constitutionnalisé en 1789 dans les sixième et septième amendements de la Constitution américaine.

Un certain déclin s'amorça dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les compétences des jurés se trouvant progressivement amoindries en même temps que baissait la proportion des procès impliquant des jurys, en particulier en matière civile. Cependant, aujourd'hui encore, les jurys conservent une fonction et une popularité incomparables avec celles qu'elles ont dans la plupart des autres pays : environ 150 000 jurys se tiennent annuellement aux niveaux des États et 10 000 au niveau fédéral¹ – un chiffre sans rapport avec les 1 000 à 2 000 affaires traitées annuellement par les cours d'assises françaises². Des millions de personnes sont sélectionnées chaque année pour participer à un jury, ce qui fait de cette institution « l'exemple le plus répandu de démocratie

1 Soit environ 5 % des procès criminels au niveau des États et 11,5 % au niveau fédéral, et respectivement 1 % et 2 % des jurys civils dans les États et au niveau fédéral (cf. Jeffrey ABRAMSON, *We The Jury. The Jury System and the Ideal of Democracy*, Harvard University Press, Cambridge, 1997, p. 251-252).

2 Bernard SCHNAPPER, « Le jury français aux XIX^e et XX^e siècles », in Antonio PADOA-SCHIOPPA. (dir.), *The Trial Jury in England, France, Germany, op. cit.*

participative aux États-Unis ¹ ». Les films d'Hollywood qui la mettent en scène sont d'ailleurs nombreux. *Twelve Angry Men*, avec Henry Fonda, l'a même prise avec succès comme thème central : on y assiste au retournement complet d'un jury qui, parti d'une majorité de onze sur douze penchant pour la culpabilité d'un jeune Noir accusé de meurtre, finit à l'unanimité par le déclarer innocent ².

La Révolution française et la création des jurys d'assises. –

En France, du fait du discrédit de la justice d'Ancien Régime, de son régime des preuves et de ses juges inféodés au pouvoir, le principe du jury fut acquis d'emblée dans la Constituante, en particulier sous l'impulsion de l'un de ses juristes les plus influents, Adrien Duport ³. Un vaste consensus se forma sur le principe de la décision prise par libre conviction, même si son interprétation fut vivement discutée ⁴. Outre cette question, les débats qui aboutirent à la loi de 1791 portèrent principalement sur trois points.

Le premier était de savoir si les jurys seraient retenus seulement pour les affaires criminelles ou s'ils seraient également mis en place pour les affaires civiles, proposition qui fut rejetée.

La deuxième question litigieuse concerna le groupe à partir duquel les jurés allaient être sélectionnés. Si l'idée du jugement par les pairs était acceptée par la majorité, la signification concrète de cette proposition soulevait d'âpres discussions. La droite défendait un recrutement exclusif des plus riches qui, du fait d'un cens élevé, étaient seuls éligibles à l'Assemblée nationale (soit environ 400 000 personnes), tandis que Robespierre se prononçait pour l'inclusion de tous les citoyens, actifs et passifs (soit les sept

1 Jeffrey ABRAMSON, *We The Jury*, op. cit., p. 252.

2 Sidney LUMET, *Twelve Angry Men* (Douze hommes en colère), 1957.

3 Roberto MARTUCCI, « La robe en question : Adrien Du Port et le jury criminel (29-30 mars 1790) », *La Revue Tocqueville*, XVIII, 2, 1997 ; Antonio PADOA SCHIOPPA « La giuria all'Assemblea Costituente francese », in *The Trial Jury in England, France, Germany*, op. cit.

4 La majorité de la Constituante pencha vers l'oralité presque intégrale des travaux du jury, tandis que d'autres positions défendaient un recours prononcé aux documents écrits.

millions d'hommes majeurs). Le résultat fut un compromis, à savoir le choix des jurés parmi les citoyens qui payaient suffisamment d'impôts pour être des grands électeurs – soit environ 2,7 millions sur les 4,3 millions de citoyens actifs d'après les lois électorales de 1789¹. Comme le disait Duport, il fallait éviter d'ouvrir la fonction à tous les citoyens actifs – car il convenait de la réserver aux « classes éclairées » – mais il fallait concevoir celles-ci de façon large – car l'objectif était de trouver les jurés « dans la classe moyenne, ordinairement la plus précieuse dans toute société² ». Les femmes en étaient « naturellement » exclues.

La logique censitaire s'appliquait aux élections de la période révolutionnaire. Celles-ci permettaient à tous les citoyens actifs (à savoir les hommes adultes qui n'étaient pas placés dans une situation de dépendance, comme les domestiques) de voter. Cependant, cette ouverture était largement neutralisée par un système électoral à deux niveaux. Les citoyens actifs n'élaient pas directement les députés mais se réunissaient en assemblées cantonales pour élire des grands électeurs (dits « électeurs » tout court, dans le vocabulaire de l'époque), et ceux-ci à leur tour se réunissaient au niveau du département ou du district pour élire les représentants à l'Assemblée nationale et pourvoir les différentes charges publiques soumises à élection. Il fallait respecter certaines conditions de cens pour être « électeur » potentiel et, plus encore, pour être éligible à l'Assemblée nationale. Cette logique fut reproduite – de façon un peu atténuée – pour définir le groupe des jurés potentiels, ce qui provoqua l'indignation de Robespierre : « Est-ce donc là ce que vous appelez être jugés par ses pairs³ ? » De fait, ce principe était soumis à la même contradiction que celle qui

1 Patrice GUENIFFEY, *Le Nombre et la Raison*, op. cit., p. 101.

2 Adrien DUPORT, discours du 29 avril 1791 et du 5 février 1791, cité in Antonio PADOA SCHIOPPA, « La giuria all'Assemblea Costituente francese », in *The Trial Jury in England, France, Germany*, op. cit., p. 107 et 133.

3 Maximilien DE ROBESPIERRE, *Principes de l'organisation des jurés et réfutation du système proposé par M. Duport au nom des comités de judicature et de constitution*, Paris, 20 janvier 1791, cité in Antonio PADOA SCHIOPPA, « La giuria all'Assemblea Costituente francese », op. cit., p. 135.

divisait la citoyenneté entre éléments passifs et éléments actifs. L'égalité de statut qui était donnée d'une main était reprise de l'autre.

Le troisième grand problème âprement discuté fut celui de l'établissement de la liste à partir de laquelle le jury serait tiré au sort. Robespierre proposait de recourir à l'élection, afin d'éviter toute intrusion du pouvoir d'État dans le processus. Finalement, il fut décidé que le choix reviendrait au procureur général du département, qui représentait le souverain et occupait l'une des fonctions soumises à élection après 1789.

Le principe du tirage au sort au stade final de la sélection fit l'objet d'un large – et remarquable – consensus, même si la proposition d'élire les jurés fut çà et là mise en avant. La loi de 1791 prévoyait la mise en place de jurys d'accusation et de jugement, équivalant respectivement aux « grands » et « petits » jurys anglais. Les premiers étaient mis en place au niveau des 551 districts, les seconds dans les 83 départements. Chaque tribunal criminel comportait des magistrats professionnels (dont un président élu pour six ans par les grands électeurs du département et un accusateur public lui aussi élu) et douze jurés. Chaque année, un registre comportant la liste des citoyens éligibles à la fonction de juré était constitué au niveau du département. Tous les trois mois, le procureur général y sélectionnait deux cents noms et, le premier du mois, douze noms étaient tirés au sort pour constituer le jury. Les jurés récusés étaient remplacés par d'autres suivant le même principe et la participation au jury était obligatoire une fois que l'on avait été désigné. Dans l'armée, des jurés de soldats furent parallèlement mis en place. Au total, en tenant compte de la rotation prévue par les législateurs, le nombre des citoyens inscrits sur les listes des jurés potentiels établies par le procureur général était considérable puisqu'il se montait théoriquement à plus de 132 000 par an, jurys d'accusation inclus ¹.

1 Antonio PADOA SCHIOPPA, « La giuria all'Assemblea Costituente francese », in *The Trial jury...*, op. cit., p. 132 sq. ; Bernard SCHNAPPER, « Le jury français aux XIX^e et XX^e siècles », in *ibid.*, p. 171.

Dans le dispositif, la sélection de la liste des jurés potentiels par les procureurs était bien sûr le maillon faible, d'autant que la Convention remplaça bientôt ces derniers par des représentants du gouvernement. Même si les jurys furent plus cléments que ne l'auraient voulu ces derniers ¹, leur impartialité sera pour longtemps mise en doute, d'autant que Bonaparte renforça encore les tentatives de contrôle : « Tout dépendait du choix des hommes [...] de bons jurés, c'était des jurés bien choisis et le bon choix serait celui des préfets ². » Dans un contexte différent, ces manipulations n'étaient pas sans évoquer des pratiques répandues durant certaines périodes de la République florentine. L'impartialité du jury devenait un leurre et ces épisodes contribuèrent pour longtemps à ternir l'image de cette institution.

L'évolution des jurys européens aux XIX^e et XX^e siècles. –

Durant le siècle qui suivit, le jury suscita des clivages politiques relativement constants, en France comme dans les autres pays européens qui les adoptèrent ou en discutèrent. Les notables conservateurs, qui se plaignaient par ailleurs du manque de sévérité des jurys, les traitèrent comme un avatar d'une justice populaire honnie depuis la Terreur et considérèrent les jurés « comme des incapables, ignorants du droit, inaptes à peser les motifs, peu soucieux surtout des intérêts de la nation facilement assimilés à ceux du gouvernement en place ³ » – des arguments dont l'écho s'est fait entendre dans le débat français de 2006 sur les jurys citoyens. Les gouvernements conservateurs français furent régulièrement tentés de supprimer les jurys et parvinrent à faire très vite disparaître les jurys militaires et les jurys d'accusation. Ils s'efforcèrent de domestiquer les jurys criminels en diminuant le

-
- 1 Élisabeth CLAVERIE, « De la difficulté de faire un citoyen : les "acquittements scandaleux" du jury dans la France provinciale du début du XIX^e siècle », *Études rurales*, juillet-décembre 1984, 95-96, p. 143-166 ; Robert ALLEN, *Les Tribunaux criminels sous la Révolution et l'Empire, 1792-1811*, PUR, Rennes, 2005, cité in Pierre ROSANVALLON, *La Contre-démocratie*, *op. cit.*, p. 224.
 - 2 Bernard SCHNAPPER, « Le jury français aux XIX^e et XX^e siècles », in Antonio PADOA-SCHIOPPA, *The Trial Jury...*, *op. cit.*, p. 174.
 - 3 *Ibid.*, p. 165.

rôle du tirage au sort, en réduisant la base sociale de recrutement des jurés, en limitant leur pouvoir face au juge et en restreignant la proportion des procès passant par les assises.

À l'inverse, la gauche prit résolument la défense de l'institution des jurys et milita pour leur extension et leur démocratisation, profitant de chaque poussée réformatrice ou révolutionnaire pour remettre ces questions sur le tapis. Entre 1815 et 1848, elle considéra les jurys comme un symbole de la liberté politique. Dès le rétablissement des élections après la chute de Napoléon, des libéraux comme Alphonse Béranger proposaient de tirer directement au sort les jurés sur la liste des électeurs – il est vrai alors réduite à 100 000 personnes du fait d'un cens drastique¹. En 1848, lorsque le suffrage universel masculin, exercé cette fois de façon directe, s'imposa dans le pays, la gauche proposa de tirer directement au sort les jurés parmi la liste des sept millions d'électeurs.

Les jurys inspirèrent même l'une des rares propositions d'introduction du sort en politique qui aient été faites au cours du XIX^e siècle : le socialiste Pierre Leroux suggéra d'institutionnaliser un jury national de 300 citoyens, tirés au sort dans les départements et les colonies « parmi tous les citoyens » (mais sans que soit précisée exactement la liste à partir de laquelle le choix serait effectué). Ce jury aurait eu pour rôle de juger « les accusations portées par la Représentation nationale contre ses propres membres » et aurait également été compétent sur les atteintes à la sécurité de l'État. Parallèlement, la représentation nationale aurait été élue sur une base corporatiste afin de refléter fonctionnellement le pays².

Sur ce point comme sur d'autres, les espoirs de la République sociale furent déçus et ces propositions repoussées ou ignorées. La « crainte des masses » s'exprimait ouvertement dans ce refus :

1 Alphonse BÉRANGER, *De la justice criminelle en France* [1818], cité in Bernard SCHNAPPER, « Le jury français aux XIX^e et XX^e siècles », in Antonio PADOA SCHIOPPA, *The Trial Jury...*, op. cit., p. 184.

2 Pierre LEROUX, *Projet d'une constitution démocratique et sociale*, Gustave André, Paris, 1848, notamment p. 57-59.

avec le recours direct au tirage au sort, affirmaient les critiques, « les plus grands intérêts de la société se trouveraient remis aux aveugles caprices du hasard [...], à des hommes dont les lumières et le caractère, les habitudes et la conduite ne donnent pas, à un degré suffisant, ces garanties que la société est en droit d'exiger ¹ ». Le danger paraissait plus grand encore pour les classes dominantes que le suffrage universel masculin. Il est vrai que les élites s'aperçurent assez vite que ce dernier n'entraînait pas automatiquement la démocratisation sociale du corps des représentants. La logique de la distinction sociale continuait en effet de jouer à plein : en 1871, les membres de l'Assemblée nationale venaient encore à 34 % de l'aristocratie, à 36 % de la grande bourgeoisie et à 19 % de la moyenne bourgeoisie, ce qui laissait aux classes populaires la portion congrue. En 1919, ces chiffres étaient encore respectivement de 10 %, 30 % et 35 %, tandis que la proportion de députés d'origine petite-bourgeoise et ouvrière était respectivement de 15 % et 11 % ². Si le suffrage censitaire était légalement aboli, sa logique persistait dans les pratiques et un véritable « cens caché ³ » jouait à plein.

Si la base sociale de recrutement des jurés fut considérablement élargie par la II^e République, la sélection des listes restreintes fut confiée aux maires et aux commissions cantonales travaillant sous les ordres des préfets. Le Second Empire les domestiqua encore davantage et restreignit leur influence au profit des tribunaux correctionnels, composés de seuls juges professionnels ⁴. Malgré les pressions de la gauche, la III^e République

-
- 1 Proposition Esquiros, rapport Labordère, *Moniteur*, 29 décembre 1850, p. 3756, cité in Bernard SCHNAPPER, « Le jury français aux XIX^e et XX^e siècles », in Antonio PADOA SCHIOPPA, *The Trial Jury...*, op. cit., p. 200.
 - 2 Alain GARRIGOU, *Le Vote et la Vertu. Comment les Français sont devenus électeurs*, Presses de la FNSP, Paris, 1992.
 - 3 Daniel GAXIE, *Le Cens caché*, Seuil, Paris, 1978 ; Pierre BOURDIEU, *La Distinction*, Minuit, Paris, 1979.
 - 4 Entre la II^e République et la fin du Second Empire, l'activité des cours d'assises baissa de 38 %, le nombre d'accusés annuel passant de plus de 7 000 en 1848-1852 à 3 600 en 1861-1880 (Bernard SCHNAPPER, « Le jury français aux XIX^e et XX^e siècles », in Antonio PADOA SCHIOPPA, *The Trial Jury...*, op. cit., p. 206).

ne modifia que très partiellement la donne, même si elle accrut le poids des maires (désormais élus au suffrage universel indirect) au détriment des préfets dans la sélection des jurés. Dans les années 1870, les revendications des radicaux comme Léon Gambetta ou Georges Clemenceau d'étendre les jurys aux affaires civiles, d'élargir les compétences du jury face aux juges et de réduire la part des procès en correctionnelle furent repoussées, de même que celle de tirer au sort les jurés sur la liste des électeurs.

Les arguments soutenant le tirage au sort direct des jurés sur les listes électorales obéissaient à une triple logique, parfois contradictoire.

Il s'agissait d'abord de s'attaquer à la partialité de la sélection des listes par les représentants du gouvernement. C'est ainsi que Benjamin Constant, qui était pourtant loin d'être un démocrate, s'affirmait prêt à surmonter son mépris des classes populaires : « Certes, si on me proposait d'être à mon choix jugé par douze artisans sans connaissance aucune, ne sachant, si l'on veut, ni lire ni écrire, mais tirés au sort, et ne recevant d'ordres que de leur conscience, ou par douze académiciens les mieux façonnés à l'élégance, par douze hommes de lettres les plus exercés dans les finesses du style, mais nommés par l'autorité, qui tiendrait suspendus sur leurs têtes les cordons, les titres et les salaires, je préférerais les douze artisans ¹. »

Ensuite, le droit de pouvoir être tiré au sort comme juré allait de pair avec celui de participer aux élections, les deux droits étant constitutifs de l'égalité républicaine ou démocratique. Il fut défendu par les libéraux des années 1820-1830 comme par les radicaux des années 1870 et, de façon constante, par les socialistes. Cependant, à partir du moment où le suffrage fut étendu à tous les hommes adultes, les ardeurs des libéraux s'estompèrent et ni la II^e ni la III^e République ne se hasardèrent à tirer directement au sort parmi un électorat désormais « massifié ».

1 Benjamin CONSTANT, *Commentaire sur l'ouvrage de Filangieri, 1822-1824*, II, 3^e partie, ch. X, cité in Lucien JAUME, *L'Individu effacé ou le Paradoxe du libéralisme français*, Fayard, Paris, 1997.

En revanche, une troisième logique revendiquait précisément la démocratisation sociale de l'institution des jurys. Le mouvement ouvrier y était particulièrement sensible : il percevait clairement les biais de la composition de jurys qui, durant des décennies, condamnèrent davantage les crimes contre la propriété que les crimes de sang. C'est dans cette perspective qu'en 1902 encore le groupe socialiste suggéra en vain le tirage au sort des jurés sur les listes électorales : « Le jury est composé de patrons, de commerçants, d'industriels, de rentiers, de capitalistes, en un mot de gens appartenant à une classe, la classe dominante et possédante. Ainsi, le jury est amené forcément, nécessairement, par son mode même de choix, à ne prêter attention qu'aux délits qui frappent la classe à laquelle ils appartiennent [...]. Au contraire, si les jurys étaient composés de tous les citoyens sans exception, si, à côté du rentier paresseux et dédaigneux, venait s'asseoir le travailleur simpliste et actif, les délits ne seraient pas l'objet de semblables distinctions ¹. » C'est dans cette perspective que l'extension des compétences des jurys, l'une des « plus précieuses réformes de la Révolution française », pouvait prendre tout son sens : « Les magistrats professionnels forment une caste à part, vivant en dehors de leurs concitoyens, et habitués à traiter les justiciables au gré de leurs intérêts de classe et de leurs idées particularistes » contre les préventions de classe des juges professionnels. Leur substituer des jurys populaires dans toutes les juridictions, en correctionnelle comme dans les affaires civiles, devait permettre de renforcer l'impartialité de la justice dans son ensemble ².

La démocratisation sociologique des jurys français fut cependant très progressive et il fallut attendre 1944 pour que les femmes

1 Proposition Allemane, *Annales de la Chambre des députés. Débats parlementaires*, 1902, 66, séance du 16 janvier 1902, p. 7-9. Dans la réalité, il n'était pas forcément si facile de constituer des jurys bourgeois homogènes et les plaintes des juges sur l'inculture de certains jurés furent constantes tout au long du XIX^e siècle (cf. Élisabeth CLAVERIE, « De la difficulté de faire un citoyen », *loc. cit.*, et André GIDE, *Souvenirs de la cour d'assises*, Gallimard, Paris, 1930).

2 Proposition Allemane, *loc. cit.*

soient admises à y participer, au moment même où elles devenaient électriques, et 1980 pour que la vieille revendication de la gauche d'un tirage au sort direct sur la liste des électeurs finisse par s'imposer¹. À cette date, les jurys d'assises n'étaient plus guère qu'une survivance, ne traitaient que d'un nombre de cas dérisoire au regard de la masse des procès et ne constituaient plus vraiment un enjeu de société : la nouvelle loi ne pouvait plus guère effaroucher.

Quoique souvent avec moins de relief et avec un décalage temporel marqué, l'histoire des jurys populaires en Europe suivit un parcours assez similaire. En Italie, par exemple, l'idée fut incorporée dans le premier code pénal italien adopté après l'unification du pays, en 1865. Elle fut reprise avec quelques variantes dans le code de procédure pénale de 1913, un pur produit de l'Italie libérale. Le jury fut logiquement supprimé par le régime autoritaire de Mussolini en 1930, et remplacé par un jury mixte, où les juges professionnels donnaient le *la* et dont l'indépendance par rapport à l'institution judiciaire était beaucoup moins grande. Après la chute du régime fasciste et la restauration des libertés démocratiques, un décret législatif du 31 mai 1946 (dit « décret Togliatti ») prononça la remise en vigueur du jury, mais l'absence d'un décret d'application empêcha que l'intention soit véritablement mise en pratique. L'Assemblée constituante, dont les travaux tendirent initialement à en inscrire le principe dans la Constitution sous la pression du bloc des gauches, aboutit finalement à un compromis. Alors que la formulation initiale précisait que « le peuple participe directement à l'administration de la justice à travers l'institution des jurys d'assises », la formulation définitive se contente de déclarer qu'il est possible d'« instituer à côté des organes juridiques ordinaires des sections spécialisées sur des matières déterminées, y compris avec la participation de citoyens choisis étrangers au corps de la magistrature. La loi règle les cas et les formes de participation directe du peuple à l'administration de la justice² ».

1 Loi du 23 décembre 1980.

2 Giovanni CONSO, « Séance d'ouverture », *Revue internationale de droit pénal*, 2001, p. 15-18.

En pratique, l'article 111 de la Constitution italienne, qui contraint les jugements à être motivés, fut utilisé contre le jury populaire accusé d'être incapable, même avec un assessorat approprié, de satisfaire à cette condition, et la réglementation ultérieure remit le jury mixte à l'ordre du jour. Lors de la discussion de la loi de 1951, la gauche eut beau avancer « le principe fondamental que la démocratie implique le jury », que « toute éclipse de la liberté a automatiquement signifié la suppression du jury populaire » et, inversement, qu'« à chaque fois qu'il y a liberté, ou lutte pour la liberté, la participation directe du peuple à l'administration de la justice a été pensée comme une donnée fondamentale ¹ », la majorité campa sur ses positions. Pire, le projet de loi excluait les femmes (pourtant déjà admises à voter et à être élues) de la liste des jurés potentiels. Aujourd'hui encore, la désignation des membres des jurys est subordonnée à certains réquisits : citoyenneté italienne, âge compris entre trente et soixante-cinq ans, jouissance des droits civils et politiques, bonne conduite morale, possession d'un titre scolaire (fin du collège pour la cour d'assises, du lycée pour la cour d'assises d'appel). Ces conditions, qui reprennent l'idée du « peuple cultivé ² », firent en 1951 se récrier ceux qui pensaient que la loi créait une « magistrature de classe » : « Les juges ne seront vraiment populaires que lorsqu'ils proviendront de toutes les classes populaires, de telle sorte qu'à côté du médecin il y ait un ouvrier, à côté de l'ingénieur un agriculteur : c'est seulement ainsi que l'on aura [...] une véritable représentation populaire. ³ » Le jury mixte qui s'imposa, recruté dans des classes sociales étroites, n'a de fait guère été susceptible de susciter les passions démocratiques et ses compétences se sont progressivement érodées.

Il est sans doute symptomatique de la confusion politique dans laquelle sont plongées l'Italie et la France à la fin des années 2000

1 Onorevole GULLO, *Atti Parlamentari, Camera dei Deputati*, séance du 9 mars 1950, p. 16 040.

2 Expression de Giuseppe BETTIOL, président de la Commission, *in ibid.*, p. 16 046.

3 Onorevole GULLO, *in ibid.*

et au début des années 2010 que la proposition de rétablissement ou d'extension du champ des jurys populaires vienne des droites de ces deux pays. En 2008, Silvio Berlusconi, en guerre ouverte contre la magistrature italienne, avance ainsi que le recours accru aux jurés non professionnels peut contribuer à éliminer le conflit entre politique et justice et permettre de faire des économies. Dans les faits, il s'agit surtout d'un coup supplémentaire destiné à décrédibiliser les juges considérés comme hostiles par le président du Conseil italien¹. En 2011, Nicolas Sarkozy impose quant à lui une loi qui accroît le champ d'intervention des jurés populaires à une partie des tribunaux constitutionnels tout en réduisant la portée effective de l'intervention des profanes dans la justice en réduisant leur nombre en cour d'assises. Le raisonnement qui sous-tend la loi est assez contradictoire : comme en Italie, les jurés populaires sont utilisés comme arme dans le cadre d'une campagne plus générale menée contre l'indépendance du pouvoir judiciaire, mais le nouveau dispositif aboutit à réduire leur influence dans les tribunaux où ils étaient présents ; les jurés sont censés être plus sévères que les magistrats professionnels, ce qui constitue un paradoxe au regard de l'histoire et des plaintes émises durant des décennies par les autorités contre leur trop grande mansuétude ; la réforme prend place dans un contexte général de réduction des moyens de la fonction publique, mais elle risque d'alourdir les coûts de la justice...

Concrètement, la loi de 2011 introduit l'obligation pour les jurys de motiver leur décision (une contrainte imposée par un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme de janvier 2009), le magistrat qui préside la cour se chargeant de rédiger les raisons invoquées. Surtout, le nombre des jurés populaires en cour d'assises passe de neuf à six en premier ressort et de douze à neuf en appel, tandis qu'une cour d'assises simplifiée incluant trois jurés populaires seulement est prévue pour les crimes punis de quinze à vingt ans de réclusion. Le poids des magistrats professionnels avec lesquels délibèrent les jurés se trouve ainsi

1 Francesco VERDERAMI, « Giustizia, piano di Berlusconi : giuria popolare nei casi gravi », *Il Corriere della sera*, 8 février 2008.

proportionnellement renforcé¹. Parallèlement, deux jurés populaires, qualifiés d'« assesseurs citoyens », sont désormais introduits en correctionnelle où ils assisteront trois magistrats professionnels. Ils ne participeront cependant qu'aux jugements des délits commis contre des personnes et seront exclus de la délinquance en col blanc, notamment financière – peut-être par peur que celle-ci finisse par être plus sévèrement punie qu'aujourd'hui. Si le nombre de cas où seront impliqués les jurés populaires est ainsi destiné à augmenter fortement (ils contribueront à environ 40 000 des 600 000 décisions annuelles, qui s'ajouteront aux 1 000 à 2 000 procès d'assises et aux instances où les profanes ne sont pas tirés au sort mais élus, comme les prud'hommes), leur place et leur rôle réel seront sans doute encore plus ambigus qu'auparavant.

Une énigme politique

Les développements qui précèdent montrent que l'histoire des démocraties et celle des jurys sont intimement liées. Mais pourquoi les démocraties modernes n'ont-elles pas utilisé politiquement le tirage au sort ? Pourquoi celui-ci n'a-t-il pas « débordé » de l'espace judiciaire ? En fonction de quels principes de légitimité et de quelles logiques sociales fallait-il être élu pour trancher une question politique, mais « simplement » tiré au sort (il est vrai sur une liste restreinte) pour décider de l'emprisonnement ou même de la mise à mort d'un concitoyen ?

L'idéal de la similarité. – La question est d'autant plus troublante que si les explications en termes d'aristocratie élective

1 À l'instar de pays européens comme la Grèce, l'Italie, le Portugal, la Suisse et la Suède, la France a (depuis 1941) adopté le modèle mixte initié en Allemagne en 1924, qui voit les jurés populaires siéger conjointement avec les magistrats. À l'inverse, le jury anglo-saxon, composé de douze personnes, continue de délibérer de la culpabilité de l'accusé hors de la présence des magistrats, auxquels revient en revanche la décision sur la peine.

et de professionnalisation de la politique sont largement convaincantes lorsqu'il s'agit de comprendre les motivations majoritaires de l'institutionnalisation du gouvernement représentatif fondé sur l'élection, elles ne suffisent pas à expliquer que les courants les plus radicaux n'aient pas proposé pour concrétiser leurs aspirations une autre méthode de sélection des personnes amenées à gouverner. Que le tirage au sort n'ait pas été institutionnalisé est une chose, que son élargissement au champ politique n'ait pas été revendiqué en est une autre.

Les antifédéralistes, qui aux États-Unis représentaient la gauche et s'inscrivaient partiellement dans la tradition du républicanisme civique, s'élevaient clairement contre le principe de distinction et revendiquaient au contraire l'idée d'une similitude (*likeness*) entre gouvernés et gouvernants. « Brutus », l'un de leurs principaux dirigeants, n'affirmait-il pas que « le terme même de représentant implique que la personne ou le corps choisi dans ce but doit ressembler à ceux qui les choisissent – une représentation du peuple d'Amérique, si elle est authentique, doit être comme le peuple [...]. On doit avoir fait que ceux qui sont mis à la place du peuple en possèdent les sentiments et les émotions, qu'ils soient mus par leurs intérêts ou, en d'autres termes, qu'ils aient la plus grande ressemblance avec ceux auxquels ils se substituent ¹ ». John Adams ajoutait que l'Assemblée représentative « doit être l'exact portrait, en miniature, du peuple dans son ensemble ² ». Le danger était clairement pour ce courant que seuls les plus riches se retrouvent élus, au détriment des petits et moyens paysans. Or les élections risquaient de favoriser une élite distinguée par la naissance, l'éducation et la richesse, qui ne refléterait pas la diversité du pays. Pour conjurer ce péril, les antifédéralistes se faisaient les défenseurs de circonscriptions de taille réduite qui, pensaient-ils, faciliteraient l'élection de personnes issues des classes moyennes. Ils furent battus sur ce point par les

1 BRUTUS, III, in H. STORING (dir.), *The Complete Anti-Federalist*, vol II, 9, 42, cité in Bernard MANIN, *Principes du gouvernement représentatif*, op. cit., p. 145.

2 JOHN ADAMS, « Letter to John Penn », in *The Works of John Adams*, Little, Brown and Co., Boston, 1851, t. IV, p. 105.

fédéralistes. Avec le recul, l'instrument qu'ils proposaient peut sembler d'une efficacité douteuse, surtout lorsqu'on le compare au tirage au sort. Alors que celui-ci était largement utilisé dans les jurys à la même époque, pourquoi les antifédéralistes ne saisirent-ils pas cet outil de démocratisation politique ?

La question se posait aussi de l'autre côté de l'Atlantique. Certes, l'inspiration majoritaire des constituants était bien reflétée par Roederer, qui écrivait que « l'aristocratie élective, dont Rousseau a parlé il y a cinquante ans, est ce que nous appelons aujourd'hui démocratie représentative ¹ ». Mais d'autres suivaient Mirabeau qui, dès janvier 1789, avançait que l'Assemblée doit être « pour la nation ce qu'est une carte réduite pour son étendue physique ; soit en partie, soit en grand, la copie doit toujours avoir les mêmes proportions que l'original ² ». Pourquoi, dès lors, ne pas avoir recours au tirage au sort pour la composer ?

Consentement et exercice direct de la souveraineté. – En sus du principe de distinction défendu par les pères fondateurs des Républiques française et américaine, Bernard Manin avance un second argument pour expliquer le triomphe sans partage de l'élection. Au principe des révolutions modernes s'était imposée l'idée du *consentement* des gouvernés, d'abord aux lois puis à la désignation des gouvernants. Cette notion était profondément ancrée dans le droit naturel moderne, qui affirmait l'égalité symbolique des êtres humains au-delà des multiples inégalités empiriques qui les distinguaient et ajoutait que celles-ci ne pouvaient conférer en elles-mêmes le droit de gouverner les autres. Ce droit ne pouvait « être issu que du libre consentement de ceux sur qui le pouvoir est exercé ³ ». Si les « accommodements » furent légion,

-
- 1 Pierre-Louis ROEDERER, discours du 13 ventôse an IX (4 mars 1801), in *Œuvres*, VII, p. 140, cité in Pierre ROSANVALLON, *Le Peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Gallimard, Paris, 1998, p. 52.
 - 2 Comte de MIRABEAU, « Discours devant les états de Provence », 30 janvier 1789, in *Œuvres de Mirabeau*, Paris 1825, t. VII, p. 7, cité in Pierre ROSANVALLON, *Le Peuple introuvable*, op. cit., p. 17.
 - 3 Bernard MANIN, *Principes du gouvernement représentatif*, op. cit., p. 201.

notamment avec l'exclusion des femmes, le principe était cependant au cœur des théories du contrat social.

L'argument du consentement a une force indéniable et constitue à n'en pas douter un facteur important. Il n'épuise cependant pas l'explication. Bien sûr, nombreux étaient ceux qui, comme le libéral Antoine Barnave, pensaient qu'il fallait se garder de remplacer « le pouvoir représentatif, le plus parfait des gouvernements, par tout ce qu'il y a de plus odieux, de plus subversif, de plus nuisible au peuple lui-même, l'exercice immédiat de la souveraineté, la démocratie [...]. Le peuple est souverain : mais dans le gouvernement représentatif, ses représentants sont ses tuteurs, ses représentants peuvent seuls agir pour lui, parce que son propre intérêt est presque toujours attaché à des vérités politiques dont il ne peut pas avoir connaissance nette et profonde ¹ ». Cependant, une série de courants radicaux insistaient quant à eux sur l'exercice direct de la citoyenneté plutôt que sur le consentement à être gouvernés par d'autres. Cette idée trouva un écho jusque dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, qui affirmait, dans son article 6, que « la Loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentants, à sa formation ».

En France, l'argument de la division du travail politique rencontra une méfiance réelle dans les premières années révolutionnaires. Beaucoup de législateurs souhaitaient éviter la constitution d'une classe d'experts chargés des affaires publiques et proposèrent en conséquence l'élection des principales charges administratives et politiques, assortie d'une clause de non-réélection, avec l'idée qu'une rotation s'instaurerait naturellement et qu'un nombre sans cesse accru de citoyens se familiariseraient avec la gestion des affaires publiques – une problématique déjà agitée un siècle plus tôt au cours de la Révolution anglaise. Techniquement, le principe de rotation fut un échec, car les élus qui ne pouvaient se représenter à la charge qu'ils quittaient postulaient à

¹ Antoine BARNAVE, 31 août 1791, A.P. t. XXX, p. 115, cité in Pierre ROSANVALLON, *La Démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Gallimard, Paris, 2000.

une autre, et les postes se mirent à tourner à l'intérieur d'un groupe somme toute restreint ¹.

L'aspiration à limiter, voire à empêcher la professionnalisation de la vie politique se manifesta pourtant avec régularité dans les décennies qui suivirent. Certaines fractions des sans-culottes parisiens revendiquaient sinon le gouvernement direct du peuple, du moins un « pouvoir de surveillance et d'opinion », défini comme un quatrième pouvoir, qui « appartient également à tous les individus », que ceux-ci « peuvent exercer par eux-mêmes, sans représentation », et qu'ils définissaient comme une part essentielle de la souveraineté nationale ². Dès lors, pourquoi ne pas avoir proposé que des jurys tirés au sort puissent évaluer les responsables politiques, comme à Athènes ? Et pourquoi fallait-il consentir à la désignation des gouvernants politiques et pas à celle des jurés, dont le rôle était par ailleurs jugé important ?

Hegel, les jurys, la société civile. – C'est vers Hegel qu'il faut se tourner pour éclairer un peu plus ce paradoxe. Le philosophe allemand synthétisa avec rigueur ce qui était au cœur du raisonnement des législateurs continentaux de l'époque – ou du moins de ceux qui, dans la foulée de la Révolution française, proposèrent d'instaurer les jurys en matière judiciaire. Son raisonnement contribua d'ailleurs de façon importante à la formation outre-Rhin d'un courant défendant les jurys, qui parviendra à imposer leur introduction partielle lors de la révolution de 1848.

Les constituants français avaient radicalisé à l'extrême la division entre le fait et le droit sur laquelle reposaient déjà officiellement les jurys anglais. Il fallait que la loi soit la même pour tous et donc que les tribunaux se contentent de l'appliquer, sans même avoir besoin de l'interpréter. Durant des années, la question de l'uniformité du jugement sur le territoire fut d'ailleurs au cœur

1 Patrice GUENIFFEY, *Le Nombre et la Raison*, op. cit.

2 Nicolas BONNEVILLE, *La Bouche de fer*, 1, octobre 1790, cité in Pierre ROSANVALLON, *La Démocratie inachevée*, op. cit., p. 43-44. Cf. aussi Pierre ROSANVALLON, *La Contre-Démocratie. La politique à l'âge de la méfiance*, Seuil, Paris, p. 44.

des préoccupations des autorités chargées de réguler les jurys ¹. Parce que les jurés n'avaient pour leur part aucune compétence juridique particulière, il revenait à un juge professionnel de leur expliquer le cadre juridique adéquat en se faisant la « bouche de la loi », comme l'écrivait Duport en se référant à Montesquieu. Les jurés devaient en rester au jugement de fait concernant la culpabilité ou non de l'accusé, sans se prononcer sur la peine – cette décision revenant au juge. Répartir des fonctions différentes entre des personnes différentes – au magistrat le devoir de dire la loi, aux jurés de se prononcer sur le fait – était la meilleure manière d'éviter toute confusion entre le particulier et le général ².

Dans les années 1820, Hegel reprend explicitement ce raisonnement, courant à l'époque, et l'intègre à une réflexion philosophique sur la légitimité de l'ordre politique. Si la distinction entre la généralité de la loi et la particularité de la décision de fait n'est pas sans évoquer Rousseau, Hegel déplace la dichotomie de l'auteur du *Contrat social* en restreignant considérablement le domaine du particulier – où, implicitement, le tirage au sort peut légitimement être pratiqué. Pour Rousseau, en démocratie, c'était l'ensemble des tâches exécutives ou gouvernementales qui relevait du particulier ; pour Hegel, seule une partie des procès criminels est concernée.

L'idée fondamentale du philosophe allemand est que ce moment du jugement pénal qui revient aux jurés, « la connaissance du cas dans sa singularité immédiate », constitue « une connaissance qui est à la portée de tout homme cultivé », notamment « dans la mesure où la preuve ne porte pas sur des objets abstraits saisis par la raison ou l'entendement, mais uniquement sur des particularités, des circonstances et des objets qui relèvent de l'intuition sensible et de la certitude subjective ». Elle est donc accessible aux profanes – ou, au moins, aux plus qualifiés d'entre eux, Hegel s'alignant sur le raisonnement capacitaire. Reposant moins sur des preuves logiques rigoureuses que sur « la conviction

1 Elisabeth CLAVERIE, « De la difficulté de faire un citoyen », *loc. cit.*.

2 Roberto MARTUCCI, « La robe en question : Adrien Duport et le jury criminel », *loc. cit.*, p. 39-41.

subjective et la conscience », la qualification de l'acte et le constat du fait ne relèvent pas de l'universalité¹. Plus globalement, c'est toute l'activité du tribunal qui est renvoyée à la sphère de la société civile alors que le droit en soi, et en particulier le droit public et l'activité législative, renvoie à l'État, c'est-à-dire à l'universel².

La participation des profanes à travers les jurys est légitime, plus : elle est positive en ce qu'elle permet aux membres de la société civile de connaître le droit, de le pratiquer et de s'en réclamer, d'être jugés par des pairs au lieu d'être placés « sous la tutelle de l'ordre des juges et réduits à une sorte de servage vis-à-vis d'eux³ ». Mais ce raisonnement ne vaut que sur ce plan « subjectif » et il est exclu que les profanes prennent des décisions sur le plan « objectif », celui de la loi, que les républicains français nomment dans un autre vocabulaire conceptuel l'intérêt général⁴.

Le raisonnement hégélien aide à comprendre la place particulière des jurys dans les sociétés modernes. La division du travail, sous-entend Hegel, rencontre une limite dans l'existence maintenue d'une sphère où ce n'est pas la compétence professionnelle ou le jugement abstrait qui sont mobilisés, mais le sens commun, qui permet de distinguer les faits par un jugement particulier, en faisant usage de sa simple raison subjective. Ne pas donner sa place à ce bon sens non spécialisé, où chacun tente de se mettre à la place de l'autre et d'évaluer en son âme et conscience le pour et le contre, serait contre-productif pour la légitimité des institutions et pour leur bon fonctionnement. C'est cette thèse qui sera vivement attaquée par les courants positivistes de la fin du

1 Georg Wilhelm Friedrich HEGEL, *Principes de la philosophie du droit*, Vrin, Paris, [1821] 1986, § 227.

2 Georg Wilhelm Friedrich HEGEL, *Encyclopédie des sciences philosophiques en abrégé*, Gallimard, Paris, [1830] 1990, § 531.

3 Georg Wilhelm Friedrich HEGEL, *Principes de la philosophie du droit*, op. cit., § 228.

4 Le raisonnement hégélien est sur ce point explicite et recoupe en partie celui des tenants élitistes de la République (Georg Wilhelm Friedrich HEGEL, *ibid.*, § 314-320).

xix^e siècle et notamment par l'école italienne, pour laquelle les jurys sont contraires à « la loi humaine et universelle de la spécialisation » et ne constituent qu'une « justice du cadî¹ ». La polémique sera reprise en Allemagne par Max Weber et en France par Gabriel Tarde, qui se gaussait des jurés dont on ne cherchait le mérite que dans l'« incompétence² ». Ces attaques réussirent dans certains pays d'Europe continentale à venir à bout du jury et contribueront plus globalement à sa marginalisation progressive au profit des tribunaux professionnels – il est de ce point de vue assez paradoxal qu'au début du xxi^e siècle une partie de la gauche française en soit venue à partager implicitement cet argument.

Si l'on suit Hegel, le jugement des pairs qu'implique le jury doit être radicalement distingué de la définition de l'intérêt général, qui relève de l'État. La place que les Athéniens donnaient au jugement commun est drastiquement réduite dans ce schéma et perd son caractère politique, au sens fort du terme. C'est dans cette mesure qu'il est cohérent de défendre les jurys populaires tirés au sort dans le champ judiciaire et de leur refuser tout rôle politique.

Tocqueville : le jury comme instrument d'autogouvernement. – L'interprétation hégélienne se heurte cependant à une objection majeure : dans la décennie suivante, au retour de son voyage aux États-Unis, Tocqueville considère les jurys comme une institution « avant tout politique ». Il les perçoit comme allant bien au-delà de leur rôle judiciaire officiel, et c'est d'abord en cela qu'ils lui semblent intéressants. Certes, Tocqueville semble rejoindre Hegel lorsqu'il fait l'éloge de l'impact pédagogique du jury anglais et américain, qui a une fonction d'éducation à la citoyenneté, enseigne la pratique de l'équité et responsabilise les individus devant leurs propres actes. Surtout, en les forçant « à s'occuper d'autre chose que de leurs propres affaires, il combat l'égoïsme individuel, qui est comme la rouille des sociétés. Le jury

1 Bernard SCHNAPPER, « Le jury français aux xix^e et xx^e siècles », in Antonio PADOA-SCHIOPPA, *The Trial Jury...*, op. cit., p. 220.

2 Bernard SCHNAPPER, *ibid.* ; Yves SINTOMER, *La Démocratie impossible ? Politique et modernité chez Weber et Habermas*, La Découverte, Paris, 1999, p. 47.

sert incroyablement à former le jugement et à augmenter les lumières du peuple. C'est là, à mon avis, son plus grand avantage. On doit le considérer comme une école gratuite et toujours ouverte ¹ ».

Au-delà, le raisonnement de Tocqueville diffère pourtant de celui de Hegel. Il insiste d'abord sur le fait que l'impact du jury américain a été favorisé par son extension à la justice civile, et pas seulement criminelle comme en Europe continentale. Surtout, il ne s'agit pas simplement que la société civile s'élève vers l'État et qu'elle en comprenne mieux les nécessités et les règles. Négligent presque totalement la distinction canonique du fait et du droit, Tocqueville remarque finement que le jury peut être aristocratique ou démocratique « suivant la classe dans laquelle on prend les jurés ». Mais il ajoute immédiatement qu'il s'agit dans tous les cas d'une institution « républicaine », « en ce qu'elle place la direction réelle de la société dans les mains des gouvernés ou d'une portion d'entre eux, et non dans celle des gouvernants ».

N'accordant que peu d'attention à la méthode de sélection des jurés potentiels, Tocqueville braque le projecteur sur cette dimension d'autogouvernement. Aux États-Unis, ajoute-t-il, « chaque citoyen est électeur, éligible et juré. Le système du jury [...] me paraît une conséquence aussi directe et aussi extrême du dogme de la souveraineté du peuple que le vote universel ». C'est pourquoi il peut conclure solennellement que « le jury, qui est le moyen le plus énergique de faire régner le peuple, est aussi le moyen le plus efficace de lui apprendre à régner ² ».

Si Tocqueville exprime ces idées avec une radicalité particulière, il est loin d'être le seul à les professer. La dynamique concrète des délibérations des jurys montre d'ailleurs que la stricte division de la loi et du fait est, en grande partie, une fiction.

1 Alexis DE TOCQUEVILLE, *De la démocratie en Amérique*, 2 vol., Garnier Flammarion, Paris, [1835-1840] 1981, livre I, 2^e partie, VIII.

2 *Ibid.* C'est par cette fonction éducatrice que le jury constituait pour Tocqueville l'une des institutions tempérant la tyrannie de la majorité aux États-Unis (aux côtés de l'absence de centralisation et du rôle de l'esprit légiste), et ce malgré le fait qu'il donne à la majorité un surcroît de pouvoir en étendant le domaine du gouvernement du peuple.

C'est pourquoi, en France, la loi du 28 avril 1832 propose un compromis qui bouleverse le rôle des jurés : elle leur permet de reconnaître des circonstances atténuantes, et donc de décider d'appliquer ou non la loi dans toute sa rigueur, mais entend mettre fin en contrepartie à toute revendication d'omnipotence des jurés.

De fait, les jurys se sont saisis de ce flottement dans les affaires politiques en acquittant largement ceux qui sont poursuivis pour avoir professé des opinions considérées comme illégales par les autorités. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, les critiques ne se privent pas de s'en indigner. En 1889, Gabriel Tarde accuse par exemple le jury d'être « un des maux les plus graves dont nous souffrons », car c'est à cause de lui que la presse est devenue « omnipotente » et que sa liberté est désormais synonyme d'« irresponsabilité »¹. C'est d'ailleurs pourquoi les gouvernements successifs s'emploient au cours du XIX^e siècle à déposséder les jurys des affaires de presse ou de corruption politique².

L'âge d'or du jury anglo-saxon. – Cependant, c'est surtout en Angleterre et plus encore aux États-Unis que les jurés s'avançaient régulièrement sur le domaine de la loi. Le jury anglais, s'il se fondait lui aussi sur une distinction entre le fait et le droit, impliquait cependant une certaine coopération entre les jurés et le juge – cette approche pragmatique convenait mieux au déroulement concret du procès que le dogmatisme continental. Ce fonctionnement faisait consensus, mais une série de procès qui restèrent légendaires révélèrent le « risque d'omnipotence » des jurés : en pratique comme en théorie, certains courants

1 *Le Temps*, 13 avril 1889, cité in Bernard SCHNAPPER, « Le jury français aux XIX^e et XX^e siècles », in Antonio PADOA SCHIOPPA, *The Trial Jury...*, op. cit., p. 214.

2 Le centre libéral et la gauche républicaine, qui demandaient avant la chute du Second Empire le rétablissement de la compétence des assises pour les affaires de presse et politiques, se montrèrent moins enthousiastes lorsqu'ils arrivèrent au pouvoir. Après 1897, la cour d'assises perdit l'essentiel de son rôle politique (Bernard SCHNAPPER, « Le jury français aux XIX^e et XX^e siècles », loc. cit., p. 209-215).

revendiquèrent le droit pour ceux-ci de produire la loi si leur conscience le leur demandait.

Dans cette approche, le jury était conçu comme une médiation entre la loi et les valeurs de la communauté, dont le jury émanait. Cette attitude était facilitée par la tradition de la *common law*, qui incarnait le corpus juridique dans un ensemble de normes (coutumes, jurisprudence et lois) plutôt que de concentrer la source du droit dans une institution unique. Deux versions de l'activité juridique des jurys furent défendues¹. La première fut proposée par les premiers *Levellers* (niveleurs), le courant le plus radical de la Révolution anglaise. Dans cette perspective, la loi et le droit émergeaient de la communauté et l'autorité pour les dire n'était pas déléguée au Parlement ou à l'autorité judiciaire. Dans les cas les plus importants, c'était au contraire au jury de s'en charger. Un programme plus modéré, qui fut dans un second temps adopté par les *Levellers* puis par les quakers (un mouvement protestant radical prêchant le pacifisme, la philanthropie et la simplicité des mœurs), reconnaissait le droit du Parlement à édicter la loi et celui des juges à conseiller les jurés, mais ajoutait que ces derniers pouvaient reprendre leur autonomie s'ils estimaient en leur âme et conscience que le juge interprétait mal le droit et qu'il fallait donc passer outre pour pouvoir évaluer les faits avec impartialité². Les jurés avaient donc un pouvoir d'interprétation de la loi et du droit. Les versions intermédiaires postulaient que si le jury devait normalement suivre la loi et les conseils du juge, il pouvait, dans des cas exceptionnels, décider de ne pas appliquer une loi jugée injuste au regard d'une norme supérieure, qu'elle soit la loi divine, le droit naturel ou la Constitution.

Toutes ces versions impliquaient en tout état de cause la capacité des profanes à « décider » de la loi, au-delà de la frontière

1 Les juristes anglais parlent de « *law finding* » pour décrire cette problématique (cf. Thomas A. GREEN, « The English criminal jury and the law-finding traditions on the eve of French Revolution », in Antonio PADOA SCHIOPPA, *The Trial Jury in England, France, Germany, op. cit.*).

2 Thomas A. GREEN, « The English criminal jury and the law-finding traditions on the eve of French Revolution », in *ibid.*, p. 65 sq.

tracée par Hegel, et cette revendication devint un cri de ralliement pour les minorités politiques et religieuses au XVII^e siècle. L'un des procès les plus célèbres fut celui de William Penn et de l'un de ses compagnons quakers, accusés en septembre 1670 de sédition et de trouble à l'ordre public pour avoir prêché dans les rues de Londres. La répression contre les quakers battait alors son plein. La stratégie de défense de William Penn fut de ne pas nier les faits mais de proclamer, contre l'évidence du texte de loi sur les activités séditieuses brandi par l'accusation, qu'il n'était pas possible qu'une loi anglaise rende illégale le fait de prêcher pacifiquement à la gloire de Dieu. Contre les juges qui revendiquaient le monopole de l'interprétation de la loi du fait de leurs compétences techniques, William Penn répliqua que « si la *common law* est si difficile à comprendre, c'est qu'elle n'est pas commune ¹ ». Le jury, après s'être retiré, ne déclara Penn coupable que d'avoir parlé dans la rue, sans vouloir se prononcer sur le caractère séditieux des discours et sur le trouble à l'ordre public. Pressés par les juges de préciser un verdict peu orthodoxe, avec la menace de rester enfermés sans manger, sans boire et sans fumer tant qu'ils n'obtempéreraient pas, les jurés restèrent sur leur position et finirent deux jours plus tard par rendre un verdict d'acquittement, pour lequel ils durent ensuite payer eux-mêmes une amende sous le motif qu'ils avaient refusé d'appliquer la loi.

Avec l'indépendance des États-Unis, ces doctrines dites de « nullification de la loi » trouvent une extension considérable. Plusieurs États reconnaissent – voire constitutionnalisent, comme la Géorgie en 1777 et le Maryland en 1790 – le fait que « le jury doit être juge du droit aussi bien que du fait ». Lors de la Convention constitutionnelle du Massachusetts de 1853, un amendement est adopté en ce sens. Contre leurs opposants qui avancent que seuls des juges professionnels sont capables de décider de la question de la loi, le délégué Keyes réplique : « La *common law* est la science de la raison et de la justice ; et un homme qui est

1 « The Trial of William Penn and William Mead, at the Old Bailey, for a tumultuous assembly », *Howell's State Trial*, 6 : 958 [1670], cité in Jeffrey ABRAMSON, *We The Jury*, op. cit., p. 70.

capable de dire ce qu'est la justice peut dire ce qu'est la *common law*, dans presque tous les cas, et il est donc aussi compétent que le juge pour décider du cas ¹. » L'argument du sens commun est ainsi étendu à l'interprétation de la loi et du droit. Dans certains procès, l'argument est même radicalisé. C'est ainsi qu'en mai 1851, à Boston, l'avocat de la défense de trois personnes accusées d'avoir aidé des esclaves à s'enfuir, ce qui était interdit depuis une loi de 1850, rappelle aux jurés qu'ils sont légitimement juges de la loi aussi bien que du fait et les harangue en leur disant que s'ils pensent en conscience que la loi de 1850 n'est pas constitutionnelle, ils sont tenus, par le serment qu'ils ont fait en entrant en fonction, « de ne pas prendre en considération les déclarations contraires que pourrait faire la cour ² ». Les jurés se trouvent ainsi placés dans un rôle similaire, à leur niveau, à celui de la Cour suprême jugeant de la constitutionnalité des lois.

L'Amérique jacksonienne que décrit Tocqueville n'est pas seulement le pays le plus démocratique du monde à l'époque, elle est aussi à l'un des points culminants de son histoire démocratique, sur le plan des droits politiques comme sur celui des orientations sociales, et le pouvoir des jurys n'est que l'une des dimensions d'un idéal d'autogouvernement qui s'exprime aussi dans les *town meetings*, ces assemblées générales des citoyens qui se rassemblent régulièrement pour décider des affaires communes, en particulier en Nouvelle-Angleterre. La politique n'y a pas grand-chose à voir avec celle de la Prusse de l'époque et l'on comprend mieux pourquoi un Tocqueville fortement impressionné peut défendre une conception des jurys autrement plus « radicale » que celle de Hegel.

Cependant, le déclin des jurys s'amorce dès cette époque aux États-Unis. Les cours d'appel ont de plus en plus tendance à refuser au jury de se prononcer sur les questions de droit. Par la suite, les tenants de la nullification sont en partie décrédibilisés

1 *Official Report of the Debates and Proceedings in the State Convention to Revise and Amend the Constitution*, White and Potter, Boston, 1853, 3 : 443, cité in Jeffrey ABRAMSON, *We The Jury*, op. cit., p. 83.

2 24 Fed. Cas. at 1043, cité in Jeffrey ABRAMSON, *We The Jury*, op. cit., p. 81.

par l'usage qui en est fait dans le Sud, des jurys entièrement blancs acquittant régulièrement d'autres Blancs accusés de lynchage de personnes de couleur noire (la pratique perdurera jusque dans les années 1960). Finalement, en 1895, la Cour suprême des États-Unis déclare inconstitutionnelle la possibilité pour les jurys de se prononcer sur les questions de droit. C'est la loi qui permet de protéger équitablement les citoyens, déclare-t-elle, et, avec des jurys libérés de toute règle légale fixe, « le gouvernement des lois » risquerait de se transformer en « gouvernement des hommes » – et qui plus est de douze hommes non élus et non responsables de leurs actes ¹.

Tirage au sort, hasard et échantillon représentatif

Nous semblons donc revenus à notre point de départ. Le tirage au sort était largement utilisé dans les jurys et ceux-ci avaient pour certains courants une fonction politique, en France comme aux États-Unis ; quelles sont les raisons qui expliquent que cette méthode n'ait jamais été vraiment proposée pour répartir les charges gouvernementales ou législatives dans les démocraties modernes ?

Pour avancer, il faut résolument élargir le champ au-delà de l'histoire des idées politiques et juridiques et s'intéresser de plus près à l'outil technique du tirage au sort. Y a-t-il à la fin du XVIII^e et dans la première moitié du XIX^e siècle une technique du tirage au sort adaptable en pratique, théoriquement légitime et avec des acteurs disposés à s'en saisir politiquement ² ? Si l'idée de la répartition aléatoire des charges pratiquée dans l'Antiquité et au Moyen Âge est familière aux révolutionnaires français et américains, ils n'en discutent guère et, surtout, les *techniques* qui avaient

1 156 U.S. 51 [1895], cité in Jeffrey ABRAMSON, *We The Jury*, op. cit., p. 87.

2 Nous reprenons ici la triple condition analysée pour expliquer l'émergence progressive des sondages d'opinion au XX^e siècle par Loïc BLONDIAUX, *La Fabrique de l'opinion. Une histoire sociale des sondages*, Seuil, Paris, 1998.

été utilisées se sont perdues : il n'est pas de mention de *klêrôtêrion*, du *balotin*, de l'*imborsamento* ou de l'*insaculació* dans les écrits des contemporains. Comme nous l'avons vu, la désignation au hasard des jurés se fait sur des listes restreintes. Quelles sont, à l'époque, les autres pratiques de recours au tirage au sort et quel sens peuvent-elles avoir ?

Participation de tous ou échantillon « microcosmique » ?

Le tirage au sort est aujourd'hui étroitement lié à la notion d'échantillon représentatif, utilisé de façon routinière en science, dans les enquêtes statistiques ou dans les sondages. C'est le calcul des probabilités qui le rend possible : l'idée est en gros que lorsque l'on tire au hasard une partie des boules de différentes couleurs d'une urne, la composition de l'échantillon ainsi constitué reflétera celle de l'urne – l'approximation étant d'autant plus exacte que l'échantillon est important. C'est ainsi qu'un échantillon de mille personnes choisies de façon aléatoire permet d'avoir un microcosme de la population, avec une marge d'erreur de quelques pour cent.

Or le calcul des probabilités était inconnu dans l'Antiquité et au Moyen Âge. Dans quel sens les Athéniens, les Florentins, les Aragonais ou les Vénitiens pouvaient-ils donc utiliser le tirage au sort ? Nous avons vu que ces derniers y recouraient surtout comme procédure de résolution des conflits. Pour comprendre que le tirage au sort donnait une plus grande impartialité à la désignation du doge, l'intuition suffisait et il n'y avait pas besoin de recourir au calcul des probabilités. Le cérémonial qui entourait la procédure y contribuait grandement. Il était encore plus solennel en Aragon. Dans le cas athénien, en sus de cette fonction d'impartialité, la désignation aléatoire allait de pair avec une vision du monde impliquant l'égalité symbolique et statutaire entre les citoyens et constituait donc le produit de la démocratie et l'un de ses outils. Elle n'impliquait cependant pas l'idée d'un *microcosme représentatif* du peuple. Sur le plan territorial, les conseillers de la *Boulé* étaient d'ailleurs tirés au sort dans chacun des dèmes, et c'était cette méthode et non le sort qui permettait à ceux-ci de bénéficier d'un nombre égal de délégués. La méthode aléatoire

constituait fondamentalement une procédure neutre qui garantissait un cycle réglé où *tous les citoyens* étaient tour à tour gouvernants et gouvernés. L'idéal d'autogouvernement pouvait donc se matérialiser dans le tirage au sort comme, d'une autre manière, dans l'assemblée, qui réunissait le peuple athénien en corps et dans sa totalité (du moins symboliquement puisque, dans la pratique, seule une portion variable des citoyens se présentait effectivement sur l'agora). Florence pouvait sur ce plan être considérée comme intermédiaire entre Venise et l'Aragon d'une part, et Athènes d'autre part.

Lorsque les révolutions du XVIII^e siècle mettent en place les républiques modernes, le problème est très différent. Certes, elles reconnaissent elles aussi une égalité statutaire et symbolique entre les citoyens (du moins jusqu'à un certain point, « dans la mesure de leurs capacités »). Cependant, sur le plan démographique comme sur le plan géographique, elles sont confrontées à une autre échelle que la démocratie athénienne. Celle-ci avait entre 30 000 et 50 000 citoyens, pour 250 000 à 300 000 habitants ; la France de 1789 compte 4,3 millions de citoyens actifs et plus de 27 millions d'habitants. L'Angleterre abrite 8,5 millions d'habitants et, malgré un suffrage censitaire draconien, environ 338 000 personnes se voient reconnaître le statut d'électeur – dix fois plus qu'à Athènes¹. Les États-Unis ont à leur naissance en 1783 environ 3,5 millions d'habitants, dont 500 000 esclaves et environ 750 000 hommes libres majeurs ; le cens électoral y varie d'un État à l'autre mais, partout, plus de la moitié des hommes libres peuvent voter dans les assemblées, et parfois plus de 80 % comme dans le New Hampshire ou en Caroline du Sud – le nombre d'électeurs tourne donc probablement autour de 500 000 personnes. De plus, l'étendue géographique de la France, de l'Angleterre ou des États-Unis avait peu de chose à voir avec celle d'Athènes. Même les États fédérés américains étaient dans leur grande majorité beaucoup plus grands que l'Attique classique (qui faisait environ 2 500 km²), la République de Florence

1 Patrice GUENIFFEY, *Le Nombre et la Raison*, op. cit., p. 97.

(environ 3 500 km² sans les villes qui étaient sous sa possession mais dont les habitants ne devenaient pas pour autant citoyens florentins, beaucoup moins si l'on retranche le *contado*, dont la population paysanne était comme nous l'avons vu exclue du corps civique) ou les autres communes italiennes et espagnoles qui avaient eu recours au tirage au sort. Si le Rhodes Island, de loin le plus petit des États fédérés, mesurait 3 200 km², le Massachusetts ou la Pennsylvanie, qui jouèrent un rôle crucial dans l'innovation constitutionnelle et politique, faisaient plus de 100 000 km².

Si, dans ces grands pays, l'Assemblée et les fonctions centrales de gouvernement avaient été tirées au sort à la fin du XVIII^e siècle, seuls quelques dizaines de milliers de citoyens auraient pu y accéder. En France, si chaque citoyen actif avait eu une possibilité égale d'y participer au cours de sa vie, elle n'aurait représenté au mieux qu'une chance sur cent, soit moins que « la chance raisonnable de servir sa patrie » évoquée par Montesquieu. Des chiffres aussi réduits auraient en sus rendu beaucoup moins massive l'école de citoyenneté qu'avait été à Athènes la nomination des magistrats et des juges par la voie aléatoire. L'antique légitimité républicaine de l'usage du tirage au sort en politique ne pouvait donc être reprise telle quelle. Les philosophes et les hommes politiques de l'époque répétaient à satiété et à l'unisson que les républiques anciennes et modernes différaient qualitativement par leur échelle. Intuitivement, la méthode du tirage au sort ne semblait plus faire sens. D'ailleurs, même dans une optique démocratique radicale, au nom de quoi aurait-on pu donner de façon aléatoire à une fraction restreinte de citoyens, plutôt qu'aux autres, la possibilité de gouverner ? Tant qu'à confier le pouvoir à quelques-uns, n'était-il pas encore plus logique de le confier aux plus capables ?

Le tirage au sort comme organisation réglée de la participation *de tous* au pouvoir était cependant pensable à l'intérieur d'un groupe homogène : il persistait encore en 1789 dans les corporations de quelques villes méridionales de la France, dans une logique qui relevait davantage du règlement pacifique des conflits

que de l'autogouvernement démocratique.¹ Il aurait peut-être également pu être mis en place dans les municipalités, mais les discussions constitutionnelles se focalisaient sur le niveau national. Le niveau local fut davantage le lieu d'un bricolage permettant d'adapter les règles nationales qu'un espace d'inventivité démocratique. Aux États-Unis, où elle était plus dynamique, la démocratie locale s'appuya sur l'assemblée générale à valeur décisionnelle (le *town meeting*), qui faisait sens intuitivement et qui tenait clairement sa légitimité du peuple souverain rassemblé en corps, de la participation de tous à la délibération et à la décision. À l'échelle nationale, un autre type de légitimité était nécessaire. L'idée que le corps des représentants pouvait, en miniature, refléter celui de la nation, fut régulièrement émise. Pouvait-elle s'appuyer sur un échantillon représentatif tiré au sort, qui déciderait comme le ferait le peuple lui-même s'il pouvait s'assembler et délibérer tout entier ?

Calcul des probabilités, statistiques, jeux de hasard. – Le calcul de probabilités fut inventé au XVII^e siècle et les mathématiciens français, Pascal en tête, jouèrent un rôle considérable dans cette découverte². À la fin du XVIII^e siècle, ce nouveau domaine mathématique prit un essor remarquable et fut mobilisé dans la question des jurys d'assises. Duport, lorsqu'il présente son projet en 1790, se revendique de l'expertise de celui qu'il présente comme « le plus grand mathématicien de d'époque », Condorcet. Le calcul des probabilités sert alors pour mesurer le risque d'erreur judiciaire, le nombre optimal de jurés et le seuil de majorité qualifié le plus adéquat pour rendre le meilleur jugement possible, la façon de rationaliser le verdict en faisant répondre successivement à des questions analytiquement distinctes. De nombreux mathématiciens interviennent dans ce débat, qui se poursuivra

1 *Ibid.* p. 121-122.

2 Ian HACKING, *L'Émergence de la probabilité*, Seuil, Paris, 2002 ; Gerd GIGERENZER et alii, *The Empire of Chance. How Probability Changed Science and Everyday Life*, Cambridge University Press, Cambridge, 1989.

sur plusieurs décennies¹. Cependant, il n'y est jamais fait état de la notion d'échantillon représentatif.

Pour comprendre cette absence, il faut se tourner vers l'histoire des statistiques. Elles aussi sont alors en forte croissance. La démographie naît avec William Petty et John Graunt en 1662 comme science d'État, tandis que les statistiques prennent leur envol sous l'impulsion de personnalités comme Vauban, soucieuses d'une action politique et administrative plus efficace. Démographie et statistique impliquent une « arithmétique politique » considérant les individus comme égaux, condition nécessaire pour ne pas se contenter d'énumérer les membres d'une société et de « les compter et les manipuler en bloc² ». Si elles sont bien établies à la veille de la Révolution française, elles n'ont pas intégré le calcul de probabilités et ne fonctionnent pas avec l'*échantillon statistiquement représentatif* tel que nous le connaissons aujourd'hui.

À cette époque, le calcul des probabilités reste étroitement confiné dans ses usages sociaux et, s'il est mobilisé pour éclairer les jeux de hasard, il n'est par exemple guère utilisé dans les sociétés d'assurance en plein développement. Initialement, comme dans le cas des tables de mortalité de William Petty et John Graunt, la statistique s'appuie sur un *échantillon typique* à partir duquel on généralise à la population entière, « à partir du rapport, supposé uniforme sur tout le territoire, entre cette population et le nombre annuel de naissances, rapport mesuré dans quelques paroisses³ ». En 1825 encore, Adolphe Quételet, qui contribue de façon décisive à appliquer les statistiques aux sciences morales et politiques, est tenté par cette méthode pour estimer la population des Pays-Bas. Il y renonce du fait des critiques du baron de Keverberg, un haut fonctionnaire qui lui fait

1 Antonio PADOA SCHIOPPA, « La Giuria all'Assemblea Costituente francese », in *The Trial Jury in England, France, Germany*, op. cit. ; Hervé LE BRAS, *Naissance de la mortalité. L'origine politique de la statistique et de la démographie*, Gallimard/Seuil, Paris, 2000 ; Alain DESROSIÈRES, *La Politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, La Découverte, Paris, 2000.

2 Hervé LE BRAS, *Naissance de la mortalité*, op. cit., p. 127.

3 Alain DESROSIÈRES, *La Politique des grands nombres*, op. cit., p. 111.

remarquer que le taux de natalité varie sur le territoire et qu'il est en conséquence impossible de généraliser pour une totalité à partir de quelques cas. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, les statisticiens préconisent donc des recensements exhaustifs et se méfient des extrapolations de la mathématique politique des deux siècles précédents.

Bien sûr, les statistiques du milieu du XIX^e siècle sont loin de reproduire simplement les raisonnements des Lumières. Quételet diffère de Condorcet car il s'interroge « sur la société et son opacité » alors que ce dernier visait « à expliquer des critères de rationalité pour les choix d'une personne éclairée, elle-même incarnation d'une nature humaine universelle, parce que fondée sur la raison ¹ ». Quételet construit une moyenne statistique de nature sociologique. Cependant, il s'agit d'une moyenne de type particulier. En effet, Quételet fusionne deux notions qui étaient avant lui séparées : la « moyenne objective », qui peut être calculée à partir d'une série de mesures d'un même objet (par exemple la population d'une ville) en neutralisant ainsi les irrégularités nées des imperfections de l'observation, et la « moyenne subjective », où il est possible de calculer une tendance centrale autour de laquelle se répartissent les cas empiriques (comme dans la courbe en cloche, dite « courbe de Gauss », qui convient à des phénomènes comme la répartition des tailles dans une population donnée). Quételet écarte cependant la « moyenne arithmétique », qui est le produit du pur calcul, qui homogénéise des faits sociaux qui ne sont pas ordonnés autour d'une tendance centrale et qui ne semblent répondre à aucune logique idéale (on pourrait prendre l'exemple contemporain des revenus dans une société très inégalitaire) : elle ne constitue donc qu'une pure fiction.

Malgré leurs différences, l'*homme éclairé* de Condorcet et l'*homme moyen* de Quételet renvoient tous deux à un modèle unique à l'aune duquel les variations ou les pathologies peuvent être mesurées – le premier est celui de l'homme cultivé en pleine possession de sa raison ; le second s'incarne volontiers dans la

¹ *Ibid.*, p. 98-101.

classe moyenne¹. Or ce modèle unique convient imparfaitement au champ politique, marqué par une distribution clivée et mouvante des opinions, où la contingence des événements aboutit à des polarisations ou à des renversements d'ampleur qui ne peuvent se comprendre à partir du choix rationnel individuel ou d'une tendance centrale. L'unité de la nation peut bien être célébrée de façon solennelle, elle a d'emblée dû prendre en compte l'irréductible diversité des opinions, ne serait-ce que sur le plan géographique. La réalité du conflit politique est difficilement soluble dans l'opinion éclairée ou dans l'opinion moyenne : dans le débat d'opinion sur les affaires de la cité, ces dernières ne représentent au mieux que des « moyennes arithmétiques », pour reprendre la distinction évoquée plus haut.

En revanche, l'une et l'autre conviennent bien au jury : comme nous l'avons vu, il n'implique ni une spécialisation professionnelle, ni une prise de parti, il est une forme de jugement commun. Plus encore que les réflexions mathématiques sur le bon verdict menées à partir de la période révolutionnaire, c'est la raison pour laquelle l'exigence d'unanimité ou de majorité qualifiée pèse sur le jury : l'accord est possible car il résulte d'un jugement à la portée de tout un chacun, et il constitue précisément la garantie que celui-ci ait été mené correctement et jusqu'au bout. C'est d'ailleurs dans cette mesure, et parce que les jurés n'ont théoriquement pas d'intérêts idéologiques ou matériels propres à défendre, que le procès peut être équitable et impartial.

Entre la fin du XVIII^e et le milieu du XIX^e siècle, le raisonnement centré sur l'homme rationnel ou normal constitue donc un terrain largement partagé par les applications sociales du calcul des probabilités, par les statistiques et par les jurys. Il est décliné en plusieurs variantes, la logique censitaire initiale n'accordant une pleine normalité rationnelle qu'aux classes les plus riches ou les plus instruites, la normalité statistique valorisant la petite et moyenne bourgeoisie – tandis que les démocrates reprennent l'idée d'un jugement commun en l'étendant à l'ensemble des

1 *Ibid.* ; Ian HACKING, *The Taming of Chance*, Cambridge University Press, Cambridge, 1990.

citoyens. Lorsqu'elles s'attachent aux jurys, ces variantes présentent cependant un point commun : c'est parce que les personnes semblent interchangeables que le tirage au sort constitue un outil intéressant. À l'inverse, lorsqu'il s'agit de représenter les conflits d'opinion politique, il semble inadéquat.

Au même moment, les jeux de hasard reposant sur le tirage au sort connaissent, eux aussi, un développement impétueux – mais celui-ci va paradoxalement contribuer à décrédibiliser le tirage au sort en politique. Les jeux de dés remontaient au moins au III^e millénaire avant J.-C. Les cartes se répandirent quant à elles comme une traînée de poudre en Europe à la fin du XIV^e siècle. Longtemps, les jeux de hasard avaient été condamnés par l'Église et la morale officielle : ils étaient la source d'un profit non mérité et les motivations qui poussaient de nombreuses personnes à s'y adonner ressortissaient trop souvent à la divination. Source de trouble social, la passion du jeu poussait par ailleurs les joueurs à des extrémités nuisibles pour eux-mêmes comme pour leur famille. Seules les classes les plus aisées, en particulier dans les cours royales et princières, pouvaient les pratiquer « innocemment », leurs revenus et leur éducation étant censés les mettre à l'abri des passions et des déboires¹. Si la volonté de contrôler les conséquences sociales néfastes de l'addiction au jeu perdure, voire se renforce avec l'avènement d'un État se souciant de guider moralement ses administrés, la condamnation du profit non mérité et de la divination perd de sa force avec la naissance du calcul des probabilités – qui est d'ailleurs suscitée en partie par le désir de répondre aux questions posées par les jeux de hasard.

En effet, le nouveau raisonnement mathématique mesure objectivement les chances de gagner en fonction de règles données, et permet donc d'assimiler le jeu de hasard à un contrat dans une aventure risquée où ceux qui s'engagent peuvent le faire en connaissance de cause. Une vision réaliste et mathématique des dés avait commencé à se développer dès le Moyen Âge, mais

1 Ulrich SCHÄDLER, « Von der Kunst des Würfeln », in BADISCHES LANDESMUSEUM KARLSRUHE, *Volles Risiko ! Glückspiel von der Antike bis heute*, op. cit., p. 21 ; Annette KÖGER, « Spielkarten und Glückspiel », in *ibid.*, p. 62 sq.

elle restait assez marginale. Au XVI^e siècle, Girolamo Cardano, l'un des mathématiciens, médecins et astrologues les plus connus de la Renaissance, fut l'un des premiers à tenter d'appliquer systématiquement le calcul rationnel aux jeux de hasard – dont il était par ailleurs un amateur passionné¹. Dès lors, un peu partout en Europe, les États ne se contentent plus de taxer les jeux de cartes et ils développent des loteries, récemment inventées, suivant l'exemple de Venise qui les utilise depuis le XIV^e siècle pour faire rentrer des capitaux dans les caisses publiques. En France, elles s'institutionnalisent peu à peu à partir de 1656. L'État s'assure progressivement le monopole d'une activité fort lucrative et, à la veille de la Révolution, il lance la Loterie royale de France : entre 1777 et 1781, les loteries lui rapportent davantage que l'impôt du clergé. Il prélève en effet au passage « la différence entre le montant des lots que les joueurs devaient effectivement toucher et celui correspondant aux probabilités mathématiques soigneusement calculées à l'avance² ». Le montant des mises est abaissé afin de favoriser une participation populaire et la Loterie royale remporte un succès de masse. Un luxe de précautions entourait le déroulement des opérations afin d'en assurer la crédibilité. Partout, il y avait deux tirages, mensuels et publics. À Paris, ils se déroulaient avec cérémonie « sous le contrôle du lieutenant général de police, de l'intendant puis du receveur général et des administrateurs. Le jour dit, un préposé enfermait dans une grande roue de la fortune quatre-vingt-dix étuis d'égale grandeur, forme et poids, contenant autant de carrés de vélin numérotés, que l'on avait pris soin de montrer au public avant de les placer dans les étuis. Lorsqu'ils étaient bien mêlés dans la roue, on en extrayait les cinq numéros gagnants³ ».

1 Girolamo CARDANO, *Liber de ludo aleae*, 1525, cité in Gerd GIGERENZER et alii, *The Empire of Chance*, op. cit.

2 Élisabeth BELMAS, *Jouer autrefois. Essai sur le jeu dans la France moderne (XV^e-XVII^e siècle)*, Champ Vallon, Seyssel, 2006, p. 308-328 ; Ulrike NÄTHER, « Das Große Los – Lotterie und Zahlenlotto », in BADISCHES LANDESMUSEUM KARLSRUHE, *Volles Risiko ! Glücksspiel von der Antike bis heute*, op. cit., p. 99 sq.

3 Élisabeth BELMAS, *Jouer autrefois*, op. cit., p. 331.

Même si elle ne fut jamais soumise à un opprobre comparable à celui des jeux de dés ou de cartes (sans doute parce qu'elle n'impliquait pas une interaction aussi intense que ceux-ci ou que la roulette, qui apparut en Italie en XVII^e siècle et se diffusa rapidement dans le reste de l'Europe), la loterie n'avait pas bonne presse auprès de l'opinion éclairée, parce que les motivations des joueurs étaient jugées douteuses, parce qu'elle était source de désordre social et parce qu'elle représentait un impôt déguisé. La loterie devenue nationale fut supprimée en 1793, la Convention la qualifiant de « fléau inventé par le despotisme pour faire taire le peuple sur sa misère en le leurrant d'une espérance qui aggravait sa calamité ¹ ». Même si elle fut rétablie en 1797 du fait de la situation catastrophique des finances de l'État, la principale pratique sociale reposant sur le tirage au sort pouvait difficilement constituer une source d'inspiration pour une politique drapée dans la vertu et l'exemplarité. D'ailleurs, penser la représentation comme un contrat où certains se verraient récompensés au hasard et pas d'autres était trop étrange pour être utilisable politiquement. L'autre grande pratique sociale fondée sur le tirage au sort, la conscription, concernait quant à elle la répartition d'une charge peu enviable.

Représentation miroir et scission ouvrière. – Au moment de la Révolution française, le tirage au sort à grande échelle est bien une technique disponible mais il est difficile de concevoir une interprétation qui légitimerait son usage en politique. Aucun groupe significatif d'acteurs ne s'en saisit. La taille des républiques modernes semble écarter toute réflexion sérieuse sur son usage, puisque tous les citoyens ne peuvent à travers cette méthode être tour à tour gouvernants et gouvernés. Une fois vérifiée leur capacité, la sélection aléatoire des individus dans les jurys se justifie du fait du caractère « interchangeable » de leur jugement mais, en politique, cette légitimation semble impossible.

1 Paul HENRIQUET, *La Loterie et les emprunts à lots*, Paris, s.d., cité in Élisabeth BELMAS, *Jouer autrefols*, op. cit., p. 334.

La notion d'échantillon représentatif sera familière aux lecteurs du ^{xx}^e siècle, rendus réceptifs par des décennies de recours intensif aux statistiques et aux sondages d'opinion ¹. C'est dans cette mesure qu'il semblera « tout à fait rationnel de considérer la sélection aléatoire comme l'un des moyens au service d'une représentation descriptive ² ». Cependant, il ne peut y avoir de relation entre tirage au sort et représentation descriptive à Athènes ou Florence, car l'idée que la sélection aléatoire mène statistiquement à un échantillon qui possède les mêmes caractéristiques que l'ensemble de départ n'est pas scientifiquement disponible.

Comme nous l'avons vu, le raisonnement « microcosmique », fondé sur l'idée qu'une représentation démocratique doit être un miroir de ce qu'est le peuple, est présent dans les Révolutions française et américaine. Faute de pouvoir mobiliser dans cette perspective un échantillon statistique représentatif, les partisans de cette conception doivent se tourner vers d'autres outils que le tirage au sort. Les antifédéralistes défendent des circonscriptions plus petites favorisant les petits artisans et agriculteurs, une proposition écartée politiquement et d'une efficacité technique douteuse. L'autre voie passe par une représentation séparée des différentes parties du corps social, sur un mode corporatiste. Un groupe de femmes avance ainsi, dans le cadre des États généraux de 1789, que « de même qu'un noble ne peut représenter un plébéien et que ce dernier ne peut représenter un noble, de même un homme, tout honnête qu'il soit, ne peut représenter une femme. Entre les représentants et les représentés, il doit y avoir une identité d'intérêt absolue ³ ». Cependant, cette perspective évoque trop l'Ancien Régime et ses ordres pour être véritablement populaire dans les courants démocratiques radicaux.

1 Gerd GIGERENZER et alii, *The Empire of Chance*, op. cit. ; Ian HACKING, *The Taming of Chance*, op. cit.

2 Peter STONE, « The logic of random selection », *Political Theory*, vol. 37, 2009, p. 390.

3 Cité in Silvia GEETTI FINZI, « Female identity between sexuality and maternity », in Gisela BOCK et Susan JAMES (dir.), *Beyond Equality and Difference*, Routledge, Londres, 1993.

Le constat politique de l'accaparement de la représentation par les couches sociales privilégiées a régulièrement remis à l'ordre du jour l'idée d'une représentation propre des groupes sociaux. En France, l'un des exemples les plus fameux est le « Manifeste des Soixante », publié le 17 février 1864 par des ouvriers proudhoniens pour proposer des candidatures ouvrières. L'argument du Manifeste et des discours qui l'accompagnent est simple : les représentants politiques du moment, par leurs caractéristiques sociales, ne représentent pas les ouvriers et ceux-ci sont donc *de facto* dépourvus de représentation. Face à cette situation, les ouvriers doivent faire scission et affirmer leur autonomie par rapport aux classes supérieures. La force des candidatures ouvrières sera à la fois de porter une expérience sociale spécifique et irremplaçable, jusque-là marginalisée dans l'espace de la représentation politique, et de valoriser, contre la logique de distinction sociale qui avait jusque-là guidé les élections, des candidats obscurs, non distingués du reste du peuple. Le « Manifeste des Soixante » retrouve au XIX^e siècle des arguments proches de ceux exprimés par Cléon dans l'Athènes classique : « Le vote de leurs électeurs ne donneraient-ils pas, d'ailleurs, à leur parole une autorité plus grande que n'en possède le plus illustre orateur ? Sortie du sein des masses populaires, la signification de ces élections serait d'autant plus éclatante que les élus auraient été la veille plus obscurs et plus ignorés¹. »

En mettant en avant cet idéal de non-distinction, les auteurs du manifeste retrouvent sur bien des points la justification classique du tirage au sort comme méthode démocratique. Ils n'y font cependant aucune référence : n'ayant toujours pas à disposition l'outil conceptuel de l'échantillon représentatif, ils ne peuvent penser que le tirage au sort garantirait mécaniquement aux ouvriers une place proportionnelle s'il était utilisé pour désigner les représentants.

La solution proposée se révélera un échec technique et les candidatures ouvrières des proudhoniens obtinrent aussi peu de

¹ « Manifeste des Soixante », *L'Opinion nationale*, 17 février 1864, cité in Pierre ROSANVALLON, *Le Peuple introuvable*, op. cit., p. 76-89.

succès que les petites circonscriptions des antifédéralistes. C'est surtout sous une autre forme, celle du « parti ouvrier », représentant les intérêts de la classe ouvrière mais rassemblant également des individus venus d'autres classes sociales, que l'idéal de l'autonomie ouvrière prendra historiquement corps – quitte à ce que des campagnes d'ouvriérisation se chargent de restaurer une composition sociale menacée par la sélection « naturelle » aux fonctions dirigeantes des militants issus des classes plus aisées et, en premier lieu, des intellectuels.

La notion d'échantillon représentatif ne viendra que plus tard, à partir de la fin XIX^e siècle, et sa définition sera contemporaine de l'essor des sciences sociales. Les courants radicaux ne penseront pas à l'utiliser. Athènes ou Florence sembleront alors bien loin, les références historiques ne seront plus les républiques antiques ou renaissantes mais la Révolution française ou la Commune de Paris, et bientôt la Révolution russe. Avec l'idée du parti ouvrier, c'est la notion d'avant-garde qui sera alors à l'honneur – et qui le restera jusqu'à aujourd'hui, la gauche radicale restant généralement méfiante à l'égard du tirage au sort. Les partis sociaux-démocrates ou communistes joueront un rôle majeur en Europe dans l'établissement de la démocratie politique et de l'État social, mais ils se penseront aussi comme les incarnations d'une élite politique alternative, comme une « aristocratie rouge » – avec parfois les dérives dramatiques que l'on sait. L'autogouvernement fondé sur la participation de tous à la décision aura été en partie institutionnalisé à travers le référendum dans certains pays comme la Suisse ou les États de la côte Ouest des États-Unis ¹.

1 Bernard VOUTAT, « À propos de la démocratie directe. L'exemple helvétique », in Marie-Hélène BACQUÉ, Henri REY et Yves SINTOMER (dir.), *Gestion de proximité et démocratie participative*, La Découverte, Paris, 2005 ; Paula COS-SART, « Initiative, référendum, recall : progrès ou recul démocratique ? (États-Unis, 1880-1940) », in Marie-Hélène BACQUÉ et Yves SINTOMER (dir.), *La Démocratie participative. Histoire et généalogie*, La Découverte, Paris, 2011, p. 174-189 ; Yannis PAPADOPOULOS, *Démocratie directe*, Economica, Paris, 1998 ; John ALLSWANG, *The Initiative and Referendum in California, 1898-1998*, Stanford University Press, Standford, 2000.

Au terme de ce parcours, nous avons résolu l'énigme historique que représentait l'éclipse du tirage au sort en politique au moment où son usage se diffusait dans les jurys judiciaires. Plusieurs raisons se sont conjuguées pour produire ce résultat : l'insistance toujours plus exclusive sur la fonction d'impartialité du tirage au sort ; la victoire d'une conception « aristocratique » de la République insistant sur la constitution d'une élite de gouvernants distincte du peuple ; la professionnalisation progressive d'une activité prise comme les autres dans le développement de la division du travail ; l'idée que le jury n'implique que le jugement subjectif alors que l'État est le domaine de l'universel ; la conviction que les décisions particulières de justice ne demandent pas une compétence professionnelle spécifique mais requièrent le jugement des pairs ; l'idée que les jurés mobilisent le jugement commun de l'homme éclairé ou de l'individu moyen, qu'ils sont en ce sens interchangeables et que leur décision repose sur le consensus, qu'ils permettent donc un jugement équitable et impartial alors que la politique est le lieu du conflit ; enfin, l'absence de la notion d'échantillon représentatif, qui a semblé condamner le tirage au sort politique dans les démocraties modernes du fait de leur taille et qui a poussé les tenants d'une représentation miroir à choisir d'autres outils pour faire progresser leurs idéaux.

Chemin faisant, nous avons précisé les significations du tirage au sort dans les républiques antiques, médiévales et renaissantes analysées dans le chapitre 2. Nous avons mieux perçu combien elles étaient différentes de celles que nous attribuons aujourd'hui spontanément à la sélection aléatoire d'un échantillon. Du même coup, nous pouvons pressentir la direction à suivre pour résoudre la troisième des questions que nous posons au début de ce chapitre : pourquoi le tirage au sort tend-il à revenir sur le devant de la scène politique, et que penser de ce phénomène ?

Une floraison d'expériences

Au début des années 1970, le tirage au sort commence à être réintroduit en politique à travers des jurys citoyens (petits groupes de citoyens choisis par méthode aléatoire qui donnent un avis public aux autorités), inventés presque simultanément en Allemagne et aux États-Unis. À la fin des années 1980, des conférences de consensus impliquant une quinzaine de profanes tirés au sort dans la discussion de grands choix scientifiques et technologiques commencent à être organisées au Danemark. À la même époque, l'idée de sondages délibératifs faisant discuter plusieurs centaines de citoyens sur une question controversée surgit aux États-Unis et se concrétise une demi-décennie plus tard. Certains syndicats australiens ont quant à eux recours à des conférences et groupes de travail impliquant des adhérents tirés au sort pour transformer leurs modalités d'organisation et réorienter leur action¹.

Au cours des décennies 1990 et 2000, ces instruments se diffusent dans d'autres pays et les expériences se multiplient. Plus de 700 jurys citoyens se tiennent dans le monde, principalement en Angleterre, aux États-Unis, en Allemagne, au Japon et en

¹ Lyn CARSON et Brian MARTIN, *Random Selection in Politics*, Praeger Publishers, Westport, 1999, p. 76.

Espagne¹. Une bonne cinquantaine de conférences de consensus sont organisées, dont presque la moitié au Danemark². Autant de sondages délibératifs sont organisés aux États-Unis et dans d'autres régions du monde, dont plusieurs en Europe³. Chacune de ces procédures est utilisée au moins une fois à l'échelle de l'Union européenne. L'Assemblée citoyenne de Colombie britannique devient une source d'inspiration dans d'autres lieux. Ces modèles commencent à être conjugués avec d'autres instruments, tels que les budgets participatifs. La France, partie en retard, a rattrapé le mouvement à la fin des années 2000 et constitue un lieu dynamique d'expérimentation⁴.

Ces dispositifs reposant sur le tirage au sort s'inscrivent dans une vague plus large qui tend de façon croissante à placer la participation citoyenne sur le devant de la scène, mais leur originalité est de reposer sur des *citoyens* « ordinaires », et non sur les *citoyens mobilisés* ou *organisés* que l'on retrouve dans les démarches fondées sur la participation volontaire ou les conseils destinés aux associations, ou sur *l'ensemble des citoyens* qui sont consultés lorsque se tient un référendum.

-
- 1 Antoine VERGNE, « Le modèle *Planungszelle-citizen jury* » in Marie-Hélène. BACQUÉ et Yves SINTOMER (dir.), *La Démocratie participative inachevée*, op. cit.
 - 2 Simon JOSS et John DURANT (dir.), *Public Participation in Science. The Role of Consensus Conferences in Europe*, Science Museum, Londres, 1995 ; Dominique BOURG et Daniel BOY, *Conférences de citoyens. Mode d'emploi*, Charles Léopold Mayer, Descartes & Cie, Paris, 2005 ; Carolyn M. HENDRICKS, « Consensus conferences and planning cells », in John GASTIL et Peter LEVINE (dir.), *The Deliberative Democracy Handbook. Strategies for Effective Civic Engagement in the 21st Century*, Jossey-Bass, San Francisco, 2005.
 - 3 James FISHKIN et Cynthia FARRAR, « Deliberative polling. From experiment to community resource », in John GASTIL et Peter LEVINE (dir.), *The Deliberative Democracy Handbook*, op. cit., p. 75 ; Ernesto GANUZA, « La diffusion de la démocratie délibérative dans les régions espagnoles. L'exemple du sondage délibératif sur la gestion de l'eau en Andalousie », in Yves SINTOMER et Julien TALPIN (dir.), *La Démocratie participative au-delà de la proximité. Le Poitou-Charentes mis en perspective*, PUR, Rennes, 2011, p. 161-176.
 - 4 Pour un bilan non exhaustif, cf. COLLECTIF, *Tirage au sort. Les jeux de la démocratie et du hasard*, Territoires, 352, novembre 2010.

L'échantillon représentatif, un microcosme de la cité

Comment expliquer cet impressionnant retour en force de la sélection aléatoire, une méthode que la majorité des acteurs et des observateurs avaient oubliée ou jugée archaïque ? Si l'idée de réintroduire le tirage au sort en politique naît dans la vague de démocratisation des démocraties occidentales des années 1960 et 1970, ce n'est que dans les décennies suivantes, après la fin des « années mouvement », qu'elle commence à s'incarner institutionnellement à une échelle significative. Il est remarquable que toutes ces procédures contemporaines aient recours à la sélection aléatoire dans le but d'obtenir un échantillon représentatif de la société (ou du moins diversifié et tendant vers la représentativité) – et, comme nous le verrons, un échantillon représentatif qui soit à même de se livrer à une délibération éclairée, alors que les organismes tirés au sort dans l'Antiquité, au Moyen Âge ou à la Renaissance étaient loin d'être tous des lieux consacrés à la délibération.

Entre les usages antiques ou modernes et les usages contemporains, quelque chose a bougé. La référence à l'impartialité de jurys tirés au sort est certes bien présente, de même qu'est revendiquée par les citoyens l'égalité de chance d'être sélectionné à des fonctions publiques. Cependant, la participation n'est plus pensée comme soutenant le *gouvernement de tous*. Il s'agit plutôt de construire une *représentation en miniature du peuple*, un « *mini-populus* », pour reprendre les termes pionniers de Robert Dahl¹. Ce « *mini-public* », pour employer l'expression la plus fréquente aujourd'hui, pense, discute et donne son avis comme le peuple pourrait le faire s'il était convenablement informé et s'il pouvait délibérer dans de bonnes conditions. Du même coup, la légitimité des personnes tirées au sort pour prendre des décisions politiques n'est pas la même que dans l'Antiquité ou à Florence.

1 Robert A. DAHL, *Democracy and its Critics*, Yale University Press, New Haven, 1989, p. 340.

Contre les visions élitistes de la représentation politique, la sélection aléatoire est souvent pensée comme l'une des modalités de la démocratie participative, voire comme sa modalité privilégiée du fait de la nature sociologiquement représentative de son échantillon et de la qualité délibérative des procédures qui l'encadrent. De plus, elle constitue un complément à l'élection plutôt qu'une alternative à celle-ci. D'ailleurs, jusqu'à la fin des années 1990, les dispositifs participatifs fondés sur le tirage au sort veulent surtout incarner une opinion publique délibérative, démarquée du savoir des experts, de l'opinion publique des sondages et de l'opinion publique mobilisée dans l'action des avant-gardes. Ils n'ont pas vocation à prendre directement des décisions. Ce n'est qu'à partir des années 2000 que des acteurs proposent que ces dispositifs puissent bénéficier d'un pouvoir de décision ou qu'ils servent d'instances d'évaluation plutôt que d'être cantonnés à leur fonction initiale de conseil.

C'est en Norvège, en 1895, que fut constitué pour la première fois dans l'histoire un échantillon représentatif visant à épargner aux statisticiens un recensement complet de la population à étudier, et c'est au début du ^{xx}e siècle que cette « méthode représentative » s'appuya sur une sélection purement aléatoire de l'échantillon ¹. Il s'agissait alors d'enrichir les statistiques et celles-ci finissaient enfin par intégrer vraiment le calcul des probabilités. La technique s'affina considérablement par la suite. L'un des débats importants concerna l'utilisation des quotas : était-il plus fiable de tirer au sort directement sur la liste des habitants ou convenait-il d'y recourir une fois établis des quotas en fonction de critères comme le sexe, l'âge, le lieu de résidence et les revenus ? Si la méthode aléatoire pure semblait plus fiable dans des conditions idéales, elle était cependant menacée par des problèmes comme l'absence d'une liste exhaustive disponible, les refus de répondre d'une partie des enquêtés ou les difficultés d'accéder aux individus désignés par le sort. À l'inverse, la méthode des quotas impliquait une construction sociologique de catégories jugées

1 Gerd GIGERENZER et alii, *The Empire of Chance*, op. cit.

pertinentes qui relativisait la rigueur du raisonnement purement mathématique sur la taille et la composition de l'échantillon en fonction d'un calcul des probabilités. Elle impliquait aussi de penser la société en termes de groupes sociaux davantage qu'en termes d'agrégation d'individus. Si les sondeurs finirent dans la plupart des pays par opter pour la méthode aléatoire pure, les Français se distinguèrent en maintenant une procédure mixte, de tirage au sort sur la base de quotas – sans pour autant que des différences flagrantes apparaissent de ce fait quant à la fiabilité des résultats ¹.

Le triomphe des sondages d'opinion. – Entre-temps, le recours à l'échantillon représentatif ne s'était pas développé seulement dans les statistiques officielles mais avait gagné les techniques de marketing privé et, de là, fut introduit comme par la bande en politique avec les sondages d'opinion. Ceux-ci y marquèrent leur entrée par un coup d'éclat : lors de la campagne présidentielle de 1936, l'Institut Gallup fut capable de prévoir la victoire de Roosevelt en se fondant sur un échantillon représentatif d'électeurs alors que le plus important magazine américain, le *Literary Digest*, se trompait en annonçant la victoire de son concurrent à partir d'une enquête menée auprès de millions de lecteurs (technique du « vote de paille »). Cependant, les sondages mirent longtemps à être pleinement acceptés aux États-Unis, et plus encore en France. Ils connurent régulièrement des échecs retentissants et furent tout aussi régulièrement critiqués pour la faiblesse de leurs fondements scientifiques.

Loïc Blondiaux a donné une explication éclairante de la façon dont les sondages finirent malgré tout par s'imposer, au point de représenter aujourd'hui une donnée incontournable de la vie politique. S'ils n'eurent jamais un grand prestige scientifique, ils purent néanmoins compter sur la collaboration d'universitaires importants et correspondaient bien à l'esprit de l'individualisme méthodologique qui dominait les sciences sociales et

1 Loïc BLONDIAUX, *La Fabrique de l'opinion*, op. cit., p. 167 sq.

économiques internationales. De plus, les instituts de sondage forgèrent au fur et à mesure des années un savoir-faire bien rodé qui leur assura une certaine crédibilité. Surtout, les sondages réussirent peu à peu à conquérir une légitimité politique très forte. Dans le cadre de la démocratie représentative, ils semblaient en effet donner voix permanente à l'opinion publique entre deux élections. Lorsque celle-ci s'exprimait dans les tribunes de presse, dans les grèves ou les manifestations, les opinions professées étaient toujours celles d'une fraction des citoyens. Les sondages semblaient à l'inverse permettre la prise en compte de tout un chacun, ils mesureraient donc de façon plus fiable les opinions de l'ensemble de l'électorat en même temps qu'ils suivaient à leur manière le principe démocratique d'égalité contenu dans le suffrage devenu (enfin) universel. Plus exactement, ils réussissaient désormais à incarner mieux que d'autres l'opinion publique, à lui donner la figure de l'opinion sondée – très différente de l'opinion publique éclairée de la bourgeoisie cultivée des Lumières et de l'opinion publique mobilisée des masses populaires du XIX^e siècle. Le succès des sondages ne fut cependant possible que parce que des acteurs s'en saisirent : les médias furent des alliés précieux et pouvaient, en les brandissant, interroger la légitimité des responsables politiques, tandis que ceux-ci s'en servaient de façon croissante pour orienter leurs stratégies électorales, voire comme argument de campagne lorsqu'ils leur étaient favorables. Ce mouvement n'a fait que croître au cours des dernières décennies.

Plus tardivement, dans la foulée des théories du *new public management*, le sondage d'échantillons représentatifs d'utilisateurs fut développé dans les services publics, en particulier aux États-Unis, en Grande-Bretagne et dans les pays scandinaves. Des techniques venues du marketing privé furent utilisées pour mesurer la satisfaction et les attentes des usagers, comme l'enquête de satisfaction, le panel de citoyens (échantillon représentatif de plusieurs dizaines ou de plusieurs centaines de personnes régulièrement consultées par questionnaire) ou le *focus group* (échantillons représentatifs d'une dizaine de personnes qui délibèrent en face-à-face sur un thème particulier).

Les sondages ont cependant fait de façon récurrente l'objet de fortes critiques, venues de la scène politique comme du monde académique. Les plus communes, sur le thème « les sondages se trompent toujours », sont aussi les plus superficielles et elles n'arrivent guère à ébranler un instrument de mesure certes imparfait mais globalement assez fiable. D'autres critiques, plus techniques, invitent à juste titre les sondeurs à plus de rigueur et démontrent par exemple que la marge d'erreur ne se réduit pas aux deux ou trois pour cent affichés. À la marge d'erreur purement mathématique, déterminée dans le cas d'une sélection aléatoire idéale en fonction du calcul des probabilités, viennent s'ajouter des possibilités de distorsion dues aux conditions dans lesquelles les sondages sont effectués : refus de répondre et difficultés de joindre les personnes désignées, dissimulation des réponses (qui appellent des « redressements » de la part des instituts de sondage) et nécessité, le cas échéant, de construire des critères pertinents pour déterminer des quotas.

La critique la plus forte épistémologiquement et politiquement fut formulée par certains universitaires américains dès les années 1960 et reprise dans une autre perspective en France par Pierre Bourdieu et ses collaborateurs. On se souvient du titre provocateur d'un célèbre article du sociologue : « L'opinion publique n'existe pas ¹ ». Ne pas tenir compte des non-réponses, qui ne sont pas distribuées socialement de façon égale, aboutit à négliger des informations sociologiques cruciales, avançait Pierre Bourdieu. Cela contribue également à faire croire que chacun a spontanément une opinion sur tout. Le problème majeur des sondages est qu'ils demandent aux citoyens de répondre instantanément – sans en discuter avec d'autres et sans savoir comment se positionnent des gens en qui ils ont confiance – à des questions qu'ils ne s'étaient souvent jamais posées. N'aboutit-on pas ainsi à l'antithèse de ce que les Lumières qualifiaient d'« opinion publique », à savoir une opinion éclairée, susceptible selon les variantes

1 Pierre BOURDIEU, *Questions de sociologie*, Minuit, Paris, 1984. Cf. aussi *Choses dites*, Minuit, Paris, 1987, et Patrick CHAMPAGNE, *Faire l'opinion*, Minuit, Paris, 1990.

politiques de conseiller le souverain (absolutisme éclairé), de le contrôler (monarchie parlementaire) ou de le supplanter (souveraineté populaire) ? De ce fait, l'opinion publique des sondages constitue un artefact, qui ne devient réel que parce que les acteurs y croient.

La critique suscita d'autant plus de débats que des doutes étaient nés à l'intérieur même des instituts de sondage, confrontés de plus en plus souvent à des questions de fiabilité, du fait par exemple du poids croissant des refus de répondre mais aussi de la difficulté à mesurer l'opinion de façon moins fluctuante et à prendre davantage en compte les effets prévisibles des débats sur son évolution ¹. Elle peina cependant à imposer une alternative, pour des raisons épistémologiques (après tout, les catégories utilisées par les sciences sociales ne sont-elles pas elles aussi des artefacts, certes construits avec plus de rigueur et de profondeur théorique mais qui ne sont opératoires que dans la mesure où des acteurs les utilisent ?) et, plus encore, pour des raisons politiques. Faute de proposer un autre type d'opinion publique, la critique sociologique pouvait être soupçonnée de récuser des principes qui sont par ailleurs à la source du suffrage universel, comme la possibilité légale pour chacun de peser électoralement d'un même poids dans le vote, quelles que soient sa formation et ses connaissances. Ne laissait-elle pas sous-entendre que les opinions des acteurs (*a fortiori* lorsqu'ils appartiennent aux classes dominées) ne peuvent qu'être fondées sur des illusions, que seuls les sociologues armés de la science peuvent accéder à la vérité et qu'ils sont donc les seuls à même de souligner les vrais problèmes et d'enseigner ceux-ci aux profanes ?

1 Loïc BLONDIAUX, « Sondages et délibération. Une épistémologie alternative de l'opinion publique ? », in Loïc BLONDIAUX et Yves SINTOMER (dir.), *Démocratie et délibération, Politix*, 15, 57, Hermès, Paris, 2002. Cette critique interne a amené certains candidats à organiser des *focus groups* dans les campagnes électorales afin de mieux tester leurs arguments et ceux de leurs adversaires. Cette technique, mise au point aux États-Unis, s'est répandue en France au cours des années 2000.

Une révolution dans la sélection des jurys judiciaires.

– Parallèlement au triomphe des sondages d'opinion se produisit une véritable révolution dans la façon de sélectionner les jurys judiciaires. Le mouvement commença aux États-Unis. En 1880, lorsque la Cour suprême eut à juger de l'absence réitérée des Noirs dans les jurys de l'un des comtés de Virginie, elle débouta les plaignants faute d'éléments prouvant qu'il s'agissait vraiment d'une discrimination ¹. Or, à partir du moment où l'on disposa de la notion d'échantillon représentatif, les choses commencèrent à changer : la sous-représentation flagrante des minorités dans les jurys ne pouvait plus être attribuée au hasard et résultait manifestement de discriminations, puisque le calcul des probabilités démontre que les individus des différents groupes sociaux doivent tendanciellement être représentés à l'égal de leur poids dans la population lorsqu'ils sont désignés par la méthode aléatoire. La légitimité des jurys entièrement blancs, notamment dans le Sud, pouvait ainsi être contestée juridiquement.

À partir de 1935, le raisonnement statistique commença à être utilisé par la Cour suprême et, en 1940, elle évoqua pour la première fois l'exigence d'un jury « réellement représentatif de la communauté » dans une affaire impliquant la race ². Dans les années suivantes, elle cassa généralement les procès contestés pour la composition racialement biaisée de leur jury, mais la jurisprudence mettra longtemps à s'imposer et les jurys « blancs » perdurèrent jusque dans les années 1960. Il fallut attendre le Mouvement pour les droits civiques pour que les choses basculent. Aboutissant en quelques décennies à transformer profondément le visage de la société états-unienne, il contribua de façon déterminante à bouleverser la composition des jurys. En elle-même, la catégorie scientifique de l'échantillon représentatif était insuffisante : il fallait que des acteurs sociaux s'en emparent pour révolutionner les pratiques.

1 *Virginia v. Rives*, 100 U.S. [1880], cité in Jeffrey ABRAMSON, *We The Jury*, op. cit., p. 105.

2 *Smith v. Texas*, 311 U.S. [1940], cité in Jeffrey ABRAMSON, *We The Jury*, op. cit., p. 115.

En 1968, le Congrès des États-Unis adopte une loi imposant le tirage au sort des jurés sur des listes larges (par exemple électorales) pour tous les procès fédéraux. Le principe du jury des notables, reposant sur les « personnes clés » de la communauté, est ainsi aboli et une vieille revendication démocratique enfin satisfaite. Désormais, chaque accusé a droit à un jury sélectionné par tirage au sort à l'intérieur d'un segment équitable de la société (« *a fair cross section of the community* ¹ »). La façon de sélectionner ce « segment équitable » reste cependant largement indéterminée et il faut notamment attendre 1975, avec la constitutionnalisation de ce principe par la Cour suprême (et donc son extension aux jurys des États fédérés), pour que la représentation équitable des deux sexes soit, elle aussi, affirmée comme une variable incontournable de la sélection ². Pourtant, la revendication féministe de jurys paritaires remontait aux suffragettes de la seconde moitié du XIX^e siècle et le premier jury mixte de l'histoire avait vu le jour dans le Wyoming en 1870 ! Parallèlement, le tirage au sort sur les listes électorales est contesté par les courants les plus radicaux engagés aux côtés des minorités raciales et des classes populaires, qui avancent que celles-ci sont davantage touchées par la non-inscription. Plusieurs législations intègrent désormais ce raisonnement et imposent une sélection aléatoire à partir de listes considérées comme plus représentatives, comme le registre des personnes ayant le permis de conduire (qui fonctionne un peu comme une carte d'identité aux États-Unis) ou les annuaires téléphoniques.

À partir des États-Unis, le mouvement de démocratisation des jurys à travers le tirage au sort sur une liste « démocratiquement établie » s'étend à de nombreux pays. En 1980, la France abandonne les jurys de notables et tire désormais au sort les jurés sur la base des listes électorales. Le temps de la logique censitaire semble définitivement révolu, même si la portée de cette transformation

1 « The jury selection and service act », 28 U.S.C., secs 1861-69, cité in Jeffrey ABRAMSON, *We The Jury*, op. cit., p. 100.

2 *Taylor vs. Louisiana*, 419 U.S. [1975], cité in Jeffrey ABRAMSON, *We The Jury*, op. cit., p. 100.

est limitée car, comme nous l'avons vu dans le chapitre 3, elle intervient alors que les jurys de la sphère judiciaire ont perdu beaucoup de leur importance.

Une histoire croisée. – Cette évolution ne peut en tout cas être comprise que sur fond du mouvement plus ample de démocratisation entamé dans les années 1960 et 1970. Dans l'agitation sociale qui caractérise ces décennies, les thématiques autogestionnaires fleurissent en France tandis que la notion de démocratie participative commence à être mobilisée aux États-Unis et à trouver un écho dans la sphère académique¹. Ces thématiques renouvellent les vieux argumentaires avancés contre le caractère « élitiste » de la démocratie représentative et sonnent la charge contre le système politique en vigueur.

Dans ce contexte, les procédures reposant sur le tirage au sort ne vont émerger que très progressivement, en se différenciant en partie de la vague mouvementiste. En effet, elles se préoccupent de donner une traduction institutionnelle à la critique de la démocratie représentative et relativisent les propositions de la gauche radicale qui se revendique du modèle conseiliste issu des révolutions des années 1910-1920 – où l'assemblée générale élit des délégués qui se réunissent en conseils (les soviets) et élisent à leur tour d'autres délégués, le tout formant une sorte de pyramide participative. Le tirage au sort fait quant à lui appel aux citoyens ordinaires et son attrait augmente lorsque la fascination pour les avant-gardes perd de sa force et que les variantes léninistes fondées sur une conception autoritaire de l'avant-garde sont complètement décrédibilisées. Le titre d'un des premiers

1 Carole PATEMAN, *Participation and Democratic Theory*, Cambridge University Press, Cambridge (Mass.), 1970 ; C.B. MACPHERSON, *Principes et limites de la démocratie libérale*, La Découverte, Paris, [1977] 1985 ; Yves SINTOMER, « Démocratie délibérative, démocratie participative. L'histoire contrastée de deux catégories émergentes », in Marie-Hélène BACQUÉ et Yves SINTOMER (dir.), *La Démocratie participative. Histoire et généalogie*, op. cit., p. 111-133 ; Hélène HATZFELD, « De l'autogestion à la démocratie participative. Des contributions pour renouveler la démocratie », in *ibid.*, p. 51-64.

livres qui défend l'idée de l'utilisation du tirage au sort en politique est révélateur : *After the Revolution*¹ ?

La sélection d'un groupe restreint de citoyens amenés à délibérer dans un cadre procédural réglé s'oppose également au « spontanéisme » des années 1970, qui critiquait volontiers le bureaucratisme des partis et voyait dans l'assemblée générale la plus haute incarnation de la démocratie. La façon dont les relations de pouvoir se reproduisent dans les organisations ou les assemblées est désormais prise en compte. En ce sens, sondages délibératifs, jurys citoyens, conférences de consensus et assemblées citoyennes sont parties prenantes d'un « tournant délibératif » des pratiques participatives : une attention plus grande est prêtée à la qualité des débats et aux outils institutionnels qui permettent une prise de parole équilibrée et égalitaire. Mais, à l'inverse de dispositifs comme le budget participatif de Porto Alegre, ces procédures émergent moins comme des revendications portées par des mouvements sociaux que comme le produit expérimental d'intellectuels, souvent (mais pas toujours) radicaux, qui finissent par trouver une oreille attentive chez certaines autorités à la recherche de nouveaux modes de légitimité.

Le projet de réintroduire le tirage au sort en politique naît séparément en Allemagne, où Peter Dienel propose en 1969 des « cellules de planification » (*Planungszellen*) et expérimente les premières au cours de l'hiver 1972-1973, et aux États-Unis, où Ned Crosby, directement influencé par les jurys de la sphère judiciaire, crée en 1974 un dispositif très proche qu'il appelle « jury citoyen » – un terme qui sera largement repris alors que celui de « cellule de planification » restera pour l'essentiel confiné à l'Allemagne². En 1988, James Fishkin invente le sondage délibératif et

1 Robert A. DAHL, *After the Revolution ? Authority in a Good Society*, Yale University Press, New Haven, 1970.

2 Peter DIENEL, « Techniken bürgerschaftlicher Beteiligung an Planungsprozessen », *Offene Welt*, 101, Opladen, 1970 ; Ned CROSBY, *In Search of the Competent Citizen*, Working Paper, Center for New Democratic Processes, Plymouth, 1975. Cf. aussi Denis C. MUELLER, Robert TOLLISON et Thomas D. WILLET, « Representative democracy via random selection », *Public Choice*, 12, p. 57-68, 1972 ; Antoine VERGNE, « Le modèle *Planungszelle* »

l'expérimente pour la première fois en Grande-Bretagne en 1994.

Tous trois sont politologues ou sociologues et, sans doute faute d'un soutien initial de la part d'un mouvement, d'un parti ou d'une institution, tous trois s'attachent à fonder des instituts qui vont diffuser leur concept – voire le commercialiser puisque les trois le brevètent rapidement, même si Ned Crosby, qui s'est formé dans les mouvements sociaux des années 1960, travaille dans une perspective beaucoup plus militante. Les connexions s'établissent lentement : il faut attendre 1985 pour que Peter Dienel et Ned Crosby se rencontrent et constatent, amusés, à quel point leurs méthodologies se ressemblent¹, tandis qu'une certaine méfiance (voire une concurrence) persiste entre les « orthodoxes » des jurys citoyens et ceux des sondages délibératifs. Dans une certaine mesure, ces techniques restent cependant expérimentales et, alors que leurs inventeurs espéraient leur généralisation à court terme, elles n'ont jusqu'ici jamais vraiment trouvé d'application standardisée à grande échelle (milliers de cas) – en partie d'ailleurs du fait du souci des promoteurs de préserver la « pureté » et le sérieux de procédures assez lourdes à mettre en œuvre².

De façon indépendante, le Teknologiradet (Office danois pour les technologies) décide en 1987 d'ouvrir à des citoyens « profanes » les conférences de consensus antérieurement pratiquées en milieu médical aux États-Unis, tandis que le chercheur Richard Sclove réfléchit sur la démocratisation de la technique³. Ce n'est qu'à partir de la fin des années 1990 que les acteurs politiques et les chercheurs commencent à considérer conférences de consensus, jurys citoyens et sondages délibératifs comme des procédures largement convergentes, tandis que débutent des processus d'hybridation conceptuelle et empirique.

citizen jury », in Marie-Hélène BACQUÉ et Yves SINTOMER, *La Démocratie participative inachevée*, op. cit.

1 Lyn CARSON et Brian MARTIN, *Random Selection in Politics*, op. cit., p. 67.

2 Hans-Liudger DIENEL, « Les jurys citoyens : pourquoi sont-ils encore si rarement utilisés ? », in Marie-Hélène BACQUÉ et Yves SINTOMER (dir.), *La Démocratie participative inachevée*, op. cit.

3 Richard SCLOVE, *Choix technologiques, choix de société*, op. cit.

Entre-temps, alors que les premières justifications conceptuelles de recours au tirage au sort en politique étaient très liées à la volonté d'expérimentation, une réflexion plus théorique commence à fleurir. À partir des années 1990, deux courants en pleine expansion vont, indépendamment l'un de l'autre, fortement contribuer à donner (indirectement d'abord, plus directement ensuite) un écho et une noblesse théorique à ces procédures : les théories de la « démocratie délibérative » développées dans la théorie politique anglo-saxonne à partir des travaux des philosophes John Rawls et Jürgen Habermas¹, et la problématique de la « démocratie technique » surgie dans la foulée de l'histoire sociale des sciences². De façon moins massive, quelques ouvrages et articles précurseurs valorisant une réintroduction du tirage au sort en politique contribuent également à réveiller l'intérêt pour le thème, surtout dans le monde anglo-saxon³. En revanche, les publications politiques et les travaux conceptuels sur la « démocratie participative » sont plutôt intéressés par d'autres dispositifs qui, comme les budgets participatifs latino-américains, sont davantage liés à la mobilisation sociale des classes subalternes. Généralement, s'ils sont attentifs à la

-
- 1 Jürgen HABERMAS, *Théorie de l'agir communicationnel*, Fayard, Paris, [1981] 1987 ; John RAWLS, *Le Libéralisme politique*, PUF, Paris, 1997 ; Jane MANSBRIDGE, *Beyond Adversary Democracy*, The University of Chicago Press, Chicago/New York, 1980 ; Bernard MANIN, « Volonté générale ou délibération ? Esquisse d'une théorie de la délibération politique », *Le Débat*, n° 33, janvier 1985 ; John S. DRYZEK, *Discursive Democracy. Politics, Policy and Political Science*, Cambridge University Press, Cambridge, 1990 ; Charles GIRARD et Alice LE GOFF (dir.), *La Démocratie délibérative. Anthologie de textes fondamentaux*, Hermann, Paris, 2010 ; Yves SINTOMER et Julien TALPIN (dir.), « Démocratie délibérative », *Raisons politiques*, Presses de la FNSP, Paris, 42, mai 2011.
 - 2 Michel CALLON, Pierre LASCOUTES et Yannick BARTHE, *Agir dans un monde incertain*, op. cit.
 - 3 Cf. Benjamin BARBER, *Une démocratie forte*, Desclée de Brouwer, Paris, [1984] 1997 ; John BURNHEIM, *Is Democracy Possible ?*, Polity Press, Cambridge, 1985 ; Ernest CALLENBACH et Michael PHILLIPS, *A Citizen Legislature*, Imprint Academic, Exeter, [1985] 2008 ; Lyn CARSON et Brian MARTIN, *Random Selection in Politics*, op. cit. ; Robert A. DAHL, « The problem of civic competence », *Journal of Democracy*, 3 (4), octobre 1992, p. 45-59 ; Barbara GOODWIN, *Justice by Lottery*, Harvester Wheatsheaf, New York, [1992] 2005.

qualité délibérative des nouvelles procédures participatives, les tenants de la démocratie participative pensent d'abord celles-ci comme des instruments au service de la transformation sociale. Ils ne font pas de la formation d'une opinion éclairée une fin en soi et regardent avec scepticisme les dispositifs fondés sur le tirage au sort, qui font par nature peu ou pas de place à la mobilisation citoyenne et sont avant tout mis en place « par en haut ».

Des mini-publics délibératifs

Lorsque le désenchantement démocratique évoqué au chapitre 1 frappe les pays occidentaux au tournant du siècle, les dispositifs employant le tirage au sort en politique ont en tout cas dépassé le stade d'expérimentations isolées, offrent une gamme de techniques déjà éprouvées et bénéficient d'une certaine légitimité scientifique. Certains des acteurs sociaux, des fondations ou des responsables politiques qui recherchent des solutions innovantes les font sortir de leur marginalité. En reprenant de façon critique la revendication de démocratie directe ou participative des mouvements extra-parlementaires et en l'intégrant institutionnellement dans des dispositifs venus généralement d'en haut, les promoteurs de ces nouvelles procédures vont s'appuyer sur les transformations des jurys judiciaires désormais composés de façon représentative, sur la critique politique et épistémologique des sondages et sur des formes néocorporatistes et participatives d'innovation scientifique.

Les jurys citoyens. – Le jury citoyen est le premier des dispositifs fondés sur le tirage au sort à voir le jour, et c'est celui qui, de loin, a été le plus expérimenté. D'emblée ou presque, il constitue une procédure standardisée¹. Son coût est relativement

1 Pour les « cellules de planification » allemandes, cf. Antoine VERGNE, *Les jurys citoyens. Une nouvelle chance pour la démocratie ?*, Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès, 12, Paris, mars 2008. Peter DIENEL, *Die Planungszelle*, Westdeutscher Verlag, Wiesbaden, 1997 ; Hans Luidger DIENEL et Ortwin RENN,

modeste (14 000 euros en moyenne pour les expériences espagnoles des années 2000, qui prévoient généralement plusieurs jurys travaillant en parallèle ; il coûte plus cher en Allemagne, où il faut compter environ 100 000 euros pour organiser les quatre jurys parallèles qui constituent la procédure standard). Dans le modèle de base, il est constitué d'un groupe réduit de citoyens (vingt-cinq personnes en moyenne en Allemagne, entre quinze et cinquante en Espagne, douze à quatorze dans le monde anglo-saxon) tirés au sort sur les listes d'habitants ou les listes électorales, qui doivent chercher des solutions à un problème particulier rencontré par les politiques publiques. Il s'agit le plus souvent de thèmes de planification urbaine (particulièrement en Allemagne et en Espagne), mais des questions sociales ou écologiques sont aussi abordées (notamment en Grande-Bretagne), voire le processus électoral lui-même (aux États-Unis). Les sujets se sont en tout cas beaucoup diversifiés. Les jurys citoyens sont le plus souvent organisés à l'instigation d'une autorité légale : les cas où leur organisation a été réclamée par des associations ou des mouvements sociaux sont très minoritaires et ceux où ils ont été mis en place par un organisme non étatique sont encore plus rares. Les jurys ne maîtrisent donc que partiellement leur ordre du jour et ne peuvent s'autosaisir de questions pour lesquelles ils n'ont pas été convoqués.

« Planning cells. A gate to "fractal" mediation », in Ortwin RENN, Thomas WEBLER et Peter M. WIEDEMANN (dir.), *Fairness and Competence in Citizen Participation. Evaluating Models for Environmental Discourse*, Kluwer, Dordrecht, 1995. Pour les jurys américains, cf. Ned CROSBY et Doug NETHERCUT, « Citizens juries. Creating a trustworthy voice of the people », in John GASTIL et Peter LEVINE (dir.), *The Deliberative Democracy Handbook*, op. cit., p. 111-119. Pour les jurys espagnols, cf. Ismael BLANCO, « Les jurys citoyens en Espagne. Vers un nouveau modèle de démocratie locale ? », in Marie-Hélène BACQUÉ, Henri REY et Yves SINTOMER (dir.), *Gestion de proximité et démocratie participative*, op. cit. ; Joan FONT, *Ciudadanos y decisiones públicas*, Ariel, Barcelone, 2001 ; Jordi SANCHEZ (dir.), *Participació ciutadana i govern local. Els Consells Ciutadans*, Mediterrània, Barcelone, 2000. Pour un bilan global, cf. Antoine VERGNE, « Le modèle Planunszelle-citizen jury », in Marie-Hélène BACQUÉ et Yves SINTOMER, *La Démocratie participative inachevée*, op. cit.

Dans le contexte ouvert par les années 1970, l'idée fondamentale de Peter Dienel est de trouver une procédure adéquate pour répondre à la crise de légitimité du système politique, contourner les problèmes nés de la bureaucratisation de l'action publique et permettre une véritable participation citoyenne. Le dispositif doit satisfaire quatre critères : donner une information convenable aux participants ; reposer sur une motivation adéquate ; être immunisé contre les intérêts particuliers et, réciproquement, représenter de façon adéquate la société dans sa diversité ; enfin, pouvoir être potentiellement utilisé de façon intensive sans explosion des coûts. En fonction de ces quatre critères, les modalités traditionnelles de participation semblent présenter des travers plus ou moins accentués.

La discussion en petits groupes permet un face-à-face favorable à l'expression de tous les participants. Le jury travaille parfois en plénière, parfois en sous-groupes. De ce fait, et parce que l'animation est confiée à des personnes qui savent animer des débats, la qualité des discussions est remarquable par le caractère raisonnable des arguments échangés, par le climat d'écoute mutuelle et par la dynamique assez égalitaire de la prise de parole. Si la *représentativité* sociologique n'est jamais parfaite dans un groupe qui n'excède pas quelques dizaines de personnes, les jurys atteignent une *diversité* sociale nettement supérieure à celle des démarches uniquement fondées sur la participation volontaire. Ils délibèrent à huis clos. Les personnes qui organisent concrètement les jurys ont une compétence dans l'animation des discussions et la dynamique de groupe, sont en outre indépendantes de l'autorité qui les a convoquées et ne sont pas parties prenantes dans la question qui est débattue : en général, la procédure en elle-même est reconnue comme peu « manipulable », ce qui contribue à sa légitimité. Les jurys auditionnent des techniciens spécialistes des questions discutées et les parties intéressées (associations, responsables politiques, etc.). Leurs travaux s'étalent normalement sur deux ou trois jours, mais le processus d'ensemble peut être nettement plus long, par exemple lorsque plusieurs jurys sont organisés sur le même thème comme le recommandent les inventeurs de la procédure.

Une série de mesures favorisent la participation des personnes tirées au sort : elles sont contactées personnellement, leur rôle est symboliquement valorisé dans les discours des autorités, une indemnité leur est attribuée (entre trente et soixante euros par jour dans les cas espagnols, environ le double en Allemagne et aux États-Unis), des dispositions spécifiques sont prises le cas échéant (par exemple dans les relations vis-à-vis des employeurs ou pour la garde d'enfants). Le jury débouche sur un rapport rendu public donnant un avis écrit sur le problème discuté, avis qui peut selon les cas être simplement consultatif ou lier les autorités qui ont mis en place le jury. Une fois la session terminée, le jury est dissous. L'impact des travaux sur la prise de décision varie beaucoup d'une expérience à l'autre : si le jury citoyen travaille un peu sur le modèle du jury de la sphère judiciaire, il rend généralement un avis consultatif et non un arrêt qui s'imposerait légalement. Dans sa forme standard, il incarne donc une opinion publique, mais celle-ci diffère de celle mesurée par les sondages en ce qu'elle est « éclairée ».

Dans certains cas, en particulier en Allemagne où la procédure est prise très au sérieux, les résultats influencent directement les décisions publiques. Ainsi, en 1991, le ministre des Postes et Télécommunications adopte certaines des recommandations des vingt-deux cellules de planification organisées sur le thème, en particulier celles sur la protection des données personnelles¹. L'influence du dispositif aux États-Unis, où plusieurs dizaines d'expériences ont été menées, amène même en 1996 l'interdiction des jurys organisés pour l'évaluation des candidats politiques aux élections. Condamnée pour violation des règles concernant l'engagement d'associations à but non lucratif dans des activités électorales, cette initiative avait été entreprise pour la première fois en 1976 lors de l'élection présidentielle qui opposa Ford et Carter, et pratiquée à plusieurs reprises au début des années 1990. Les jurys citoyens états-uniens sont cependant ceux qui abordent

1 Hans Luidger DIENEL et Ortwin RENN, « Planning cells », in Ortwin RENN, Thomas WEBLER et Peter M. WIEDEMANN (dir.), *Fairness and Competence in Citizen Participation*, op. cit., p. 131.

le plus directement des thèmes fortement politiques, comme le budget fédéral en 1993 (le premier jury organisé au niveau fédéral) ou les projets de réformes du système de santé du président Clinton la même année. Faute de commanditaires et d'influence suffisante sur les politiques publiques, le Jefferson Center de Crosby décide de fermer ses portes en 2002 pour ne pas organiser des jurys de qualité médiocre (seul le site Web est encore entretenu). Cela ne signifie cependant pas la fin des jurys aux États-Unis, et des efforts sont entrepris dans les années 2000 pour les institutionnaliser comme méthode d'évaluation des politiques publiques¹. Parallèlement, en 2007, il faut noter une première tentative d'organiser simultanément des jurys citoyens sur un même thème dans les pays de l'Union européenne, puis à l'échelle de celle-ci pour en faire la synthèse, tandis que l'OCDE présente la procédure comme un exemple de « bonne pratique ». Au printemps 2008, Ségolène Royal commence quant à elle à mettre ses propositions en pratique en organisant des jurys citoyens pour évaluer certaines des politiques publiques du Poitou-Charentes, région dont elle est présidente². Au Japon, cent cinquante jurys citoyens ont été organisés jusqu'en 2008, avec une procédure simplifiée par rapport au modèle allemand.

Le développement le plus spectaculaire des jurys citoyens a cependant eu lieu en Grande-Bretagne. Inspiré par les expériences américaines et allemandes, l'Institute for Public Policy Research popularise l'idée dès 1994. Deux ans plus tard, il lance une première série d'expériences sur des thèmes de santé (en collaboration avec le King's Fund Policy Institute), tandis que le Local Government Management Board travaille avec les gouvernements locaux pour mettre en place des jurys sur des thèmes

1 Ned CROSBY et Doug NETHERCUT, « Citizens juries. Creating a trustworthy voice of the people », in John GASTIL et Peter LEVINE, *The Deliberative Democracy Handbook*, op. cit.

2 Amélie FLAMAND, « La fabrique d'un public régional. Observation participante du premier jury citoyen en Poitou-Charentes », in Yves SINTOMER et Julien TALPIN, *La Démocratie participative au-delà de la proximité*, op. cit., p. 75-90.

d'aménagement urbain ¹. Dans les années qui suivent l'accession au pouvoir de Tony Blair en 1997, le mouvement connaît une croissance exponentielle : jusqu'en 2006, deux cents jurys environ sont organisés en Grande-Bretagne sur des questions aussi diverses que l'usage des drogues, le recyclage, la gestion urbaine, les défis de la société informatique, la pornographie à la télévision et l'usage des tests génétiques dans les compagnies d'assurance. Cette diffusion s'est souvent accompagnée d'un assouplissement des règles méthodologiques, le recrutement des jurés se faisant parfois sans tirage au sort et certains jurys étant directement organisés par l'institution sans recourir à un tiers indépendant pour sélectionner les jurés et animer les débats ². C'est sans doute le prix à payer pour une extension massive du nombre d'expériences.

Généralement, la méthode de sélection appliquée oscille entre deux approches. L'une consiste à produire de manière aléatoire une liste de plusieurs milliers de ménages, à leur envoyer des lettres d'invitation, à classer ceux qui répondent en fonction de critères sociodémographiques et à procéder ensuite à un tirage au sort sur la base de quotas ; l'autre implique de sélectionner par entretiens à partir de ceux-ci ³. Dans tous les cas, on a en Grande-Bretagne comme aux États-Unis recours à une *stratified random selection*, contrairement aux cellules de planification allemandes qui reposent uniquement sur le tirage au sort.

L'expérience berlinoise. – Parallèlement, d'autres expériences européennes laissent libre cours à l'imagination procédurale. Les jurys citoyens berlinois, organisés entre 2001 et 2003, en

1 John STEWART et alii, *Citizen's Juries*, IPPR, Londres, 1994 ; Anna COOTE et Jo LENAGHAN, *Citizen's Juries. Theory into Practice*, IPPR, Londres, 1997. Cf. également Marian BARNES, *Building a Deliberative Democracy. An Evaluation of Two Citizens' Juries*, IPPR, Londres, 1999.

2 Graham SMITH et Corinne WALES, « The theory and practice of citizens' juries », *Policy & Politics*, 27 (3), 1999, p. 295-308.

3 Lyn CARSON et Brian MARTIN, *Random Selection in Politics*, op. cit., p. 89 ; Richard KUPER, « Deliberating waste. The Hertfordshire citizens' jury », *Local Environment*, 2 (2), 1997, p. 139-153.

ont constitué l'un des exemples les plus intéressants. Dans chacun des dix-sept quartiers ciblés par la politique fédérale de régénération urbaine dans la capitale allemande, un groupe d'habitants a disposé librement d'une somme de 500 000 euros pour soutenir des projets microlocaux¹. Ces jurys se sont distingués sur trois aspects du modèle classique : ils ont été organisés autour d'une quinzaine de sessions de deux ou trois heures, plutôt que sur trois jours d'affilée, dispositif qui a permis aux participants d'avoir un autre rapport à l'information et a préfiguré ce qui pourrait un jour devenir un organe permanent² ; ils étaient composés pour moitié de personnes tirées au sort sur la liste des résidents et pour moitié de citoyens organisés ou actifs sur leur quartier ; enfin et surtout, ils se sont vu reconnaître une compétence décisionnelle, l'administration s'engageant à suivre leur avis dans la limite de ses compétences et des lois en vigueur.

Lors de la création des jurys, les mouvements sociaux qui avaient marqué la ville de Berlin, comme celui des squatteurs, sont en recul, mais la thématique participative reste importante dans un contexte de crise de légitimité politique marqué notamment par des scandales financiers. Parallèlement, le lancement d'une politique de la ville au niveau fédéral permet la mise en place du cadre politique et administratif dans lequel sont créés les jurys : la participation des habitants est décrite comme un but stratégique et, dans la lignée des thématiques anglo-saxonnes de l'*empowerment*, il s'agit de favoriser la capacité d'agir de ceux qui ont le moins de pouvoir dans la société. Enfin, les actions

1 Yves SINTOMER et Éléonore KOEHL, *Les Jurys de citoyens berlinois*, Rapport final, Centre Marc Bloch/DIV, Berlin, 2002, <<http://i.ville.gouv.fr>> ; Anja RÖCKE et Yves SINTOMER, « Les jurys de citoyens berlinois et le tirage au sort. Un nouveau modèle de démocratie participative ? », in Marie-Hélène BACQUÉ, Henri REY et Yves SINTOMER, *Gestion de proximité et démocratie participative*, op. cit., p. 139-160.

2 Après 2003, dans le cadre d'une réforme du management de quartier berlinois, le nombre des quartiers a été porté à trente-trois et des « conseils citoyens » se sont formés pour donner leur avis sur tout ou partie des fonds (jusqu'à 900 000 euros par quartier). Le tirage au sort a encore été utilisé dans quelques quartiers ainsi que dans les budgets participatifs qui ont été initiés en 2005 dans deux arrondissements.

entreprises dans ces quartiers peuvent bénéficier du mouvement plus large de réforme de l'administration. Version sociale-démocrate des théories du *new public management*, le *neues Steuerungsmodell* entend développer une action plus transversale et un fonctionnement par objectifs, la transparence, le contrôle et la responsabilité à tous les échelons administratifs, ou encore la réduction des échelles hiérarchiques. La mise en place en 1999 de managers de quartier dans les zones concernées par la politique de la ville vise à favoriser à la fois l'*empowerment* de la population et la modernisation administrative.

L'inclusion de citoyens actifs, qui constitue le point commun avec la démocratie participative telle qu'elle est habituellement pratiquée, doit favoriser l'implication de la société civile organisée dans la coopération avec les autorités et avec les simples citoyens. Le tirage au sort est quant à lui censé élargir le cercle des citoyens impliqués au-delà des « habitués de la participation » et renforcer sa diversité, en particulier en termes de classe d'âge, de sexe et de nationalité. Tout au long des travaux, malgré un certain absentéisme, la participation est notable. Jurés tirés au sort et associatifs interviennent de façon assez proche. Si une certaine sous-représentation des jeunes, des personnes n'ayant pas le baccalauréat et surtout des immigrés est constatée, elle apparaît réduite en comparaison des dispositifs fondés sur la participation volontaire.

Les managers de quartier ont une fonction centrale dans le dispositif : ils interviennent dans la composition du jury, préparent activement ses sessions, coaniment les discussions et contrôlent les projets qui en sont issus. Les associations y sont aussi très actives : elles présentent les deux tiers des projets examinés par les jurys, c'est en leur sein que sont recrutés une petite moitié des membres qui délibèrent et ce sont elles qui mettent en œuvre la plupart des projets retenus. Les simples citoyens ont en regard un poids plus réduit : s'ils contribuent pour moitié au recrutement des jurés, ils présentent plus rarement des projets et contribuent encore moins à leur réalisation. C'est dans le déroulement même des discussions que leur rôle est le plus manifeste. Les élus et responsables administratifs, quant à eux, interviennent surtout en amont et en aval du dispositif.

Le cœur du fonctionnement des jurys repose dans la capacité de citoyens « profanes » à prendre des décisions concernant des projets de quartier. Même si les sommes disponibles demeurent négligeables au regard du budget de Berlin ou de ses arrondissements, elles n'en sont pas moins substantielles et beaucoup plus importantes que les habituels fonds de quartier répandus dans toute l'Europe, qui mettent quelques centaines ou quelques milliers d'euros à la disposition des habitants. Cette capacité décisionnelle rapproche les jurys berlinois de certains budgets participatifs. En pouvant prendre des décisions, les jurys se substituent à des circuits administratifs potentiels. Au cours des deux premières années, sept cents projets au total sont subventionnés, partiellement ou en totalité, la majorité d'entre eux dirigés vers des publics d'enfants, d'adolescents ou de jeunes adultes. Mais si la procédure fonctionne bien, elle concerne exclusivement l'échelle microlocale, ce qui contribue à restreindre la capacité à aborder les enjeux généraux dans les discussions des jurys. Ceux-ci ne permettent guère l'interpellation des politiques par les habitants ou le dialogue entre ces deux types d'acteurs.

En prenant du recul, il apparaît cependant qu'une dimension politique était dans les jurys, en particulier dans les motivations des jurés. Plusieurs jurys demandèrent à sortir du rôle qui leur était imparti (de la même manière que les jurés d'assises ont régulièrement été enclins à « nullifier » la loi), mais cela allait clairement au-delà de ce que les responsables politiques étaient prêts à accepter – et la contribution de l'expérience à l'*empowerment* des habitants a, de ce fait, été très mitigée. Certes, les jurés ont été des citoyens actifs durant les sessions et cette participation a pu constituer pour certains un déclencheur de l'engagement associatif. Dans plusieurs cas, ils ont durablement accompagné l'action des managers de quartier après la fin officielle du jury¹. Les associations parties prenantes des jurys en ont bénéficié elles

1 Cécile CUNY, « L'action collective en situation de déclassement. Le cas d'une mobilisation de locataires dans un secteur de grands ensembles à l'est de Berlin » in Magali BOUMAZA et Philippe HAMMAN (dir.), *Précaires en mouvement(s). Territoires et frontières dans la mobilisation*, L'Harmattan, Paris, 2007.

aussi. Cependant, le huis clos des sessions a incontestablement réduit l'écho du processus et la majorité de la population concernée n'a pas été au courant de leur existence. La dynamique est restée globalement *top-down*, les mouvements sociaux ne se sont pas vraiment emparés du dispositif et les projets soutenus n'ont pu que corriger à la marge les évolutions négatives affectant les quartiers.

L'hybridation avec les budgets participatifs. – D'autres processus d'hybridation peuvent être relevés. L'un des plus intéressants réside dans l'utilisation du tirage au sort de la part de certains des budgets participatifs européens, sous l'influence directe ou indirecte des jurys citoyens. Ainsi, dans l'arrondissement de Lichtenberg, à Berlin, et dans la ville d'Emsdetten, dans l'Ouest de l'Allemagne, le tirage au sort est utilisé pour convier les citoyens à des assemblées publiques du budget participatif qui discute des finances communales ou des services offerts par la municipalité. Dans ces deux communes, le tirage au sort vise à favoriser une représentativité sociologique des participants, qui serait plus difficile avec des assemblées ouvertes seulement aux volontaires, mais il est aussi conçu comme un instrument de mobilisation. En effet, dans le contexte de crise financière qui caractérise les communes allemandes, il n'est pas évident de voir les citoyens se mobiliser spontanément pour participer à un organisme essentiellement consultatif et dont les répercussions sur la vie quotidienne ne sont pas prouvées. En envoyant des lettres personnalisées à des habitants sélectionnés par méthode aléatoire, l'espoir est de susciter un « sens du devoir participatif » qu'il serait difficile d'obtenir par un simple appel aux bonnes volontés. Les effets de la procédure sont cependant mitigés. Si la participation n'a pas été négligeable et s'est révélée plus « diverse » que dans d'autres budgets participatifs d'outre-Rhin, elle n'a pour autant été ni massive ni vraiment représentative, alors que les assemblées ont rassemblé plusieurs centaines de personnes. Faute de relances ciblées ou d'une politique de quotas, les personnes plus disponibles (en particulier les retraités) et les classes moyennes ont tendu, davantage que les autres, à répondre à l'incitation. En outre, à mi-chemin

entre le jury citoyen et l'assemblée de masse, les dispositifs n'ont pas abouti à une très haute qualité délibérative¹.

La méthode aléatoire a également été utilisée dans les budgets participatifs d'autres villes allemandes, d'Espagne ainsi qu'à Pont-de-Claix au cours de la mandature 2001-2008. Dans cette petite ville française de 12 000 habitants, dans la banlieue de Grenoble, il est intéressant de noter que l'idée d'utiliser la méthode aléatoire est venue indirectement de l'expérience des jurys berlinois, connue dans la région à travers des conférences et le recours à Internet. Pour la mettre en œuvre, les élus ont pensé à utiliser des bouliers de loto. Le jeu de loto était en effet très répandu dans les kermesses et les fêtes associatives de la région, plusieurs personnes avaient déjà l'habitude de manier le boulier et savaient où se procurer un appareil : contrairement à l'époque des Lumières, les jeux de hasard pouvaient désormais servir au tirage au sort en politique ! Pont-de-Claix a développé une procédure originale de budget participatif, fondée sur deux niveaux. À l'échelle des quartiers, des comités ouverts à tous les habitants qui le souhaitaient se réunissaient trimestriellement. L'une de leurs activités principales était l'attribution de fonds (16 000 euros par quartier) mis à leur disposition par la municipalité. Ces sommes étaient destinées à permettre de petits aménagements de proximité que les services municipaux devaient réaliser dans les quatre mois qui suivent la décision du comité de quartier. À l'échelle de la ville, un conseil consultatif budgétaire de cinquante membres se réunissait plusieurs fois par an. Il était composé de citoyens tirés au sort sur les listes électorales (dont un quota de jeunes de moins de vingt-cinq ans) et de deux représentants de chaque comité de quartier. Les membres du conseil pouvaient demander les informations et les documents qu'ils souhaitaient à l'administration municipale. À l'issue de plusieurs ateliers budgétaires, réunis à chaque fois sur des thèmes spécifiques, ce conseil participatif remettait un rapport consultatif au conseil municipal et une réunion publique de discussion était organisée.

¹ Yves SINTOMER, Carsten HERZBERG et Anja ROCKE, *Les Budgets participatifs en Europe. Des services publics au service du public*, La Découverte, Paris, 2008.

Cette procédure a évité une pyramide de type conseilliste où l'échelon communal serait composé des seuls délégués de quartier, comme dans le modèle de Porto Alegre. Elle a constitué un exemple pour penser des conseils participatifs sur des échelles qui, incluant le microlocal, ne s'y réduisent pas (l'échelon régional pourrait dans cet optique être concerné). Elle a abouti à faire de Pont-de-Claix l'un des budgets participatifs français les plus originaux et les mieux conçus. L'objectif de favoriser l'implication des citoyens « ordinaires », et donc de personnes qui ne se déplaçaient pas spontanément dans les démarches participatives, a largement été atteint. Cependant, le dispositif n'a pas eu de compétence décisionnelle et n'a pas fonctionné sur la base de critères de distribution qui assureraient aux plus démunis une part plus importante des ressources publiques. Il pouvait difficilement être un instrument de justice sociale, les classes populaires ne l'ont pas véritablement investi et l'autonomie des citoyens par rapport à l'administration locale est demeurée assez limitée¹.

Les sondages délibératifs. – Alors que le concept des jurys citoyens apparaît largement dérivé de celui des jurys de la sphère judiciaire (leur nom anglais l'indique assez bien, ainsi que le fait qu'en Grande-Bretagne, comme aux États-Unis, le nombre des jurés citoyens soit souvent fixé à douze), les sondages délibératifs sont issus d'une critique des sondages d'opinion. Inventés et développés par James Fishkin, ils obéissent eux aussi à un modèle très formalisé tout en ayant fait l'objet d'adaptations importantes dans certaines expériences². Leur idée de base est assez simple, même si sa réalisation suppose un outil très sophistiqué : « Prenez un échantillon national représentatif de l'électorat et rassemblez ces personnes venues de tout le pays dans un même lieu. Plongez

1 *Ibid.*

2 James FISHKIN, *Democracy and Deliberation*, Yale University Press, New Haven/Londres, 1991 ; *The Voice of the People. Public Opinion & Democracy*, Yale University Press, New Haven/Londres, 1997. Voir de multiples textes sur le sujet sur le site du Center for Deliberative Democracy, Stanford University : <<http://cdd.stanford.edu>>.

cet échantillon dans le thème en question, avec un matériel informatif soigneusement équilibré, avec des discussions intensives en petits groupes, avec la possibilité d'auditionner des experts et des responsables politiques ayant des opinions opposées. À l'issue de plusieurs jours de travail en face-à-face, sondez les participants de façon détaillée. Le résultat offre une représentation du jugement éclairé du public ¹. » L'objectif est de se démarquer de la logique épistémologique et politique des sondages classiques : alors que ceux-ci ne représentent qu'« une agrégation statistique d'impressions vagues formées la plupart du temps sans connaître réellement les argumentaires contradictoires en compétition », les sondages délibératifs veulent permettre de savoir « ce que le public penserait s'il avait véritablement l'opportunité d'étudier le sujet débattu » ². Dans cette perspective, il s'agit de construire une opinion publique politiquement plus légitime que celle fabriquée par les sondages traditionnels ³.

S'ils se rapprochent ainsi en partie des jurys citoyens, ils en diffèrent d'abord par la taille, puisqu'ils rassemblent généralement plusieurs centaines de personnes et ne descendent pas au-dessous de cent trente participants, sélectionnés par la méthode aléatoire (avec le cas échéant des corrections effectuées sur la base de quotas). Ils s'approchent donc bien davantage d'un échantillon réellement représentatif de la population. Leur coût n'est pas négligeable : le sondage délibératif plutôt modeste organisé à l'université Yale en 2002 a par exemple coûté 250 000 dollars, en bonne partie pour dédommager avec deux cents dollars chacun des participants qui ont accepté de consacrer environ dix-huit heures de leur vie à l'expérience ⁴. De ce fait, ils sont généralement organisés sur une base nationale, mais certains d'entre eux se sont tenus à l'échelle d'États fédérés et de municipalités et deux expériences ont eu lieu dans le cadre de l'Union européenne. Ils

1 James FISHKIN, *The Voice of the People*, *op. cit.*, p. 162.

2 *Ibid.*, p. 89, 162.

3 Loïc BLONDIAUX, « Sondages et délibération », *loc. cit.*, p. 173.

4 Joseph STRAW, « Se discutono e leggono i dossier cambiano idea », *Reset*, 71, mai-juin 2002, p. 16.

portent sur des sujets très divers allant du social à la sécurité en passant par l'écologie, l'introduction ou non de l'euro et sur des questions de civilité urbaine. Les techniques visant à améliorer la représentativité de l'échantillon sont assez nombreuses. Aux États-Unis, lorsqu'ils appellent les numéros qui ont été sélectionnés par méthode aléatoire, les enquêteurs demandent par exemple de parler avec la personne du foyer dont l'anniversaire approche pour éviter de faire participer seulement ceux qui décrochent le téléphone (le plus souvent les femmes). Les indécis recevront d'autres appels afin d'encourager la participation de ceux qui, normalement, ne participent pas (le plus souvent des personnes disposant d'un faible capital culturel ou d'origine étrangère). Une indemnité (d'environ cent dollars par jour) est également censée jouer dans le même sens ¹.

On retrouve dans les sondages délibératifs la plupart des techniques de discussion utilisées dans les jurys citoyens, mais l'information est donnée en amont des travaux (alors que, dans la formule standard du jury citoyen, elle n'est mise à disposition que lorsque celui-ci débute effectivement, dans le but de favoriser l'égalité entre tous les participants) et ceux-ci sont généralement publics. On s'efforce même de susciter une retransmission télévisée de tout ou partie des débats, à la manière d'une assemblée représentative classique et pour donner une forte répercussion à l'événement. Par ailleurs, dans la procédure standard, l'idée n'est pas d'arriver à un rapport écrit consensuel mais de mesurer les opinions, qui restent contrastées. Il s'agit aussi d'évaluer l'impact des débats sur leur évolution grâce à des sondages en début et en fin de parcours.

Les sondages délibératifs revendiquent une filiation avec l'Athènes antique (du fait du tirage au sort) et avec les *town meetings* de la Nouvelle-Angleterre du XVIII^e siècle (pour la délibération en face-à-face), mais ils sont plus encore que les conférences de consensus ou les jurys citoyens marqués par la volonté d'expérimentation scientifique démocratique des chercheurs. Il s'agit

1 James FISHKIN et Cynthia FARRAR, « Deliberative polling », in John GASTIL et Peter LEVINE, *The Deliberative Democracy Handbook*, op. cit., p. 74.

d'ouvrir la « boîte noire » de la délibération, de voir comment, dans quelle mesure et dans quelles conditions des citoyens ordinaires sont capables de délibérer sur des questions complexes et, le cas échéant, de changer d'avis au cours de la discussion¹. Ces aspects sont fortement mis en valeur dans la plupart des évaluations. Les sondages délibératifs sont vus par James Fishkin comme une méthode permettant d'approcher un idéal démocratique où les citoyens seraient bien informés et participeraient activement à la vie politique de la cité. La façon dont cette opinion publique éclairée peut jouer sur la prise de décision effective reste cependant largement dans l'ombre.

L'un des sondages délibératifs qui a eu le plus de répercussion politique s'est déroulé, en suivant de près le modèle standard, du 16 au 18 février 2001, année du centenaire de l'État australien. Durant ces journées, 344 habitants tirés au sort délibèrent sur la réconciliation entre les populations non indigènes et indigènes (essentiellement les Aborigènes)². Dans le cadre d'un débat national croissant sur la situation de ces dernières, le sondage délibératif est l'occasion de discuter dans une perspective historique et pratique (quelles sont les mesures concrètes à prendre en ce début du XXI^e siècle ?). L'événement est organisé par une ONG spécialisée sur les sondages délibératifs, avec l'aide d'institutions nationales travaillant sur la réconciliation, d'instituts de recherche et d'universités. Le comité de pilotage chargé d'assurer le bon déroulement de la procédure est composé de personnalités politiques d'envergure nationale. Comme pour le premier sondage délibératif australien, organisé en 1999 pour discuter du passage potentiel de la monarchie à une république présidentielle, deux chaînes de télévision nationale assurent la diffusion d'une grande partie des débats³.

1 Pour la « boîte noire » de la délibération, cf. Julien TALPIN, « Jouer les bons citoyens. Les effets contrastés de l'engagement au sein de dispositifs participatifs », *Politix*, 75, Armand Colin, Paris, 2006, p. 13-32.

2 <<http://ida.org.au>>.

3 Cinq sondages délibératifs ont été organisés en Australie jusqu'en mars 2007, le dernier portant sur les relations entre les populations musulmanes et non musulmanes.

Avant sa tenue dans le Old Parliament House à Canberra, des « microréunions » sur le sujet eurent lieu pendant un an dans des régions à forte population indigène. Cent quatre personnes ayant participé à ces réunions furent tirées au sort, ce qui permit d'inclure un nombre significatif d'Aborigènes, auxquels s'ajoutèrent, pour composer l'échantillon final, 240 personnes sélectionnées de façon aléatoire à l'échelle nationale. La surreprésentation des indigènes, qui ne constituent que 2 % de la population nationale, devait assurer une véritable prise en compte des points de vue de cette « génération volée », tandis qu'un sondage « traditionnel » auprès des Aborigènes était censé compléter les résultats du dispositif.

Ses résultats sont intéressants. Les participants, et notamment les non-indigènes, ont largement changé d'avis sur des thèmes abordés¹. Ainsi, l'idée que la réconciliation constitue un thème national important est passée d'environ 30 % à 60 % entre le début et la fin des discussions. Les personnes percevant clairement les désavantages qui frappent les Aborigènes par rapport au reste de la population sont passées de 51 % à 80 %. De manière générale, les points de vue des Australiens non indigènes sont moins clivés après l'événement, une majorité endossant l'idée que l'Australie fut occupée sans le consentement des Aborigènes, que ces derniers étaient les premiers occupants du pays et qu'ils méritent des excuses publiques. La perspective d'un contrat définissant des droits respectifs des indigènes et des non-indigènes continue cependant de diviser les participants. Au total, ce sondage délibératif a contribué à nourrir le débat public². Il a constitué un moment marquant dans le parcours qui a conduit quelques années plus tard le gouvernement australien à adresser des excuses publiques aux Aborigènes pour les actes commis par les colons d'origine européenne et leurs descendants.

1 James FISHKIN, « Deliberative polling. Toward a better-informed democracy », <<http://cdd.stanford.edu>>.

2 Kimberly J. COOK et Chris POWELL, « Unfinished business. Aboriginal reconciliation and restorative justice in Australia », *Contemporary Justice Review*, 6, 3, Routledge, septembre 2003.

Désigner par tirage au sort les candidats aux élections ?

– Les sondages délibératifs ont été tenus un peu partout dans le monde en mettant en œuvre plusieurs variantes (James Fishkin travaille par exemple depuis la seconde moitié des années 2000 à l'organisation de sondages délibératifs par Internet). La ville chinoise de Zeguo a même depuis 2005 monté avec quelque succès un budget participatif en se fondant sur l'outil inventé par Fishkin. Dans ce district de l'agglomération de Wenling, qui compte plus d'un million d'habitants, un large groupe de citoyens tirés au sort discute des actions proposées au niveau municipal et vote à l'issue de leurs délibérations une liste qui hiérarchise les projets discutés. Les membres du conseil municipal, qui assistent à cette assemblée sans pouvoir y intervenir, se réunissent ensuite et suivent généralement dans leurs décisions les recommandations émises par les citoyens ¹.

Un autre cas original d'hybridation s'est produit le 4 juin 2006 à Marousi, une ville moyenne de la banlieue d'Athènes. En fin de soirée, ce jour-là, 131 citoyens tirés au sort parmi les habitants de la commune désignèrent par vote celui qui allait être le candidat à la mairie du parti socialiste grec, le Pasok. Toute la journée, ils avaient auditionné les précandidats, travaillé alternativement en assemblée générale et en petits groupes et, après mûre réflexion, ils choisirent finalement la personnalité qui était la moins connue le matin même. Cette primaire atypique fut organisée par les socialistes locaux sous l'impulsion de George Papandreou, futur Premier ministre et à l'époque président de l'Internationale socialiste, en bénéficiant de l'aide active de James Fishkin ². Selon le leader socialiste, il convenait de s'inspirer de l'expérience de l'Athènes classique pour répondre à la demande croissante de participation qui s'observe dans les démocraties contemporaines. Le

-
- 1 He BAOGANG, « Participatory budgeting in China. An overview », in Yves SINTOMER, Rudolf TRAUB-MERZ et Junhua ZHANG (dir.), *Participatory Budgeting in Asia and Europe. Key Challenges of Deliberative Democracy*, Palgrave, Hong Kong, 2012.
 - 2 Mauro BUONOCORE, « Un weekend deliberativo all'ombra del Partenone », *Reset*, n° 96, juillet-août 2006, p. 6-8.

recours au tirage au sort était dans cette mesure important pour pouvoir assurer l'égalité des chances à pouvoir participer – la procédure inventée par Fishkin offrant en sus le support scientifique permettant d'assurer la représentativité de l'échantillon et la formation d'une opinion véritablement éclairée¹. Si l'inspiration rhétorique fut dans cette expérience trouvée dans le passé athénien, le recours au tirage s'y rapprochait finalement davantage des usages de la République vénitienne et de ses commissions électorales désignées en partie par méthode aléatoire – mais avec l'échantillon représentatif en plus, et la différence est, comme nous l'avons vu, capitale.

C'est une expérience d'une nature un peu différente qu'a connue le département de Moselle le 12 décembre 2010. Ce jour-là, le groupe local d'Europe Écologie-Les Verts de Metz se réunit pour tirer au sort les candidats qui le représenteront à l'occasion des élections cantonales de mars 2011. Trois chapeaux sont sur la table, qui contiennent respectivement les noms des quatre cantons dont le siège est à pourvoir et ceux des membres du groupe qui se sont portés volontaires, avec d'un côté les hommes et de l'autre côté les femmes : parité oblige, ce ne sont plus les corporations qui sont distinguées, comme à Florence ou dans la Couronne d'Aragon, mais les sexes. Une militante tire successivement le nom du premier canton, un nom masculin et un nom féminin pour le titulaire et la suppléante – et alternativement un nom féminin et un nom masculin, afin qu'une fois tous les cantons attribués, hommes et femmes se répartissent à part égale entre titulaires et suppléants. Le recours à cette procédure a permis de faire surgir des vocations. Des personnes qui n'auraient pas imaginé se lancer dans la compétition interne puis dans la bataille électorale se sentent finalement habilitées à participer. L'idée, qui a surgi à la lecture d'écrits universitaires sur le tirage au sort en politique, vise également à organiser une rotation des charges : tous ceux qui ont eu un mandat dans le passé, même

1 Mauro BUONOCORE, « Senza partecipazione, la polis muore. Intervista a George Papandreou », *Reset*, 96, juillet-août 2006.

minime comme celui de conseiller communal, ont été préalablement écartés.

L'engagement est de travailler étroitement en équipe pendant la campagne et de contribuer collectivement à la formation des candidats. La procédure et son résultat font cependant grincer des dents : une militante, qui revendique une implantation particulière dans l'un des cantons, refuse de se plier à la procédure et fait appel à la fédération départementale. Un élu Vert se désolidarise publiquement. Finalement, un compromis est adopté, les candidats tirés au sort ne se présentant que dans trois des quatre cantons initialement envisagés. Ils reçoivent l'appui de José Bové, venu ponctuellement à Metz pendant la campagne. Malgré les craintes, le résultat électoral est plutôt satisfaisant : avec 10 % en moyenne sur les trois cantons, le groupe fait un score comparable à la moyenne départementale, le tirage au sort ne semblant pas avoir constitué un handicap électoral. Et si les relations sont tendues avec certains élus, les militants qui se sont engagés dans l'aventure apparaissent très soudés et le fonctionnement collectif de l'équipe semble remarquable. Décision est prise de réitérer l'aventure avec les législatives et les municipales dans les années suivantes. Résumant l'intérêt de l'initiative, l'une des candidates, venue du monde associatif, explique que « le tirage au sort permet d'expliquer aux gens qui font de la politique depuis toujours, et qui considèrent que c'est leur chasse gardée, qu'en fait ce n'est pas le cas ¹ ». Faisant un parallèle avec le militantisme contre le nucléaire, longtemps marginal mais dont l'action bénéficie d'un écho beaucoup plus fort depuis l'accident de Fukushima, un autre candidat décrit ainsi la dynamique engagée : « Le tirage au sort fait partie de cette frange souterraine qui travaille » et qui pourrait un jour déboucher sur des mutations d'ampleur ².

Les assemblées citoyennes au Canada et en Islande. – C'est à une tout autre échelle que s'est tenue en 2004 l'Assemblée citoyenne tirée au sort de Colombie britannique, la troisième

1 Entretien avec M.P.C., le 31 juin 2011.

2 Entretien avec G.P., le 31 juin 2011.

province du Canada par sa superficie¹. Comme nous l'avons vu en introduction, il s'agissait de discuter d'une réforme du mode de scrutin mais aussi de faire une proposition que le gouvernement s'était engagé à soumettre à référendum, un pas qui n'avait pas été franchi jusque-là dans les sondages délibératifs classiques. L'inspiration venait à la fois des expériences de sondage délibératif et d'un bilan des jurys populaire de la sphère judiciaire. Jamais sans doute un groupe de citoyens sélectionnés par tirage au sort n'avait eu une responsabilité aussi considérable dans les démocraties modernes. À cette date, la loi électorale en vigueur dans la province, comme dans la majeure partie de l'Amérique du Nord, était un système calqué sur la règle britannique où, dans chaque circonscription, le candidat arrivé en tête au premier tour est élu. Ce scrutin uninominal majoritaire à un tour (dit en anglais « *First past the post* ») a tendance à écarter les femmes et les « minorités visibles » de la députation, à appauvrir l'éventail du champ politique officiel et à écraser les minorités. Dans une conjoncture de discrédit des partis et de légitimité décroissante du système politique, ce mode de scrutin en vint à être considéré comme un facteur aggravant, qu'il convenait de réformer. Cependant, toute proposition de réforme issue du parti majoritaire pouvant être soupçonnée de servir ses intérêts et risquant donc d'être refusée par les électeurs, il fut décidé de confier la tâche à un échantillon représentatif de la population, qui pourrait se prononcer de façon non partisane.

La procédure suivie fut beaucoup plus lourde que celle habituellement utilisée dans les sondages délibératifs. Une invitation fut envoyée à 200 électeurs de chaque circonscription électorale, choisis par méthode aléatoire corrigée en fonction de quotas prenant en compte leur âge et leur sexe. Parmi ceux qui l'acceptèrent, dix hommes et dix femmes, toujours tirés au sort, furent conviés à prendre part à des réunions décentralisées d'information, puis un homme et une femme par circonscription furent sélectionnés de

1 Mark E. WARREN et Hilary PEARSE, *Designing Deliberative Democracy. The British Columbia Citizens' Assembly*, op. cit. ; R.B. HERATH, *Real Power to the People. A Novel Approach to Electoral Reform in British Columbia*, op. cit.

façon aléatoire parmi les participants. Aux 158 personnes désignées furent ajoutés deux des *Native Americans* qui avaient participé à ces réunions, car le sort n'avait dans un premier temps désigné aucun individu de cette origine et il semblait important de corriger cette absence. Tous les frais liés à la participation à l'assemblée furent pris en charge (y compris les gardes d'enfant) et une indemnité de 150 dollars canadiens par jours fut accordée¹.

Des réunions furent tenues durant six week-ends entre le 10 janvier et le 21 mars 2004, et furent suivies de dizaines d'auditions décentralisées. À l'issue de cette phase, une « Déclaration préliminaire au peuple de Colombie britannique » fut adoptée, qui résumait les alternatives en présence. Sur cette base, des contributions pouvaient être adressées à l'Assemblée citoyenne. Celle-ci reprit ses travaux après l'été et entama dans le grand auditorium du centre de Vancouver la phase finale de ses travaux, qui s'étala sur trois week-ends en septembre et octobre 2004. Les sessions étaient télévisées et publiques et elles attirèrent une assistance considérable. Les citoyens sélectionnèrent d'abord deux options alternatives : l'une, calquée sur le système allemand, impliquant un mixte de députés élus directement dans les circonscriptions et d'autres choisis au scrutin de liste afin d'assurer une représentation proportionnelle ; l'autre, très complexe, reposant sur des circonscriptions permettant l'élection de deux à sept députés chacune (en fonction de leur population), sur une base proportionnelle mais en minimisant le rôle des partis sans scrutin de liste.

Du fait de la grande méfiance manifestée par les citoyens envers les partis, c'est la seconde solution (dite de « *single transferable vote* ») qui fut retenue à une écrasante majorité par l'Assemblée citoyenne et qui fut présentée au référendum du 17 mai 2005, avec une neutralité affichée des partis. Pour entrer en vigueur, la

1 Henri MILNER, « Electoral reform and deliberative democracy in British Columbia », *National Civic Review*, printemps 2005, p. 3-8 ; Amy LANG, « Quand les citoyens décident. Généalogie des assemblées citoyennes sur la réforme électorale », in Marie-Hélène BACQUÉ et Yves SINTOMER (dir.), *La Démocratie participative inachevée*, op. cit.

réforme proposée devait recueillir au moins 60 % des suffrages exprimés à l'échelle de la province et au moins 50 % dans 60 % des circonscriptions électorales. Si elle fut acceptée dans presque toutes les circonscriptions, elle n'obtint que 57,69 % des voix au niveau provincial et la loi électorale ne fut pas modifiée. La complexité du mode de scrutin proposé fut considérée comme ayant fortement contribué à ce résultat décevant.

Malgré cet échec relatif, redoublé dans l'Ontario voisin, l'expérience a eu des répercussions importantes, dépassant de loin les frontières du Canada. Un réseau citoyen militant pour de nouvelles expériences s'est mis en place à l'échelle internationale. Une Assemblée citoyenne a été organisée sous une forme modifiée aux Pays-Bas, avec une portée purement consultative. En Australie, le concept a été intégré dans le programme du parti travailliste. À l'initiative de mouvements associatifs, une Assemblée citoyenne de 150 personnes, intitulée *Citizen Parliament*, s'est réunie en février 2009 pour émettre des propositions de modification de la Constitution du pays. En 2010-2011, l'outil est également au cœur d'un mouvement civique en Irlande, une Assemblée citoyenne autoconvoquée se réunissant régulièrement pour travailler à des propositions de réforme sociale et politique qui ont un écho non négligeable dans la presse ¹.

C'est cependant en Islande que l'initiative de Colombie britannique a eu les répercussions les plus importantes, à travers une adaptation inventive du modèle. Après la crise économique de 2008 et la quasi-faillite du pays, la volonté de changer l'équipe gouvernementale et les règles du jeu politique s'exprime lors d'énormes manifestations de rue. Les élections anticipées tenues en avril 2009 portent au pouvoir une coalition entre les sociaux-démocrates et les Verts, balayant l'équipe conservatrice jusqu'alors en place et plaçant pour la première fois dans l'histoire du pays une femme à la tête du gouvernement. Parallèlement, en novembre 2009, une Assemblée citoyenne de 1 500 personnes (1 200 tirées au sort, et 300 personnalités) réunie à l'initiative

1 <<http://wethecitizens.ie>>.

d'associations civiques pour travailler aux questions que devrait aborder une réforme de la Constitution (l'Islande s'était contentée de copier la Constitution norvégienne lorsqu'elle accéda à l'indépendance en 1944 et n'avait jusque-là jamais procédé à une modification profonde de sa loi fondamentale). Le nouveau gouvernement saisit la balle au bond et l'expérience est réitérée en novembre 2010, cette fois avec le soutien étatique. La tâche de l'Assemblée citoyenne, composée de personnes tirées au sort et intitulée officiellement « Forum national », est cependant beaucoup plus réduite que celle qui fut confiée à ses homologues canadiennes quelques années plus tôt. Les 950 citoyens ne se réunissent qu'une journée, ils mènent seulement une discussion préalable, sur des thèmes assez généraux, pour faire ressortir les axes sur lesquels devrait porter la réforme constitutionnelle. Ils sont dédommagés de leurs efforts par une somme de trois cents euros. Ils travaillent essentiellement en petits groupes et la synthèse des travaux est effectuée grâce à une méthodologie sophistiquée inspirée du *town meeting* électronique, une procédure utilisée à l'échelle internationale. Les animateurs des discussions ont été préalablement formés et sont considérés comme les « serviteurs » des citoyens.

En novembre 2010, un « Conseil constitutionnel » est élu par la population. L'organe n'a rien à voir avec la Cour suprême du pays (qui est l'équivalent du Conseil constitutionnel français). Il est composé de vingt-cinq citoyens « ordinaires » : les 523 candidatures en compétition sont purement individuelles, les parlementaires ne peuvent se présenter et la campagne électorale est légalement réduite au minimum pour se démarquer des pratiques habituelles d'une classe politique largement discréditée. Si les élus au Conseil constitutionnel ne sont pas des professionnels de la politique, ils ne sont cependant pas représentatifs d'un point de vue sociologique, en dehors d'une parité hommes/femmes imposée par les initiateurs ; les personnes ayant un capital scolaire supérieur à la moyenne sont en particulier fortement sur-représentées. Le Conseil doit fonctionner comme une assemblée constituante et proposer un nouveau texte constitutionnel. Ses travaux débutent en avril 2011. Parmi les principales nouveautés

du projet, une réforme profonde de l'équilibre des pouvoirs, une meilleure transparence dans les processus de prise de décision, une forte extension des mécanismes de démocratie participative et de démocratie directe ainsi qu'une meilleure prise en compte de la question écologique méritent d'être notées¹. L'ensemble du processus est conçu de manière transparente et participative : les articles du projet constitutionnel sont mis en ligne au fur et à mesure de leur rédaction, le public pouvant faire des commentaires et émettre des suggestions via les pages Facebook, Twitter ou Flickr du Conseil constitutionnel. Le projet de Constitution doit être soumis à référendum en 2012 – il s'agira du troisième référendum en quelques années, les deux précédents ayant conduit les Islandais à refuser par deux fois (en mars 2010 et avril 2011) les projets d'accord gouvernementaux sur le paiement de la dette laissée par la faillite des banques.

Le processus constituant islandais rencontre certaines limites : l'élection du Conseil constitutionnel n'a mobilisé que 36 % des inscrits ; un recours juridique a compliqué sa mise en place ; le lien entre son travail effectif et les contributions préalables de l'Assemblée citoyenne de 2010, les propositions du rapport sur la réforme constitutionnelle élaborées par les parlementaires et celles transmises *on-line* par les citoyens n'est pas évident ; ce sont surtout des militants associatifs qui s'engagent dans le processus. Cependant, il constitue l'un des exemples les plus aboutis de révision constitutionnelle de l'histoire démocratique, avec ce mélange très spécifique de tirage au sort, d'élection, de contributions *on-line* et de référendum, sur fond de mobilisations sociales, de participation citoyenne et de délibération de qualité. À la différence de la Colombie britannique, la question politico-institutionnelle prend place dans un cadre plus vaste de réformes sociales et économiques et fait l'objet d'une importante mobilisation « par en bas ». Cette expérience constituera probablement dans le futur une source d'inspiration pour d'autres régions du monde.

1 Cf. le site du Conseil constitutionnel islandais, <<http://stjornlagathing.is/english>>. Sur les assemblées constituantes, cf. le site <<http://agora.is>>.

Les conférences de citoyens. – La dernière procédure de participation citoyenne fondée sur le tirage au sort, la conférence de consensus, plonge ses racines dans un dispositif différent. En 1977, le National Institute of Health états-unien organise pour la première fois une conférence sur les méthodes de protection contre le cancer du sein. Un panel de médecins interroge durant deux à trois jours des experts sur le sujet, avec comme objectif d'arriver à un consensus couché dans un rapport public pour trouver une norme qui puisse faire autorité dans la communauté médicale et améliorer les pratiques existantes.

Le constat à partir duquel part le National Institute of Health est que les pratiques sont trop hétérogènes, sans que cela se justifie du point de vue de l'efficacité des traitements. Pour les améliorer, il convient de pousser le milieu médical à s'autoréguler plutôt que d'imposer arbitrairement des normes par en haut. De telles conférences médicales se sont multipliées par la suite, des centaines ayant été organisées dans le monde entier¹. Il est intéressant de noter que leur organisation est en partie calquée sur le jury de la sphère judiciaire : souvent, les participants prennent le titre de jurés et sont recrutés par tirage au sort (sur la base d'un appel préalable à volontaires).

S'inspirant de cette pratique, le Teknologiradet (l'Office danois de la technologie), constitué par le Parlement danois dans le but d'expertiser les questions technologiques et de développer le débat public sur leurs implications, invente les « conférences de consensus » impliquant des profanes, dont la première a lieu en 1987. Dans l'intervalle, des mouvements soulignant les dimensions sociales et politiques des choix techniques ou scientifiques et luttant pour leur démocratisation avaient fait sentir leur influence. En retour, la mise en place de ce dispositif leur donne une forte légitimité institutionnelle. Le panel de médecins est alors remplacé par un panel de citoyens d'environ quinze personnes. Parallèlement, les thématiques abordées ne sont plus restreintes à la médecine et s'étendent à des questions aussi

1 Dominique BOURG et Daniel BOY, *Conférences de citoyens. Mode d'emploi*, op. cit., p. 20-22.

différentes que les OGM, le nucléaire, la couche d'ozone, le clonage, la pollution de l'air ou les biotechnologies alimentaires.

Le modèle des conférences de consensus est, lui aussi, très formalisé. Il comporte deux étapes, qui s'étalent sur plusieurs mois. Dans la première, le panel de citoyens se réunit durant deux week-ends. Avec l'aide de formateurs et d'un animateur, le groupe se familiarise avec la thématique de la conférence, élabore les questions qui seront posées aux experts et choisit ces derniers. Le second temps est constitué par la conférence elle-même, qui s'étale sur trois à quatre jours. Les deux premiers jours, les experts répondent aux questions des citoyens, qui se retirent parfois pour clarifier certaines questions ou en préparer d'autres. Ensuite, le panel délibère à huis clos et rédige, avec l'aide d'un secrétariat, un rapport (de quinze à trente pages environ). Le terme de « consensus » est ici quelque peu abusif : si une orientation commune peut se dessiner dans certains cas, les expériences danoises, qui font autorité, prennent soin de faire figurer les avis minoritaires. Le panel de citoyens présente publiquement ces résultats en présence des médias avant d'envoyer le rapport à divers destinataires, parmi lesquels les membres du Parlement, des groupes d'intérêt et des scientifiques¹.

Plusieurs groupes d'acteurs sont donc présents dans ce processus complexe². Une conférence de consensus est normalement initiée par un commanditaire public (une collectivité territoriale, un ministère) ou privé (une organisation professionnelle, un média) qui influence la composition du comité de pilotage. Ce dernier, qui regroupe des experts connaissant la méthodologie des conférences et des spécialistes du champ scientifique concerné, recrute le panel des citoyens ordinaires, établit la liste des experts qui pourront être auditionnés et engage des formateurs qui initient les « profanes » à la thématique discutée,

1 Frank FISCHER, *Reframing Public Policy*, Oxford University Press, Oxford/New York, 2003, p. 212.

2 Dominique BOURG et Daniel BOY, *Conférences de citoyens. Mode d'emploi*, op. cit., p. 71-88.

tandis qu'un animateur professionnel est engagé pour assurer un débat de qualité et gérer d'éventuels conflits.

Quel est le rôle du tirage au sort dans les conférences de consensus ? Comme dans les jurys citoyens, il existe plusieurs modalités de sélection aléatoire. En général, une liste de citoyens est établie et, dans un deuxième temps, le panel définitif est sélectionné sur la base de critères sociodémographiques et en fonction des opinions exprimées sur la thématique de la conférence. Lors des expériences initiales, la première liste était établie par appel à candidature dans la presse. Les volontaires devaient envoyer une lettre de motivation et leur sélection finale s'effectuait par entretien. Pour remédier aux problèmes liés à cette procédure, et notamment à la sursélection de participants dotés de fort capital culturel, il est désormais souvent fait appel à un institut de sondage qui, sur la base des listes électorales ou d'annuaires, établit la liste à partir de laquelle le panel est sélectionné¹. Comme dans les jurys citoyens, le but n'est pas d'obtenir un échantillon représentatif au sens strict mais de pouvoir compter sur un panel aussi *diversifié* que possible, impliquant des personnes avec différentes caractéristiques sociodémographiques et des points de vue différents sur la thématique (ce qui est aussi exigé du comité de pilotage, des formateurs et des experts auditionnés)².

L'Allemagne représente un cas à part, la sélection du panel ayant été entièrement fondée sur le tirage au sort lors des deux conférences de consensus qui eurent lieu en 2001 et 2004. En général, des procédures mixtes sont appliquées. En Norvège par exemple, une fois constituée la liste des participants, la moitié du panel fut tiré au sort dans un chapeau, tandis que l'autre moitié était choisie par le comité de pilotage³. Lors de la première conférence de consensus aux États-Unis, le panel de citoyens fut

1 *Ibid.*, p. 80.

2 Carolyn M. HENDRIKS, « Consensus conferences and planning cells », in John GASTIL et Peter LEVINE (dir.), *The Deliberative Democracy Handbook*, op. cit., p. 96.

3 Lyn CARSON et Brian MARTIN, *Random Selection in Politics*, op. cit., p. 59.

sélectionné pour une part après des entretiens téléphoniques menés sur la base d'une liste de 2 000 numéros sélectionnés par un institut de sondage, et pour l'autre, suite à des appels publics à candidature et à travers des contacts avec des réseaux militants locaux ¹.

Il existe peu d'analyses transversales sur l'impact réel des conférences de consensus, qui sont en principe des dispositifs consultatifs, sur le processus de prise de décision ². Le Danemark est sans doute le pays où il est le plus fort, du fait d'une expérience plus grande et de l'importance et de la légitimité du Teknologiradet, qui multiplie les contacts avec des députés et des commissions parlementaires. Il semble que les recommandations des conférences de consensus aient directement influencé les prises de décisions du Parlement en matière de santé ou de protection de l'environnement, avec par exemple la mise en place d'un impôt sur les véhicules privés et le refus de financer les recherches de technologie génétique animale ³. Après la conférence de consensus sur le séquençage du génome humain, en 1989, le Danemark décida l'interdiction de demander un profil de santé fondé sur des tests génétiques aux employés ou aux demandeurs d'emploi ⁴.

Dans les autres pays, ces effets sont plus rares, voir absents, et la principale contribution d'une conférence de consensus est alors

-
- 1 David H. GUSTON, « Evaluating the first U.S. consensus conference. The impact of citizens' panel on telecommunications and the future of democracy », *Science, Technology, & Human Values*, vol. 24 (4), 1999, p. 451-482.
 - 2 Cf. cependant Simon JOSS et Sergio BELLUCCI (dir.), *Participatory Technology Assessment. European Perspectives*, Center for the Study on Democracy, Londres, 2003.
 - 3 Carolyn M. HENDRIKS, « Consensus conferences and planning cells », in John GASTIL et Peter LEVINE, *The Deliberative Democracy Handbook*, op. cit., p. 91 ; Frank FISCHER, *Reframing Public Policy*, op. cit., p. 213 ; Josh GRUNDAHL, « The Danish consensus conference model », in Simon JOSS et John DURANT, *Public Participation in Science. The Role of Consensus Conferences in Europe*, Science Museum, Londres, 1995.
 - 4 Ida-Elisabeth ANDERSEN et Birgit JAEGER, « Danish participatory models. Scenario workshops and consensus conferences. Towards more democratic decision-making », *Science and Public Policy*, octobre 1999, p. 335.

de reconnaître symboliquement l'importance des dimensions politiques et sociales dans les choix scientifiques et techniques. L'idée d'une « démocratie technique » reposant sur la mise en place de « forums hybrides » confrontant profanes et experts sur des questions très complexes est ainsi reconnue comme légitime¹. Au-delà, la conférence citoyenne peut permettre de lancer ou d'enrichir un débat public sur une question technique controversée et, à la marge, avoir une répercussion durable sur le petit groupe de participants. Encore faut-il relativiser cette dimension et constater que, dans la majorité des cas, c'est bien davantage par des mobilisations publiques que par des conférences de citoyens que la mise en débat de choix technologiques fondamentaux peut véritablement s'effectuer², l'exemple des OGM en France étant de ce point de vue exemplaire : la conférence de consensus qui se tint en 1998 sur le sujet fut passionnante mais ses répercussions peu palpables. Il semble en avoir été de même pour les conférences citoyennes organisées simultanément dans trente-huit pays en 2009 sur la question du changement climatique. En passant de la conférence de consensus médicale à la conférence « de citoyens », l'idéal d'autorégulation a souvent été perdu en cours de route.

1 Michel CALLON, Pierre LASCOUMES et Yannick BARTHE, *Agir dans un monde incertain*, op. cit.

2 Christophe BONNEUIL, « Cultures épistémiques et engagement public des chercheurs dans la controverse OGM », *Natures Sciences Sociétés*, 2006, 14 (3), p. 257-268.

Renouveler la démocratie

« Le scandale de la démocratie, et du tirage au sort qui en est l'essence, est de révéler [...] que le gouvernement des sociétés ne peut reposer en dernier ressort que sur sa propre contingence. »

Jacques RANCIÈRE, *La Haine de la démocratie*.

À la lumière du parcours historique réalisé dans les chapitres 2 et 3 et du panorama des expériences contemporaines brossé dans le chapitre 4, nous pouvons maintenant revenir à notre question initiale : la réintroduction du tirage au sort en politique peut-elle constituer une voie prometteuse pour répondre à la crise de légitimité démocratique ?

Depuis deux ou trois décennies, des centaines d'expériences ont eu recours à la méthode aléatoire et ces démarches, souvent très pragmatiques, ont déjà accumulé une somme de savoirs techniques et politiques considérable. Il nous faut cependant réfléchir à la légitimité que peuvent revendiquer les dispositifs reposant sur le tirage au sort en ce début de XXI^e siècle, et aux défis auxquels ils sont confrontés. Sont-ils à la hauteur des enjeux du présent, en ont-ils au moins le potentiel ? En quoi peuvent-ils s'articuler à d'autres dynamiques de démocratie participative ? Dans cette perspective, quelles pourraient être les pistes à suivre pour rénover la politique ?

Légitimités, défis, controverses

Avant de répondre à ces questions, il est nécessaire de revenir brièvement sur les significations politiques du tirage au sort, en tant que méthode spécifique de sélection des personnes amenées à occuper une charge ou une fonction. La procédure aléatoire peut être utilisée seule ou combinée à d'autres, parmi lesquelles il est possible de distinguer, sans prétention à l'exhaustivité, l'élection (directe ou indirecte) par la base, la cooptation (élection d'une personne extérieure par les futurs pairs, du successeur par les prédécesseurs, désignation par les supérieurs), le volontariat, l'achat, le concours et l'examen, la naissance (transmission et caractéristiques héréditaires), le test de quotient intellectuel et la force physique ou militaire. Toutes ces méthodes ont été à un moment ou à un autre utilisées dans l'histoire, et la plupart le sont encore aujourd'hui, dans des domaines qui peuvent être étendus ou, au contraire, très limités. Ce n'est que depuis la fin du XVIII^e siècle, avec le triomphe du gouvernement représentatif, que les charges politiques sont de façon presque exclusive attribuées par l'élection et la cooptation (avec par exemple la nomination des ministres), tandis que les hautes charges administratives sont réparties à travers le mécanisme du concours et la cooptation par les supérieurs. Pendant longtemps, dans les systèmes républicains et démocratiques, le tirage au sort a été l'une des méthodes privilégiées.

Pour pouvoir être mises en œuvre, ces procédures doivent en tout état de cause s'appliquer à un groupe clairement défini d'individus entre lesquels il s'agit de procéder à la sélection. Elles doivent donc être couplées à des critères fixant qui a le droit (ou le devoir) de participer à celle-ci, critères qui peuvent concerner l'âge, le sexe, la richesse, l'hérédité (familiale, de caste ou d'ordre, ethnique ou nationale), le lieu de naissance (nationalité par le sol), la profession, le statut (intégration à une corporation) et l'adhésion (à un groupement volontaire, par naturalisation dans le corps de citoyens).

Les logiques politiques du tirage au sort. – Il serait réducteur d'interpréter l'usage politique du tirage au sort de façon unilatérale, comme exprimant fondamentalement un sens privilégié, qu'il soit vu comme lié intimement à la « vraie démocratie » ou qu'il soit conçu comme une « coupure a-rationnelle » permettant avant tout une résolution impartiale des conflits ¹. L'enquête sociologique et historique montre que la méthode aléatoire peut être utilisée selon des logiques politiques très diverses en fonction de sa place dans la procédure de sélection des gouvernants, des groupes et des contextes convoqués. Nous pouvons distinguer analytiquement cinq grands modèles de logiques politiques ². Bien sûr, les expériences concrètes combinent généralement plusieurs de ces logiques, mais il s'agit ici, à la manière de Max Weber, de sélectionner des aspects du réel pour définir cinq types idéaux.

1. *Le tirage au sort peut être interprété dans une perspective religieuse ou surnaturelle, en particulier comme un signe divin.* Les humains doivent alors suivre, pour gérer les affaires communes, une volonté ou la marque d'un destin qu'ils ne sont pas en mesure de connaître autrement. S'il est possible que l'utilisation politique du tirage au sort ait initialement été dérivée d'une origine religieuse, il semble avéré qu'elle n'a pas (ou plus) cette signification par la suite – sauf peut-être de façon marginale –, que ce soit dans l'Athènes classique, dans les républiques italiennes du Moyen Âge et de la Renaissance, dans les jurys criminels à partir du XVII^e siècle ou dans les dispositifs contemporains comme les jurys citoyens, les conférences de consensus, les assemblées citoyennes ou les sondages délibératifs. En revanche, cette signification était importante à Rome. Et, en décembre 2008, on dit que c'est par tirage au sort qu'a été sélectionné celui qui fut durant un an le « capitaine-président » de la Guinée, Moussa Dadis Camara ³. La dimension

1 Ces deux positions pourraient respectivement être défendues à partir des élaborations de Bernard Manin et Oliver Dowlen.

2 Pour une typologie différente, cf. Gil DELANNOI, « Reflections on two typologies for random selection », in Gil DELANNOI et Oliver DOWLEN (dir.), *Sortition. Theory and Practice*, Imprint Academic, Exeter, 2010, p. 13-30.

3 *Le Monde*, 7 janvier 2009.

religieuse du tirage au sort n'a pas été au cœur des questions posées par cet ouvrage mais elle mériterait une enquête historique systématique.

2. *La sélection aléatoire peut aussi être pensée comme une méthode impartiale pour résoudre une question controversée.* Cette logique est assez transversale dans l'histoire, mais elle peut à son tour être interprétée de plusieurs manières. 1) Le tirage au sort peut faciliter la résolution des conflits en diminuant les passions déchaînées par l'accès à des charges considérées comme prestigieuses ou importantes, et en offrant un mode de répartition « neutre » entre les camps ou personnes en présence. Cette perspective, absolument centrale dans les Républiques italiennes (elle est même quasiment exclusive à Venise) ou dans la Couronne d'Aragon, compte aussi dans l'Antiquité. Dans certaines circonstances, elle constitue un élément important dans les jurys de la sphère judiciaire. 2) À l'inverse, le tirage au sort peut aussi assigner impartialement des fonctions pour lesquelles il ne se trouverait probablement pas assez de volontaires parce qu'elles sont considérées comme des charges. Le tirage au sort a ainsi longtemps servi à recruter les soldats et est encore utilisé pour sélectionner les membres des jurys de la sphère judiciaire, fonction qui est généralement considérée comme coûteuse en temps et qui n'est peu ou pas rémunérée. 3) Enfin, le tirage au sort peut favoriser l'accès aux responsabilités de personnes qui sont moins directement « parties prenantes » de la controverse que s'il s'agit d'une élection. Sélectionnées par le hasard plutôt que poussées par leurs motivations partisans ou leur soif du pouvoir, elles sont plus neutres. L'impartialité découle alors du cours de la procédure (comment on sélectionne) mais aussi de son résultat (qui on sélectionne). C'est surtout dans les jurys de la sphère judiciaire, dans les jurys citoyens, dans les conférences de consensus, dans les assemblées citoyennes et les sondages délibératifs que cette conception est développée, mais la lecture des textes de l'époque montre qu'elle est aussi présente dans la République florentine et à Athènes.

3. *Le tirage au sort peut encore être conçu comme une procédure favorisant l'autogouvernement de tous par tous, chacun étant à tour de rôle gouvernant et gouverné, ce qui évite de remettre le*

gouvernement aux « meilleurs » individus, à une élite sociale ou à des professionnels de la politique. Cela implique alors de coupler la sélection aléatoire avec des procédures facilitant la rotation rapide des charges. Ainsi, *chacun a les mêmes chances d'accéder à des fonctions délibératives et à des charges décisionnelles, sans avoir besoin d'être inséré dans un réseau clientéliste ou partidaire, et aucun n'est de ce point de vue distingué des autres.*

Les types d'autogouvernement et d'égalité dont il est question varient en fonction de la nature du groupe dans lequel le tirage au sort est effectué – ils peuvent aller de l'aristocratie à divers types de fratrie en passant par la démocratie¹. 1) Lorsque ce groupe est homogène, qu'il est composé de pairs, cette égalité a essentiellement une valeur individuelle : le tirage au sort évite que certains individus se voient attribuer une valeur ou des qualités supérieures aux autres. Si ce groupe se distingue des classes subalternes, comme dans la République florentine ou la Couronne d'Aragon (voire à Athènes si l'on considère non pas les seuls citoyens, mais l'ensemble de la population adulte de la cité), cet autogouvernement n'est pas démocratique au sens fort du terme. Il peut, en revanche, avoir un sens démocratique s'il s'agit des membres d'une corporation ou des adhérents d'un groupement volontaire. 2) Lorsque le groupe dans lequel on tire au sort est socialement hétérogène, la méthode constitue un mécanisme très puissant de lutte contre la distinction sociale. Elle constitue alors la méthode démocratique par excellence. Cet aspect est central à Athènes et, dans une moindre mesure, il est aussi présent dans la République florentine. 3) Le tirage au sort peut également éviter que le pouvoir soit accaparé par un groupe professionnel d'experts de la politique, de l'administration, de la justice ou de la technique, ou du moins permettre de restreindre leur poids au profit de l'ensemble des citoyens politiquement actifs. Cet aspect est également central à Athènes ; il est très présent à Florence et, durant l'âge d'or des jurys, en particulier anglo-saxons, cette connotation est également fortement marquée.

1 Paul DEMONT, « Tirage au sort et démocratie en Grèce ancienne », *loc. cit.*, p. 16.

4. *D'une façon un peu différente, le tirage au sort peut être vu comme assurant que le pouvoir sur tous est assumé par tout un chacun, c'est-à-dire par des individus interchangeables ayant recours au « bon sens ».* C'est surtout dans les jurys de la sphère judiciaire que cette conception a été développée. Là encore, la façon de définir qui est « tout un chacun » est susceptible de différer fortement et certains individus peuvent être considérés comme « plus égaux que d'autres », pour paraphraser l'expression d'Orwell. 1) Dans la version élitiste, seules les personnes réputées « cultivées » (généralement des hommes blancs bénéficiant d'un certain niveau de revenus) sont ainsi censées pouvoir faire usage de leur bon sens de façon adéquate. Sous une forme atténuée, ce sont parfois les individus de la classe moyenne qui se voient attribuer en priorité cette qualité. 2) Dans une version démocratique, tous les individus « normaux » peuvent faire usage de leur sens commun et il faut donc procéder à la sélection aléatoire parmi tous les citoyens ou tous les habitants, ce que réclame en permanence la gauche pour les jurys d'assises au XIX^e siècle. 3) Ce savoir de tout un chacun peut aussi être revendiqué contre l'accaparement de la décision par des professionnels. Dans cette optique, le savoir spécialisé de ces derniers est inadéquat pour traiter de certaines questions : il émane d'une couche dont les modes de pensée et les intérêts sont particuliers par rapport au reste de la population, là où le sens commun permet de mieux comprendre le problème parce qu'il repose sur le jugement par les pairs (capables de se mettre mentalement dans la situation de la personne concernée) ou sur la conscience du fait que les choix politiques ne sont pas réductibles à des impératifs techniques. Ce raisonnement contribua fortement légitimer les jurys des siècles passés et se retrouve sous une forme atténuée dans toutes les procédures contemporaines.

5. Celles-ci se singularisent cependant en ce qu'elles pensent d'abord *le tirage au sort comme moyen de sélectionner un échantillon représentatif (ou au moins diversifié) de la population, une sorte de microcosme de la cité, un mini-public contrefactuel qui peut opiner, évaluer, juger et éventuellement décider au nom de la collectivité, là où tous ne peuvent prendre part à la délibération et où l'hétérogénéité sociale interdit de croire que tous les individus sont interchangeables.*

Une telle conception, qui présuppose que la notion d'échantillon représentatif est disponible, ne s'est développée que tardivement dans l'histoire. 1) Comme nous l'avons vu, cet échantillon peut être regardé comme fournissant un cliché instantané, en miniature, de la somme des opinions de chacun des individus : c'est le cas de tous les dispositifs qui n'incluent pas de délibération entre les personnes tirées au sort, comme les sondages d'opinion classiques ou les enquêtes de satisfaction. 2) Il peut aussi être considéré comme reflétant tendanciellement la diversité du groupe de départ, permettant ainsi une délibération plus riche et plus équitable car intégrant davantage de points de vue et d'expériences sociales. La réforme de la sélection des jurys de la sphère judiciaire à partir de la fin des années 1960 et les nouvelles procédures délibératives des dernières décennies se revendiquent de cette logique. Dans cette optique, la diversité épistémologique permise par l'échantillon représentatif (ou au moins par la constitution d'un groupe diversifié) permet de jouer sur des registres de savoir complémentaires aboutissant à une prise en compte plus performante de l'ensemble des données d'un problème ¹. 3) Cependant, comme nous le verrons dans les pages qui suivent, l'échantillon représentatif peut également être pensé comme permettant de représenter les intérêts des principales catégories de la population – dans une logique modernisée du système corporatiste où le gouvernement est composé par les représentants de chaque corporation. Dans les dernières décennies, certaines interprétations des jurys judiciaires ou des sondages délibératifs vont dans ce sens. 4) L'échantillon représentatif peut lui aussi être vu comme un moyen de valoriser le jugement des profanes par rapport au savoir professionnel. Une variante de ce raisonnement se retrouve dans les dispositifs contemporains qui entendent mettre en avant les citoyens « ordinaires » là où les démarches reposant sur le volontariat privilégient des citoyens membres de minorités

1 Le film *Douze hommes en colère* (*Twelve Angry Men*) est de ce point de vue emblématique. Cf. aussi Hélène LANDEMORE, *Democratic Reason. Politics, Collective Intelligence and the Rule of the Many*, thèse de philosophie, Harvard University, Cambridge, 2007.

activistes qui risquent de devenir des « spécialistes de la participation ». 5) Dans les cas limites, la sélection aléatoire peut même être utilisée comme technique de mobilisation de citoyens ordinaires là où les participants volontaires font défaut, comme dans certains budgets participatifs allemands.

Ce bref panorama permet de comprendre que les conséquences politiques du recours à la sélection aléatoire sont souvent transversales à ces cinq logiques. Dans l'ensemble de celles-ci ou presque, le tirage au sort a pu être envisagé comme un moyen de renforcer le consensus et la cohésion sociale. Dans toutes les logiques (sauf la première), il peut favoriser la qualité de la délibération, à travers une plus grande impartialité des personnes qui délibèrent sans avoir des intérêts propres en jeu, en permettant de mobiliser un savoir d'usage ou en diversifiant l'expérience sociale du groupe restreint des personnes qui sont habilitées à délibérer. Enfin, comme nous l'avons noté, c'est surtout dans les troisième, quatrième et cinquième logiques que le tirage au sort constitue un instrument au service de la démocratie, parce que son caractère égalitaire l'oppose à la technocratie ou au « cens caché » qui favorise les élites sociales, parce qu'il élargit la participation aux charges publiques et parce qu'il développe la culture civique.

Cependant, d'autres méthodes peuvent être employées pour arriver à des résultats proches. En quoi est-il aujourd'hui plus légitime de recourir au tirage au sort plutôt qu'à d'autres procédures pour renforcer le lien social, la qualité de la délibération ou la démocratie ? Quels sont ses avantages comparatifs dans les sociétés contemporaines ?

Former une opinion éclairée. – La première force majeure des dispositifs participatifs reposant sur la méthode aléatoire est de permettre la formation d'une opinion éclairée. Si celle-ci représente un « tribunal de la raison » à même d'évaluer les politiques et les enjeux publics, elle n'est plus simplement, comme à l'époque des Lumières ¹, l'apanage des lettrés et des élites cultivées

1 Jürgen HABERMAS, *L'Espace public*, op. cit. ; Arlette FARGE, *Dire et mal dire. L'opinion publique au XVIII^e siècle*, Seuil, Paris, 1992 ; Keith M. BAKER, *Au tri-*

et elle émane potentiellement de tout un chacun – à partir du moment où il entre dans le dispositif. C'est précisément ce que visaient les initiateurs des nouveaux mécanismes délibératifs. L'idée de créer des procédures démocratiques où un échantillon représentatif des citoyens a les moyens de délibérer et de se forger une opinion fondée naît de la critique des sondages et des observations pessimistes de la sociologie (qui avance que le citoyen moyen est peu intéressé par la politique, n'a guère d'opinion réfléchie et que le caractère de celle-ci varie fortement selon le capital économique et surtout culturel). Le tirage au sort étant couplé à une délibération de qualité, un défaut majeur des sondages disparaît mais la base politique qui les a rendu possibles est préservée : il s'agit de donner voix à l'opinion des citoyens ordinaires, en se démarquant des thèses élitistes conservatrices mais aussi de celles qui s'expriment au nom de l'avant-garde révolutionnaire ou de la science. Contre l'idée rabâchée que les citoyens ordinaires sont incompetents et que le recours au tirage au sort aboutit à désigner des médiocres et des incultes incapables d'orienter la cité de façon sensée, l'expérience montre qu'une participation organisée de façon délibérative est non seulement démocratique mais qu'elle aboutit à des résultats raisonnables.

C'est dans cette mesure que les jurys citoyens, les sondages délibératifs, les assemblées citoyennes et les conférences de consensus constituent un contrepoids aux sondages et un point d'appui contre le « populisme. » Les enquêtes sont unanimes ou presque à souligner la qualité de leurs débats, et les observateurs qui ont la chance de pouvoir les comparer à des démarches plus informelles ne peuvent qu'en être frappés. À travers les auditions, la qualité de l'information distribuée, l'alternance de travail en plénière et en petits groupes, le recours à des animateurs extérieurs rompus à l'animation des discussions, une organisation conçue pour éviter les risques de manipulation, des procédures claires

bunal de l'opinion. Essais sur l'imaginaire politique au XVIII^e siècle, Payot, Paris, 1993 ; Roger CHARTIER, *Les Origines culturelles de la Révolution française*, Seuil, Paris, 1990 ; Antoine LILT, *Le Monde des salons. Sociabilité et mondanité à Paris au XVIII^e siècle*, Fayard, Paris, 2005.

permettant d'arriver de façon rigoureuse à une éventuelle synthèse, ces dispositifs parviennent à incarner une dynamique délibérative exemplaire. Sur une échelle réduite, ils semblent se rapprocher de l'idéal proposé par Jürgen Habermas et les théories de la démocratie délibérative¹, fondé sur un cercle vertueux entre le dialogue et la force des procédures.

Il faut cependant se garder de toute naïveté. Même lorsqu'elle est considérée dans sa dynamique interne, la procédure délibérative se heurte à sept défis au moins².

La délibération et le « cens caché ». Le premier défi est de parvenir à répartir également la parole dans un groupe socialement et culturellement hétérogène, où certains sont plus habitués que d'autres à parler en public, où le capital culturel tend à lever les inhibitions et à conforter l'assurance de soi, où les experts qui sont auditionnés et les professionnels qui gèrent le dispositif peuvent influencer de façon importante sur la dynamique des débats. La qualité procédurale des dispositifs tend à minimiser les asymétries : il faut avoir vu des personnes jusque-là muettes s'animer dans les sessions en petits groupes et en revenir avec une capacité accrue à prendre la parole pour comprendre les potentialités à l'œuvre. Cependant, l'égalité n'est jamais parfaite. Pour prendre l'exemple des jurys berlinois, en règle générale, un cinquième des jurés intervenaient de façon particulièrement active tandis que 15 % restaient passifs (il s'agissait en particulier de jeunes, de personnes âgées et d'immigrés, en particuliers de sexe féminin). En revanche, il n'existait pas d'asymétrie tranchée entre jurés tirés au sort et jurés cooptés³.

-
- 1 Jürgen HABERMAS, *Droit et démocratie*, Gallimard, Paris, [1992] 1997 ; Charles GIRARD et Alice LE GOFF (dir.), *La Démocratie délibérative*, op. cit. ; Yves SINTOMER et Julien TALPIN (dir.), *Démocratie délibérative*, op. cit.
 - 2 Pour des vues un peu différentes, cf. Luigi BOBBIO, « Dilemmi della democrazia partecipativa », *Democrazia e diritto*, 2006/4, p. 11-26, et Loïc BLONDIAUX, *Le Nouvel Esprit de la démocratie*, Seuil, Paris, 2008.
 - 3 Anja RÖCKE et Yves SINTOMER, « Les jurys de citoyens berlinois et le tirage au sort », in Marie-Hélène BACQUÉ, Henri REY et Yves SINTOMER, *Gestion de proximité et démocratie participative*, op. cit. Plus généralement, cf. Nancy FRASER, « Repenser l'espace public. Une contribution à la critique de la démocratie

Les effets de la délibération. Un second défi auquel se heurte la méthode délibérative porte sur les effets réels de la délibération. Comme nous venons de le voir, ses théoriciens postulent généralement qu'en discutant de façon informée les citoyens sont à même de se forger une opinion éclairée, de se convaincre mutuellement grâce à la force sans contrainte du meilleur argument. Ce postulat philosophique et épistémologique est cependant difficilement démontrable et ce qui se passe réellement dans les délibérations reste largement une « boîte noire ». Des psychologues ont même avancé que l'organisation de discussions contradictoires aboutissait à renforcer les polarisations préexistantes et à rendre plus difficile la recherche d'un compromis, sans même parler d'un consensus au sens fort du terme ¹. Dans ces dispositifs quasi expérimentaux qu'ont été dans les dernières décennies les organismes politiques tirés au sort, quelle est la dynamique réelle des délibérations ? Les citoyens tendent-ils à modifier leurs opinions préalables, et si oui dans quel sens ? Peut-on relever une meilleure cohérence entre la vision qu'ils se forgent sur le sujet discuté et leurs convictions globales ? Discutent-ils véritablement, ou assiste-t-on plutôt à la juxtaposition de monologues ? Quelles sont les règles à adopter pour aboutir à une délibération de la meilleure qualité possible ? Ces questions ont concentré l'essentiel de l'attention des chercheurs qui se sont penchés sur l'émergence des nouveaux dispositifs, curieux qu'ils étaient de disposer enfin d'un « laboratoire » où tester leurs hypothèses. Les réponses ont jusqu'ici été controversées, même si la majorité des analystes tendent à souligner les aspects positifs des dynamiques délibératives ainsi observées et si l'on commence à disposer de

réellement existante », in *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, La Découverte, Paris, 2005, p. 107-144 ; Marie-Hélène BACQUÉ et Yves SINTOMER, « L'espace public dans les quartiers populaires d'habitat social », in Catherine NEVEU (dir.), *Espace public et engagement politique*, L'Harmattan, Paris, 1999.

1 Cass SUNSTEIN, « Y a-t-il un risque à délibérer ? Comment les groupes se radicalisent », in Charles GIRARD et Alice LE GOFF (dir.), *La Démocratie délibérative*, op. cit., p. 381-440.

descriptions fines et conceptuellement informées des processus à l'œuvre¹.

La délibération contre la publicité ? Un troisième défi concerne le caractère public ou non de la délibération. Si les sondages délibératifs sont publics, ce n'est pas le cas des jurys citoyens et des conférences de consensus qui, souvent, se tiennent entièrement à huis clos (alors que les jurys de la sphère judiciaire alternent des moments publics et d'autres où le jury se retire pour délibérer, dans une dynamique en partie reproduite dans les assemblées citoyennes). Il s'agit là d'un problème classique de la théorie politique et du droit constitutionnel. Certains justifient le huis clos en avançant que les séances publiques poussent les interlocuteurs à rigidifier leurs positions, à déployer des arguments rhétoriques et à avancer moins d'arguments objectifs², ou parce qu'il convient de préserver les jurés de l'influence des lobbies. Dans une perspective habermassienne ou kantienne, la publicité est au contraire l'une des forces de la discussion en ce qu'elle pousse les locuteurs à se tourner vers l'intérêt général ou du moins à tenter de montrer en quoi leurs arguments sont compatibles avec celui-ci, et la pression de la publicité rend plus difficiles les marchandages que les séances à huis clos. Aucune analyse empirique systématique n'a à ce jour permis de trancher la controverse, mais les enquêtes isolées montrent que le contexte institutionnel, social et politique joue fortement et qu'il est sans doute impossible d'arriver sur cette question à une réponse univoque. En tout état de cause, la non-publicité des débats présente l'inconvénient majeur d'empêcher le dispositif délibératif de toucher un public large.

Unité et multiplicité de l'espace public. Le quatrième défi concerne l'unité de l'espace public. Les sciences sociales ont montré que l'espace public se déclinait toujours au pluriel, qu'il constituait

1 Julien TALPIN, *Schools of Democracy. How Ordinary Citizens (Sometimes) Become More Competent in Participatory Budgeting Institutions*, ECPR Press, Colchester, 2011.

2 Jon ELSTER, « Argumenter et négocier dans deux assemblées constituantes », *Revue française de science politique*, 44 (2), avril 1994, p. 249.

une sorte de mosaïque¹. La question est de savoir s'il faut pousser au maximum à son unification, comme le veut une logique habermassienne, ou au contraire s'il est préférable de jouer sur cette multiplicité afin que se constituent des contre-espaces publics face aux espaces publics majoritaires, avec pour objectif de favoriser l'expression des individus issus des groupes dominés². Cette question touche particulièrement les dispositifs fondés sur le tirage au sort puisque, par nature, ils mettent en présence des personnes issues de milieux différents et ne constituent pas des milieux propices à la constitution d'identités de groupe. De plus, en étant généralement limités au traitement ponctuel d'une question particulière, n'aboutissent-ils pas à fractionner démesurément la délibération publique ? Là encore, il n'existe sans doute pas de réponse universelle à ce défi. Il est probable qu'il faille privilégier une approche pragmatique jouant parfois sur le couplage de plusieurs collèges dans un même dispositif (avec des tirés au sort et des associatifs), parfois sur la multiplication des jurys ponctuels avec un large écho public et parfois sur la mise en place de conseils tirés au sort siégeant de façon plus pérenne.

La démocratie technique. Le développement d'une véritable démocratie technique ne va pas de soi. Comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, il est impératif que le débat soit soigneusement organisé pour obtenir une qualité délibérative réelle. Cela ne risque-t-il pas de donner un pouvoir excessif aux personnes, souvent professionnelles, qui se spécialisent dans l'animation des débats participatifs ? L'expérience des jurys citoyens berlinois est de ce point de vue intéressante, les sessions où le rôle d'impulsion du manager devient écrasant figurant parmi les exemples les moins réussis de discussion³. La large discussion entre jurés tend alors à être substituée par un jeu de questions/réponses entre les

-
- 1 Bastien FRANÇOIS et ÉRIC NEVEU (dir.), *Espaces publics mosaïques*, PUR, Rennes, 1999.
 - 2 Nancy FRASER, « Repenser l'espace public », in *Qu'est-ce que la justice sociale ?*, op. cit. ; Oskar NEGt, *L'Espace public oppositionnel*, Payot, Paris, 2007.
 - 3 Anja RÖCKE et Yves SINTOMER, « Les jurys de citoyens berlinois et le tirage au sort », in Marie-Hélène BACQUÉ, Henri REY et Yves SINTOMER, *Gestion de proximité et démocratie participative*, op. cit.

jurés et le manager, qui concentre à la fois le savoir technique sur les dossiers qu'il a aidé à monter, la légitimité institutionnelle et le maniement de la parole. La discussion devient plus techniciste qu'objective, les arguments techniques en venant à occuper une place hypertrophiée au détriment des arguments portant sur l'intérêt éthique, social ou culturel des projets présentés. La démocratie technique demande plus qu'une simple association des profanes aux discussions des spécialistes, elle exige de faire ressortir les enjeux sociaux du développement et de l'utilisation des techniques. Or les nouveaux dispositifs fondés sur le tirage au sort sont de ce point de vue hétérogènes. Les jurys citoyens locaux tendent souvent à se restreindre à une question particulière et, dans l'objectif de donner un avis concret, se gardent de trop approfondir les discussions de type général. Celles-ci n'ont lieu que par la bande, et c'est précisément cette marge qui se restreint à presque rien lorsque la discussion se fait trop technique. Sur ce plan, sondages délibératifs et conférences de citoyens sont généralement plus satisfaisants.

La question de la responsabilité. La question de la responsabilité des citoyens tirés au sort se pose fortement dans les nouveaux dispositifs. À l'époque d'Athènes, les citoyens qui devenaient membres de la *Boulé* ou des tribunaux pouvaient être amenés à rendre des comptes sur leur action, et cette perspective constituait d'ailleurs l'un des motifs qui poussaient certains à ne pas se porter volontaires. Même s'ils ne respectent pas toujours leurs promesses électorales – loin s'en faut –, les élus sont responsables devant la loi lorsqu'ils occupent des postes exécutifs, et en tout cas devant leurs électeurs s'ils se présentent à la réélection. Devant qui les jurés actuels doivent-ils rendre des comptes, ou pourraient-ils le faire ? Pour une part, la dynamique des délibérations pousse à un contrôle mutuel des participants et la personne qui se comporte de façon « irresponsable » se décrédibilise assez vite. De plus, parce qu'ils ne sont pas autoconvoqués mais réunis sur initiative d'une autorité légale, les dispositifs contemporains dépendent d'elle (directement ou à travers les tiers qui organisent concrètement leurs sessions) et sont toujours susceptibles de se voir opposer un veto, par exemple s'ils suggèrent des

propositions contraires à la législation en vigueur. Par ailleurs, au cours de nombreux débats, les membres de l'Assemblée citoyenne de Colombie britannique ont présenté publiquement leurs conclusions, tandis que ceux du Conseil constitutionnel islandais se sont pliés à un exercice de transparence et à un certain dialogue *on-line* : dans les deux cas, il s'est agi d'une forme de reddition des comptes devant le public qu'ils étaient censés représenter. Enfin, si les organismes fondés sur la sélection aléatoire se développaient à une plus grande échelle, il serait nécessaire de les encadrer par une législation spécifique incluant des mécanismes de responsabilisation. Il faut cependant reconnaître qu'à l'heure actuelle leur irresponsabilité relative constitue un argument pour les cantonner à une fonction purement consultative, celle d'une opinion qui, certes, est « éclairée », mais qui doit rester une opinion.

Délibération démocratique des mini-publics contre délibération des masses. Le dernier défi découle de la nature même du projet d'instituer un échantillon représentatif de citoyens pour délibérer sur les choses de la cité. Le leader antifédéraliste John Adams pouvait réclamer que les représentants « pensent, ressentent, raisonnent et agissent » comme le peuple¹. Pour la théorie de la démocratie délibérative contemporaine, la similarité statistique entre les représentants « descriptifs » et le peuple n'est qu'un point de départ. Le mini-public, une fois qu'il a délibéré, est censé pouvoir avoir changé d'opinion – un tel changement est même le signe attendu d'une délibération de qualité. Le mini-public délibératif incarne une opinion publique contrefactuelle (ce que l'opinion publique pourrait être), mieux informée, bénéficiant d'un cadre assez satisfaisant pour forger dialogiquement son opinion, mais qui du coup peut diverger de l'opinion publique « réelle » – c'est-à-dire de l'opinion des masses telle qu'elle se construit dans la vie politique. Le risque est d'autant plus fort que les mini-publics tirés au sort tendent à être désencastrés du social, des relations de force et des cristallisations d'intérêts qui marquent celui-ci. La façon dont les recommandations des jurés ont été prises en compte dans

1 John ADAMS, « Letter to John Penn », cité in Bernard MANIN, *Principes du gouvernement représentatif*, op. cit.

plusieurs expériences phares démontre amplement que ce risque n'est pas purement spéculatif. Le projet de loi électorale de l'Assemblée citoyenne de Colombie britannique n'a, comme nous l'avons vu, convaincu qu'une majorité simple (57,7 %) du corps électoral, insuffisante pour en permettre l'adoption légale et bien inférieure à l'écrasante majorité (92,8 %) qui s'était prononcée en sa faveur à l'intérieur de l'assemblée. À nouveau soumise à référendum en mai 2009, dans un contexte il est vrai très différent, la proposition a de nouveau été rejetée, remportant seulement 38,7 % des voix et une majorité simple dans sept des quatre-vingt-cinq circonscriptions électorales. Dans le cas de l'Ontario, le résultat fut encore plus décevant : 36,9 % des électeurs seulement approuvèrent le nouveau mode de scrutin proposé par l'Assemblée citoyenne, avec un taux d'abstention qui frôla les 50 %. Sur le vieux continent, le candidat du Pasok sélectionné par l'échantillon représentatif tiré au sort parmi les citoyens de Marousi ne fut pas celui qui arriva en tête le jour des élections et il ne devint de ce fait jamais maire. Certes, la possibilité de tels écarts n'est pas spécifique aux procédures politiques fondées sur la sélection aléatoire, et le divorce entre les résolutions issues d'un Parlement et l'opinion publique est monnaie courante dans la démocratie représentative. Cependant, celle-ci assume ce décalage comme inhérent au type de légitimité qui la soutient : en dernière analyse, c'est seulement lors des élections qu'il s'agit pour les élus de démontrer qu'ils ont encore la confiance des électeurs, et les oscillations de cette confiance durant la mandature sont présentées comme normales. Or, devant la dissociation tendancielle de l'opinion éclairée des mini-publics et l'opinion des masses, nombre des tenants de la démocratie délibérative sont amenés à valoriser exclusivement la première et à se méfier de la seconde. En tout état de cause, l'écart potentiel entre le mini-public éclairé et l'opinion du grand public réelle démontre que la démocratie délibérative qui a recours au tirage au sort diffère autant de la démocratie directe que de la démocratie représentative, qu'elle ne tient pas debout toute seule et qu'elle doit en conséquence s'adosser à d'autres mécanismes et à d'autres principes pour contribuer à l'édification d'un édifice démocratique solide.

Représenter les citoyens dans leur diversité. – Le second grand type de légitimité des dispositifs fondés sur le tirage au sort renvoie à leur représentativité sociologique. Les notions de représentation et de représentativité sont susceptibles de plusieurs interprétations contrastées. Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, à l'idée du représentant agissant pour ses mandants s'oppose une seconde notion, typique de l'Ancien Régime mais perceptible encore aujourd'hui, où le représentant incarne une réalité qui existe surtout à travers lui (le fameux « L'État, c'est moi » attribué à Louis XIV ¹). Dans une troisième conception, un peu différente, la représentation politique est, à l'image d'une performance théâtrale, une mise en scène, qui pour être bonne ne peut faire dire n'importe quoi aux acteurs mais qui n'est pas non plus réductible au texte seul. Enfin, dans une quatrième conception, la représentativité se mesure à l'aune de la ressemblance sociologique entre le peuple et le corps des représentants. C'est cette dernière perspective que les dispositifs tirés au sort incarnent particulièrement bien, surtout depuis qu'ils peuvent s'appuyer sur l'idée d'échantillon représentatif.

Dans un livre devenu classique, la chercheuse américaine Hannah Pitkin a opposé la conception moderne de la représentation comme « *acting for* », où la représentation est une activité qui contribue à faire exister l'entité qui est représentée et devant laquelle elle est responsable (le peuple, dans l'exemple classique), et la conception plus passive d'une représentation miroir où les représentants reflètent ce que sont ou ce que pensent les représentés (« *standing for* ») ².

Souvent, l'idéal de similarité défendu par les antifédéralistes, les ouvriers du « Manifeste des Soixante » ou certaines partisans de la parité hommes/femmes en politique a été interprété sur le mode du « *standing for* » : une représentation serait « représentative » dans la

1 Carl SCHMITT, *Théorie de la constitution*, PUF, Paris, 1993 ; Pierre BOURDIEU, « Le mystère du ministère. Des volontés particulières à la "volonté générale" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 140, 2001/5, p. 7-11.

2 Hannah F. PITKIN, *The Concept of Representation*, University of California Press, Berkeley/Los Angeles, 1972.

mesure où elle refléterait les divisions sociales préexistantes, au point par exemple que seul un ouvrier pourrait représenter les ouvriers (ou une femme les femmes). Cette conception est présente dans certaines interprétations contemporaines des jurys de la sphère judiciaire, en particulier aux États-Unis. Par le jeu des récusations, un énorme travail, souvent accompli par des bureaux d'études spécialisés en la matière, vise à manipuler la composition sociale et ethnique des jurys, avec l'idée que le jugement dépend moins de la délibération elle-même que des caractéristiques sociodémographiques de ceux qui y participent – au point que, d'après une plaisanterie courante, si le procès commence en Angleterre au moment où finit la sélection des jurés, il se termine avec celle-ci aux États-Unis¹. Des procès retentissants, comme celui des policiers qui tabassèrent Rodney King à Los Angeles et qui furent acquittés par un jury blanc, ce qui déclencha plusieurs jours d'émeutes dans la ville, ou celui du célèbre sportif O.J. Simpson, accusé du meurtre de sa femme et successivement acquitté par un jury criminel majoritairement « coloré » puis condamné par un jury civil majoritairement « blanc », ont tendu à donner une certaine crédibilité à cette idée². Dans cette optique, la diversité permise par le recours à l'échantillon statistique permet une représentation des intérêts organisés des différents groupes et sous-groupes qui composent la société et représente une variante modernisée du corporatisme qui existait à des degrés divers dans la Florence médiévale ou dans la Couronne d'Aragon.

La représentation miroir a été critiquée par les courants politiques, sociologiques et philosophiques majoritaires. Les uns ont avancé des motifs élitistes (les représentants doivent se distinguer de la masse) ; les autres ont prétendu que le représentant est le tiers qui seul peut faire surgir la pluralité (et donc la politique) dans un social toujours hanté par le fantasme de

1 Jeffrey ABRAMSON, *We The Jury*, *op. cit.*

2 Cependant, ces tentatives ont le plus souvent été mises en échec. Cf. Jeffrey ABRAMSON, *We The Jury*, *op. cit.*, deuxième partie.

l'unité¹ ; d'autres enfin ont insisté à l'instar de Hannah Pitkin sur le fait que les groupes représentés ne sont pas objectifs ou naturels, que leurs frontières ne sont pas fixes, que les intérêts de leurs membres ne sont pas homogènes et que la représentation est toujours un travail. Lorsqu'elle n'est pas poussée à l'outrance et que le représentant n'est pas conçu comme le demiurge d'un groupe qui n'existe que par lui², la critique constructiviste de la représentation miroir est largement convaincante.

Pourtant, l'usage politique de l'échantillon représentatif et les dispositifs fondés sur le tirage au sort ne sont pas condamnés à se reposer sur la notion de représentation miroir. Comme nous l'avons vu, le seul fait de proposer la constitution d'une opinion éclairée démontre qu'il ne s'agit pas simplement de représenter en miniature l'existant mais d'un processus actif. La délibération est un travail performatif qui crée un artefact, l'opinion du peuple telle qu'elle pourrait être si les moyens de délibérer correctement étaient réunis.

L'idée de représentativité sociologique appelle cependant une autre conception de la délibération politique que la conception républicaine française, qui ne considère officiellement que le citoyen abstrait et qui est aveugle devant les discriminations massives qui frappent les individus des groupes dominés dans la sphère politique. Elle met à l'ordre du jour une « politique de la présence », pour reprendre une notion d'Anne Phillips³. Cette perspective récuse que l'acte de représenter soit indépendant des caractéristiques sociales des représentants. La question n'est pas seulement de savoir quelles sont les idées représentées, mais qui les représente. Il est probable que la réponse à la seconde question (qui représente ?) influence la réponse à la première (quelles sont les idées représentées ?). Pour ne prendre qu'un exemple, en l'état

-
- 1 Claude LEFORT, *L'Invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*, Fayard, Paris, 1981 ; *Essais sur le politique (XIX^e-XX^e siècles)*, Seuil, Paris, 1986.
 - 2 Vladimir I. LÉNINE, *Que faire ?*, Éditions sociales/Éditions du Progrès, Paris/Moscou, 1971 ; Jean-Paul SARTRE, « Les communistes et la paix », in *Situations*, VI, Gallimard, Paris, 1964.
 - 3 Anne PHILLIPS, *The Politics of Presence*, Clarendon Press, Oxford, 1995.

actuel des rapports entre les sexes, on ne courrait guère de risques en pariant qu'une Assemblée composée seulement d'hommes et une Assemblée paritaire discuteraient de façon différente de la violence domestique. Les caractéristiques sociales et démographiques des représentants ont d'ailleurs une valeur en elles-mêmes, indépendamment des thèmes abordés et les décisions prises. Une égale présence des femmes peut ainsi être considérée comme ayant une valeur symbolique pour l'égalité entre les sexes dans la société en général, une représentation où figurent surtout des hommes ayant au contraire un effet performatif négatif. Enfin, la démocratie est une valeur en soi et la participation égale des hommes et des femmes à la représentation peut être considérée comme un réquisit démocratique. Cette politique de la présence ne concerne pas seulement la représentation des femmes, mais plus largement celle de tous les groupes dominés. Cependant, la solution des quotas souvent employée pour les rapports entre les sexes n'est pas forcément la plus adaptée pour d'autres configurations et ses effets pervers de réification des groupes sont plus probables dans certains cas, comme celui des quotas ethniques.

Dans cette perspective, il ne s'agit pas que les femmes ne représentent que les femmes, ou les ouvriers les ouvriers. La « politique de la présence » récuse résolument le principe d'élections séparées, groupe par groupe, sur lequel reposait le système corporatiste médiéval. Il s'agit bien plutôt de diversifier la provenance sociale de ceux qui participent à la délibération, afin d'enrichir celle-ci d'une plus grande variété de points de vue et d'expériences et afin que les préjugés et les limites des uns et des autres se neutralisent mutuellement (l'idéal étant que cette pluralité se rapproche le plus possible de la pluralité réelle de la société ¹). Dans une réunion, si les arguments qui sont avancés sont fondés et rationnels mais s'ils vont tous dans le même sens parce que les personnes qui

1 Nancy FRASER, « Repenser l'espace public », in *Qu'est-ce que la justice sociale ?*, op. cit. ; Marie-Hélène BACQUÉ et Yves SINTOMER, « L'espace public dans les quartiers populaires d'habitat social », in Catherine NEVEU (dir.), *Espace public et engagement politique*, op. cit.

pourraient partir d'un autre point de vue et parler à partir d'une autre expérience sont absentes ou numériquement marginales, l'objectivité de chacun des discours pris isolément n'empêche pas que le débat soit, au total, étriqué et finalement tendancieux ¹. Et c'est précisément parce que la représentation a des effets performatifs qu'il est important de contrebalancer la politique des idées par une « politique de la présence ».

La sélection aléatoire est particulièrement adaptée à cette perspective. Employée de façon pure, elle ne fige pas les frontières des groupes et ne réifie pas les identités puisqu'elle n'en présuppose aucune. La logique n'est pas forcément modifiée radicalement lorsqu'elle est complétée par un système de quotas, l'objectif pouvant demeurer une meilleure diversité de l'échantillon sans pour autant demander que les Noirs tirés au sort représentent les Noirs, que les femmes représentent le sexe féminin et les hommes le sexe masculin, et ainsi de suite. L'utilisation complémentaire des quotas implique cependant qu'une instance soit chargée de définir des critères pertinents, et donc qu'elle contribue par l'usage de ces catégories à légitimer certains groupements (cela n'est pas un problème majeur à partir du moment où cela est reconnu et problématisé, mais il est vrai que ce n'est pas toujours le cas). C'est dans cette direction qu'a œuvré la réforme des jurys de la sphère judiciaire aux États-Unis, qui visait comme nous l'avons vu la constitution d'une « *fair cross section of the community*. » Dans les jurys citoyens, les sondages délibératifs et les conférences de consensus, l'idéal délibératif a toujours été mis en avant de façon prédominante et la représentation miroir conçue de façon statique n'a eu qu'une influence à la marge.

Mobiliser les savoirs citoyens. – Depuis l'Antiquité, on reprochait à la sélection aléatoire de désigner des incompetents à des postes de responsabilité. Cette critique a récemment été

1 Anja RÖCKE et Yves SINTOMER, « Les jurys de citoyens berlinois et le tirage au sort », in Marie-Hélène BACQUÉ, Henri REY et Yves SINTOMER, *Gestion de proximité et démocratie participative*, op. cit. ; Hélène LANDEMORE, *Democratic Reason*, op. cit.

reprise dans certaines tentatives visant à défendre une représentation « microcosmique » qui permettrait tout de même une sélection des meilleurs, à l'image de la loi sur la parité qui entend imposer une égale proportion d'hommes et de femmes dans le corps des représentants mais utilise l'élection pour sélectionner les hommes et les femmes jugés les plus compétents ¹.

Or les dispositifs contemporains fondés sur le tirage au sort peuvent revendiquer une rationalité spécifique face aux experts et aux professionnels de la politique. Trois types de « savoir citoyen » se retrouvent plus particulièrement dans les dispositifs participatifs ². Le premier est le savoir d'usage, résumé par le philosophe John Dewey lorsqu'il écrit que « c'est l'homme qui porte la chaussure qui sait le mieux qu'elle fait mal et où elle fait mal, même si le cordonnier est le meilleur juge pour savoir comment y remédier. [...] Une classe d'experts est inévitablement si éloignée des intérêts communs qu'elle en devient une classe avec un intérêt privé et un savoir privé, ce qui en matière sociale est l'équivalent d'un non-savoir ³ ». Depuis la généralisation des jurys populaires au moment des révolutions de la fin du XVIII^e siècle, la notion d'un jugement par les pairs a inclus tout à fait explicitement l'idée que, pour être jugé équitablement, il fallait l'être par des personnes connaissant votre condition et vos problèmes. Cette connaissance par la pratique constitue l'une des dimensions de la politique de la présence, et l'on comprend mieux ainsi en quoi la délibération que celle-ci appelle peut revendiquer une qualité particulière.

Cependant, alors que la majorité des démarches participatives font le pari de l'intégration du savoir d'usage à la gestion publique, les dispositifs contemporains fondés sur le tirage au sort

1 Jane MANSBRIDGE, « Should blacks represent blacks and women represent women ? A contingent "yes" », *Journal of Politics*, vol. 61, n° 3, 1999, p. 628-657.

2 Yves SINTOMER, « Du savoir d'usage au métier de citoyen ? », *Raisons politiques*, 31, août 2008, p. 115-134 ; Héloïse NEZ, *Les Savoirs citoyens dans la démocratie participative (Paris-Cordoue)*, thèse de sociologie, université Paris-VIII/Universidad Autónoma de Barcelona, novembre 2010.

3 John DEWEY, *Le Public et ses problèmes*, Gallimard, Paris, 2010.

ne sélectionnent pas forcément des personnes impliquées à la première personne dans les questions discutées, et leur raisonnement ne fait pas automatiquement appel au savoir d'usage. C'est surtout dans les jurys citoyens locaux que celui-ci intervient, souvent de façon secondaire. La plupart du temps, le « savoir » dont il s'agit est d'ordre différent et n'est autre que le « bon sens. » Comme nous l'avons vu au chapitre 3, c'est aussi et d'abord à celui-ci que les jurys judiciaires ont fait appel tout au long de leur histoire. Sans cette « capacité de bien juger, sans passion, en présence de problèmes qui ne peuvent être résolus par un raisonnement scientifique ¹ », la notion même de démocratie – l'idée que chacun a le droit de participer à la définition des affaires communes, ne serait-ce qu'à travers le vote de représentants – serait vide de sens. Les représentants politiques doivent d'ailleurs le reconnaître, eux dont le savoir ne peut jamais être aussi pointu que celui des experts qui travaillent pour eux.

Ce savoir tendancielllement non intéressé peut être opposé au savoir d'usage de personnes qui sont concernées par la question discutée et qui, en conséquence, peuvent être suspectées de raisonner seulement en fonction de leurs propres intérêts. Dans la sphère judiciaire, cette idée s'est imposée de façon croissante, au point d'aboutir actuellement à des absurdités aux États-Unis, où les jurés sont fréquemment récusés s'ils ont entendu parler de façon précise par les médias du cas à juger. Il ne reste alors plus grand-chose de la thématique du jugement par les pairs et l'impartialité tend à devenir synonyme d'un jugement effectué à partir d'une situation initiale d'ignorance, la conscience des jurés n'étant qu'une « page blanche » amenée à se remplir seulement au moment du procès ².

Cette version caricaturale du « voile d'ignorance » que John Rawls propose comme procédure mentale pour discuter de façon impartiale des principes de justice se retrouve sous une forme atténuée dans nombre de jurys citoyens, en particulier en Allemagne. Dans le modèle de Peter Dienel, un objectif central de la

1 *Le Petit Robert.*

2 Jeffrey ABRAMSON, *We The Jury, op. cit.*

procédure est de garantir la neutralité des débats grâce à l'exclusion des forces organisées censées porter potentiellement des intérêts particuliers¹. La dynamique de la discussion publique n'est pas considérée comme suffisante en elle-même pour pousser les locuteurs à prendre une distance réflexive par rapport à leur propre intérêt et pour censurer les arguments purement égoïstes. Or penser la délibération impartiale comme nécessitant l'exclusion des porteurs d'intérêts particuliers, voire de tous ceux qui ont une connaissance préalable du problème, a des conséquences non négligeables. Les dispositifs participatifs vont être considérés d'autant plus tournés vers l'intérêt général qu'ils s'insularisent par rapport au monde réel, et en particulier qu'ils prennent leur distance avec la société civile organisée. Lorsque cette conception est poussée à l'extrême, les citoyens les plus actifs qui s'intéressent à la vie publique sont récusés dans les jurys judiciaires, tandis que l'opinion publique éclairée formée dans les jurys citoyens est tournée contre l'opinion mobilisée des mouvements sociaux. La démocratie participative fondée sur le tirage au sort diverge alors de la participation associative et exclut un troisième type de savoir citoyen, le savoir militant qui s'appuie sur la contre-expertise. À l'inverse, les dispositifs mixtes qui valorisent d'une manière ou une autre l'action des associations ou des mouvements sociaux aux côtés des citoyens tirés au sort, comme les jurys berlinois, l'Assemblée citoyenne de Colombie britannique ou le Conseil constitutionnel islandais, pointent potentiellement dans une direction très différente : si de tels dispositifs produisent une opinion éclairée, ils peuvent aussi servir de caisse de résonance à l'opinion mobilisée.

La question du consensus et les frontières de la politique.

– Ces oppositions se retrouvent dans la question du consensus. Nous avons vu que c'était dans la mesure où ils faisaient appel au bon sens que les jurys de la sphère judiciaire devaient fonctionner initialement à l'unanimité. Sous cette influence, l'impératif s'est

1 Peter DIENEL, *Die Planungszelle*, op. cit.

généralement retrouvé dans les jurys citoyens, dont l'avis doit aussi être émis de façon unanime (ou, dans certains pays, être soutenu par une forte majorité qualifiée), ainsi que dans une partie des conférences dites « de consensus ». Le but n'y est pas de départager une majorité et une minorité par le vote, mais plutôt de pousser l'ensemble des participants à s'entendre.

L'idée que le consensus constituerait l'horizon nécessaire de la délibération a été théorisée par Jürgen Habermas¹ et par ceux qui travaillent dans une perspective proche. Pour l'auteur de *Droit et démocratie*, il faut entendre le terme au sens fort, celui d'un plein accord sur une question, et ce pour les mêmes raisons. Cette perspective a été soumise à de vives critiques, une majorité des tenants de la démocratie délibérative préférant mettre en avant la notion de « dissensus délibératif », où les interlocuteurs sont amenés à préciser leurs arguments et à entendre ceux des autres, ce qui ne signifie pas les partager². D'autres chercheurs ont ajouté que dans le monde réel les consensus atteints sont le plus souvent des « consensus apparents » où les minoritaires renoncent à faire usage de leur pouvoir de veto³. Certes, certains des thèmes abordés par les jurys sont suffisamment concrets et ciblés pour faire l'objet d'un large accord. Il est plus facile d'atteindre un consensus lorsqu'on a à juger de la culpabilité ou non d'un policier blanc accusé de violence dans un quartier défavorisé que lorsqu'il s'agit de légiférer sur l'organisation générale de la police et sur les mesures qui permettraient de changer la situation des quartiers populaires – de même qu'il est plus aisé de se mettre d'accord sur un nouveau plan de circulation urbain dans une ville moyenne que de s'entendre sur la place de l'automobile dans la société. Le fait d'arriver à un consensus renforce par ailleurs l'autorité de la décision et lui confère une forte connotation d'impartialité. Cependant, prendre le consensus comme objectif premier, comme horizon obligé, contient des périls majeurs.

1 Jürgen HABERMAS, *Droit et démocratie*, op. cit.

2 Yves SINTOMER, *La Démocratie impossible ?*, op. cit.

3 Philippe URFALINO, « La décision par consensus apparent », loc. cit.

D'une part, les dispositifs participatifs reposant sur le tirage au sort ne peuvent être assimilés aux « groupes d'affinité » ou aux « forums » de la société civile, qui fonctionnent eux aussi sur le « consensus apparent », car ils engagent un avis ou une décision au nom de la société dans son ensemble. Ils sont également très différents des organismes hybrides qui, lorsqu'il s'agit par exemple de « gouverner » Internet, sont contraints au « consensus apparent » par le caractère hétérogène des parties prenantes ¹. Lorsqu'ils se donnent un objectif consensuel, ils risquent de le faire au détriment de la politisation des questions de société. On peut de ce point de vue comparer utilement la façon dont fonctionnent le Conseil constitutionnel français et la Cour constitutionnelle italienne d'un côté, la Cour suprême états-unienne, la Cour européenne des droits de l'homme ou la Cour constitutionnelle allemande de l'autre. Alors que les premiers rendent des jugements qui ont l'apparence de l'unanimité, les secondes publient les avis minoritaires et les motivations concurrentes des juges. Ce détail est décisif pour faire basculer la jurisprudence constitutionnelle au-delà de l'expertise. Un jugement d'une Cour constitutionnelle n'est pas de l'ordre de la vérité, mais un moment – certes crucial et tout à fait spécifique – dans un débat politique et philosophique englobant les représentants politiques et les citoyens ordinaires sur les droits et les principes fondamentaux de l'ordre existant. Les sondages délibératifs et les conférences de citoyens qui fonctionnent sur un modèle proche de celui de la Cour suprême sont de ce point de vue plus dynamiques, car ils se présentent comme des instruments de débat raisonnable sur les alternatives qui s'offrent.

C'est pourquoi il faut prendre au sérieux la critique portée par certaines franges radicales contre les jurys, selon laquelle ces derniers seraient un instrument apolitique et une machinerie institutionnelle incapable de porter une dynamique de transformation

1 Dominique CARDON, *La Démocratie Internet*, *op. cit.* ; Christophe AGUITON et Dominique CARDON, « The strenght of weak cooperation. An attempt to understand the meaning of Web 2.0 », *Communication & Strategies*, 65, 2007, p. 51-65.

sociale. Les jurys, les sondages délibératifs, les assemblées citoyennes et les conférences de citoyens ne constituent pas des procédures autorégulées, ils sont convoqués par les gouvernants et ne peuvent décider de se pérenniser. Le danger est d'autant plus sérieux qu'en Europe la démocratie participative institutionnalisée correspond à une attente assez large des citoyens mais n'est soutenue que par une dynamique politique assez limitée. Lorsque les dispositifs tirés au sort sont tournés contre la société civile organisée, ils menacent de n'être qu'un instrument parmi d'autres dans une panoplie de mesures qui réduisent les citoyens à des consommateurs plus ou moins avertis (au début du ^{XXI}^e siècle, Tony Blair s'est d'une certaine manière fait le champion de cette approche).

Certes, il vaut mieux que des services publics ne se désintéressent pas de leurs usagers et que, dans les administrations, la culture de l'évaluation se répande et ne soit pas cantonnée à une évaluation hiérarchique interne. Une modernisation participative peut offrir une voie différente de celle du *new public management*, souvent porteuse d'une logique imprégnée de néolibéralisme, en faisant appel au contrôle des usagers plutôt qu'en transformant les citoyens en clients¹. Cependant, s'ils se réduisaient à contribuer à une modernisation de la gestion publique, les jurys citoyens, les sondages délibératifs et les conférences de consensus risqueraient effectivement de ne porter que sur des questions secondaires ou particulières et de détourner l'attention des questions plus fondamentales. Dans l'esprit de certains des responsables politiques qui se sont lancés dans l'expérience, il doit d'ailleurs clairement en aller ainsi. Tout se passe alors comme si le recours à des profanes tirés au sort était possible et légitime tant qu'ils ne s'occupent que de questions limitées, qui peuvent par exemple relever de l'intérêt général d'un quartier mais qui demeurent dans le particulier dès que le regard change d'échelle et que l'on considère ce dispositif à l'intérieur d'un ensemble plus

1 Yves SINTOMER, Carsten HERZBERG et Anja ROCKE, *Les Budgets participatifs en Europe*, op. cit. ; Olivier GIRAUD et Philippe WARIN (dir.), *Politiques publiques et démocratie*, La Découverte, Paris, 2008.

vaste. Dans les approches classiques de la démocratie représentative, c'est parce que seuls les élus peuvent légitimement définir l'intérêt général qu'ils ont le monopole des décisions politiques. Dans beaucoup d'expériences participatives, la frontière du politique tend à reculer pour se recentrer sur les grands équilibres, laissant la « société civile » (avec ses associations et ses citoyens ordinaires) s'approprier une partie au moins de la gestion de proximité. L'essentiel des développements qui sont qualifiés de « démocratie participative » en Europe n'oscillent-ils pas ainsi entre une codécision réelle mais limitée à l'échelle du quartier et une discussion publique sans codécision dès que cette échelle est dépassée ?

Il n'en reste pas moins que cette frontière entre le « politique » et la « société civile » est contestée et qu'une fois engagé le processus, les participants sont souvent amenés à revendiquer plus de pouvoir et à contester la monopolisation du politique par les élus et le système partidaire institutionnel. La façon dont les dispositifs fondés sur le tirage au sort ont en quelques années débordé sur des domaines considérés autrefois comme typiquement politiques (songeons au mode de scrutin de la Colombie britannique) laisse de ce point de vue le futur ouvert.

Autogouvernement républicain ou démocratie délibérative ?

– Au total, le défi majeur des dispositifs contemporains fondés sur le tirage au sort est cependant de sortir d'une focalisation exclusive sur les mini-publics délibératifs. Dans l'Antiquité, au Moyen Âge ou à la Renaissance, nombre des utilisations politiques du tirage au sort sous-tendaient, comme nous l'avons vu, une logique d'autogouvernement républicain. Or, si certains des idéaux classiques (tels que l'égalité de tous les citoyens devant la sélection aléatoire ou l'idée que chacun peut apporter une contribution utile à la solution des problèmes collectifs) trouvent une seconde jeunesse avec les expérimentations actuelles, un écart énorme existe entre l'autogouvernement républicain classique, fondé sur la sélection aléatoire des magistrats et la rotation rapide des charges, et la démocratie délibérative, fondée sur des mini-publics. Plutôt que de permettre à chacun d'être tour à tour

gouvernant et gouverné, ces derniers rendent possible la constitution d'une opinion publique contrefactuelle qui se différencie des représentants élus mais aussi de l'opinion publique de la multitude. Le recours à l'échantillon représentatif constitue de ce point de vue une ligne de partage des eaux ¹.

Avec la focalisation sur la « délibération démocratique » de mini-publics et le quasi-abandon d'une « démocratie délibérative » tournée vers le grand public ², le fondement épistémologique qui postule que chaque citoyen est en principe capable d'apporter une contribution raisonnable et utile dans la résolution des problèmes collectifs est certes démontré de façon quasi expérimentale. La vraie délibération n'est plus réservée seulement aux élites qui composent la tête de l'État, comme chez les fédéralistes ou Sieyès, puisqu'elle est étendue à de petits groupes de citoyens ordinaires réunis dans des circonstances particulières. Elle reste cependant hors de portée de la multitude, et la tentation d'insulariser les dispositifs délibératifs contre les intrusions irrationnelles des masses est forte. Cette problématique peut amener à récuser toute publicité des débats afin d'en favoriser la qualité ou à proposer des dispositifs visant à contourner les mobilisations sociales. D'ailleurs, la grande majorité des travaux sur la démocratie délibérative oscillent entre trois directions. La première se focalise sur des mini-publics éphémères constitués au travers de procédures visant à limiter le poids des inégalités sociales et culturelles qui pèsent sur la communication démocratique, et oublie d'étudier comment ces niches pourraient avoir

1 Yves SINTOMER, « Tirage au sort et politique : de l'autogouvernement républicain à la démocratie délibérative », *Raisons politiques*, 42, mai 2011, p.159-185.

2 Simone CHAMBERS, « Rhétorique et espace public. La démocratie délibérative a-t-elle abandonné la démocratie de masse à son sort ? », *Raisons politiques*, Paris, Presses de la FNSP, 42, mai 2011, p. 15-45 ; Robert E. GOODIN et John DRYZECK, « Deliberative impacts. The macro-political uptake of mini-publics », *Politics and Society*, 34, 2006, p. 219-244 ; Archon FUNG, « Mini-publics. Deliberative designs and their consequences » in Shawn W. ROSENBERG (dir.), *Deliberation, Participation and Democracy. Can the People Govern ?* Palgrave, Londres, 2008.

de réelles incidences sur le monde social. Les dispositifs qui reposent sur le tirage au sort, en particulier, impliquent que se rassemblent des citoyens qui sont désencastrés de leurs liens sociaux préalables et sont mis « artificiellement » en présence. Tant que leur convocation dépend seulement du bon vouloir des autorités publiques, il est improbable que de tels dispositifs puissent subvertir vraiment les structures de pouvoir et de domination. La deuxième perspective évoque la délibération du grand nombre mais se garde de l'étudier concrètement (ou la pense exclusivement sous l'angle du débat contradictoire). Enfin, une troisième option généralise les analyses tirées de l'étude de dispositifs quasi expérimentaux à l'espace public élargi sans prendre en compte les rapports de pouvoir et les effets structurels de domination¹. Instaurer une relation plus dialectique entre mini-publics et opinion des masses semble ainsi un enjeu incontournable.

Changer la politique

La mise en place de mini-publics délibératifs sélectionnés aléatoirement représente cependant une voie prometteuse pour les démocraties contemporaines. Quoique encore restreint, le mouvement en ce sens s'est nettement amplifié depuis les années 2000. Leur généralisation par voie légale pour traiter de certaines questions libérerait leur potentiel. De tels dispositifs peuvent revendiquer une légitimité épistémologique non négligeable, celle d'un public incluant des expériences sociales diverses et délibérant dans de bonnes conditions. Étant l'une des formes possibles d'expression de l'opinion publique, ils pourraient bénéficier d'une réelle légitimité politique. Enfin, la forte légitimité d'impartialité qui leur est inhérente les rend particulièrement aptes à évaluer, contrôler, juger ou décider dans les cas où l'exigence d'un raisonnement non partisan est particulièrement

1 Yves SINTOMER, « Délibération et participation. Affinité élective ou concepts en tension ? », *Participations. Revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté*, 1, De Boeck, octobre 2011.

élevée, lorsque des problèmes particuliers doivent être tranchés ou encore lorsque sont en jeu des problèmes de long terme comme les questions écologiques. C'est notamment sur de telles questions que la démocratie délibérative pourrait être combinée – plutôt qu'opposée – au gouvernement représentatif, à la démocratie directe et aux comités d'experts.

Devant la crise de légitimité rampante des sociétés démocratiques en ce début de millénaire et face aux enjeux auxquels elles sont confrontées, il est plus qu'urgent de transformer la politique. Il serait absurde et vain de vouloir revenir aux schémas constitutionnels des ^{XIX}^e ou ^{XX}^e siècles, à la Commune florentine ou à la démocratie athénienne : ils ne seraient plus en phase avec l'état actuel de la société et ils souffraient déjà en leur temps de défauts majeurs. Inversement, oublier les enseignements historiques des expériences démocratiques contribuerait à nous engager dans des impasses similaires. Il est par exemple frappant de constater combien les arguments avancés aujourd'hui contre la démocratie participative ressemblent à ceux qui étaient hier soutenus contre le suffrage universel ou contre la sélection des jurés parmi tous les électeurs. À ce point de l'ouvrage, est-il possible d'indiquer quelques-unes des pistes à suivre pour avancer résolument vers une « utopie concrète » qui indiquerait un horizon pour la marche à suivre et certains chemins à emprunter pragmatiquement dès aujourd'hui ?

Transformer la représentation, développer la démocratie participative. – Une première voie passe par une transformation de la démocratie représentative elle-même. Celle-ci n'est pas un système dont l'équilibre serait fixé une fois pour toutes. Conçu initialement comme un mécanisme permettant de placer sous contrôle un peuple dont on proclamait simultanément la souveraineté, le gouvernement représentatif a évolué considérablement au cours de l'histoire moderne. Il a été investi et transformé par les luttes sociales. Ses difficultés actuelles imposent de trancher entre des options largement contradictoires. L'une rêve de dépolitiser encore davantage la décision publique au profit des technocrates, au nom du gouvernement des « sages » (désormais rebaptisés

« experts »). Cette évolution, politiquement contestable, serait d'une efficacité douteuse dans un monde incertain où les savoirs ne peuvent qu'être déclinés au pluriel. Une autre option, ouvertement réactionnaire, vante le retour aux traditions, déplore la « perte des valeurs » et du « sens de l'autorité », critique la décadence entraînée par l'égalité et l'individualisme démocratiques, ressasse la grandeur passée de telle ou telle nation et de son modèle social et culturel. Devant l'affaiblissement prévisible du traditionalisme que défendent ces nouveaux conservateurs, et conscients des limites de la rationalité technique et bureaucratique, d'autres encore défendent une troisième option et misent, comme jadis Max Weber, sur le recours croissant à des mécanismes plébiscitaires et charismatiques. Pourtant, au vu des expériences tragiques du siècle passé et de la médiocrité actuelle des pseudo-charismes institutionnalisés, n'est-il pas préférable de faire un autre pari, de miser sur la qualité délibérative du débat public et le contrôle des gouvernants par les gouvernés ?

Dans de nombreux pays européens, et tout particulièrement en France, redonner une vraie dynamique à la représentation politique impose tout d'abord de restaurer un législatif digne de ce nom en rééquilibrant ses pouvoirs face à l'exécutif, en laissant par exemple au Parlement une meilleure maîtrise de son ordre du jour (et donc de la capacité de proposer des lois) et en lui permettant de multiplier le nombre des commissions parlementaires. De même serait-il salutaire de détendre en partie les ressorts charismatiques et plébiscitaires, notamment en renforçant à tous les niveaux la collégialité des organes de décision et en faisant du Président une figure qui incarne une collectivité mais ne la gouverne pas. Dans les rares pays où elles n'existent pas, comme en Suisse, des cours constitutionnelles devraient être mises en place afin de garantir les droits des citoyens face aux majorités gouvernantes. Là où elles existent, leur composition et leur mode de nomination devraient garantir leur compétence professionnelle et leur impartialité, pour éviter les travers du Conseil constitutionnel français.

Un peu partout, les réflexions menées à partir du tirage au sort sur la question de la représentativité montrent que la composition

sociale du corps des représentants mériterait d'être diversifiée. Des lois sur la parité entre hommes et femmes en politique pourraient imposer vraiment une égale participation des deux sexes dans le corps des représentants – en attendant un avenir peut-être pas si lointain où les mutations sociales et culturelles rendront de telles dispositions législatives inutiles. D'une autre manière, il serait urgent d'ouvrir le champ de la représentation politique à des classes sociales qui y sont aujourd'hui marginales (classes populaires, groupes issus de l'immigration). Si les Assemblées des pays européens se peuplaient de députés venant des milieux populaires, si une grande ville sur dix avait un maire issu des « minorités visibles ¹ », cela ne pourrait qu'enrichir la discussion publique et contribuer à l'intégration de tous les citoyens. L'élection de Barack Obama a de ce point de vue contribué à balayer bien des arguments sceptiques. On peut d'ailleurs parier que l'introduction du droit de vote des étrangers extracommunautaires prendrait alors un sens plus large. D'autres mesures seraient nécessaires, comme l'approfondissement de la décentralisation, le renforcement du pluralisme des médias et des dispositions favorisant en leur sein une logique moins commerciale et plus délibérative.

Mais il est un autre enjeu majeur : le métier de politique doit céder de la place à la politique comme engagement temporaire et c'est le rapport entre représentants et représentés qu'il faut modifier, en reprenant le raisonnement de Marx qui s'exclamait dans *Le 18-Brumaire de Napoléon Bonaparte* : « Le régime parlementaire vit de la discussion, comment l'interdirait-il ? Chaque intérêt, chaque institution sociale y sont transformés en idées générales, discutées en tant qu'idées. Comment un intérêt, une institution quelconque pourraient-ils s'élever au-dessus de la pensée et s'imposer comme article de foi ? [...] Les représentants, qui en appellent constamment à l'opinion publique, habilitent cette même opinion publique à exprimer son opinion réelle. [...] »

1 Martina AVANZA et Éric FASSIN (dir.), « Représentants et représentés. Élus de la diversité et minorités visibles », *Revue française de science politique*, 60, 4, août 2010.

Quand, au sommet de l'État, on joue du violon, comment ne pas s'attendre à voir danser ceux qui sont en bas ¹ ? » L'objectif est la mise en place d'une véritable démocratie participative et d'éléments de démocratie directe, qui rompent avec le monopole des élus sur la définition de l'intérêt général sans tomber dans les travers de la démocratie médiatique ou se perdre dans les méandres d'une « gouvernance » exercée par des groupes d'intérêts non contrôlés.

Les exemples en ce sens ne manquent pas et la floraison impressionnante des dispositifs participatifs au cours des trente dernières années ne doit pas nous faire oublier des expériences plus anciennes qui mériteraient d'être réactivées. Dans l'Ancien Régime, la mise en place d'un contrôle parlementaire s'était effectuée sous le mot d'ordre « Pas d'impôt sans consentement ! ». Le slogan actuel pourrait bien être : « Pas d'impôt sans participation citoyenne ! » Celle-ci ne se décrète pas, mais elle peut être stimulée par les dispositifs institutionnels.

Certaines mesures y contribueraient de façon importante. Depuis deux décennies, la possibilité d'engager sur une question précise un référendum d'initiative populaire (ou une initiative populaire, comme l'appellent les Suisses avec plus de rigueur terminologique) ayant valeur décisionnelle s'est largement répandue en Europe et dans le monde, alors qu'elle avait longtemps été cantonnée à quelques pays, comme la Suisse, l'Italie ou les États de la côte Ouest des États-Unis ². La reconnaissance à tous les niveaux de gouvernement de référendums d'initiative populaire changerait le sens de l'expression directe des citoyens : non plus adhésion plébiscitaire au chef charismatique ou rejet de celui-ci, comme dans la tradition du référendum à la française, mais mobilisation venue d'en bas. Le changement serait fondamental, même si l'expérience nous montre que les campagnes référendaires sont toujours influencées par les groupes d'intérêts, et même si le peuple peut (tout comme les dirigeants) se tromper.

1 Karl MARX, *Le 18-Brumaire de Napoléon Bonaparte*, Messidor/Éditions sociales, Paris, [1852] 1984.

2 Yannis PAPADOPOULOS, *Démocratie directe*, op. cit.

L'usage du référendum devrait parallèlement être étendu sur les décisions les plus importantes. Pour commencer, il devrait être obligatoire avant toute entrée en guerre (le principe devant être constitutionnalisé : cela empêcherait des chefs d'État de s'engager dans des conflits contre l'avis de l'écrasante majorité de leur peuple, comme cela s'est produit lors de la seconde guerre du Golfe). Dans la même optique, il serait intéressant de rétablir le droit de pétition, qui oblige les législateurs à discuter de questions réclamées par un nombre déterminé de citoyens (il était sans doute davantage répandu au XIX^e siècle qu'aujourd'hui), et d'instaurer partout un droit de révocation des élus par référendum à partir du moment où 10 % des électeurs en font la demande – une telle pratique est courante depuis maintenant un siècle sur la côte Ouest des États-Unis ¹ et dans certains pays latino-américains. Dans un autre contexte, l'exemple du budget participatif de la ville de Porto Alegre, au Brésil, où des milliers de citoyens peuvent discuter du nerf de la guerre des politiques publiques, la question du budget, a montré dans les années 1990 qu'un processus de démocratisation pouvait libérer des énergies insoupçonnées. Cet exemple a été adapté dans des centaines de collectivités locales en Amérique latine, en Europe et dans le reste du monde ². En France, il rencontre un certain succès à l'échelle régionale, suite à l'expérience dynamique menée par le Poitou-Charentes à partir de 2004 ³.

Opiner, contrôler, juger, décider. – Dans cette perspective, quel peut être le rôle des instances fondées sur le tirage au sort ? Le diagnostic sur la crise de la représentation, le détour historique et sociologique sur les usages politiques de la méthode aléatoire, les

-
- 1 Paula COSSART, « Initiative, référendum, recall », in Marie-Hélène BACQUÉ et Yves SINTOMER, *La Démocratie participative inachevée*, op. cit.
 - 2 Leonardo AVRITZER, *Democracy and the Public Space in Latin America*, Princeton University Press, Princeton/Oxford, 2002 ; Yves SINTOMER, Rudolf TRAUB-MERZ et Junhua ZHANG (dir.), *Participatory Budgeting in Asia and Europe*, op. cit.
 - 3 Yves SINTOMER et Julien TALPIN, *La Démocratie participative au-delà de la proximité*, op. cit.

réflexions plus théoriques sur le sens de sa réapparition au cours des dernières décennies, tout incite à penser que le mouvement actuel va au-delà d'une simple mode. Il s'agit d'une tendance de fond, minoritaire certes, mais qui pourrait être amenée à se développer fortement. Nos régimes actuels sont des régimes mixtes, partiellement démocratiques et partiellement oligarchiques, comme toutes les « démocraties » qui ont existé dans l'histoire. Il est temps de parvenir à un meilleur équilibre et de donner davantage de poids à la dimension démocratique. Dans ce domaine, nous gagnerions à être davantage athéniens, à suivre l'inspiration d'un Tocqueville faisant l'éloge des jurys américains, à comprendre que l'antique méthode aléatoire est passible d'applications d'une actualité étonnante.

Au-delà des auteurs-praticiens, comme Ned Crosby, Peter Dienel ou James Fishkin, et d'auteurs pionniers comme Lyn Carson, Brian Martin, Benjamin Barber ou Barbara Goodwin, déjà évoqués ¹, les propositions politiques visant à réhabiliter le tirage au sort en politique se sont multipliées au cours des années 2000 ². La maison d'édition britannique Imprint Academic a joué sur ce terrain un rôle non négligeable, republiant des textes

1 Benjamin BARBER, *Une démocratie forte*, op. cit. ; Lyn CARSON et Brian MARTIN, *Random Selection in Politics*, op. cit. ; « Creating democratic surplus through citizens' assemblies », *Journal of Public Deliberation*, 4/1, 2008 ; Barbara GOODWIN, *Justice by Lottery*, op. cit.

2 Cf. notamment John GASTIL, *By Popular Demand. Revitalizing Representative Democracy Through Deliberative Elections*, University of California Press, Londres, 2000 ; Philippe C. SCHMITTER et Alexander H. TRECHSEL (dir.), *The Future of Democracy in Europe, A Green Paper for the Council of Europe*, 2004 ; Jon ELSTER, « Le tirage au sort, plus juste que le choix rationnel », <<http://laviedesidees.fr>> ; David POULIN-LITVAK et Franklin RAMÍREZ, *Asamblea Ciudadana, propuesta a la Asamblea Nacional Constituyente de Ecuador*, ms., Montecristi/Quito, 2008 ; David POULIN-LITVAK, *Citizens' Democracy. Setting the Paste for a Democratic Revolution Through the Use of Random Selection of Citizens in Political Institutions*, ms., Australie, janvier 2009 ; Hubertus BUCHSTEIN, *Demokratie und Lotterie*, op. cit. ; Dominique BOURG et Kerry WHITESIDE, *Vers une démocratie écologique*, Seuil, Paris, 2010 ; Dominique BOURG et alii, *Pour une sixième République écologique*, Odile Jacob, Paris, 2011.

classiques, des livres des années précédentes et des réflexions nouvelles¹.

Quatre directions au moins peuvent être poursuivies dans cette perspective, qui correspondent aux quatre fonctions que les dispositifs tirés au sort ont pu assumer dans l'histoire : opiner et proposer, contrôler et évaluer, juger, décider. Deux paramètres sont notamment à prendre en compte dans cette perspective : l'impératif plus ou moins grand d'impartialité selon les thèmes en débat et le fait que ceux-ci concernent des problèmes particuliers ou des questions d'ordre plus général. Un enjeu décisif est de rendre légalement contraignant le recours aux mini-publics tirés au sort, afin que leur organisation ne dépende pas du bon vouloir des autorités publiques en place : c'est seulement alors qu'ils pourront fonctionner de façon vraiment autonome, bénéficier d'un réel rapport de force et induire des transformations qui ne conviennent pas forcément aux intérêts établis.

Opiner et proposer. Dans les dernières décennies, les promoteurs des sondages délibératifs, des jurys citoyens et des conférences de citoyens ont essentiellement entendu favoriser la constitution d'une opinion éclairée pouvant le cas échéant émettre des avis consultatifs auprès des autorités. L'émergence d'une opinion publique qui diffère de celle des sondages classiques constitue un véritable enjeu, mais il faudrait lui donner plus d'ampleur et l'articuler de façon plus serrée avec le processus de prise de décision afin d'éviter que les mini-publics ne soient qu'un « lieu de parole », pour employer une expression familière souvent utilisée par les citoyens engagés dans les processus participatifs. Dans cette perspective, il conviendrait de multiplier les jurys citoyens et les sondages délibératifs en renforçant législativement l'exigence

1 Cf. par exemple Barbara GOODWIN, *Justice by Lottery*, *op. cit.* ; Ernest CALLENBACH et Michael PHILLIPS, *A Citizen Legislature*, Imprint Academic, Exeter, [1985] 2008 ; Anthony BARNETT et Peter CARTY, *The Athenian Solution*, Imprint Academic, Exeter, [1998] 2008 ; Keith SUTHERLAND, *The Party's Over*, Imprint Academic, Exeter, 2004 ; *A People's Parliament*, Imprint Academic, Exeter, 2008. Pour un bilan global, cf. Antoine VERGNE, « A brief survey on the literature of sortition. Is the age of sortition upon us ? », in Gil DELANNOI et Oliver DOWLEN (dir.), *Sortition. Theory and Practice*, *op. cit.*

d'organiser des débats publics en amont des principales décisions. Les autorités concernées devraient être tenues de donner un compte rendu précis de la façon dont les recommandations de ces instances consultatives sont intégrées dans leurs politiques publiques et, le cas échéant, les raisons pour lesquelles certaines des propositions sont rejetées – un peu à la manière dont la Commission nationale du débat public (CNDP) a peu à peu poussé en France les entreprises ou institutions portant des projets d'aménagement à répondre vraiment aux propositions et objections des citoyens¹. Ce point est décisif pour éviter que la consultation ne se réduise à une politique d'image et que l'opinion publique éclairée n'ait finalement aucun impact sur les pratiques.

Afin de permettre une dynamique cumulative, de comparer les expériences, de mettre en avant les bonnes pratiques et d'éviter que chacun ne commette les mêmes erreurs, une Commission nationale pour la démocratie participative serait chargée de superviser et d'aider les expériences décentralisées. Elle élargirait qualitativement ce que la Commission nationale du débat public a commencé à faire en France. Cette commission aurait la possibilité de traiter systématiquement des questions nationales aussi bien que locales et le droit de s'autosaisir sur les thèmes qu'elle jugerait d'importance. Elle aurait aussi pour mission d'organiser régulièrement des conférences de citoyens, conjointement avec l'Office des sciences et technologies qui serait créé en s'inspirant du Teknologiradet danois.

Contrôler et évaluer. En rester à la seule consultation, comme l'acceptent nombre de tenants de la démocratie délibérative, ne serait cependant pas à la hauteur de la crise de légitimité du système politique et des exigences de démocratisation de celui-ci. La fonction de conseillers du prince que les mini-publics tirés au sort ont trop souvent endossée jusque dans les années 2000 n'épuise pas leur potentiel. Certains dispositifs reposant sur le tirage au sort devraient se voir attribuer une fonction de contrôle et

1 Martine REVEL et alii, *Le Débat public. Une expérience française de démocratie participative de démocratie participative*, La Découverte, Paris, 2007.

d'évaluation qu'ils n'ont aujourd'hui que de façon indirecte. Le recours au tirage au sort est particulièrement légitime dans cette perspective du fait de ses vertus d'impartialité, amplement démontrées dans l'histoire ¹.

Des observatoires devraient obligatoirement être mis en place dans tous les services publics pour vérifier jusqu'à quel point ces derniers se préoccupent effectivement des usagers, de leurs demandes et de leurs doléances, avec un droit d'accès aux documents, un pouvoir d'évaluation des services offerts et une capacité d'interpellation des administrations concernées. Celles-ci seraient tenues de répondre à ces évaluations. Ces observatoires auraient par rapport aux enquêtes de satisfaction actuelles l'immense avantage de permettre une délibération raisonnée plutôt que de se contenter d'enregistrer une somme d'opinions individuelles. Ils constitueraient une version redynamisée des conseils d'usagers, qui sont obligatoires dans l'Hexagone. Ils seraient composés pour partie par les délégués des associations d'usagers et pour partie par des usagers tirés au sort. Ils constitueraient une pièce importante dans la modernisation administrative en même temps qu'un outil de pression en faveur de celle-ci.

Parallèlement, à l'issue d'une phase d'expérimentation fondée sur le volontariat et des mesures incitatives, des jurys citoyens décentralisés chargés d'évaluer publiquement l'action des responsables politiques devraient obligatoirement être mis en place, sur le modèle de ce qui a été expérimenté dans la région Poitou-Charentes à partir de 2008 ². Ces jurys, centrés chacun sur un domaine de l'action publique, se réuniraient deux fois par mandat. La première fois peu après l'élection, afin d'évaluer les priorités d'action des élus concernés, ce qui contribuerait à pousser ceux-ci à penser leur politique sur le long terme ; la seconde en milieu de mandat ou l'année précédant la fin du mandat pour examiner la réalisation des objectifs annoncés, suffisamment tard pour pouvoir disposer d'un vrai bilan mais pas trop afin de ne pas tomber dans les

1 John McCORMICK, « Contain the wealthy and patrol the magistrates », *American Political Science Review*, 100, 2, 2006, p. 147-163.

2 Amélie FLAMAND, « La fabrique d'un public régional », *loc. cit.*

moments de campagne électorale. Ces jurys procéderaient à l'audition des responsables politiques concernés, mais aussi à celles des partis adverses, des associations impliquées et de spécialistes des questions traitées. Ils seraient chargés de remettre un rapport citoyen public à l'issue du processus. Là encore, l'objectif serait moins d'arriver à un consensus qu'à la formation de jugements raisonnés, et les points de vue minoritaires seraient le cas échéant publiés. En vue de diminuer les coûts et de routiniser cette forme de participation, l'organisation des jurys pourrait, après une phase de formation initiale, être internalisée par les services concernés, tout en devant être supervisée par des tiers indépendants. Pour limiter la marchandisation de cette fonction politique, l'État prendrait en charge les trois quarts de son coût si le pouvoir local s'adressait pour ce faire à la Commission nationale pour la démocratie participative ou à des organismes agréés à l'issue d'un processus d'évaluation (universités et centres de recherche, fondations, associations).

Juger. Les vertus d'impartialité des organismes composés par tirage au sort devraient aussi inciter à réhabiliter cette méthode dans le jugement. La Commission nationale pour la démocratie participative devrait collaborer avec les autorités administratives indépendantes d'arbitrage et autres institutions apparentées, telles que le Comité national consultatif d'éthique ou le Conseil supérieur de l'audiovisuel. Ceux-ci devraient systématiquement inclure un collège de citoyens tirés au sort ou prévoir des moments de débat reposant sur des conférences de citoyens (une expérience a déjà été menée en ce sens en France à l'occasion des états généraux sur la bioéthique de 2009¹). Il serait en effet contradictoire de multiplier celles-ci sur certaines questions techniques et scientifiques et de maintenir telles quelles des instances d'expertise. À l'heure où la démocratisation des choix techniques est à l'ordre du jour, il convient de faire participer les profanes à de tels organismes. Ceux-ci devraient par ailleurs rendre publics les avis minoritaires, leur fonction étant de trancher provisoirement

1 Anne CHEMIN, « Bioéthique : la parole aux citoyens », *Le Monde*, 12 juin 2009.

un débat en approfondissant ses enjeux et les logiques qui s'y opposent, et non de faire comme s'il pouvait être clos définitivement.

Sans doute conviendrait-il aussi de modifier la loi de 2011 étendant le recours aux jurés populaires aux tribunaux correctionnels, afin de donner une véritable autonomie aux jurés profanes et de ne pas placer la délinquance en col blanc en dehors de leur champ de compétence. Quelles qu'en soient les modalités précises, l'idée d'instaurer à divers niveaux juridictionnels une justice mixte, impliquant à la fois des juges professionnels et des jurés populaires, mérite d'être défendue¹. Rappelons que c'est largement le cas aux États-Unis et que d'autres pays discutent sérieusement d'une véritable revitalisation des jurys populaires : le Japon les a ainsi réintroduits à la fin des années 2000 dans le but d'humaniser son système judiciaire².

Enfin, il serait temps de reprendre l'idée avancée par Pierre Leroux en 1848 en l'adaptant aux réalités contemporaines. Pourquoi ne pas constituer sur le mode des jurys d'assises un tribunal populaire ayant compétence pour juger les affaires politiques, les délits de presse, les atteintes à la sûreté de l'État ou les affaires de corruption impliquant des élus ? Les « affaires » ont puissamment contribué à décrédibiliser la politique, sur le thème du « Tous pourris ! ». Ne serait-il pas positif que les citoyens n'aient plus l'impression que les responsables politiques peuvent se comporter comme s'ils étaient au-dessus des lois ? Plutôt que de crier au « gouvernement des juges », pourquoi ne pas prendre le parti de renforcer la politique en faisant juger les élus, lorsque cela est malheureusement nécessaire, par des citoyens ordinaires ? Devant le risque de manipulation inhérent aux procès politiques déjà évoqué par Benjamin Constant dans les années 1820, le recours au tirage au sort serait sur ces questions la meilleure garantie d'impartialité. Il pourrait être intéressant de reproduire ce

1 Dominique ROUSSEAU, « La justice doit être mixte à tous les échelons », *Libération*, 21 juin 2011.

2 Philippe PONS, « Le Japon réintroduit les jurys populaires pour humaniser son système judiciaire », *Le Monde*, 22 mai 2009.

tribunal populaire à l'échelle régionale afin de décentraliser l'institution.

Nul, fût-il ou fût-elle à la tête de la République, ne devrait, même de façon provisoire, être placé au-dessus des lois. Cependant, dans nombre de pays, la réticence à voir un président de la République ou un président du Conseil jugé par une haute cour de justice composée de députés est compréhensible, car ceux-ci pourraient être motivés par un esprit partisan. Les cours constitutionnelles sont d'ailleurs parfois elles aussi concernées par ce problème, comme le montre l'exemple de l'Espagne. De même, si l'immunité parlementaire court aujourd'hui le risque de constituer un obstacle au cours normal de la justice et de favoriser chez les citoyens le sentiment que les législateurs bénéficient d'un statut d'impunité, elle constituait classiquement une protection nécessaire du pouvoir législatif face aux pressions potentielles des deux autres pouvoirs. Faire en sorte que le président de la République ou les parlementaires puissent être le cas échéant jugés par un tribunal populaire offrirait la meilleure garantie de neutralité possible, en même temps qu'elle réaffirmerait l'un des fondements de la démocratie et de l'État de droit, à savoir la responsabilité juridique des élus.

Décider. Enfin, le tirage au sort pourrait être utilisé dans des dispositifs dotés d'une compétence décisionnelle ou codécisionnelle. Notre démocratie a besoin de contre-pouvoirs donnant aux simples citoyens plus de poids face à la représentation politique et à l'appareil d'État, afin de limiter la tendance naturelle de ceux-ci à s'autonomiser par rapport au peuple dont ils dépendent en théorie¹. Ces contre-pouvoirs ne pourront pleinement s'épanouir en restant cantonnés à des fonctions de conseil ou même à des rôles de contrôleur ou de juge. Il ne revient certes pas au même de délibérer sur un cas concret et d'adopter une loi, mais cela n'implique pas qu'il faille se cantonner dans les limites strictes posées par Hegel à l'exercice du jugement profane.

1 Étienne BALIBAR, *Droit de cité. Culture et politique en démocratie*, Éditions de l'Aube, La Tour-d'Aigues, 1998, p. 59.

Une première piste à suivre concerne le microlocal. Il s'agirait de généraliser des dispositifs du type des jurys citoyens berlinois, à même de décider de façon rapide et non bureaucratique de projets concernant les quartiers et sur lesquels un large consensus est possible. Cela constituerait un pas en avant important dans l'*empowerment* des habitants. La composition des jurys de la capitale allemande, avec un collège permettant la présence des personnes les plus actives sur le quartier et un autre composé de résidents tirés au sort, constitue sans doute un exemple à suivre. En revanche, de tels jurys gagneraient à voir une partie au moins de leurs sessions se tenir publiquement afin de favoriser leur ouverture au reste des citoyens. Mettre en place de telles instances ne nécessiterait pas de bouleversement constitutionnel. Il suffirait que les gouvernements locaux, à l'instar du Sénat berlinois, s'engagent à suivre les décisions du jury dans la limite de leurs compétences réglementaires et des contraintes légales pour que cette capacité décisionnelle devienne effective. Une telle dynamique pourrait être nourrie par des mesures incitatives : comme dans l'expérience berlinoise, les instances décisionnaires de l'État ou des régions pourraient proposer systématiquement l'attribution d'un montant supplémentaire d'un demi-million d'euros par jury citoyen pour les projets qu'elles financent, à condition que les organismes locaux les mettent en place en respectant les normes édictées par la Commission nationale pour la démocratie participative. La loi sur la participation adoptée par la région Toscane à partir de 2006-2007 à l'issue d'un vaste processus participatif qui a inclu l'organisation d'un *town-meeting* électronique impliquant un collège de citoyens tirés au sort, ou les mesures prises par la région Lazio, qui sont notamment passées par l'organisation d'un sondage délibératif, constituent des premiers pas en ce sens¹. Dans le même esprit, des mesures incitatives pourraient favoriser le recours à la sélection aléatoire pour contribuer à régler

1 Giovanni ALLEGRETTI, « Le processus d'« économie participative » de la région Lazio », in Yves SINTOMER et Julien TALPIN, *La Démocratie participative au-delà de la proximité*, op. cit., p. 145-160.

les problèmes d'échelle dans des dispositifs tels que les budgets participatifs.

Une seconde piste serait plus ambitieuse. Elle nécessiterait de profonds bouleversements institutionnels et une modification des équilibres politiques. Elle consisterait à institutionnaliser une troisième Assemblée tirée au sort. Dans de nombreux pays, à commencer par la France, la « Chambre haute » constitue un reste indésirable des temps où l'activité législative devait être partagée entre les *commons* et l'aristocratie. Des assemblées de ce type n'ont plus lieu d'être. Elles ont certes un rôle de « *check and balance* » par rapport à l'Assemblée nationale, mais sans plus incarner un type de légitimité acceptable. Elles devraient être transformées dans un sens fédéral, ce qui leur permettrait de représenter vraiment les territoires de la nation. Mais aux côtés des deux Assemblées classiques viendrait s'ajouter une troisième Chambre d'une nature différente, tirée au sort parmi les citoyens volontaires et qui serait en ce sens plus représentative de la diversité des expériences sociales du pays. Sous des formes diverses, une telle Assemblée a été proposée par divers auteurs depuis les années 1970¹. Les propositions en ce sens se sont multipliées depuis les années 2000, les uns proposant la création d'une troisième Chambre nationale², d'autres une Chambre tirée au sort à l'échelle européenne³.

Une telle Assemblée tiendrait de l'*Héliée* et de la *Boulé* grecques, des Conseils florentins, du Tribunat romain et des premiers Parlements modernes. Elle devrait fonctionner en plénière et en commissions. Ses membres seraient rémunérés à la hauteur des

-
- 1 Denis C. MUELLER, Robert TOLLISON et Thomas D. WILLET, « Representative democracy via random selection », *Public Choice*, 12, p. 57-68, 1972.
 - 2 Cf. notamment Keith SUTHERLAND, *The Party's Over*, *op. cit.* ; David POULIN-LITVAK et Franklin RAMÍREZ, *Asamblea Ciudadana, propuesta a la Asamblea Nacional Constituyente de Ecuador*, *op. cit.* ; David POULIN-LITVAK, *Citizens' Democracy Setting the Paste for a Democratic Revolution Through the Use of Random Selection of Citizens in Political Institutions*, *op. cit.* ; Dominique BOURG et Kerry WHITESIDE, *Vers une démocratie écologique*, *op. cit.* ; Dominique BOURG et alii, *Pour une sixième République écologique*, *op. cit.*
 - 3 Philippe C. SCHMITTER et Alexander H. TRECHSEL (dir.), *The Future of Democracy in Europe*, *op. cit.* ; Hubertus BUCHSTEIN, *Demokratie und Lotterie*, *op. cit.*

salaires actuels des députés et sénateurs, ils bénéficieraient d'une formation dans la filière de leur choix en même temps que d'un appareil (assistants, information et documentation) comparable à celui dont disposent aujourd'hui les autres Chambres. Cette Assemblée aurait des pouvoirs réels mais clairement circonscrits. Elle aurait une compétence particulière sur des thèmes imposant un détachement par rapport aux enjeux politiques de court terme. Elle ne se consacrerait pas aux lois ordinaires mais pourrait s'autosaisir pour tout ce qui concerne les questions de protection des équilibres écologiques du futur, avec un pouvoir de veto suspensif¹. Dans le cas de conflits sociaux importants engageant particulièrement l'avenir, comme celui sur la réforme des retraites en France en 2010, elle serait chargée d'élaborer la question soumise à référendum, afin que l'ensemble des citoyens puissent trancher en dernière instance, tout en organisant une délibération en son sein pour contribuer à améliorer la qualité du débat public. Pour suivre et amplifier l'exemple canadien de la Colombie britannique, et afin de ne pas laisser au parti majoritaire le pouvoir de modifier en sa faveur les règles du jeu électoral, c'est à elle que reviendrait la compétence de légiférer sur les modes de scrutin, ses propositions les plus importantes devant donner lieu à référendum. Comme en Islande, elle serait également partie prenante des réformes constitutionnelles. Elle pourrait en outre assumer le rôle du tribunal populaire que nous avons évoqué plus haut, chargé de contribuer au jugement des affaires politiques, et d'élire les membres du Conseil constitutionnel proposés par l'exécutif et les deux autres Chambres. Enfin, c'est devant elle que la Commission nationale pour la démocratie participative serait responsable. Cette troisième Chambre ne ferait-elle pas passer un souffle d'air frais sur la politique, et ne serait-elle pas susceptible d'incarner une autre démocratie, plus représentative, plus responsable, plus légitime – et finalement plus politique ?

1 Dominique BOURG *et alii*, *Pour une sixième République écologique*, op. cit.

Un autre monde est possible. – Ce que l'on appelle aujourd'hui « démocratie participative » se limite généralement au microlocal ou à un secteur précis des politiques publiques et ne fait que rapprocher gouvernants et gouvernés en organisant entre eux une communication plus intense. La mise en place de dispositifs allant en ce sens représente certes une évolution positive, mais elle ne remet pas en cause la division du travail classique, dans laquelle les citoyens se contentent de parler de leurs intérêts particuliers tandis que les élus décident – théoriquement en fonction de l'intérêt général – en pratiquant l'écoute sélective, qui consiste à filtrer sans règle du jeu, et sans avoir à rendre des comptes à quiconque, les suggestions de leurs électeurs. Le chercheur britannique John Parkinson a proposé de différencier les processus participatifs à l'aide d'une métaphore : ils peuvent impliquer des conséquences sur le « *housing* », c'est-à-dire sur des questions structurelles ; sur le « *building* », à savoir des problèmes importants mais de second plan ; ou enfin se focaliser sur le « *painting* », c'est-à-dire sur des enjeux en aval et relativement marginaux. Parkinson ajoute que, trop souvent, les dispositifs participatifs sont conçus pour faire discuter sur le *painting* et pour faire oublier le *building* et le *housing*¹. À l'évidence, une telle dynamique est lourde de désillusions potentielles et ne présente qu'un intérêt limité.

Il faut l'inverser, faire du local et du particulier un tremplin pour poser les questions d'ensemble plutôt qu'un piège dans lequel la participation finirait par se laisser enfermer, et donner un véritable poids à celle-ci dans le processus de décision. C'est à cette condition que les transformations politiques que nous avons évoquées pourraient avoir un sens. C'est à cette condition qu'il serait possible de s'engager dans une logique vertueuse qui se substituerait au cercle vicieux actuel, où les distorsions de la représentation et la faiblesse de la participation se nourrissent mutuellement.

1 John PARKINSON, « Deliberative democracy in Great Britain. The NHS and citizen juries », communication à la conférence *Instruments d'action publique et technologies de gouvernement*, IEP Paris, 20-21 décembre 2004.

Une démocratie participative digne de ce nom ne saurait se réduire au microlocal, à la consultation, au « *painting* ». Elle implique des mutations plus profondes et, en particulier, l'articulation des mécanismes classiques de la démocratie représentative avec des procédures de démocratie directe permettant à des citoyens non élus de participer à la prise de décision, grâce aux référendums, par le biais de délégués étroitement contrôlés ou à travers des représentants tirés au sort. En renforçant à la fois l'autonomie de « ceux d'en bas » et la qualité délibérative de la politique, la démocratie participative pourrait se situer aux antipodes de la démocratie d'opinion. Il faut cependant reconnaître que ce chemin n'est pas facile, qu'il se heurte à des intérêts puissants et à des tendances sociologiques lourdes qui poussent à la perpétuation des rapports de domination. Il implique une modification profonde des équilibres de pouvoir internes au système politique et dans la société. Il ne sera pas évident de convaincre les politiciens de voter des lois qui relativiseront leur pouvoir formel et accroîtront les procédures de contrôle qui pèsent sur leurs actions : comme l'exprime malicieusement un dicton canadien, quelle est la dinde qui proposerait d'avancer le repas de Noël ? Il faudra que certains d'entre eux comprennent qu'ils peuvent se positionner avec profit sur le champ de la réforme et, plus profondément, qu'ils réalisent que la politique n'est pas un jeu à somme nulle et que tous les acteurs auraient à gagner d'une légitimité accrue de la sphère civique.

En outre, la politique ne peut être une fin en soi. Le monde moderne n'est plus la cité grecque, tournée vers une éthique commune – la valeur civique qui s'exprimait dans le débat public mais aussi dans la compétition politique, dans les joutes sportives ou artistiques et dans la guerre. D'autres réalisations personnelles sont aujourd'hui légitimement valorisées, dans le travail, l'art ou la sphère de l'intimité. La cité peut cependant justifier d'attribuer un certain primat à la valeur civique : sans les énergies que suscite celle-ci, le cadre qui permet ce pluralisme des valeurs et la poursuite par chacun de son égale liberté est menacé par des logiques inégalitaires et autoritaires (en premier lieu par celles qui sont issues du marché capitaliste et des machines bureaucratiques). En

retour, les citoyens n'investiront pas leur énergie dans la politique si celle-ci ne montre pas qu'elle est capable de transformer leur vie dans tous les domaines.

La démocratie participative est marquée par des tensions internes, à commencer par celle qui oppose potentiellement délibération et participation. Chercher une délibération de la meilleure qualité possible, comme dans les organismes tirés au sort que nous avons analysés, n'implique-t-il pas de restreindre le nombre des participants et d'aller vers une discussion « impartiale » peu propre à susciter la mobilisation politique ? Inversement, chercher à faire participer le maximum de citoyens n'impose-t-il pas de prendre des distances avec les dispositifs trop institutionnels et de jouer sur des registres émotionnels peu propices à une discussion de qualité ? Cependant, si elle n'est pas investie par l'énergie portée par les mouvements sociaux, la démocratie participative risque de n'être qu'une machinerie institutionnelle.

La citoyenneté est une activité avant d'être un statut, elle ne constitue un droit que dans la mesure où celui-ci est exercé. Comme le montre la mobilisation des « indignés » dans l'Europe de 2011, l'action collective constitue la seconde dimension de la tendance participative que nous évoquions à la fin du premier chapitre. Elle est particulièrement cruciale pour les classes dominées, qui ne disposent pas des moyens de pression et de lobbying des groupes dominants. Or les énergies sur lesquelles elle repose ne peuvent se réduire à la raison délibérative, elles impliquent aussi des passions et des sentiments identitaires en partie irrationnels. En retour, s'en remettre seulement à ces passions, dans un éloge acritique de l'insurrection de la « multitude », serait être aveugle face aux errements du passé. Si l'on n'y prend garde, les rapports de pouvoir et de domination se reproduisent rapidement au sein des mouvements les plus populaires. Dans les démocraties occidentales contemporaines, le risque est de ce point de vue moins le totalitarisme que le national-populisme ou, plus insidieusement, la démocratie médiatique et la politique spectacle, sortes de versions *high-tech* de la tyrannie de la majorité

évoquée par Tocqueville au ^{xix}^e siècle. Au-delà des mouvements sociaux, c'est toute la politique qui est partagée par cette tension.

Comme nous l'avons vu, les jurys et autres dispositifs fondés sur le tirage au sort peuvent revendiquer sur plusieurs points une forte légitimité. Ils contribuent à la formation d'une opinion éclairée, ils représentent mieux les citoyens dans leur diversité que les méthodes fondées sur l'élection ou la mobilisation volontaire, ils mobilisent des savoirs spécifiques et bénéficient d'une présomption d'impartialité, enfin ils peuvent de façon privilégiée servir à la modernisation de l'action publique. Dans les expériences existantes, ce potentiel est développé de façon inégale mais les perspectives qui s'ouvrent sont prometteuses. Cependant, à partir du moment où le tirage au sort n'institue pas le gouvernement de tous sur tous mais sélectionne un échantillon représentatif des citoyens, il ne peut contribuer à la formation d'une citoyenneté active et d'une culture civique de la même manière qu'il le faisait à Athènes ou à Florence. Certains défenseurs du gouvernement représentatif avancent parfois que le meilleur système politique serait sans doute une « vraie démocratie » fondée sur l'autogouvernement du peuple, mais que, comme un tel système est impossible dans les États de masse, le gouvernement représentatif représente la moins mauvaise option possible. Il serait possible de soutenir que, dans les démocraties modernes, la solution la moins mauvaise serait de substituer le peuple s'auto-gouvernant par des mini-publics tirés au sort – parce qu'ils offrent à chaque citoyen une chance égale de participer à la décision et parce qu'ils se rapprochent par leur composition sociale du peuple dans sa diversité. Cependant, à se restreindre à une cité en miniature, on courrait le risque de promouvoir des débats qui seraient découplés des logiques sociales réelles. Pour pouvoir peser véritablement sur la décision, il faut au contraire articuler la participation institutionnelle avec la mobilisation civique. Les dispositifs qui recourent au tirage au sort incarnent une logique démocratique forte, mais qui ne tient pas toute seule. Ils ne constituent qu'un pilier d'un édifice politique qui en nécessite d'autres. Ils prennent leur place dans la « pluralisation de la démocratie » à

laquelle contribue par exemple la montée en puissance des cours constitutionnelles ¹.

Quelque chose bouge en Europe et dans le monde. Cette évolution fait partie d'une transformation plus vaste de la politique et de la société. Démocratie médiatique ou démocratie participative ? Le présent est marqué par des tendances contradictoires et le futur n'est pas tranché. Il n'est pas sûr que la « tendance participative » finisse par cristalliser et par s'imposer, mais il est certain qu'elle pèsera quoi qu'il arrive. Cette tendance participative peut revendiquer une tradition aussi vieille que la politique. Elle a des racines profondes dans la tradition républicaine et dans l'expérience des démocraties modernes, avec certaines versions du républicanisme florentin, les courants radicaux-populaires des Révolutions anglaise, française et américaine, la critique marxiste de l'État et le socialisme utopique du XIX^e siècle, les traditions libertaires, libérales de gauche pragmatistes ou autogestionnaires, les philosophies de la démocratie et de la citoyenneté. Si la dynamique participative a parfois été théorisée comme une alternative à la démocratie représentative, elle est aujourd'hui conçue, à quelques exceptions près, comme un contrepoids nécessaire à celle-ci.

Dans cette perspective, la sélection par la voie aléatoire constitue un point d'appui précieux. Si cette méthode a été utilisée dans des logiques très différentes à travers l'histoire, ses enjeux dépassent l'opposition rabâchée entre la liberté des Anciens et celle des Modernes. Le retour actuel du tirage au sort en politique participe à la réinvention de la démocratie et à une évolution du sens de la représentation, qui s'élargit au-delà de la logique de distinction qui prédominait lors des révolutions du XVIII^e siècle. De nouveaux types de représentants sont ainsi institués qui ne sont pas des élus ou des professionnels de la politique, au moment même où ceux-ci doivent faire face à une demande communicationnelle croissante de la part des citoyens. Ces représentants participent d'un mouvement qui revendique la

1 Pierre ROSANVALLON, *La Légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité*, Seuil, Paris, 2008.

démocratisation des choix techniques à l'ère de la « société du risque » et une partie de leur avenir se jouera dans leur capacité à se faire la caisse de résonance du « retour de la question sociale ».

La tendance participative ne progressera qualitativement qu'en lien avec des transformations complexes des rapports de pouvoir. Elle ne peut être seulement concédée par en haut mais, à l'inverse, elle ne sera pas simplement le résultat de l'activité extra-institutionnelle des mouvements sociaux – et pourra encore moins sortir tout armée de la cuisse d'intellectuels ou d'expérimentateurs utopiques. Elle ne s'imposera qu'en fonction de la convergence, en partie contingente, d'acteurs hétérogènes et poursuivant des buts différents. C'est tout l'intérêt de la période actuelle : la thématique, confinée jusque-là dans des cercles minoritaires, acquiert une visibilité auprès d'un large public. Au-delà des slogans électoraux, il faut prendre la démocratie participative au sérieux, discuter de façon raisonnée de ses potentialités et de ses défis, se lancer résolument dans l'expérimentation. Car qui pourrait prétendre que le *statu quo* est satisfaisant ?

Postface

« Un coup de dés jamais n'abolira le hasard. »

Stéphane MALLARMÉ.

Lorsqu'une première version de ce livre fut rédigée sous le titre *Le Pouvoir au peuple* entre la fin de l'année 2006 et le début de l'année 2007, l'actualité politique de la campagne présidentielle française colora une partie de l'argumentation : les jurys citoyens évoqués par Ségolène Royal avaient provoqué de telles réactions qu'il valait la peine de diagnostiquer les causes d'un débat aussi virulent, d'y contribuer en prenant un recul sociologique et historique et de tirer ce fil pour commencer à analyser systématiquement les expériences utilisant le tirage au sort en politique. Quatre ou cinq ans plus tard, celles-ci se sont multipliées et l'idée commence à se répandre au-delà des cercles étroits dans lesquels elle était initialement confinée. La présente version s'est attelée à reprendre à la base un chantier qui avait dû être trop rapidement bouclé, en prenant davantage de distance par rapport à l'actualité politique française et en élargissant considérablement le tableau présenté. À ce titre, elle constitue un nouvel ouvrage, même si les thèses initiales ont été maintenues et si la majorité des développements du *Pouvoir au peuple* ont été conservés.

Au terme de ce parcours, nous pouvons nous livrer à un bilan du chemin effectué. Nous sommes partis d'une mise en regard des arguments aujourd'hui invoqués en faveur du tirage au sort et de ceux avancés jadis par les républicains florentins du ^{xv}^e siècle en lutte contre la mainmise des Médicis sur le pouvoir. Nous nous sommes posé plusieurs séries de questions. 1) Quelles étaient les significations de l'usage politique du tirage au sort dans l'Antiquité, au Moyen Âge ou durant la Renaissance ? Peut-on considérer, dans la lignée d'auteurs anciens (comme Aristote, Leonardo Bruni et Francesco Guicciardini) ou récents (tels que Bernard Manin ou Jacques Rancière), que le tirage au sort avait partie liée avec la démocratie ? 2) Pourquoi le tirage au sort a-t-il disparu de la scène politique avec les révolutions modernes, alors que son emploi se diffusait à l'inverse dans les jurys populaires de la sphère judiciaire ? 3) Que signifie aujourd'hui son retour dans de multiples expériences et la multiplication exponentielle de celles-ci ?

Tirage au sort et politique : trois thèses

Le présent ouvrage fournit quelques éléments de réflexion. À la première question, qui porte sur le sens de l'emploi du tirage au sort dans les démocraties ou les républiques antiques, médiévales ou renaissantes, la réponse standard tendait à reprendre la grille de lecture classique d'Aristote ¹ : le tirage au sort est l'outil démocratique par excellence, alors que l'élection incarne un principe aristocratique. Une telle explication oblige à voir autrement la démocratie en général et nos démocraties fondées sur l'élection en particulier. Cependant, elle tend à réduire l'autogouvernement à la démocratie, en oubliant qu'il peut aussi se déployer au sein d'élites restreintes. Elle tend par ailleurs à limiter la signification de l'usage politique du tirage au sort dans le passé à une seule logique, alors que des rationalités assez

1 ARISTOTE, *Les Politiques*, op. cit.

différentes furent à l'œuvre, dont le début du chapitre 5 tente de faire une synthèse : perspective religieuse ou surnaturelle ; méthode impartiale pour résoudre une question controversée ; autogouvernement de tous par tous, chacun étant à tour de rôle gouvernant et gouverné ; pouvoir sur tous de tout un chacun ; enfin, échantillon représentatif permettant la constitution d'un mini-public. Depuis la parution du *Pouvoir au peuple*, en 2007, d'autres auteurs ont également tenté de mieux comprendre la pluralité des usages du tirage au sort à travers des ouvrages très documentés et extrêmement précieux ¹.

La deuxième question était de savoir pourquoi le tirage au sort avait disparu de la scène politique avec les révolutions modernes. C'est Bernard Manin qui, le premier, l'avait posée ². Sa réponse s'appuyait sur deux éléments : d'une part, les pères fondateurs des républiques modernes ne voulaient pas de démocratie, mais une aristocratie élective, et il était donc logique qu'ils rejettent le tirage au sort. D'autre part, la théorie du consentement, fortement enracinée dans les théories du droit naturel moderne, s'était

1 On peut cependant estimer qu'ils en donnent des définitions trop restrictives. Oliver Dowlen (*The Political Potential of Sortition*, *op. cit.*) a ainsi affirmé que la sélection aléatoire aurait une signification intrinsèque, qui pourrait être mobilisée dans des contextes et avec des objectifs différents. Elle implique pour lui une coupure radicale (qu'il appelle « *blind break* ») entre l'*input*, à savoir le groupe parmi lequel il va être procédé au tirage au sort, et l'*output*, les personnes qui seront effectivement sélectionnées à l'issue de la procédure. Les pratiques qui se fondent explicitement sur cette propriété correspondent aux usages « forts » du tirage au sort. Les autres pratiques sont considérées par l'auteur comme des usages « faibles ». On peut douter de la hiérarchisation ainsi établie entre usages « faibles » et « forts » du tirage au sort. Surtout, le problème est qu'à cette aune il faudrait caractériser comme « faibles » tous les usages contemporains, fondés sur l'échantillon représentatif et le calcul de probabilités (qui font que l'on peut en gros prévoir les caractéristiques sociales de l'échantillon tiré au sort au sein d'un groupe déterminé). Hubertus Buchstein (*Demokratie und Lotterie*, *op. cit.*) souligne quant à lui à juste titre la non-superposition entre tirage au sort et logique démocratique, mais il se polarise trop exclusivement sur l'impartialité que favorise la sélection aléatoire des gouvernants et en vient à négliger sa portée démocratique potentielle.

2 Bernard MANIN, *Principes du gouvernement représentatif*, *op. cit.*

diffusée à tel point qu'il semblait difficile de légitimer une autorité politique qui ne soit pas formellement approuvée par les citoyens. Il nous a semblé que ces deux arguments étaient importants mais qu'ils ne pouvaient à eux seuls épuiser l'explication. En particulier, ils ne permettaient pas de comprendre pourquoi les courants radicaux minoritaires qui militaient pour une représentation miroir par laquelle le corps des représentants doit ressembler par ses caractéristiques au peuple, ne revendiquèrent pas l'usage du tirage au sort en politique. De plus, Bernard Manin n'abordait pas un point qui semblait énigmatique : au moment où le tirage au sort disparaissait de la scène politique, son usage connaissait une expansion majeure dans la sphère judiciaire à travers les jurys populaires. Pour comprendre ces évolutions, le présent ouvrage a proposé une explication reposant sur une pluralité de facteurs : la victoire d'une conception « aristocratique » de la République insistant sur la constitution d'une élite de gouvernants distincte du peuple ; la professionnalisation progressive d'une activité prise comme les autres dans le développement de la division du travail ; l'idée que le jury n'implique que le jugement subjectif alors que l'État est du domaine de l'universel ; la conviction que les décisions particulières de justice ne demandent pas une compétence professionnelle mais requièrent le jugement des pairs ; l'idée que les jurés mobilisent le jugement commun de l'homme éclairé ou de l'individu moyen, qu'ils sont en ce sens interchangeables et que leur décision repose sur le consensus, qu'ils permettent donc un jugement équitable et impartial alors que la politique est le lieu du conflit ; enfin, l'absence de la notion d'échantillon représentatif.

Ce dernier point a semblé particulièrement important. Pour le mettre en lumière, il fallait abandonner le ciel des idées politiques « pures » et s'intéresser à la façon dont ces idées se matérialisent à travers des techniques de gouvernement, des outils, des dispositifs¹. Les contemporains des révolutions du XVIII^e siècle ont

1 De ce point de vue, l'histoire des idées politiques gagne beaucoup à tirer les enseignements de l'histoire sociale des sciences telle qu'elle a pu se déve-

répété à l'envi que la grande taille des démocraties modernes en faisait des entités qui différaient par nature des démocraties antiques. Il était impossible de réunir l'assemblée du peuple français ou américain, trop nombreuse. Et en l'absence de la notion statistique d'échantillon représentatif, l'idée qu'un groupe restreint de citoyens sélectionnés de façon aléatoire pouvait représenter un microcosme de la cité n'était pas envisageable. Les tenants d'une représentation miroir étaient donc condamnés à choisir d'autres outils pour faire progresser leurs idéaux. Dans ces conditions, la sélection aléatoire des magistrats ne pouvait résoudre le problème d'échelle auquel les Modernes étaient confrontés. Sa pratique politique s'était perdue, les techniques sur lesquelles elle reposait étaient largement oubliées. Les révolutionnaires ne prirent même pas la peine d'en discuter vraiment. Le tirage au sort semblait condamné en politique.

La troisième question, celle de la signification actuelle du retour du tirage au sort dans de multiples expériences, a elle aussi semblé passible d'une réponse qui s'appuie largement sur cette notion d'échantillon représentatif. La sélection aléatoire telle qu'elle est aujourd'hui pratiquée en politique en est inséparable. Elle permet de constituer un mini-public, une opinion contrefactuelle qui se différencie des élus mais aussi de l'opinion publique des masses. L'échantillon représentatif est un concept validé par les mathématiciens, les statisticiens et les sociologues. Il implique des techniques rodées par les sciences physico-chimiques et par les sciences du vivant, par les sciences sociales quantitatives et par les sondages d'opinion. La notion est légitimée socialement par des décennies d'usage. Du même coup, la référence à Athènes, appuyée sur les deux éléments que sont le tirage au sort et la discussion en face-à-face, paraît plus problématique qu'au premier abord, parce qu'elle néglige la mutation profonde qu'implique l'apparition historique de l'échantillon représentatif dans l'usage de la sélection aléatoire des charges politiques. Entre l'autogouvernement républicain, fondé sur une alternance réglée où

chaque citoyen est tour à tour gouvernant et gouverné, et la démocratie délibérative fondée sur des mini-publics sociologiquement représentatifs de la population dans son ensemble mais développant une opinion éclairée, la différence est considérable.

Les deux domestications du hasard en politique

Il faut cependant convenir que l'utilisation du tirage au sort en politique pose d'autres questions, auxquelles il n'est pas aisé de répondre et que nous n'avons fait qu'effleurer jusqu'ici. L'une concerne les conceptions du sort, de la chance ou de la « fortune » qui ont pu soutenir le recours à la sélection aléatoire durant des siècles. Dans un livre magistral, le philosophe des sciences Ian Hacking a de façon imagée décrit comme une « domestication du hasard » la révolution permise par le calcul de probabilités à partir du moment où des acteurs s'en sont progressivement saisis pour l'utiliser comme un outil dans leurs pratiques scientifiques, administratives ou commerciales¹. En étendant ce raisonnement, il est possible d'affirmer que le calcul de probabilités, ou plus exactement sa déclinaison dans la notion d'échantillon représentatif, a permis une domestication politique du hasard sous la forme de mini-publics, de « *fair cross sections of the people* ». Les milliers d'expériences qui ont œuvré pour cette domestication pourraient à terme contribuer à changer profondément le visage de la politique.

Cependant, avant que le hasard ne soit « domestiqué » de cette manière, quelle pouvait être la conception que s'en faisaient les hommes (et les femmes, mais seulement de façon marginale) pour y avoir eu aussi massivement recours en politique dans les expériences républicaines ou démocratiques ? Pour le comprendre, on peut se tourner vers Platon. Dans *Les Lois*, le philosophe grec

1 Ian HACKING, *The Taming of Chance*, op. cit. Sur ce thème, cf. également Gerd GIGERENZER et alii, *The Empire of Chance*, op. cit. ; Alain DESROSIÈRES, *La Politique des grands nombres*, op. cit.

oppose deux façons de convoquer le sort, celle qui s'en remet à Zeus et celle qui, à l'instar de la démocratie athénienne, l'utilise pour répartir les magistratures entre tous les citoyens. Il ajoute que chacune implique un type d'égalité différent :

« Il y a deux égalités qui existent, et qui ont le même nom, mais sont en fait à peu près contraires en tout point : la première, n'importe quelle cité, n'importe quel législateur peuvent l'employer pour répartir les honneurs, l'égalité en mesure, en poids et en nombre, en la dirigeant au moyen du tirage au sort pour les répartitions [des magistratures] ; la plus véritable et la meilleure égalité, en revanche, ce n'est plus à tout un chacun de la voir. Elle relève du jugement de Zeus [...]. Elle accorde plus à celui qui est plus grand, moins à celui qui est plus petit, à l'un et à l'autre dans la mesure de sa nature. C'est elle aussi qui attribue de plus grands honneurs aux plus vertueux et de moindres à ceux qui sont dénués de vertu et d'éducation, rendant ainsi à l'un et à l'autre ce qui lui revient proportionnellement à son mérite ¹. »

Dans la perspective élitiste défendue par Platon, ce deuxième type de sort est à entendre de façon très générique : c'est celui qui fait que certains sont mieux lotis que d'autres en sagesse, en vertu ou en noblesse, qui fait que la cité se divise entre les « meilleurs » et la « multitude » ². Parce qu'il faut bien faire des concessions à cette dernière pour éviter qu'elle ne se lève contre l'État, il faut se résoudre à accepter, à la marge, un autre type de sort, éminemment politique : celui qui institutionnalise la sélection aléatoire des titulaires des charges publiques. Seul le premier type de sort est pleinement rationnel, en ce qu'il exprime la volonté des dieux, et il constitue pour Platon la plus haute justification du pouvoir de commandement ³. La rationalité du second type de sort est d'ordre purement pragmatique, il ne s'agit que d'un pis-aller.

Dans ce raisonnement comme dans d'autres, Platon sort clairement de l'univers symbolique qui était celui de la démocratie athénienne. Si l'on se place à l'inverse du point de vue des

1 PLATON, *Les Lois*, VI, 757e.

2 Paul DEMONT, « Tirage au sort et démocratie en Grèce ancienne », *loc. cit.*

3 PLATON, *Les Lois*, III, 689e et 690a.

démocrates qui mirent en place la sélection aléatoire des magistratures ou la défendirent, quelle pouvait bien être la rationalité de celle-ci ? À une époque où le calcul de probabilités était inconnu, les Grecs ne pouvaient savoir scientifiquement que tirer au sort revenait à donner mathématiquement une chance égale à tous. Ils avaient cependant une claire intuition pragmatique de l'égalisation radicale qu'impliquait cette pratique – et du fait qu'y avoir recours entre tous les citoyens présupposait de les penser symboliquement comme égaux, méritant également d'être désignés pour gouverner. Dans la perspective politique athénienne, le recours à la sélection aléatoire des magistrats avait une signification « laïque ». Être tiré au sort n'était pas un signe d'élection divine – la critique platonicienne le démontre *a contrario*. La sélection aléatoire et l'organisation de compétitions réglées (politiques, mais aussi militaires, sportives ou artistiques) constituaient les faces opposées d'un même processus de rationalisation politique¹. On comprend mieux, du coup, pourquoi le tirage au sort des magistrats intervint dans la période la plus brillante d'Athènes. Cette forme de rationalisation fut au moins compatible, durant deux siècles, avec l'inventivité extraordinaire qui se manifesta dans de nombreux domaines. En politique, la première domestication du hasard intervint bien avant le calcul de probabilités. Elle fut uniquement pragmatique, et ce n'est qu'au cours du ^{xx}e siècle qu'une seconde domestication, scientifique tout autant que pragmatique, fut rendue possible². Des parallèles pourraient d'ailleurs de ce point de vue être effectués avec d'autres domaines sociaux : les jeux de hasard, les compagnies d'assurance ou les institutions étatiques instaurant des rentes viagères

1 Roger CAILLOIS, *Les Jeux et les Hommes*, Gallimard, Paris, 1967, p. 60.

2 C'est pourquoi l'on ne peut suivre Hubertus Buchstein (*Demokratie und Lotterie*, *op. cit.*) lorsqu'il avance que le tirage au sort ne pouvait avoir de valeur démocratique pour les Athéniens parce que ceux-ci ignoraient le calcul de probabilités : la valeur démocratique de l'égalité symbolique d'un tirage au sort effectué entre tous les citoyens volontaires n'avait pas besoin d'être validée mathématiquement pour être éprouvée pragmatiquement, et l'alternance réglée qu'elle permettait, chacun étant tour à tour gouvernant et gouverné, était parfaitement comprise par les contemporains.

en contrepartie de dons de citoyens à l'État n'attendirent pas pour se développer que l'intérêt du calcul de probabilités ait été démontré¹.

Pour mieux se convaincre que cette première domestication politique du hasard, en plus de son apport du point de vue de la régulation pacifique des conflits, pouvait dans certains contextes avoir une portée démocratique ou du moins « populaire », il faut se tourner de nouveau vers les débats qui divisèrent les Florentins après l'instauration d'un Grand Conseil, à la fin du xv^e siècle. Nous avons vu au chapitre 2 qu'ils opposèrent les grandes familles (qui penchaient pour le recours à l'élection, procédure dite « du plus grand nombre des fèves ») aux citoyens des milieux populaires (qui étaient partisans du tirage au sort). Le porte-parole de ces derniers, dans des propos reconstruits par Francesco Guicciardini, déclara ainsi :

« Mes adversaires disent que quand les offices sont répartis par la procédure dite du plus grand nombre de fèves, ils le sont à des personnes plus choisies, car il semble que ceux en faveur desquels se tourne le jugement d'un plus grand nombre aient davantage de mérites. [...] Le problème naît cependant du fait [qu'il y ait] une sorte d'hommes qui ont été favorisés au jeu de dés de la vie, qui ont raflé toute la mise et qui pensent que l'État leur appartient, parce qu'ils sont plus riches, qu'ils sont considérés comme plus nobles ou qu'ils ont hérité de la réputation de leurs pères et de leurs aïeux ; et que nous qui avons été défavorisés au jeu de dés de la vie, nous ne méritons pas les dignités, nous devons nous contenter des offices de moindre importance et, pour le reste, porter le fardeau comme nous l'avons fait par le passé.

« Ceux-là ont en tête les modes d'évaluation et les distinctions qui se faisaient entre les offices bien rétribués et les autres. Ils sont en la matière habitués à tel point à un ordre tyrannique qu'il leur paraît juste que les choses soient dans le futur gouvernées dans ce style, et que celui qui n'appartient pas à ce cercle restreint, ou à quelque maison dont la noblesse est tellement considérée qu'il

1 Gerd GIGERENZER *et alii*, *The Empire of Chance*, *op. cit.*

serait impossible de l'exclure, n'est pas à la hauteur de la dignité de ces charges. Pour le dire en un mot, ils ne se rappellent plus que nous sommes tous citoyens, ils prétendent avoir plus de qualité que les autres, ils se favorisent réciproquement lorsqu'ils se présentent au scrutin et ne donnent jamais que des fèves blanches ¹ à nos pairs, c'est-à-dire à ceux qui n'ont pas eu de chance au jeu de dés de la vie. Même si l'un d'entre nous était un exemple de vertu, un Aristote ou un Salomon, ils continueraient de penser qu'un office important perdrait en prestige s'il lui était attribué, qu'il en serait comme sali. À l'inverse, nous autres ne refusons pas nos voix à ceux qui ont jusqu'ici monopolisé les charges publiques. Au contraire, nombre d'entre nous qui ne sont pas encore libérés des opinions et des habitudes du passé pensent que les honneurs conviennent mieux aux riches. Telle est la véritable raison qui explique que même lorsque l'un d'entre nous semble suffisamment compétent pour quelque entreprise que ce soit, il ne parvient pas pour autant à s'imposer dans la procédure dite du plus grand nombre de fèves, sinon de façon exceptionnelle ou très rare, par compassion ou par erreur. Ceux qui récoltent le plus grand nombre de fèves sont nécessairement ceux qui ont eu plus de chance au jeu de dés de la vie, car ils reçoivent les voix des leurs mais aussi les nôtres, alors que nous ne bénéficions tout au plus que des voix des nôtres et que nous ne récoltons de leur part que des fèves blanches ². »

Littéralement, lorsque Guicciardini parle de ceux « qui ont eu plus de chance au jeu de dés de la vie », il écrit « ceux qui ont eu la tierce 4-5-6 », opposés à « ceux qui n'ont eu que la tierce 1-2-3 ». Le propos renvoie au jeu appelé la rafle (ou le poulain), qui est le jeu de dés le plus populaire au Moyen Âge et dans lequel certaines combinaisons permettent de « rafler » toute la mise. La métaphore est intéressante en ce qu'elle oppose implicitement le hasard injuste, qui donne toute la mise politique à ceux qui sont déjà les gagnants dans la société, et le tirage au sort « bien

1 C'est-à-dire un vote contraire.

2 Francesco GUICCIARDINI, « Du mode d'élection aux offices dans le Grand Conseil », *op. cit.*, p. 100-101.

ordonné » par lequel, de façon neutre, la cité répartit entre tous (ou entre tous ceux dont la compétence a été vérifiée) et à tour de rôle des charges soumises à une rotation rapide. Dans la harangue du tribun populaire, l'argument platonicien est complètement retourné : le sort rationnel est celui de la *tratta*, de la sélection aléatoire des magistrats ; le sort irrationnel, semblable à celui du jeu de dés, est le hasard de la naissance et les privilèges sociaux qui l'accompagnent.

À la même époque, Machiavel témoigne lui aussi que circulent dans la société florentine des arguments antiméritocratiques radicaux qui refusent de considérer les hiérarchies sociales comme résultant des mérites des individus et qui les renvoient à une contingence étrangère à la justice. Reconstruisant le discours de l'un des dirigeants populaires de la révolte des Ciompi un siècle et demi plus tôt, Machiavel lui fait dire, alors qu'il s'adresse à ses partisans : « N'allez pas vous laisser frapper parce qu'ils vous jettent au visage "l'antique noblesse de leur sang", puisque tous les hommes sont sortis du même lieu, sont pareillement antiques, ont été bâtis de façon pareille. Mettez-nous tout nus : vous nous verrez tous pareils. Mettez-nous leurs hardes, et à eux les nôtres : pas de doute, c'est nous qui aurons l'air d'être des nobles, et eux des misérables. Seules pauvreté et richesse nous distinguent ¹. » Ce discours est minoritaire, mais il témoigne que les progrès de l'égalité symbolique sont considérables et que nombre des raisonnements politiques qui la défendent se passent complètement du recours à Dieu.

Et cependant, c'est peu après l'époque où écrivent Machiavel et Guicciardini que le tirage au sort des magistrats est abandonné à Florence, et que la première domestication du hasard en politique commence à tomber dans l'oubli – si l'on met de côté la version, fort peu démocratique, qui persista encore deux siècles en Espagne. Outre les raisons déjà évoquées, faudrait-il aussi chercher dans une nouvelle compréhension du hasard l'une des causes de cette mutation ?

1 Nicolas MACHIAVEL, *Histoires florentines*, op. cit., III, 13.

Les multiples visages de la Fortune

Le lien entre les jeux de hasard et les mots désignant le sort est attesté par l'étymologie.

Jeux de dés, hasard, tirage au sort. – Le terme de « hasard » utilisé dans plusieurs langues latines vient de l'arabe *az-zahr*, qui signifie jeu de dés. Au Moyen Âge, il désignait un jeu de dés particulier. La « chance », en latin *cadentia*, signifia d'abord la manière dont tombent les dés. Le « cas » a la même étymologie (du latin *casus*, « événement », venant lui-même de *cadere*, tomber), et le *caso*, en italien, signifie le hasard. L'*alea* était en latin un jeu de dés. Le « sort » (du latin *sors*, *sortis*) renvoie également à une sorte de dé dont on se servait dans l'Antiquité pour rendre des oracles¹. Seul le terme grec de *kléros*, à partir duquel le mot *klêrôtèrion* a été forgé, a probablement une origine distincte : il désigne le « sort », mais aussi le « lot » ou l'« apanage », en particulier dans le cadre des règlements successoraux², et cette étymologie se retrouve notamment dans le terme (assez tardif) de loterie, ou dans l'anglais *selection by lot*, sélection aléatoire.

Or, dans un autre texte, Guicciardini, parlant cette fois à la première personne, critique de façon virulente le tirage au sort des magistrats en écrivant que dans la nature du « gouvernement populaire » « c'est le peuple, et non le sort, qui doit être le seigneur et c'est lui, et non la Fortune, qui doit conférer les honneurs »³. La rationalité de la première domestication du hasard se voit ici radicalement niée. Le Florentin exprime une conception de la légitimité populaire et de la représentation qui sera celle de la Révolution française et qui sous-tend encore de nos jours nos réactions spontanées.

1 Cf. notamment *Le Nouveau Petit Robert*, 2007, et *Le Grand Robert de la langue française*, 1972.

2 Paul DEMONT, « Tirage au sort et démocratie en Grèce ancienne », *op. cit.*, p. 2.

3 Francesco GUICCIARDINI, « Discours de Logroño », in *Écrits politiques*, *op. cit.*, p. 67

Nous pouvons à ce stade avancer une hypothèse, qui mériterait d'être confirmée par une enquête systématique et n'est encore à ce stade qu'une intuition un peu travaillée. De nombreux travaux ont montré les mutations profondes du rapport à l'historicité qui marquent la Renaissance italienne. Nous voudrions ajouter qu'il est probable qu'une nouvelle conception concomitante de la Fortune ait joué un rôle dans la disparition du tirage au sort en politique.

À l'appui de cette hypothèse, il est intéressant de noter que l'association de la Fortune et de la *tratta* apparaît probablement à cette époque, et que la première est mobilisée dans la critique de la seconde. À quelques reprises, on retrouve chez Machiavel une telle association, toujours connotée péjorativement. Lorsqu'il retrace par exemple la lutte entre les Médicis et Rinaldo degli Albizzi, au début des années 1430, l'auteur du *Prince* écrit que la *Fortuna* fut favorable aux discordes des Florentins en voulant qu'un protégé de Rinaldo soit désigné par le sort (*tratto*) à la *Signoria*¹. Certes, l'étymologie de la *tratta* fait probablement intervenir une parenté avec les jeux de dés : le fameux dicton romain prononcé par César franchissant le Rubicon, « *Alea iacta est* », « Les dés sont jetés », donnait en italien « *Il dado è tratto* », et la proximité de ce participatif avec le substantif par lequel les Florentins désignent le tirage au sort en politique semble trop grande pour être fortuite². Cependant, jusqu'à la fin du xv^e siècle, les textes ne semblent pas associer tirage au sort en politique d'un côté, jeux de dés et Fortune de l'autre³.

Jusqu'à quel point le couplage florentin de la Fortune et du tirage au sort de la fin du xv^e siècle⁴, en sus d'exprimer une vue

1 Nicolas MACHIAVEL, *Histoires florentines*, op. cit., IV, 28.

2 Je n'ai cependant trouvé dans la littérature aucune étude attestant formellement cette hypothèse.

3 Une recherche beaucoup plus complète devrait être menée sur ce plan. Il est clair en revanche que le terme de sort, beaucoup plus générique que celui de Fortune, est dès le départ largement associé à la *tratta*.

4 En dehors de Florence, mais à peu près à la même époque, Giovanni Pontano, qui travailla pour la Couronne d'Aragon à Naples, expliquait dans son ouvrage *De Fortuna libri* (1500) le culte de la Fortune par une origine poli-

sceptique (pour Machiavel) ou franchement critique (pour Guicciardini) par rapport à la *tratta*, traduit-il un nouveau rapport au temps et à l'action humaine qui contribue à rendre plus problématique l'usage de la sélection aléatoire en politique ?

La roue de la Fortune. – La question mérite d'autant plus que l'on s'y attarde qu'une nouvelle figure de la *Fortuna* émerge précisément à la même époque dans l'iconographie florentine. Les origines de cette divinité remontent au moins à la *Tyché* grecque, qui acquiert le statut de déesse aux IV^e et III^e siècles, munie des attributs de la corne d'abondance et du gouvernail. Elle peut signifier bonne fortune (c'est l'*Agathé Tyché*) : c'est en ce sens que Platon y fait allusion dans le texte où il oppose les deux types de sort et d'égalité déjà cités, lorsqu'il ajoute que si l'on s'en remet au tirage au sort des magistratures, il faut espérer que *Tyché* parvienne à corriger en partie les travers de cette égalisation radicale des chances de chacun et qu'elle favorise la désignation de personnes compétentes¹. *Tyché* peut pourtant être négative et, plus fondamentalement, son règne tend à « dessiner l'image tragique d'un monde chaotique dominé par une puissance aveugle dont les hommes étaient les esclaves² ». La *Fortuna* romaine fait une lecture optimiste de *Tyché*, mettant surtout en avant sa part de « bonne fortune »³.

Or lorsque la Fortune réapparaît au Moyen Âge, ses représentations iconographiques et sa signification sont profondément différentes. Son attribut principal est la roue, qui occupe désormais

tique, à savoir la nécessité de trancher les affaires des princes en tirant les sorts pour éviter ainsi les troubles et les conflits. Cf. Florence BUTTAY-JUTIER, *Fortuna. Usages politiques d'une allégorie morale à la Renaissance*, Presses de l'université Paris-Sorbonne, Paris, 2008, p. 500.

1 PLATON, *Les Lois*, VI, 757e et 758a.

2 Florence BUTTAY-JUTIER, *Fortuna*, op. cit., p. 51, s'appuyant sur Marta C. NUSSBAUM, *The Fragility of Goodness. Luck and Ethics in Greek Tragedy & Philosophy*, Cambridge University Press, Cambridge, 1986.

3 Plus important encore, elle est convoquée pour couronner les généraux vainqueurs, comme si leurs qualités l'appelaient à eux. Cf. Florence BUTTAY-JUTIER, *Fortuna*, op. cit., p. 54 sq.

la majeure partie de l'espace. Sous cette forme, elle connaît une diffusion extraordinaire, devenant sans doute « l'image didactique la plus importante de l'art médiéval ¹ ». Avec d'innombrables variations, les tableaux reprennent le même thème. En témoigne par exemple une gravure du manuscrit des *Carmina Burana* – ce recueil, composé entre 1225 et 1250, rassemble des chants profanes ou religieux alors répandus dans une ère très large en Europe. La roue, qui tourne dans le sens des aiguilles d'une montre, divise l'espace extérieur en quatre positions qui correspondent à des temps successifs tandis qu'en son centre se tient la déesse *Fortuna*, couronnée et en majesté. À gauche, un personnage s'accroche à la roue et s'élève grâce à son mouvement, regardant vers le haut. Au sommet de la roue, il est couronné, tient le sceptre et domine une église. Cependant, la roue poursuit inexorablement sa course et, à droite, le personnage commence à chuter. Il s'accroche encore, penché vers le vide, mais on sent qu'il commence à lâcher prise tandis que sa couronne tombe déjà de sa tête. En bas, le personnage repose, gisant, comme brisé par le destin. La légende est explicite : « *Regnabo, regno, regnavi, sum sine regno* » – Je régnerai, je règne, j'ai régné, je suis sans royaume. La signification de l'image est profondément religieuse. À l'époque, elle peut servir à l'Église et à la papauté dans leur lutte pour contrer le pouvoir de l'Empereur ou des rois en rappelant à ceux-ci les limites de leur pouvoir temporel. Elle implique cependant aussi une méditation sur la finitude et la vanité de la vie terrestre, incluant jusqu'aux plus puissants de ce monde, dont la portée dépasse le dogme chrétien et plonge assez profond dans les croyances populaires. Dans ces représentations, la Fortune médiévale, tout en ayant une sémantique suffisamment riche pour ne pas être univoque, véhicule une conception cyclique du temps, calquée sur les quatre saisons. Cette appréhension de la temporalité est en affinité avec l'usage politique du tirage au sort pratiqué par une commune médiévale comme Florence, qui implique lui

1 Frederick P. PICKERING, « Notes on Fate and Fortune », in *Essays on Medieval German Literature and Iconography*, Cambridge, 1980, p. 95-109, cité in Florence BUTTAY-JUTIER, *Fortuna*, op. cit., p. 66.

aussi une alternance réglée où, idéalement, tous les citoyens jugés aptes accèdent tour à tour aux honneurs avant de céder leur place à d'autres, dans un cycle harmonieux et sans fin qui garantit la paix civique et qui, sans supprimer les aléas, parvient à les limiter.

Fortuna et Occasio. – Si cette figure ne disparaît pas complètement à la Renaissance ¹, une autre prend le dessus en quelques décennies, au moment même où Guicciardini critique la sélection aléatoire des magistrats en l'associant à la Fortune. C'est le grand historien de l'art Aby Warburg qui le premier braqua le projecteur sur cette mutation ². Celle-ci a depuis été largement documentée et nuancée. La nouvelle représentation de la *Fortuna* prend forme à Florence, dans les dernières décennies du xv^e siècle et les premières du xvi^e, avant de se répandre dans le reste de l'Europe. Loin de la déesse figée et un peu monstrueuse du Moyen Âge, elle emprunte ses attributs iconographiques à Vénus – elle est désormais une jeune femme désirable – et à *Occasio*, la déesse latine héritière du *kairos* grec, qu'elle transcrit en femme. Le *kairos* constituait l'une des modalités du temps, celle de l'occasion opportune, du moment qui cristallise des possibles et où tout bascule, opposé à *chronos*, le temps linéaire tel qu'il est mesuré par la suite des jours ou le temps cyclique des saisons, de la naissance et de la mort. *Occasio* apparaît classiquement debout sur une boule, non couronnée, avec les pieds ailés ; elle tient un rasoir à la main, et hormis une longue mèche de cheveu sur le front, elle est entièrement chauve. Elle est ainsi décrite dans *Les Emblèmes* d'Andrea Alciato (1492-1550), un livre qui connut un succès énorme et fit l'objet de très nombreuses rééditions dans les diverses langues européennes :

-
- 1 Dans les tarots divinatoires, qui naissent dans la première Renaissance, c'est ainsi l'image de la roue qui figure sur la carte de la Fortune, et ce dès le premier jeu qui ait été conservé, le tarot des Visconti-Sforza, qui date des années 1440. De même, les loteries modernes et contemporaines ont souvent recours à la roue de la Fortune.
 - 2 Aby Warburg, « Les dernières volontés de Francesco Sassetti », in *Essais florentins*, Klincksieck, Paris, 1990, p. 167-197.

« Occasion c'est quand lon observe si bien l'opportunité du temps, du lieu, & des personnes, que tout ce qu'on entreprend réussit à bonne fin. Les pieds de ceste Deesse sont sur des plumes rondes et durettes, si qu'elle glisse tousjours, & jamais ne demeure ferme. Autres disent qu'elle a ses pieds sur une roue, qui tourne & vire incessamment. Elle a des aisles aux pieds, c'est-à-dire ses souliers ont des aisles, comme aussi Mercure en porte de telles : elle vole en tous lieux par l'air. Elle a un rasoir en sa main droite, pour monstrier qu'elle est plus tranchante que chose qui soit. Elle n'a cheveux qu'au front, pour nous enseigner qu'il la faut prendre quand elle se présente. Par derriere elle est chauve : tellement que l'ayant une fois faillie, on ne la peut plus rattrapper. Il y a plusieurs choses, qui d'elles mesmes sont honnestes & utiles, lesquelles, n'estans faictes en temps deu, perdent toute leur grace. C'est pourquoy il ne faut point laisser eschapper l'Occasion ¹. »

Occasio tend alors à fusionner avec la face positive de la Fortune, la *ventura*. Ce dernier terme, employé comme nom commun, apparaît dans plusieurs langues latines de l'époque et a une signification proche de celle que garde le mot en français dans l'expression une « diseuse de bonne aventure ». Sa personnification, d'origine chevaleresque, prend la forme d'une jeune femme se tenant debout sur la mer, portant une voile gonflée comme si elle en était le mât et dirigeant les navires ². L'emblème se retrouve notamment dans un blason célèbre de la loggia du palais de Giovanni Rucellai, demeure renaissante conçue par Leon Battista Alberti et appartenant à une grande famille florentine qui est l'hôte d'importants cercles intellectuels florentins, et notamment de celui auquel Machiavel participe durant plusieurs années, dit des *Orti Oricellari*.

1 Andrea ALCIATO, *Les Emblèmes*, édition française, 1615, p. 26-27. Pour une autre variation sur le thème, venant elle aussi d'une transcription de l'épigramme du poète Posidippos à la statue de bronze du *Kairos* forgée par le célèbre sculpteur grec Lysippos, cf. Nicolas MACHIAVEL, « Capitolo de l'Occasion », in *Œuvres*, op. cit., p. 81.

2 Florence BUTTAY-JUTIER, *Fortuna*, op. cit., p. 102 sq.

La *Fortuna* acquiert alors une grande complexité, et si ses représentations graphiques se multiplient dans toute l'Europe, elles brodent sur un thème plutôt qu'elles n'illustrent un concept, tant ses interprétations en sont nuancées ¹. Vers 1500, toute la classe dirigeante italienne a choisi Fortune parmi ses emblèmes, et elle est imitée par le reste de l'Europe dans les décennies qui suivirent. Apparaissant comme l'une des vertus princières, *Fortuna* symbolise la légitimité de rupture, acquise à travers une série d'épreuves, les qualités d'un prince non héréditaire se reflétant dans le fait qu'il ait triomphé, qu'il ait été élu. La Fortune garde cependant des dimensions de *memento mori*, signe de la condition mortelle, elle demeure une *vanitas* qui rappelle la fragilité de toute position humaine et explique à l'occasion les déclassements qui peuvent frapper les individus. Enfin, sa figure est convoquée de façon pédagogique dans l'éducation des princes et des grands de ce monde, mise en avant comme l'un des facteurs qu'il convient de prendre en compte pour arriver au pouvoir et bien gouverner ².

Le temps de la contingence. – C'est sans doute Machiavel qui en livre le tableau le plus saisissant. Dans son *Capitolo de la Fortuna*, il reprend l'image médiévale de la roue mais lui donne une dimension kaléidoscopique qui fait exploser le cadre réglé que présupposait traditionnellement la métaphore :

« Elle demeure au sommet [d'un] palais, et jamais elle ne refuse à personne de se montrer à sa vue, mais en un clin d'œil elle change d'aspect et de figure. Cette antique sorcière a deux visages, l'un farouche, l'autre riant ; et tandis qu'elle se tourne, tantôt elle ne te voit pas, tantôt elle te menace, et tantôt elle t'invite. Elle écoute avec bienveillance tous ceux qui veulent entrer ; mais elle se fâche ensuite contre eux lorsqu'ils veulent sortir, et souvent même elle leur a barré le passage. Dans l'intérieur on est entraîné par le mouvement d'autant de roues qu'il y a de degrés différents pour monter aux objets sur lesquels chacun a jeté ses vues. [...]

1 *Ibid.*, p. 167 sq.

2 *Ibid.*

L'Occasion est la seule qui s'amuse en ce lieu ; et l'on voit cette naïve enfant courir rieuse, échevelée, à l'entour de toutes ces roues. [...] Parmi la foule qui emplît cette demeure, celui-là est le plus sage qui a le meilleur sort en choisissant sa roue conformément aux vues de la souveraine. Car, selon que l'humeur qui a déterminé ton choix s'accorde avec la sienne, elle est la source de ta félicité ou de ton malheur. [...] Car au moment même où tu es porté au sommet d'une roue heureuse et favorable, elle rétrograde à mi-course. Comme tu ne peux changer ta personne, ni te dérober aux décrets dont le ciel t'a doté, la Fortune t'abandonne au milieu du chemin. Si cela était bien connu et bien compris, celui-là serait toujours heureux qui pourrait sauter de roue en roue. Mais comme cette faculté nous a été refusée par la vertu occulte qui nous gouverne, notre état change avec le cours de notre roue. »

Et, après une liste de personnages et de civilisations autrefois glorieuses, il ajoute : « Il est facile de voir par leur image combien [la Fortune] aime et choie ceux qui l'attaquent, qui la bousculent, qui la talonnent sans relâche », avant de conclure : « On voit [...] qu'une fois le temps écoulé, les heureux ont été peu nombreux et qu'ils sont morts avant que leur roue fît marche arrière, ou, poursuivant sa course, les eût portés en bas ¹. »

Dans la description machiavélienne, le caractère cyclique du temps est réduit à sa plus simple expression, celle de la naissance et de la mortalité des individus et des États. Cette dimension est cependant subsumée dans le règne d'un temps imprévisible, qui rend tout succès fragile mais offre en retour des opportunités d'action à qui sait saisir l'occasion opportune – la *virtù* consistant précisément à agir de façon énergique lorsque cela est possible, et en tenant compte des circonstances. Machiavel est particulièrement pessimiste sur la condition humaine. Dans sa vision réaliste et presque complètement détachée du Dieu de la chrétienté, le succès terrestre n'est nullement un signe d'élection divine qui

1 Nicolas MACHIAVEL, « Capitolo de la Fortune », in *(Œuvres, op. cit., p. 81 sq., traduction modifiée.*

récompenserait les hommes vertueux, contrairement à ce que suggèrent les blasons princiers qui fleurissent à la même époque ou à ce que certaines versions du protestantisme vont développer dans les décennies qui suivent. La version platonicienne du sort est ainsi récusée. Un fond commun relie cependant la perspective machiavélienne aux variantes mises en avant par ses contemporains et par ceux qui vont suivre : la Fortune est désormais principalement une incarnation de la contingence des événements. Plus que la succession de ceux-ci, elle désigne le moment où surviennent les bouleversements qui modifient le cours des choses et des existences, elle est *kairos* davantage que *chronos*¹. Elle correspond à une évolution des modes d'appréhension du temps et de l'action humaine, les individus n'étant plus seulement mus par des forces inexorables mais pouvant agir, même si c'est sur fond d'une contingence qu'ils ne maîtrisent pas².

Cette nouvelle *Fortuna* fait aussi suite à un événement qui marque l'histoire de la péninsule, le début des guerres d'Italie et l'invasion française de 1494. Ce tournant politique signe la fin du monde relativement clos des communes et principautés de la péninsule, et celles-ci sont désormais livrées à des forces qui les dépassent³. Dans cette époque nouvelle, la rotation réglée par laquelle chaque citoyen méritant est tour à tour gouvernant et gouverné se teinte d'archaïsme. Les temps sont désormais trop instables, le sort trop capricieux, et il semble dès lors plausible que s'en remettre à lui pour répartir les charges publiques apparaisse peu raisonnable aux contemporains, lors même que les vertus d'impartialité et de pacification d'une telle procédure continuent d'être reconnues. Les conceptions populaires de la politique conduiront elles-mêmes à préférer l'élection au tirage au sort : sans que cette dernière soit forcément une garantie de sélection

1 Florence BUTTAY-JUTIER, *Fortuna*, op. cit., p. 124.

2 Ernst CASSIRER, *Individu et Cosmos dans la philosophie de la Renaissance*, Minuit, Paris, 1983, p. 100.

3 Mario SANTORO, *Fortuna, ragione e prudenza nella civiltà letteraria del Cinquecento*, Naples, 1967, cité in Florence BUTTAY-JUTIER, *Fortuna*, op. cit., p. 96.

des « meilleurs », contrairement à ce que postulent les visions élitistes, la leçon machiavélienne est que des élections bien organisées poussent au moins les leaders à lutter pour le bien commun – ou du moins à paraître le faire – dans le but de se distinguer.

En retour, dans un contexte complètement renouvelé, il faut se demander jusqu'à quel point la réémergence du tirage au sort en politique est liée à l'obsolescence progressive d'une conception de la temporalité fondée sur l'idée d'un progrès assuré, d'un temps de croissance infini où le futur peut être indexé sur le présent et planifié par les experts politiques, techniques et scientifiques. Au ^{xvi}^e siècle, l'appréhension croissante de la contingence historique contribua à créer un terrain peu hospitalier pour la première domestication politique du hasard. La fin du ^{xx}^e et le début du ^{xxi}^e siècle sont marqués par une prise de conscience de la fragilité des équilibres humains et écologiques et du caractère non réversible de certaines décisions fondamentales. La contingence des choix à effectuer ne contribue-t-elle pas à redynamiser les aspirations démocratiques et à relativiser les justifications élitistes du gouvernement représentatif ? Parallèlement, les difficultés qui surgissent de la temporalité très courte des scansions électorales qui structurent ce dernier ne poussent-elles pas à se tourner vers des processus de prise de décision plus impartiaux, davantage susceptibles de prendre en compte les enjeux de long terme ? Paradoxalement, la réévaluation actuelle du *kairos* ne contribue-t-elle pas à favoriser la seconde domestication politique du hasard ?

La question de la comparaison historique

Au fil des pages, et plus encore peut-être après les hypothèses quelque peu hasardeuses que nous venons de formuler, les lecteurs se sont sans doute interrogés sur la légitimité de l'exercice auquel nous nous sommes livré. Dans cet ouvrage, il ne s'est pas simplement agi que des enquêtes monographiques s'enrichissent mutuellement par le jeu de la comparaison historique, à travers

un jeu de contrastes et de miroirs : l'approche s'est voulue plus intégrée¹, tout en reposant largement sur des travaux effectués par d'autres. C'est pourquoi une cinquième question doit à ce stade être ajoutée : dans quelle mesure est-il légitime de s'atteler à une comparaison historique allant de l'Athènes classique à la Colombie britannique contemporaine en passant par la Florence renaissante, et quelles sont les voies les plus cohérentes si l'on veut s'avancer dans cette direction ? C'est à cette dernière question que nous voudrions maintenant tenter de répondre. Bien sûr, une comparaison terme à terme entre ces univers politiques est impossible, les contextes sociaux, institutionnels et culturels abordés étant par trop contrastés. Il est tout aussi évident que la place du tirage au sort en politique est radicalement différente à Athènes ou Florence, où elle est centrale, et dans les démocraties contemporaines, où elle reste assez marginale malgré la multiplication des expériences depuis deux ou trois décennies. Cela ne signifie pas pour autant qu'une comparaison précautionneuse soit *a priori* illégitime.

L'approche philosophique atemporelle. – Pour l'entreprendre, une première approche part d'une interrogation philosophique « fondamentale » et atemporelle : qu'est-ce que la démocratie ? Quelle place peut ou doit y occuper le tirage au sort ? Quelle est la signification essentielle du tirage au sort en politique ? Dans cette manière de poser la question, l'attention historique et sociologique à la variété des contextes est une préoccupation subordonnée face à un raisonnement qui se veut d'abord spéculatif. Les écrits d'auteurs comme Aristote, Leonardo Bruni, Francesco Guicciardini ou James Fishkin sur le tirage au sort en politique constituent alors des manières différentes de répondre à une même question. C'est dans une telle direction que semble aller Jacques Rancière lorsqu'il écrit : « Le scandale de la démocratie, et du tirage au sort qui en est l'essence, est de révéler [...] que le gouvernement des sociétés ne peut reposer en dernier

1 Cf. dans une veine similaire Marcel DETIENNE, *Comparer l'incomparable*, Seuil, Paris, 2009.

ressort que sur sa propre contingence ¹. » C'est aussi dans une telle perspective que travaille Barbara Goodwin, l'une des auteures les plus incisives sur la légitimité potentielle du tirage au sort dans les sociétés contemporaines ².

L'exercice incite à une montée en généralité qui favorise l'élaboration conceptuelle. Il semble cependant risqué de poser cette question philosophique fondamentale en tenant le contexte pour une donnée secondaire. À Athènes ou dans la Florence de la première Renaissance, le tirage au sort, couplé à la rotation rapide des charges publiques et à un corps civique restreint, faisait que, tour à tour, chaque citoyen allait être (ou pouvait raisonnablement espérer être) gouvernant et gouverné. Or, il faut le répéter, la rationalité des expériences contemporaines est profondément différente. Celles-ci se fondent sur des échantillons représentatifs de la population qui peuvent délibérer comme le peuple l'aurait fait s'il avait les moyens de le faire dans de bonnes conditions. La question apparemment technique de l'échantillon représentatif change radicalement la donne. On ne parle pas de la même chose lorsqu'on évoque le tirage au sort en politique dans la Florence renaissante et au Canada au début du ^{xxi}^e siècle. La question philosophique atemporelle sur les liens entre tirage au sort et démocratie ne peut trouver une réponse sans se confronter aux usages, aux techniques, aux conditions sociales d'utilisation du tirage au sort – sous peine de risquer l'anachronisme ou le contresens.

La succession d'épistémès. – Pour tenir compte de cette historicité, une seconde optique se propose d'analyser des ordres politiques qui se succèdent mais qui sont fondamentalement incommensurables. Le raisonnement historique consiste alors à se demander pourquoi le tirage au sort fut central pour les Athéniens ou les Florentins, délaissé dans les démocraties modernes, pourquoi il émerge de nouveau aujourd'hui dans certaines niches – mais en rapportant à chaque fois la réponse à la « civilisation » en question, sans prétendre pouvoir trouver des réponses

1 Jacques RANCIÈRE, *La Haine de la démocratie*, op. cit., p. 54.

2 Barbara GOODWIN, *Justice by Lottery*, op. cit.

transversales à chacune de ces époques, à chacun de ces modes d'exercice de la politique et de la gouvernementalité. Dans cette perspective, il est par exemple courant d'opposer la démocratie antique, largement fondée sur le tirage au sort, et la démocratie moderne, qui repose sur l'élection. Ce qui fait sens dans l'une est incompréhensible dans l'autre. Gustave Glotz, le grand historien de l'Antiquité grecque, pouvait ainsi écrire : « Le tirage au sort des magistrats paraît aujourd'hui une telle absurdité que nous avons peine à concevoir qu'un peuple intelligent ait pu imaginer et maintenir un pareil système ¹. » En bon historien, il ajoutait immédiatement : « Mieux vaut comprendre que critiquer », mais il semblait bien s'agir là pour lui de deux univers de sens incommensurables.

Cette analyse synchronique a une forte valeur heuristique et elle constitue une clé décisive pour comprendre pourquoi les expériences contemporaines ont fleuri avec un tempo si proche et avec tant de similarités d'un lieu à l'autre. Malgré tout, elle se heurte à son tour à des limites patentes. La première est que des choses se transmettent d'une civilisation à une autre. Dans son introduction aux *Rois thaumaturges* de Marc Bloch, Jaques Le Goff écrivait déjà que celui-ci montrait qu'« une structure, le toucher royal, change de place et de signification dans de nouveaux contextes historiques, sans changer, pour l'essentiel, de forme ² ». La pratique qui nous intéresse, le tirage au sort en politique, fut comme nous l'avons vu utilisée après les révolutions du XVIII^e siècle dans des formes qui rappelaient les communes italiennes, à travers la constitution des jurys populaires ; ceux-ci ont eu une influence non négligeable sur les expérimentations de la fin du XX^e et du début du XXI^e siècle. De même, les élections étaient déjà présentes à Athènes, à Venise ou à Florence, et sont « passées » dans les démocraties modernes en subissant des mutations mais en gardant une partie des caractéristiques qu'elles revêtaient autrefois. L'autre problème que rencontre l'approche « épistémique » est que le tirage au sort fut massivement utilisé à

1 Gustav GLOTZ, *La Cité grecque*, Albin Michel, Paris, [1928] 1988, II, 5.

2 Marc BLOCH, *Les Rois thaumaturges*, Gallimard, Paris, 1983, p. XXV.

Athènes, à Florence ou dans la Couronne d'Aragon, mais beaucoup moins à Sparte, à Venise ou en Castille aux mêmes époques ; il y a sur ce point davantage de parallèles entre la cité attique, la cité toscane et l'ouest de l'Espagne qu'entre la première et Sparte, alors que les deux villes grecques étaient comparables sur bien d'autres aspects. Postuler l'incommensurabilité des épistémès n'implique-t-il pas de surestimer leur homogénéité interne ? Il est difficile de soutenir que les univers politiques sont clos et cohérents. Dans le même ordre d'idées, la Florence de Machiavel et Guicciardini est profondément différente de celle de Leonardo Bruni et de Filippo Brunelleschi un siècle plus tôt, et cela a des conséquences importantes sur la façon dont les contemporains interprètent le recours au tirage au sort. L'une des explications réside sans doute dans le fait que les républiques athénienne et florentine et les communes de la Couronne d'Aragon, tout comme la Colombie britannique ou l'Islande du ^{xxi}^e siècle, sont des systèmes politiques parcourus par des tensions multiples, en équilibre mouvant entre des éléments en partie disparates et dont certains peuvent se retrouver dans d'autres contextes.

L'historicisation radicale et la focalisation sur les transferts et les généalogies. – C'est pourquoi un troisième mode d'approche propose une historicisation radicale. Plutôt que de se focaliser sur des épistémès, les chercheurs peuvent s'attacher à des échelles temporelles plus courtes et analyser par exemple la nouvelle signification politique que revêt le tirage au sort à partir de la création du Grand Conseil florentin de 1494 ¹. De telles conjonctures, pour spécifiques qu'elles soient, peuvent certes se prêter une comparaison diachronique : dans la République florentine de la fin du ^{xv}^e et du début du ^{xvi}^e siècle, les acteurs semblent redécouvrir les caractéristiques démocratiques que le tirage au sort se voyait attribuer dans l'Athènes classique. Cependant, l'explication entend se cantonner à des filiations chronologiques

1 Nicolai RUBINSTEIN, « I primi anni del Consiglio Maggiore di Firenze », in *The Government of Florence Under the Medici*, op. cit. ; Giorgio CADONI, *Lotte politiche e riforme istituzionali a Firenze tra il 1494 e il 1502*, op. cit.

palpables, comme celle qui permet à Leonardo Bruni ou à Francesco Guicciardini, à travers la relecture d'Aristote, de proposer une interprétation démocratique du recours à la méthode aléatoire. À la limite, dans une telle perspective, le rôle de la théorie politique s'efface complètement au profit exclusif d'une histoire des transferts ou d'une microsociologie des réseaux d'acteurs. La philosophie politique se résorbe dans l'« histoire des idées en contexte », pour reprendre la formule célèbre de Quentin Skinner¹.

Il ne s'agit bien évidemment pas de nier l'intérêt de cette histoire des généalogies et des transferts. Entre les écrits de Leonardo Bruni ou Francesco Guicciardini sur le tirage au sort et les propos de Ségolène Royal sur les jurys citoyens au cours de la campagne présidentielle française de 2006-2007, des fils ténus peuvent ainsi être tissés. Nous en avons suivi certains dans cet ouvrage. Après la fin de la République florentine avec le retour au pouvoir des Médicis en 1530, c'est Venise qui sembla reprendre le flambeau d'un « humanisme civique » inventé sur les rives de l'Arno. Le grand théoricien anglais James Harrington, dans son ouvrage majeur *Oceana*, discuta en détail la Constitution vénitienne et les idées républicaines de la ville adriatique, qu'il avait pu étudier personnellement. Son influence sur les révolutionnaires anglais et américains fut importante, et de nombreux projets de Constitution pour les colonies américaines, proposés par exemple par William Penn (1644-1718) et Thomas Paine (1737-1809), incluaient un recours au tirage au sort sur le mode vénitien ou florentin. Si ces propositions d'utilisation du tirage au sort en politique échouèrent finalement, elles se concrétisèrent dans les jurys populaires de la sphère judiciaire qui avaient été importés d'Angleterre : la Caroline du Sud et la Pennsylvanie adoptèrent ainsi la sélection aléatoire comme l'un des éléments de composition de leurs jurys au début des années 1680. De là, le tirage au sort fut réimporté en Angleterre, où le principe du tirage au sort des jurés fut institutionnalisé en 1730, et de nombreux États

1 Quentin SKINNER, *Les Fondements de la pensée politique moderne*, op. cit.

nord-américains suivirent ces exemples durant le reste du XVIII^e siècle¹. La Révolution française, s'inspirant des exemples anglais et américain, généralisa les jurys d'assises et la sélection des jurés par tirage au sort à partir d'une liste de citoyens cooptés – une procédure qui suivait finalement de près les usages florentins quelques siècles plus tôt. La variante française des jurys se répandit sur tout le continent. Au début des années 1970, aux États-Unis puis dans de nombreux autres pays dont la France, le tirage au sort des jurés fut effectué directement parmi tous les citoyens et non plus à partir d'une liste choisie par les autorités. Peu après, le politiste allemand Peter Dienel, s'inspirant des jurys d'assises, proposa des « *Planungszellen* » de citoyens tirés au sort pour discuter des affaires publiques². Sous le nom de « jurys citoyens », le dispositif rencontra un certain écho dans d'autres pays occidentaux. Une variante particulièrement innovante de la procédure fut expérimentée dans la capitale allemande au tournant du XXI^e siècle. Étudié par des universitaires français et allemands du Centre Marc-Bloch de Berlin, ce dispositif suscita des rapports et articles³ qui, lors de la campagne présidentielle de 2006-2007, inspirèrent l'équipe de Ségolène Royal. Cette dernière, à son tour, en vint comme on l'a vu à proposer l'idée de jurys citoyens en politique, sous une forme à vrai dire assez méconnaissable, au cours d'un débat public à la Sorbonne...

L'une des difficultés de l'approche généalogique est cependant d'expliquer pourquoi il y a aujourd'hui tant de transferts qui parviennent à réintroduire le tirage au sort en politique. La généalogie de l'Assemblée citoyenne de Colombie britannique fraye ainsi sur des chemins en partie différents de ceux que nous venons d'évoquer brièvement à propos de l'ancienne candidate socialiste à l'élection présidentielle française. Elle emprunte des

1 Oliver DOWLEN, *The Political Potential of Sortition*, op. cit., p. 172-178.

2 Peter DIENEL, *Die Planungszelle*, op. cit.

3 Yves SINTOMER et Éléonore KOEHL, *Les Jurys de citoyens berlinois*, op. cit. ; Anja RÖCKE, *Losverfahren und Demokratie*, op. cit. ; Anja RÖCKE et Yves SINTOMER, « Les jurys de citoyens berlinois et le tirage au sort », in Marie-Hélène BACQUÉ, Henri REY et Yves SINTOMER, *Gestion de proximité et démocratie participative*, op. cit.

voies qui remontent aux jurys citoyens de l'Américain Ned Crosby, mais aussi aux sondages délibératifs de Fishkin et, avant eux, aux sondages d'opinion, aux statistiques et au calcul de probabilités... Les fils sont parfois si ténus que l'on peut s'étonner qu'ils n'aient pas cédé. L'explication de leur soudaine multiplication à partir des années 1970 peut-elle se borner à l'histoire des transferts ? Par ailleurs, comment éviter d'être perdu dans le foisonnement du réel ? Chaque généalogie est différente, chaque conjoncture particulière ; aucun dispositif participatif, fût-il fondé sur le tirage au sort, n'est exactement semblable à un autre. Dans une perspective comparative, comment aboutir à un panorama d'ensemble intelligible ?

Une cartographie idéal-typique. – Un quatrième mode explicatif passe en conséquence par l'élaboration d'idéaux-types, dans une perspective wébérienne. Il s'agit alors de constituer de façon transhistorique une carte conceptuelle des différentes logiques qu'a soutenues l'usage politique du tirage au sort. Nous avons proposé dans le présent ouvrage d'en distinguer cinq. 1) La perspective religieuse ou surnaturelle. 2) La résolution impartiale de questions controversées. 3) La mise en avant de l'autogouvernement de tous par tous. 4) L'assurance que le pouvoir sur tous est assumé par des individus interchangeables ayant recours au « bon sens » – c'est surtout dans les jurys d'assises que cette dimension est prégnante. 5) Enfin, depuis quelques décennies, le tirage au sort est d'abord pensé comme moyen de sélectionner un échantillon représentatif de la population qui peut opiner, évaluer, juger et éventuellement décider au nom de la collectivité.

Cette sociologie historique comparée s'appuie sur des idéaux-types qui prennent sens les uns par rapport aux autres, dans un système conceptuel qui n'est pas intrinsèquement historique, même s'il est construit à partir de l'étude des expériences historiques réelles et non de façon purement spéculative. Il est cependant possible de s'en servir pour analyser de manière plus compréhensible les parcours généalogiques évoqués plus haut – en comprenant par exemple comment une même technique peut servir des logiques politiques assez différentes en fonction des contextes.

Une anthropologie historique. – À ce stade, on peut pourtant se demander si le couplage entre l'approche par les transferts et l'approche idéal-typique qui a été privilégiée dans ce livre épuise complètement le sujet, s'il suffit pour construire les « structures élémentaires du tirage au sort en politique ». Peut-être faudrait-il dans des études ultérieures incorporer une cinquième façon de répondre à la question de la légitimité d'une comparaison historique allant de l'Athènes classique à la Colombie britannique contemporaine en passant par la Florence renaissante. Cette dernière perspective imposerait de croiser les méthodes historiques et anthropologiques. Il s'agirait de faire pour le tirage au sort en politique quelque chose qui s'inspirerait du chantier ouvert par Marc Bloch avec *Les Rois thaumaturges* sur la question du pouvoir guérisseurs des souverains ¹, par Aby Warburg à propos de la « survivance » de formes artistiques qui passent d'une civilisation à l'autre ², ou par Carlo Ginzburg autour du *Sabbat des sorcières* et des pratiques chamaniques ³.

Pour ces auteurs, l'articulation de deux approches répond tout d'abord à un impératif méthodologique : la reconstruction chronologique permet de retracer les transferts et de repérer les généalogies historiques ; l'enquête morphologique permet quant à elle de repérer des similitudes formelles dans des contextes que rien ne permet *a priori* de rapprocher par des fils chronologiques, ne serait-ce que du fait de l'insuffisance des sources. Ces deux méthodes peuvent être suivies indépendamment l'une de l'autre mais aussi être croisées – un rapprochement morphologique incitant par exemple à rechercher des transferts là où l'on n'aurait initialement pas pensé utile de se pencher. Au-delà des préoccupations méthodologiques, ces historiens originaux ambitionnent de reconstruire une explication plus complexe, jouant sur différents niveaux. Marc Bloch s'appuie ainsi sur le comparatisme anthropologique pour mettre en évidence une prédisposition des esprits à accepter ou à promouvoir l'idée d'un pouvoir guérisseur

1 Marc BLOCH, *Les Rois thaumaturges*, *op. cit.*

2 Aby WARBURG, *Essais florentins*, *op. cit.*

3 Carlo GINZBURG, *Le Sabbat des sorcières*, Gallimard, Paris, 1992.

des souverains. Simultanément, il avance que la « cristallisation » de ces croyances en une pratique concrète comme celle des rois thaumaturges, qui, en France ou en Angleterre, avaient réputation de guérir par le toucher la maladie des écrouelles, constitue un événement contingent dont il s'agit de retracer précisément la naissance et l'évolution ¹. Aby Warburg avance que la survivance de certaines pratiques, par exemple les arts divinatoires entre Babylone et Rome, s'explique à la fois par des « rapports directs », à savoir par des transferts passant en l'occurrence par l'Étrurie, mais aussi par des « besoins primitifs » quasiment innés sans lesquels on ne comprendrait pas le maintien de ce lien pendant 2 000 ans ². Carlo Ginzburg entend quant à lui combiner une vaste enquête sur les pratiques chamaniques de l'aire eurasiatique pour rendre plausible, à travers l'étude de ressemblances formelles de cultes que tout semble par ailleurs distinguer, l'existence d'un substrat culturel commun. Sans celui-ci, et sans la « lente sédimentation » qu'il a permise dans les cultures et les pratiques populaires, l'apparition de l'image du sabbat dans les Alpes occidentales au cours de la seconde moitié du XIV^e siècle n'aurait pas été possible. Et en même temps, une enquête historique minutieuse est nécessaire pour retracer pourquoi ce fut précisément en ce lieu et à cette date que surgit l'image du sabbat, comment elle a évolué et comment elle s'est finalement éteinte au cours des siècles ultérieurs ³.

En s'inspirant de cette méthode, est-il possible de mieux comprendre la « survivance » du tirage au sort en politique, à travers ses émergences, ses éclipses, ses réapparitions successives ? Entre ses usages antiques et médiévaux, par exemple, les historiens ne sont pas parvenus à reconstituer des fils chronologiques tangibles. Nous avons déjà évoqué le caractère pour le moins ténu des fils qui unissent Leonardo Bruni ou Francesco Guicciardini et les usages contemporains. Une approche morphologique peut-elle nous apporter quelque chose ? La difficulté est qu'il n'est pas

1 Marc BLOCH, *Les Rois thaumaturges*, op. cit., p. 79-80

2 Aby WARBURG, *Essais florentins*, op. cit., p. 278

3 Carlo GINZBURG, *Le Sabbat des sorcières*, op. cit., p. 27, 269.

sur ce terrain d'équivalent des homologues formelles sur lesquelles ont travaillé Marc Bloch, Aby Warburg ou Carlo Ginzburg : le toucher des scrofuls par le roi, telle manière de rendre le bouclé et le plissé des cheveux de femmes, le voyage de nuit d'hommes et de femmes affectés de certaines particularités physiques pour participer à des fêtes étranges. Il est presque impossible d'identifier dans la littérature et l'iconographie un « pathos formel » de la sélection aléatoire en politique, tant ses usages ont reposé sur des techniques différentes. Certains traits reviennent certes, comme le recours à un enfant innocent pour procéder au tirage au sort, dans des contextes aussi différents que Venise durant plusieurs siècles, la Couronne d'Aragon entre le ^{xv}^e et le début du ^{xvii}^e siècle, Great Yarmouth, en Angleterre, entre 1491 et 1835. Cependant, dans d'autres lieux ou à d'autres périodes de l'histoire, à commencer par le monde contemporain, ils sont complètement absents. Ces parallèles formels relatifs incitent à chercher des transferts non documentés par les sources, ils ne permettent pas d'établir une constante transhistorique.

Il n'est pas non plus possible de postuler que, à défaut, il existerait une homologie fonctionnelle entre les usages politiques de la sélection aléatoire des charges publiques à Athènes, à Florence ou en Colombie britannique : comme nous l'avons déjà souligné, il existe plusieurs logiques contrastées d'utilisations du tirage au sort en politique, et toute analyse unidimensionnelle serait de ce point de vue fortement réductrice.

Peut-être est-il cependant possible de reprendre pour partie les démarches de Marc Bloch, Aby Warburg ou Carlo Ginzburg. Tout en ayant conscience des apories d'une approche philosophique purement spéculative qui ne tiendrait pas compte des contextes socio-historiques ou de la variation des techniques, il est important de ne pas jeter aux orties les explications les plus abstraites (et notamment celles de Jacques Rancière). Elles peuvent être reprises à un stade « anthropologique » qui vient compléter l'étude des transferts ou la sociologie comparative de matrice wébérienne – et non se substituer à elles. Formellement, le propre du tirage au sort, quels que soient les domaines dans lesquels on y a recours et quelles que soient les logiques en fonction desquelles

on l'utilise, est de mettre sur un pied d'égalité radicale les personnes (ou les solutions) entre lesquelles on procède à un choix aléatoire¹. Procéder à un tirage au sort au sein d'un groupe de personnes (qui peut être fort restreint) pour désigner un porte-parole ou un dirigeant, c'est accepter qu'aucune de ces personnes ne peut prétendre pouvoir *a priori* représenter ou gouverner le groupe plus légitimement que les autres.

Or la politique entendue dans un sens radical ne signifie-t-elle pas quant à elle qu'il n'y a aucun titre incontestable pour prétendre parler, juger ou gouverner au nom de la collectivité ? Ni la richesse, ni le savoir, ni le sexe, ni la filiation, ni l'onction, ni même le nombre ne sont susceptibles de s'élever en tant que principes au-dessus de la discussion. Cette logique, poussée jusqu'à ses conséquences ultimes, aboutit avec la démocratie à élargir le cercle des citoyens à tous les adultes. Le tirage au sort radicalise le principe politique d'égalité des citoyens en l'étendant de la *discussion* sur la nomination des personnes qui vont pouvoir parler, juger ou décider au nom de la collectivité à la *nomination* de ces personnes. L'enquête historique montre qu'il est difficile de partir comme Rancière du postulat que le tirage au sort est l'*essence* de la démocratie. Il est en revanche possible de dire que des *affinités électives* existent entre sélection aléatoire et politique. La notion d'affinité élective vient de l'alchimie médiévale. Elle a été utilisée par Goethe dans son roman éponyme, *Die Wahlverwandtschaften*, et par Max Weber dans *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. L'idée est que des composants s'attirent mutuellement et, en présence l'un de l'autre, se décomposent et se recomposent en un nouvel ensemble. Leur relation n'est pas un lien causal linéaire, mais un cercle où les deux éléments sont à la fois causes et effets de leurs transformations réciproques.

1 Cette égalité radicale vaut y compris pour des humains qui décident de recourir à cette procédure dans une perspective divinatoire ou magique : si un dieu ou des forces surnaturelles désignent par cette procédure ceux qu'ils ont élus, leur volonté est impénétrable aux yeux des simples mortels avant le tirage au sort.

À partir de la mise en évidence de ces affinités électives, il faudrait retracer comment la politique a été inventée, presque simultanément, en Grèce et en Étrurie, et quelle place le tirage au sort y a joué ; comment s'est peu à peu sédimenté un substrat culturel qui, malgré les multiples modifications apportées par l'histoire, a pu être utilisé et enrichi lorsque les communes italiennes ont réinventé la politique au Moyen Âge et à la Renaissance, ou quand une Couronne d'Aragon tournée vers l'Italie a tenté de pérenniser un système politique communal équilibré ; et comment ce substrat, après des siècles de jachère, a généré des dispositions qui se sont révélées favorables, dans le contexte d'une interrogation croissante sur les limites de la démocratie représentative classique, à une renaissance de l'idée de sélection aléatoire en politique à partir des années 1970. Le tirage au sort a régulièrement été partie prenante de la politique et des techniques permettant de donner une forme institutionnelle à l'idée de la liberté collective¹. Il a, à plusieurs reprises, disparu ou semblé disparaître. S'il a émergé de nouveau, en d'autres lieux, sous d'autres formes, en fonction d'autres logiques, c'est peut-être parce qu'il avait survécu sous la surface, un peu comme les résidus microbiens survivent dans les glaciers : dans des archives que personne ne consultait plus, dans des livres devenus poussiéreux ou que l'on ne comprenait plus, dans des pratiques aux frontières du politique. Un tel élargissement de la perspective à travers une anthropologie historique est peut-être nécessaire pour comprendre comment et pourquoi le tirage au sort a commencé à réapparaître en politique à la fin du xx^e siècle, au moment où se diffusaient des théories et des dispositifs se référant à la « démocratie participative » et à la « démocratie délibérative », au moment où la forme politique qui s'était stabilisée en reposant sur les partis de masse a été, pour bien des raisons, remise en question. On perçoit mieux aussi comment cette procédure politique a pu renaître sous des

1 Le mouvement ouvrier des deux derniers siècles constitue de ce point de vue une exception, car le tirage au sort n'a jamais été une dimension significative de sa tradition revendicative et des révolutions qu'il a menées.

formes mutantes que les Athéniens ou les Florentins n'auraient pu imaginer.

Les lecteurs sceptiques se sont sans doute demandé dans quelle mesure le tirage au sort constituait un objet d'étude vraiment pertinent : après tout, même si elles se sont multipliées au cours des trois dernières décennies, les expériences reposant sur la sélection aléatoire restent aujourd'hui encore marginales en politique. Une manière de répondre est qu'il n'est pas impossible qu'à ce rythme de développement elles en viennent à occuper rapidement une place beaucoup plus significative. De plus, analyser ce qui semble marginal permet souvent de jeter une lumière oblique mais assez décisive qui permet de mieux comprendre l'évolution globale des démocraties contemporaines. Une telle démarche a quelque chose à voir avec la fameuse « méthode de Morelli » évoquée par Carlo Ginzburg : pour identifier des tableaux à l'attribution incertaine, Giovanni Morelli (1816-1891) choisissait de se concentrer non sur les éléments centraux les plus apparents, comme le sourire sur les portraits, mais sur des détails qui étaient particulièrement révélateurs parce que, représentant des éléments secondaires, voire négligeables, ils avaient moins de chances de pouvoir être copiés : le lobe de l'oreille, les ongles, etc.¹. À travers cette enquête comparative reposant sur l'articulation de plusieurs méthodes, il ne semble plus aussi absurde de prétendre pouvoir, à travers l'« objet » tirage au sort, analyser de façon plus précise les dynamiques aujourd'hui à l'œuvre dans nos sociétés. À l'heure actuelle, la sélection aléatoire n'est-elle pas en quelque sorte le lobe de l'oreille de l'aventure démocratique ?

1 Carlo GINZBURG, *Le Fil et les Traces. Vrai faux fictif*, Verdier, Paris, 2010.

Références bibliographiques

ABERS R. (2000), *Inventing Local Democracy. Grassroots Politics in Brazil*, Boulder, Londres.

ABRAMSON J. (2003), *We The Jury. The Jury System and the Ideal of Democracy*, Harvard University Press, Cambridge/Londres (3^e éd.).

ARISTOTE (1990), *Les Politiques*, Flammarion, Paris.

– (1991), *Rhétorique*, Paris, LGF.

AVRITZER L. (2002), *Democracy and the Public Space in Latin America*, Princeton University Press, Princeton, Oxford.

BACQUÉ M.-H., REY H., SINTOMER Y. (dir.) (2005), *Gestion de proximité et démocratie participative*, La Découverte, Paris.

BACQUÉ M.-H., SINTOMER Y. (dir.) (2010), *La Démocratie participative inachevée. Genèse, adaptations et diffusions*, Adels/Yves Michel, Paris.

– (dir.) (2011), *La Démocratie participative. Histoire et généalogie*, La Découverte, Paris.

BADISCHES LANDESMUSEUM KARLSRUHE (2008), *Volles Risiko ! Glückspiel von der Antike bis heute*, catalogue de l'exposition homonyme, Karlsruhe.

BALIBAR É. (1997), *La Crainte des masses*, Galilée, Paris.

– (1998), *Droit de cité. Culture et politique en démocratie*, Éditions de l'Aube, La Tour-d'Aigues.

BARBER B. (1984), *Une démocratie forte*, Desclée de Brouwer, Paris, 1997.

- BARNETT A., CARTY P. (1988), *The Athenian Solution*, Imprint Academic, Exeter, 2008.
- BUTTAY-JUTIER F. (2008), *Fortuna. Usages politiques d'une allégorie morale à la Renaissance*, Presses de l'université Paris-Sorbonne, Paris.
- BECK U. (2003), *La Société du risque*, Flammarion, Paris.
- BELMAS E. (2006), *Jouer autrefois. Essai sur le jeu dans la France moderne (XVI^e-XVII^e siècle)*, Champ Vallon, Seyssel.
- BLEICKEN J. (1994), *Die Athenische Demokratie*, Schöningh, Paderborn.
- BLOCH M. (1983), *Les Rois thaumaturges*, Gallimard, Paris.
- BLONDIAUX L. (1998), *La Fabrique de l'opinion. Une histoire sociale des sondages*, Seuil, Paris.
- (2008), *Le Nouvel Esprit de la démocratie*, Seuil, Paris.
- BLONDIAUX L., SINTOMER Y. (dir.) (2002), « Démocratie et délibération », *Politix*, 15 (57), Hermès, Paris.
- BOBBIO L., GIANNETTI D. (dir.) (2007), *Rivista Italiana di Politiche Pubbliche*, 2, août [numéro spécial sur les jurys citoyens].
- BOURDIEU P. (1979), *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Minuit, Paris.
- (1984), *Questions de sociologie*, Minuit, Paris.
- (1987), *Choses dites*, Minuit, Paris.
- BOURG D., BOY D. (2005), *Conférences de citoyens, mode d'emploi*, Charles Léopold Mayer/Descartes & Cie, Paris.
- BOURG D., WHITESIDE K. (2010), *Vers une démocratie écologique*, Seuil, Paris.
- BOURG D. et alii (2011), *Pour une sixième République écologique*, Odile Jacob, Paris.
- BOURSIN J.-L. (1990), *Les Dés et les Urnes, les calculs de la démocratie*, Seuil, Paris.
- BRUCKER G.A. (1977), *The Civic World of Early Renaissance Florence*, Princeton University Press, Princeton.
- (1983), *Firenze 1138-1737. L'Impero del fiorino*, Mondadori, Milan.
- BUCHSTEIN H. (2009), *Demokratie und Lotterie. Das Los als politisches Entscheidungsinstrument von der Antike bis zu EU*, Campus, Francfort/Main.

BURKE P. (1999), *The Italian Renaissance. Culture and Society in Italy*, Polity Press, Cambridge.

BURNHEIM J. (1985), *Is Democracy Possible ?*, Polity Press, Cambridge.

CADONI G. (1999), *Lotte politiche e riforme istituzionali a Firenze tra il 1494 e il 1502*, Istituto storico italiano per il medio evo, Rome.

CAILLOIS R. (1967), *Les Jeux et les Hommes*, Gallimard, Paris.

CALLENBACH E., PHILLIPS M. (1985), *A Citizen Legislature*, Imprint Academic, Exeter, 2008.

CALLON M., LASCOUMES P., BARTHE Y. (2001), *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Seuil, Paris.

CARDON D. (2010), *La Démocratie Internet. Promesses et limites*, Seuil, Paris.

CARSON L., MARTIN B. (1999), *Random Selection in Politics*, Praeger Publishers, Westport.

CASEY J. (1979), *The Kingdom of Valencia in the Seventeenth Century*, Cambridge University Press, Cambridge.

CASTEL R. (1995), *Les Métamorphoses de la question sociale*, Fayard, Paris.

CASTORIADIS C. (1986), *Domaines de l'homme*, Seuil, Paris.

COLLECTIF (1997), *The Tocqueville Review – La revue Tocqueville, Le jury en France et aux États-Unis*, 18, 2, Société Tocqueville, Paris.

COLLECTIF (2010), « Tirage au sort. Les jeux de la démocratie et du hasard », *Territoires*, 352, novembre.

COOTE A., LENAGHAN J. (1997), *Citizen's Juries. Theory into Practice*, IPPR, Londres.

CONSTANT B. (1997), *De la liberté des Anciens comparée à celles des Modernes* (1819), in *Écrits politiques*, Gallimard, Paris.

CROSBY N. (1975), *In Search of the Competent Citizen*, Working Paper, Center for New Democratic Processes, Plymouth.

DAHL R.A. (1970), *After the Revolution ? Authority in a Good Society*, Yale University Press, New Haven.

– (1989), *Democracy and its Critics*, Yale University Press, New Haven.

DALTON R., WATTENBERG M. (dir.) (2002), *Parties without Partisans. Political Changes in Advanced Industrial Societies*, Oxford University Press, Oxford.

DARTMANN Ch., WASSILOWSKY G., WELLER Th. (dir.) (2010), *Technik und Symbolik vormoderner Wahlverfahren* (Beihefte der Historischen Zeitschrift), Munich.

DELANNOI G. (2010), *Le Retour du tirage au sort en politique*, Fondapol, Paris.

DELANNOI G., DOWLEN O. (dir.) (2010), *Sortition. Theory and Practice*, Imprint Academic, Exeter.

DESROSIÈRES A. (2000), *La Politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, La Découverte, Paris (nouvelle édition).

DEWEY J. (2010), *Le Public et ses problèmes*, Gallimard, Paris.

DIAMOND J. (2009), *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Gallimard, Paris.

DIENEL P. (1997), *Die Planungszelle*, Westdeutscher Verlag, Wiesbaden.

DOWLEN O. (2008), *The Political Potential of Sortition. A Study of the Random Selection of Citizens for Public Offices*, Imprint Academic, Exeter/Charlottesville.

DRYZEK J.S. (1990), *Discursive Democracy. Politics, Policy and Political Science*, Cambridge University Press, Cambridge.

ELSTER J. (1989), *Solomonic Judgments*, Cambridge University Press/Éditions de la MSH, Cambridge/Paris.

FINLEY M.I. (1976), *Démocratie antique et démocratie moderne*, Payot, Paris.

– (1985), *L'Invention de la politique*, Flammarion, Paris.

FISHKIN J. (1991), *Democracy and Deliberation*, Yale University Press, New Haven/Londres.

– (1996), *The Voice of the People. Public Opinion and Democracy*, Yale University Press, New Haven/Londres.

FONT J. (dir.) (2001), *Ciudadanos y decisiones públicas*, Ariel, Barcelone.

FRASER N. (2005), *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, La Découverte, Paris.

FUNG A., WRIGHT E.O. (dir.) (2001), *Deepening Democracy. Institutional Innovations in Empowered Participatory Governance*, Verso, Londres/New York.

GASTIL J. (2000), *By Popular Demand. Revitalizing Representative Democracy Through Deliberative Elections*, University of California Press, Londres.

- GASTIL J., LEVINE P. (dir.) (2005), *The Deliberative Democracy Handbook. Strategies for Effective Civic Engagement in the 21st Century*, Jossey-Bass, San Francisco.
- GAXIE D. (1978), *Le Cens caché*, Seuil, Paris.
- GENRO T., SOUZA U. (1998), *Quand les habitants gèrent vraiment leur ville. Le Budget participatif. L'Expérience de Porto Alegre au Brésil*, Éditions Charles Léopold Meyer, Paris.
- GIDE A. (1930), *Souvenirs de la cour d'assises*, Gallimard, Paris.
- GIGERENZER G. et alii (1989), *The Empire of Chance. How Probability Changed Science and Everyday Life*, Cambridge University Press, Cambridge.
- GINZBURG C. (1992), *Le Sabbat des sorcières*, Gallimard, Paris.
- (2010), *Le Fil et les Traces. Vrai faux fictif*, Verdier, Paris.
- GIRARD Ch., LE GOFF A. (dir.) (2010), *La Démocratie délibérative. Anthologie de textes fondamentaux*, Hermann, Paris.
- GLOTZ G. (1928), *La Cité grecque*, Albin Michel, Paris, 1988.
- GOODWIN B. (1992), *Justice by Lottery*, Imprint Academic, Exeter, 2005.
- GUENIFFEY P. (1993), *Le Nombre et la Raison*, Éditions de l'EHESS, Paris.
- GUICCIARDINI F. (1932), *Dialogo e Discorsi del Reggimento di Firenze*, PALMAROCCHI R. (dir.), Laterza, Bari.
- GUICCIARDINI F. (1997), *Écrits politiques. Discours de Logroño. Dialogue sur la façon de régir Florence*, J.-L. FOURNEL, J.-C. ZANCARINI (trad. et dir.), PUF, Paris.
- GRET M., SINTOMER Y. (2002), *Porto Alegre. L'espoir d'une autre démocratie*, La Découverte, Paris.
- GUIDI G. (1981), *Il Governo della città-repubblica di Firenze del primo quattrocento*, Leo S. Olschki, Florence.
- HACKING I. (1990), *The Taming of Chance*, Cambridge University Press, Cambridge.
- (2002), *L'Émergence de la probabilité*, Seuil, Paris.
- HAMILTON A., MADISON J., JAY J. (1787-1788), *The Federalist Papers*, Bantam Books, New York, 1982.
- HANKINS J. (dir.) (2000), *Renaissance Civic Humanism*, Cambridge University Press, Cambridge/New York.
- HABERMAS J. (1962), *L'Espace public*, Payot, Paris, 1993.

- (1981), *Théorie de l'agir communicationnel*, Fayard, Paris, 1987.
- (1992), *Droit et démocratie*, Gallimard, Paris, 1997.
- HANSEN M. (1995), *La Démocratie athénienne à l'époque de Démosthène*, Les Belles Lettres, Paris.
- HEGEL G.-F. (1821), *Principes de la philosophie du droit*, Vrin, Paris, 1986.
- (1830), *Encyclopédie des sciences philosophiques en abrégé*, Gallimard, Paris, 1990.
- HERATH R.B. (2007), *Real Power to the People. A Novel Approach to Electoral Reform in British Columbia*, University Press of America, Lanham /Plymouth.
- HÉRODOTE, THUCYDIDE (1964), *Œuvres complètes*, Gallimard, Paris.
- JAUME L. (1997), *L'Individu effacé ou le paradoxe du libéralisme français*, Fayard, Paris.
- JOSS S., DURANT J. (dir.) (1995), *Public Participation in Science. The Role of Consensus Conference in Europe*, Science Museum, Londres.
- JOSS S., BELLUCCIS. (dir.) (2003), *Participatory Technology Assessment. European Perspectives*, Center for the Study on Democracy, Londres.
- LANE F.C. (1978), *Storia di Venezia*, Einaudi, Turin.
- LE BRAS H. (2000), *Naissance de la mortalité. L'origine politique de la statistique et de la démographie*, Gallimard/Seuil, Paris.
- LÉVÊQUE P., VIDAL-NAQUET P. (1964), *Clisthène l'Athénien. Essai sur la représentation de l'espace et du temps dans la pensée politique grecque de la fin du vr siècle à la mort de Platon*, Macula, Paris, 1983.
- MACHIAVEL N. (1952), *Histoires florentines*, in *Œuvres*, Gallimard, Paris.
- (1955), *Toutes les lettres de Machiavel*, vol. 2, E. BARINCOU (dir.), Gallimard, Paris, p. 73-75.
- MACPHERSON, C.B. (1977), *Principes et limites de la démocratie libérale*, La Découverte, Paris, 1985.
- MANIN B. (1996), *Principes du gouvernement représentatif*, Flammarion, Paris.
- MANSBRIDGE J. (1980), *Beyond Adversary Democracy*, The University of Chicago Press, Chicago/New York.

- MEIER C. (1996), *La Naissance du politique*, Gallimard, Paris.
- MICHEL R. (1971), *Les Partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Flammarion, Paris.
- NAJEMY J. (1982), *Corporatism and Consensus in Florentine Electoral Politics, 1280-1400*, The University of North Carolina Press, Chapel Hill.
- OSTROGORSKI M. (1979), *La Démocratie et les partis politiques*, Seuil, Paris.
- PADOA SCHIOPPA A. (1987), *The Trial Jury in England, France, Germany, 1700-1900*, Duncker & Humblot, Berlin.
- PAPADOPOULOS Y. (1998), *Démocratie directe*, Economica, Paris.
- PATEMAN C. (1970), *Participation and Democratic Theory*, Cambridge University Press, Cambridge.
- PESTRE D. (2003), *Science, argent et politique*, INRA éditions, Paris.
- (2006), *Introduction aux Science Studies*, La Découverte, Paris.
- PHILLIPS A. (1995), *The Politics of Presence*, Clarendon Press, Oxford.
- PITKIN H. (1972), *The Concept of Representation*, University of California Press, Berkeley/Los Angeles.
- PLATON (1940), *Œuvres complètes*, vol. 1, Gallimard, Paris.
- PLATON (1943), *Œuvres complètes*, vol. 2, Gallimard, Paris.
- POCOCK J.G.A. (1998), *Le Moment machiavélien*, PUF, Paris.
- RANCIÈRE J. (2005), *La Haine de la démocratie*, La Fabrique, Paris.
- RAWLS J. (1997), *Le Libéralisme politique*, PUF, Paris.
- REVEL M. et alii (2007), *Le Débat public. Une expérience française de démocratie participative*, La Découverte, Paris.
- RÖCKE A. (2005), *Losverfahren und Demokratie. Historische und demokratietheoretische Perspektiven*, LIT, Münster.
- ROSANVALLON P. (1992), *Le Sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France*, Gallimard, Paris.
- (1998), *Le Peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Gallimard, Paris.
- (2000), *La Démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Gallimard, Paris.
- (2006), *La Contre-démocratie. La politique à l'âge de la méfiance*, Seuil, Paris.

– (2008), *La Légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité*, Seuil, Paris.

ROSENBERG S.W. (dir.) (2008), *Deliberation, Participation and Democracy. Can the People Govern ?* Palgrave, Londres.

ROUSSEAU J.-J. (1964), *Le Contrat social*, in *Œuvres*, 5, Gallimard, Paris.

RUBINSTEIN N. (1968) (dir), *Florentines Studies. Politics and Society in Renaissance Florence*, Northwestern University Press, Evanston.

– (1997), *The Government of Florence Under the Medici (1434 to 1494)*, Clarendon Press/Oxford University Press, Oxford/New York.

RUZÉ F. (1997), *Délibération et pouvoir dans la cité grecque de Nestor à Socrate*, Publications de la Sorbonne, Paris.

SANCHEZ J. (dir.) (2000), *Participació ciutadana i govern local. Els Consells Ciutadans*, Mediterrània, Barcelone.

SANTOS DE SOUSA B. (dir.) (2005), *Democratizing Democracy. Beyond the Liberal Democratic Canon*, Verso, Londres/New York.

SCLOVE R. (2003), *Choix technologiques, choix de société*, Descartes & Cie/Éditions Charles Léopold Mayer, Paris.

SESMA J.Á. (1978), *La Diputación del reino de Aragón en la época de Fernando II (1479-1516)*, Imprenta librería general, Saragosse.

SIÈYES E.-J. (1985), *Écrits politiques*, Édition des archives contemporaines, Paris.

SINTOMER Y. (1999), *La Démocratie impossible ? Politique et modernité chez Weber et Habermas*, La Découverte, Paris.

– (dir.) (2009), « Actualité de l'humanisme civique », *Raisons politiques*, 36, novembre.

SINTOMER Y., HERZBERG C., RÖCKE A. (2008), *Les Budgets participatifs en Europe. Des services publics au service du public*, La Découverte, Paris.

SINTOMER Y., TALPIN J. (dir.) (2011a), « Démocratie délibérative », *Raisons politiques*, Presses de la FNSP, Paris, 42, mai.

SINTOMER Y., TALPIN J. (dir.) (2011b), *La Démocratie participative au-delà de la proximité. Le Poitou-Charentes mis en perspective*, Presses universitaires de Rennes, Rennes.

SINTOMER Y., TRAUB-MERZ R., ZHANG J. (dir.) (2012), *Participatory Budgeting in Asia and Europe. Key Challenges of Deliberative Democracy*, Palgrave, Hong Kong.

SKINNER Q. (2009), *Les Fondements de la pensée politique moderne*, Albin Michel, Paris.

SUTHERLAND K. (2004), *The Party's Over*, Imprint Academic, Exeter.

– (2008), *A People's Parliament*, Imprint Academic, Exeter.

STELLA A. (1993), *La Révolte des Ciompi*, éditions de l'EHESS, Paris, 1993.

STEWART J. et alii (1994), *Citizen's Juries*, IPPR, Londres.

TALPIN J. (2011), *Schools of Democracy. How Ordinary Citizens (Sometimes) Become More Competent in Participatory Budgeting Institutions*, ECPR Press, Colchester.

THOMPSON E.P. (1963), *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Seuil, Paris, 1988.

TOCQUEVILLE A. DE (1835-1840), *De la démocratie en Amérique*, 2 vol., Garnier Flammarion, Paris, 1981.

TORRAS I RIBÉ J.M. (1983), *Els municipis catalans de l'Antic Règim (1453-1808). Procediments electorals, òrgans de poder i grups dominants*, Documents de cultura, 18, Curial, Barcelone.

VERGNE A. (2008), *Les Jurys citoyens. Une nouvelle chance pour la démocratie ?*, Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès, 12, Paris, mars.

VERNANT J.-P. (1983), *Les Origines de la pensée grecque*, PUF, Paris (5^e éd.).

WARBURG A. (1990), *Essais florentins*, Klincksieck, Paris.

WAREN M.E., PEARSE H. (2008), *Designing Deliberative Democracy. The British Columbia Citizens' Assembly*, Cambridge University Press, Cambridge/New York.

WEBER M. (2003), *Le Savant et le Politique*, La Découverte, Paris.

– (2004), *Œuvres politiques 1895-1919*, Albin Michel, Paris.

REMERCIEMENTS

La présente publication a bénéficié du soutien du PUCA, du programme européen URBAN-NET et de l'université Paris-VIII.

Je remercie tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à ce que ce livre voie le jour : Muriel Pic, pour ses suggestions toujours stimulantes, ainsi que Giovanni Allegretti, Marie-Hélène Bacqué, Étienne Balibar, Stéphanie Bauer, Denis Berger, Ismael Blanco, Loïc Blondiaux, Luigi Bobbio, Christophe Bonneuil, Sophie Bouchet-Petersen, Hubertus Buchstein, Catherine Colliot-Thélène, Philippe Corrotte, Alain Desrosières, Peter Dienel, Hans-Luidger Dienel, Oliver Dowlen, Pascal Dubourg-Glatigny, James Fishkin, Joan Font, Gilles Garcia, Jean-Paul Gaudillère, Véronique Giraud, Jürgen Habermas, Carsten Herzberg, Hugues Jallon, Laurent Jeanpierre, Pierre-Benoît Joly, Helmut Kälble, Éléonore Koehl, Pascale Laborier, Bernard Manin, Dominique Pestre, Jacques Rancière, Stefania Ravazzi, Henri Rey, Pierre Rosanvallon, Daniel Schönflug, Peter Schöttler, Lisa-Flor Sintomer, Julien Talpin, Laia Torras, Lorenzo Tripodi, Antoine Vergne, tous ceux qui ont commenté en préalable une partie des idées ici exposées et toutes les personnes qui, en se lançant dans l'expérimentation démocratique, ont fourni la base du présent essai.

Table des matières

	Introduction	7
--	---------------------	----------

1	Une crise de la représentation qui n'en finit pas	15
----------	--	-----------

Les manifestations de la crise de légitimité 15

Six causes structurelles 18

La politique impuissante, 18. — Le décrochage politique des classes populaires, 19. — L'émergence d'une société du risque, 21. — La crise de l'action publique bureaucratique, 22. — L'obstacle idéologique, 24. — Les causes internes au système politique, 25

Vers une démocratie médiatique ? 26

Une contre-tendance 32

2	Le tirage au sort à travers l'histoire : une domestication du hasard ?	39
----------	---	-----------

Athènes : le tirage au sort comme outil démocratique 40

Les usages du tirage au sort, 41. — L'idéal démocratique, 46. — Des significations variées dans l'Antiquité, 52

Les Républiques italiennes : une procédure

de résolution des conflits ? 54

Venise : un chef-d'œuvre de technique électorale, 56. — Florence : la *tratta*, une méthode de résolution impartiale des conflits, 58. — Tirage au sort et autogouvernement populaire, 65

La Couronne d'Aragon : insaculación et luttes pour le pouvoir des groupes sociaux 79

Le régime « du sac et du sort » au niveau communal, 80. — Le tirage au sort des représentants aux *Cortes*, 88

La disparition du tirage au sort en politique 91

Une rupture dans la tradition républicaine, 94. — La politique comme profession, 100

3 Une énigme historique 103

Le tirage au sort dans les jurys d'assises 104

Le modèle anglo-saxon, 104. — La Révolution française et la création des jurys d'assises, 107. — L'évolution des jurys européens aux *xix^e* et *xx^e* siècles, 110

Une énigme politique 118

L'idéal de la similarité, 118. — Consentement et exercice direct de la souveraineté, 120. — Hegel, les jurys, la société civile, 122. — Tocqueville : le jury comme instrument d'autogouvernement, 125. — L'âge d'or du jury anglo-saxon, 127

Tirage au sort, hasard et échantillon représentatif 131

Participation de tous ou échantillon « microcosmique » ? 132. — Calcul des probabilités, statistiques, jeux de hasard, 135. — Représentation miroir et scission ouvrière, 141

4 Une floraison d'expériences 147

L'échantillon représentatif, un microcosme de la cité 149

Le triomphe des sondages d'opinion, 151. — Une révolution dans la sélection des jurys judiciaires, 155. — Une histoire croisée, 157

Des mini-publics délibératifs 161

Les jurys citoyens, 161. — L'expérience berlinoise, 166. — L'hybridation avec les budgets participatifs, 170. — Les sondages délibératifs, 172. — Désigner par tirage au sort les candidats aux élections ? 177. — Les assemblées citoyennes au Canada et en Islande, 179. — Les conférences de citoyens, 185

5 Renouveler la démocratie 191

Légitimités, défis, controverses 192

Les logiques politiques du tirage au sort, 193. — Former une opinion éclairée, 198. — Représenter les citoyens dans leur

diversité, 207. — Mobiliser les savoirs citoyens, 211. — La question du consensus et les frontières de la politique, 214. — Auto-gouvernement républicain ou démocratie délibérative ? 218

Changer la politique 220

Transformer la représentation, développer la démocratie participative, 221. — Opiner, contrôler, juger, décider, 225. — Un autre monde est possible, 236

Postface

243

Tirage au sort et politique : trois thèses 244

Les deux domestications du hasard en politique 248

Les multiples visages de la Fortune 254

Jeux de dés, hasard, tirage au sort, 254. — La roue de la Fortune, 256. — *Fortuna* et *Occasio*, 258. — Le temps de la contingence, 260

La question de la comparaison historique 263

L'approche philosophique atemporelle, 264. — La succession d'épistémès, 265. — L'historicisation radicale et la focalisation sur les transferts et les généalogies, 267. — Une cartographie idéal-typique, 270. — Une anthropologie historique, 271

Références bibliographiques

277

Remerciements

287

CPI
BUSSIÈRE



Composition Facompo, Lisieux.
Impression réalisée par CPI Bussière
à Saint-Amand-Montrond (Cher)

en novembre 2011.

Dépôt légal : novembre 2011.

N° d'impression : 112417/4.

Imprimé en France

Petite histoire de l'expérimentation démocratique

Tirage au sort et politique
d'Athènes à nos jours

Yves Sintomer

Alors que l'idéal démocratique progresse dans le monde, les « vieilles démocraties » sont en crise. Les partis semblent de plus en plus incapables de fédérer les énergies civiques. Des expériences qui réintroduisent le tirage au sort en politique se multiplient à l'échelle internationale. Les critiques déplorent une dérive « populiste » : leurs réactions ne témoignent-elles pas plutôt d'une certaine crainte des masses.

Le tirage au sort a une longue histoire politique. Il constitue l'une des dimensions, trop souvent oubliée, du gouvernement du peuple. Inventé avec la démocratie à Athènes, longtemps consubstantiel à la tradition républicaine, pourquoi a-t-il été réservé aux jurys d'assises après les révolutions française et américaine ? Pourquoi fait-il son retour aujourd'hui, et quelle peut être sa légitimité dans le monde contemporain ? À quelles conditions peut-il contribuer à rénover la démocratie, à la rendre plus participative et plus délibérative ? Les minipublics tirés au sort peuvent-ils s'articuler aux mouvements sociaux ? Une comparaison historique fait-elle sens ?

Yves Sintomer montre dans ce livre incisif que des logiques politiques nouvelles sont en train d'émerger. Face à un *statu quo* intenable, plus que jamais, il devient urgent d'expérimenter.

Yves Sintomer est codirecteur du département de science politique de l'université Paris-VIII, chercheur au CRESSPA (CNRS) et chercheur associé à l'Institut de sociologie de l'université de Neuchâtel. Il a notamment publié, à La Découverte, *Porto Alegre, l'espoir d'une autre démocratie* (2002, 2005, avec Marion Gret), *Les Budgets participatifs en Europe* (2008, avec Carsten Herzberg et Anja Röcke) et *La Démocratie participative, histoire et généalogie* (2011, avec M.-H. Bacqué).

En couverture : illustration
Sophie Toulouse



La Découverte

www.editionsladecouverte.fr
9 bis, rue Abel-Hovelacque
75013 Paris

ISBN 978-2-7071-7014-9



11 €